

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

16^e ANNEE

N° 4

SOMMAIRE

EDITORIAL :

Deux crises.

NOTES EDITORIALES :

La France sous de Gaulle

La Révolution algérienne au tournant

PROBLEMES DE LA V^e REPUBLIQUE

PIERRE FRANK

Le coup du 13 mai

J. P. M.

Sens de l'ambiguïté du gaullisme.

ROBERT LEBLOND

L'Afrique noire « française » à l'heure
de l'indépendance guinéenne.

JEAN-PAUL MARTIN. — Révolution « ininterrompue » en Chine.

M. K. — Le mouvement national arabe après la Révolution irakienne.

MICHEL PABLO. — Remarques sur le nouveau programme des communistes yougoslaves.

E. GERMAIN. — La situation internationale vue de Belgrade et vue du Kremlin.

A propos du nouveau programme du Parti Socialiste Autrichien.

G. GERBEL. — Il y a 40 ans : la Révolution allemande de 1918.

FERDINAND LASSALLE

Qu'est-ce qu'une Constitution ?

M. PABLO. — Vingt ans de la IV^e Internationale (IV).

Les livres. — Les idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui, de M. Dommanget. — Le sang de Bandoeng.

Nouvelle du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Grèce — Inde — Indonésie — Ceylan — France — Etats-Unis — Chili — Argentine — Brésil — Angleterre.

NOVEMBRE 1958

(4^e trimestre 1958)



SOMMAIRE

EDITORIAL :	
Deux crises	1
NOTES EDITORIALES :	
La France sous de Gaulle	6
La Révolution algérienne au tournant	12
PIERRE FRANK	
Le coup du 13 mai	15
J. P. M.	
Sens de l'ambiguïté du gaullisme	21
ROBERT LEBLOND	
L'Afrique noire « française » à l'heure de l'indépendance guinéenne.	26
JEAN-PAUL MARTIN	
Révolution « ininterrompue » en Chine	30
M. K.	
Le mouvement national arabe après la Révolution irakienne	35
MICHEL PABLO	
Remarques sur le nouveau programme des communistes yougoslaves	39
E. GERMAIN	
La situation internationale vue de Belgrade et vue du Kremlin ..	43
A propos du nouveau programme du Parti Socialiste Autrichien	51
G. GERBEL	
Il y a 40 ans : la Révolution allemande de 1918	54
FERDINAND LASSALLE	
Qu'est-ce qu'une Constitution ?	61
MICHEL PABLO	
Vingt ans de la IV ^e Internationale (IV)	72
Les livres	
Les idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui, de M. Dommanget. — Le sang de Bandoeng	81
Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Grèce — Indonésie — Ceylan — France — Etats-Unis — Chili — Argentine — Brésil — Angleterre	83

OCTOBRE-NOVEMBRE 1958

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

Editorial

DEUX CRISES

Deux crises ont marqué la situation internationale depuis juillet dernier et ne sont pas encore terminées : celle du Moyen-Orient et celle du détroit de Formose. Dans les deux cas, le monde a été amené une nouvelle fois « au bord de l'abîme », situation qui trouve apparemment d'autres amateurs que M. Dulles. Khrouchtchev et Mao semblent eux aussi avoir pris maintenant goût au vertige.

Jeux dangereux qui ont tenu pendant des jours et des semaines le monde en haleine, la « paix » étant maintenant à la merci d'un seul nouveau pas mal calculé, d'un incident, d'une initiative d'un commandant quelconque d'une escadrille d'avions ou d'une batterie de canons à munitions « atomiques tactiques ».

Aussi bien la crise du Moyen-Orient que celle du détroit de Formose ont revêtu un caractère plus explosif que jamais, dont il s'agit de saisir le sens.

**

La nouvelle crise du Moyen-Orient a éclaté à la suite de la Révolution irakienne qui a mis bas le régime de Nouri Said l'« Anglais », comme les Arabes appelaient ce garde-chiourme par excellence de l'impérialisme dans cette région. Elle survenait en pleine guerre civile au Liban, qui risquait de détacher cet autre bastion de l'impérialisme au Moyen-Orient, et qui causait déjà les plus graves inquiétudes aussi bien à Washington qu'à Londres et à Paris.

Des plans d'intervention impérialiste au Liban avaient été dressés, dont la Révolution irakienne a précipité l'application, dans un climat manifeste de nervosité sinon tout simplement de panique.

Toutes les positions impérialistes au Moyen-Orient semblaient sur le point d'être balayées par l'ouragan de la Révolution arabe. Les mouvements de la 6^e flotte américaine et le débarquement des marines

munis d'armes atomiques tactiques au Liban, manifestaient l'intention de l'impérialisme américain de lutter, y compris par la guerre, contre un tel développement.

Survint l'avertissement, sous forme d'ultimatum, du Kremlin, selon lequel toute intervention en Irak ou toute attaque contre la R.A.U. déclencherait la réponse de l'U.R.S.S., ce qui fait que les marines se fixèrent au Liban, les parachutistes anglais à Amman, et que toute idée d'intervention en Irak fut abandonnée.

Il y a donc eu en définitive une intervention limitée de l'impérialisme au Moyen-Orient, devant l'établissement d'un front unique de fait entre les forces des Etats ouvriers et les forces de la Révolution arabe.

L'impérialisme a trouvé une compensation partielle à ses déboires dans le fait que la direction de la Révolution arabe reste toujours entre les mains de la bourgeoisie, ménage les positions économiques de l'impérialisme et, par sa nature même, ne peut pas pousser très loin son alliance avec le Kremlin, dont elle craint, par contre, l'influence sur les masses paysannes et ouvrières arabes.

Il n'en reste pas moins vrai que le bilan de cette nouvelle crise au Moyen-Orient s'établit à ce jour par le détachement de l'Irak de l'impérialisme et le coup porté au Pacte de Bagdad, par la neutralisation du Liban, par l'affaiblissement extrême de la Jordanie (dont le roi Hussein ne tient que grâce au cordon de protection des parachutistes anglais qui entourent son palais), et par une nouvelle impulsion importante au processus d'unification du monde arabe, sensible jusque dans les protectorats richissimes du golfe persique.

Un tel bilan laisse prévoir de nouvelles explosions au Moyen-Orient à la suite de l'évacuation des troupes anglo-américaines, à laquelle l'impérialisme se voit acculé, en raison du caractère précaire du régime libanais et plus encore de celui de la Jordanie, des répercussions qu'aurait sa chute, et des développements de la Révolution irakienne.

En outre, dans la mesure où, malgré tout, un nouveau rapport de forces s'est établi entre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale de ces pays, ce rapport trouvera tôt ou tard son expression y compris dans une transformation des termes des contrats régissant l'exploitation du pétrole, au désavantage grandissant de l'impérialisme.

Par contre, les difficultés intérieures de la Révolution arabe peuvent agir aussi bien pour favoriser ces explosions que pour les retarder pendant un certain temps. Ces difficultés proviennent du fait que la direction bourgeoise et petite-bourgeoise actuelle de la Révolution arabe est de plus en plus aux prises avec les problèmes sociaux et politiques posés par les victoires mêmes de la Révolution. Les principaux de ces problèmes à l'étape actuelle sont la structure et la viabilité d'une République fédérative arabe, la réforme agraire, l'industrialisation et le développement économique des pays arabes se libérant formellement de l'impérialisme.

La R.A.U., qui a déjà des difficultés avec sa province syrienne, semble handicapée pour embrasser d'autres pays comme l'Irak par exemple, plus porté que celle-ci aux réformes sociales et riche de ses pétroles.

Seul un pouvoir fort, capable d'exproprier les féodaux, de briser les tendances centrifuges défendant ci et là des intérêts et des privilèges particuliers, de développer ainsi le marché intérieur, de propulser l'industrialisation et, sur cette base d'essor économique réel, d'associer autour de lui de larges masses, saurait consolider et élargir un cadre fédératif unificateur pour les pays arabes. Le pouvoir bonapartiste de Nasser n'a pas cette envergure, et sa faillite ferait la preuve de la faillite de la direction bourgeoise en général de la Révolution arabe.

**

La crise en Extrême-Orient a suivi de près la rencontre Khrouchtchev-Mao, ce qui laisse supposer qu'elle y a été envisagée dans tous ses développements actuels. Elle a débuté par le blocus militaire, grâce à l'intervention des batteries côtières et de l'aviation, de Quemoy et des autres îles avoisinantes, d'où partaient les provocations constantes de la clique de Tchang-Kai-Chek, patronné par l'impérialisme yankee, contre le pouvoir populaire en Chine.

Le conflit a pris vite de l'envergure, posant la question aussi bien du régime de Tchang-Kai-Chek que de la présence américaine dans les parages de Formose. Il a dégénéré en une épreuve de force majeure entre Peking, épaulé par le Kremlin, et l'impérialisme américain qui a donné, entre autre, l'occasion d'expérimenter une série d'armes nouvelles et de juger les performances de l'aviation de part et d'autre.

Mao semblait cette fois vouloir forcer l'issue et récupérer, dans une première étape, au moins les îles côtières. Les impérialistes alliés des Etats-Unis ont réellement craint que la guerre n'éclate pour Quemoy et n'ont pas manqué d'exercer leur pression sur Washington afin d'éviter le pire. Aux Etats-Unis même l'opinion publique, alarmée par la perspective d'un conflit majeur avec la Chine et inévitablement dans ce cas avec l'U.R.S.S. également, hésitait à approuver la ligne « dure » adoptée par l'administration républicaine.

Et cependant cette ligne semble en partie avoir cette fois obtenu des résultats. Washington a rassemblé dans le détroit de Formose la plus formidable armada de l'histoire, équipée en armes atomiques, et a doté Tchang-Kai-Chek de toute une gamme d'armes modernes abondantes.

Le blocus militaire de Quemoy par Mao s'est montré en partie inefficace ; en se prolongeant il risquait de provoquer l'effondrement de la garnison de l'île à défaut d'une intervention plus décisive de la part des Américains, réduisant au silence les batteries côtières. Subitement il y a eu l'ordre du cessez-le-feu, ordonné par Mao, tout d'abord pour une semaine, ensuite pour deux autres. Il est vrai qu'entre temps les Américains avaient accepté de reprendre les pourparlers sino-américains à Varsovie.

Le bilan de cette épreuve de force qui, par moments, a revêtu un degré explosif dramatique, n'est pas encore entièrement clair. Que cherchait exactement Mao ? Provoquer l'effondrement de la garnison de Quemoy avant que les Américains n'interviennent ? Minimisait-il l'ampleur et la décision de cette intervention ? Voulait-il simplement rappeler à l'opinion internationale la question de la Chine et obtenir des avantages diplomatiques limités ? Ou bien cette campagne visait-

elle principalement à épauler l'effort inouï qui se dépense actuellement à l'intérieur de la Chine pour les objectifs et les résultats colossaux dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie ?

Peut-être y avait-il à la fois un peu de tout cela dans les motifs qui ont déclenché le conflit de Quemoy.

Le bilan provisoire de cette crise, également non terminée, s'établit cependant d'une manière différente que dans le cas de celle du Moyen-Orient. Contre des avantages encore limités pour Mao — neutralisation militaire éventuelle partielle des îles côtières, reprise des pourparlers avec les Etats-Unis, actualisation de nouveau de la question chinoise — Washington a fait la preuve d'une grande détermination dans la défense de Formose et de son « allié » chinois.

La politique risquée du Département d'Etat se justifie en réalité non pas par l'importance en soi des îles côtières pour la défense de Formose, mais en tant que pierre de touche des dispositions et possibilités réelles de l'impérialisme américain face à une poussée éventuelle de la Chine nouvelle.

Angoissés, les alliés asiatiques de Washington — Philippines, Thaïlande, Vietnam du Sud, Japon, etc. — voulaient voir si les canons de Mao étaient déjà assez puissants pour éloigner la 7^e Flotte du détroit de Formose et faire lâcher Tchong-Kaï-Chek par ses protecteurs des Etats-Unis.

L'attitude de Dulles signifie que les marges de retraite possible pour Washington sont devenues désormais assez étroites ; et de ce point de vue, dans chaque nouvelle épreuve de force il sera encore plus difficile que par le passé aux Etats-Unis de reculer sans risquer de perdre ainsi la face et le contrôle de toutes les répercussions d'un tel recul.

Mais, d'autre part, le Kremlin et Peking, forts de la puissance grandissante de leurs pays, conscients des faiblesses de l'impérialisme ainsi que du fait qu'une atmosphère de tension internationale est favorable à la lutte contre le « révisionnisme » sur le front intérieur, sont portés actuellement à prendre des risques majeurs avançant à leur tour jusqu'« au bord de l'abîme ».

**

Dans ces conditions, comment va évoluer la situation internationale dans les prochains mois ?

Dans les pays arabes, l'impérialisme portera ses efforts pour récupérer le Liban en le faisant glisser insensiblement de la neutralité à une position de nouveau pro-occidentale et pour former un Maghreb « bourgeois » qui brise le courant de l'unification arabe et s'oppose au nasserisme. Mais ces tentatives n'ont que peu de chances de succès.

En Extrême-Orient, il ne relâchera ni sa protection du régime « allié » de Formose ni l'accumulation de son potentiel militaire. La menace que représente le renforcement économique, malgré tout gigantesque, de la Chine va peser de plus en plus sur les destinées des pays asiatiques environnants et jusqu'au Japon, de sorte que l'impérialisme ne pourra se permettre des exhibitions de faiblesse manifeste. Cependant, la situation dans la plupart de ces pays s'aggrave, y

compris en Inde, par le fait que leur production reste en retard comparativement aux besoins et à l'accroissement de la population, par le fait, en réalité, que ces pays, pour ces raisons, deviennent **plus pauvres** face à l'exemple expansif de la Chine.

Il ne se passera pas encore beaucoup de temps avant qu'une nouvelle tempête sur l'Asie ne déferle, dans laquelle va souffler l'ouragan de la Nouvelle Chine avec la force dévastatrice inouïe des structures sociales actuelles.

Les perspectives révolutionnaires dans ces régions restent, par conséquent, bonnes, avec tout ce qu'elles comportent d'explosif pour la situation internationale.

Par contre, la situation dans les pays métropolitains, et de l'Europe occidentale en particulier, continue à évoluer sous le signe des progrès de la droite, que ce soit en France, en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Hollande, ou même dernièrement en Angleterre. Les élections récentes dans ces pays, ainsi que d'autres manifestations, font clairement apparaître ce glissement à droite.

Outre l'influence qu'a eue sur les masses le boom économique des dernières années, la misérable politique réformiste des socialistes et des communistes est responsable du désenchantement des masses européennes de ces partis.

Dans les conditions du capitalisme tel qu'il existe actuellement dans ces pays, il est évident que le programme des partis ouvriers ne peut présenter une alternative meilleure aux masses, plus attrayante, que dans le cas où il vise à obtenir des réalisations politiques et économiques profondes qui justifient sur ces deux plans la supériorité éclatante du socialisme.

D'autre part, il ne suffit pas d'avoir un programme socialiste radical ; il faut également persuader les masses dans la pratique, et ceci pendant toute une période, que les partis se réclamant d'un tel programme luttent sérieusement, de manière conséquente et décisive, pour l'application de leur programme.

La récession qui s'étend actuellement en Europe peut, dans certaines conditions, améliorer les perspectives du mouvement ouvrier. Tandis qu'aux Etats-Unis la conjoncture économique connaît, depuis avril 1958, une légère amélioration — augmentation de la production, reprise de l'industrie d'acier, diminution du chômage —, en Europe occidentale le fléchissement du taux d'expansion est général, le chômage plus fort qu'en 1957, la saturation du marché du charbon et de l'acier éclatante, ainsi que la diminution des exportations en direction des pays sous-développés.

L'évolution de la reprise légère aux Etats-Unis est encore assez incertaine et risque d'être bloquée par la récession européenne, ce qui aggraverait à son tour cette dernière.

Il est sûr, en tout cas, que l'économie européenne va, pour un certain temps, au devant d'une période de recul, dont les conséquences peuvent ranimer les réflexes de classe des salariés européens. Mais en même temps se préciseront les entreprises réactionnaires de la bourgeoisie, que la réussite relativement si facile de l'« Etat fort » de de Gaulle a considérablement alléché.

Il faudra un grand effort de renouvellement idéologique, et proba-

blement, dans certains cas, organisationnel, du mouvement ouvrier européen pour qu'il puisse forger des armes capables de lui permettre d'affronter avec efficacité l'offensive de la bourgeoisie et combler le fossé qui sépare actuellement le niveau de la révolution européenne de celui de la révolution coloniale.

20 octobre 1958.

(Depuis qu'a été écrit cet article, le gouvernement de Pékin a repris le bombardement des Quemoy, voulant prouver avec l'arrivée de Dulles à Formose, qu'il n'avait pas cessé le feu par faiblesse. Cette mesure confirme ce que nous disons dans cet article sur les risques qui ne sont pas prêts de disparaître dans cette partie du monde.)

La France sous de Gaulle

Deux faits importants ont jusqu'à présent caractérisé le régime de de Gaulle : le référendum du 28 septembre, et sa manœuvre en Algérie en vue des prochaines élections législatives.

Que le référendum du 28 septembre donnât une majorité de « oui », c'était largement prévu, car il ne faisait qu'entériner la réussite du coup du 13 mai et l'arrivée de de Gaulle au pouvoir. Par contre, que la majorité des « oui » s'élevât en France à 80 % constitua une surprise générale, tant de la part du gouvernement que de toutes les formations, de la droite à la gauche. Un tel résultat ne pouvait s'expliquer par l'ampleur de la propagande officielle ni par des mesures de pression policière — on n'était pas en Algérie.

Ce qui a provoqué ce vote de 80 %, c'est le très grand nombre d'électeurs traditionnels du Parti communiste qui, à la surprise générale, ont voté « oui ». C'est un fait reconnu de tous, y compris de la direction de ce parti. Dans le rapport qu'il a présenté au Comité central au nom du Bureau politique, Servin admet qu'il y a eu « pas un million d'électeurs communistes qui ont voté oui, mais davantage » ; qu'il « ne s'agit pas seulement des électeurs gagnés tout fraîchement en janvier 1956, mais souvent d'électeurs qui votaient communiste depuis longtemps » ; que « c'est la première fois depuis la Libération que se produit un tel phénomène » ; que « les électeurs communistes qui ont voté « oui » n'appartiennent pas toujours aux classes moyennes, loin s'en faut » et qu'il faut enregistrer « des pertes sensibles dans les milieux ouvriers, et souvent dans les milieux les plus malheureux ».

Toutes ces déclarations sont exactes, et on peut même dire que le « davantage » du million de pertes est de l'ordre de un million et demi de voix.

Mais de ces constatations justes aux explications, il y a chez Servin une distance considérable. Plus exactement, il donne diverses explications plus ou moins superficielles, mais il ne va pas au fond du problème, tout en laissant échapper ci et là des vérités.

LES « OUI » ET LES « NON »

Servin examine pourquoi des gens à opinions divergentes — des électeurs de gauche, des électeurs communistes — ont voté « oui ». A aucun moment il ne se demande quels sont ceux qui ont voté « non ». Or, en commençant par là on pourrait mieux comprendre le glissement qui s'est produit avec tant d'intensité.

Les « non » comportaient, outre un tout petit nombre de démocrates bourgeois et petits bourgeois, essentiellement la partie de la population française — ouvriers, intellectuels et membres des classes moyennes — qui sont pour le socialisme : des communistes, des socialistes, des syndicalistes, organisés ou gravitant autour des organisations, des éléments politisés qui ne suivent pas les grandes organisations pour leurs mots d'ordre momentanés, mais parce qu'ils y voient des centres d'organisation, des bastions pour l'expansion de la lutte vers le socialisme. Toute cette partie politisée de la population avait compris le grand danger que constitue le nouveau régime, et c'est pourquoi elle avait manifesté avec une certaine force, comme le 4 septembre à Paris. Ces 4.600.000 « non » forment la partie de la population qui ne flotte pas en fonction de telle ou telle pression ou circonstance politique.

En face, ceux qui, ayant voté à gauche (socialiste et communiste surtout) depuis la Libération et qui ont le 28 septembre dit « oui » à de Gaulle, ce sont ces électeurs qui ont été entraînés par les circonstances, par des aspirations ou des mots d'ordre du moment des partis, mais qui n'ont pas été gagnés par ceux-ci à la cause du socialisme et que des aspirations semblables et les désillusions passées ont jetés dans les bras de la réaction et de la dictature.

« HUMILIES DANS LEUR FIERTE NATIONALE... »

A sa façon, en voulant défendre la politique de son parti, Servin en fait une démonstration éclatante.

« Significatif... est le résultat du plébiscite dans des départements comme la Meuse et d'autres, où le Parti avait beaucoup gagné en 1956 grâce à sa lutte contre la C.E.D. et le réarmement de l'Allemagne revancharde. »

Servin insiste, comme le Parti communiste n'a cessé de le faire depuis des années, sur le « caractère national » de la politique de son parti, en opposition à une « politique d'alignement inconditionnelle sur les volontés du Département d'Etat » qui a compromis « l'indépendance et la grandeur nationales ». Puis il constate que « pour des millions de Français humiliés dans leur fierté nationale par la servilité des gouvernements précédents, de Gaulle est apparu comme le garant de la grandeur et de l'indépendance nationale ». Mais il ne se demande pas pourquoi, parmi ces millions de Français, près de 1,5 million après avoir fait confiance au P.C.F. se tournent vers de Gaulle.

En réalité, dans le vote du 28 septembre il entre beaucoup moins de « fierté nationale » humiliée que ne le pense Thorez, et comme nous le verrons plus loin, beaucoup de volonté de changement de toutes les conditions d'existence. Cependant, dans la mesure où une partie petite bourgeoise de la population avait été gagnée au P.C.F. au moyen d'arguments patriotards, chauvins, sur la grandeur nationale, et que ce parti n'a rien fait, tout au contraire, pour l'éduquer dans un sens socialiste, il est tout à fait normal que ces mêmes gens à un moment donné aient vu en de Gaulle un meilleur champion de la « fierté nationale » que Thorez et Duclos.

LA CONTAMINATION IMPERIALISTE

Cette propagande « nationale » a d'autant plus servi le gaullisme que la direction du P.C.F. a eu aussi une attitude « nationale » envers la lutte des peuples coloniaux. Elle ne cesse de parler « d'intérêts nationaux » à défendre dans les pays colonisés par l'impérialisme français. En l'occurrence, les « intérêts nationaux » en Algérie et ailleurs sont, comme l'ont enseigné Marx et Lenine, les intérêts de la classe dominante, c'est-à-dire le capitalisme français. Les seuls intérêts de la classe ouvrière française dans ces régions du globe résident dans la victoire des peuples colonisés et dans la défaite de l'impérialisme français. Pour défendre les « intérêts nationaux » en Algérie et ailleurs, des électeurs gagnés au P.C.F. par la propagande chauvine dans le passé ont finalement donné leur préférence à de Gaulle.

De son intervention au Comité central, Thorez a consacré une importante partie à condamner les méthodes que le F.L.N. a employées en France, laissant entendre que celles-ci étaient responsables d'un grand nombre de « oui ». Thorez a voulu prendre les plus grandes distances envers le F.L.N., comme si cela pouvait empêcher la bourgeoisie de monter des provocations ou de fabriquer des faux pour les besoins de sa cause, le moment venu. Mais, l'intervention de Thorez est un nouveau coup qui affaiblira la solidarité déjà si insignifiante de la classe ouvrière française envers la Révolution algérienne. Thorez donne de grandes leçons de marxisme aux Algériens, rappelle le jugement des bolcheviks sur les socialistes révolutionnaires, et oublie de faire une comparaison autrement valable, celle de la Résistance pendant l'occupation allemande. Thorez se permet dans son intervention de dire qu'une partie de la classe ouvrière est « contaminée » par l'idéologie impérialiste — ce qui est vrai, mais il y a contribué et il contribue lui-même. Pour la politique passée du P.C.F. nous renvoyons à la déclaration de la Fédération de France du F.L.N. à ce sujet (1). Pour le présent, que signifie cette attaque de Thorez, sinon que les Algériens n'ont pas le droit d'attaquer l'impérialisme français sur le territoire de celui-ci ? N'est-ce pas là une contamination par l'idéologie impérialiste, simplement par capitulation devant l'opinion des petits bourgeois français que n'ont pas dérangés les tortures commises en Algérie contre le peuple algérien, mais qui sont indignés de ce qui, en France même, pourrait troubler leur digestion ?

LA VOLONTE DE CHANGEMENT

La plus importante des raisons fournies par Servin à l'ampleur des « oui », c'est « la volonté de changement... réelle dans notre peuple », à laquelle s'ajoute « le discrédit certain d'un parlementarisme qui apparut aux yeux de masses importantes comme la cause des misères du pays et du peuple ». Nous sommes parfaitement d'accord sur ce point. Les masses étaient dégoûtées de la IV^e République.

Mais Servin ne se demande pas pourquoi, dans ces conditions, des masses qui avaient accordé précédemment leur confiance au P.C.F. n'ont plus eu confiance en celui-ci pour assurer ce changement.

Il pourrait, en effet, sembler surprenant que la volonté de changement des masses ne se soit pas produite au profit d'un parti qui se dit communiste, c'est-à-dire dont le programme fondamental est celui du plus grand et du plus profond changement qu'on puisse apporter à l'humanité ; d'un parti qui ne jure que par l'Union soviétique où des changements gigantesques ont été réalisés au cours des 41 années qui se sont écoulées depuis la Révolution d'Octobre. Comment expliquer que la volonté de changement des masses ne se soit pas traduite en faveur de ce parti et qu'elle se soit même détournée de lui, en faveur d'un général qui voit la France dans le monde comme elle l'était il y a deux ou trois siècles ?

(1) Voir « Quatrième Internationale » (avril 1958).

« INFLECHIR LA POLITIQUE FRANÇAISE... »

L'explication est assez simple. Le Parti communiste français célébrait le sputnik et les plans quinquennaux, mais la politique qu'il proposait pour la France était tout au plus une politique réformiste. Il ne pouvait être question pour ce parti, depuis au moins la Libération, de lutter pour le socialisme en France ; il fallait se contenter de pétitions, de démarches parlementaires, de pressions, le tout constituant « une ligne qui se fixait pour but d'infléchir la politique française », comme Servin la définissait lui-même. Enfin, il n'est pas inutile de rappeler qu'au Comité central qui suivit l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, en juin de cette année, la direction du Parti Communiste français imitait les mots d'ordre à la seule « défense de la République » et condamnait les propositions de mettre en avant l'idée d'une Constituante, d'un programme, comme des propositions susceptibles de « diviser la gauche ».

Nous en arrivons ainsi à une des raisons profondes de la perte de nombreuses voix ouvrières, y compris — comme le reconnaît Servin — « dans les milieux les plus mineurs ». En effet, un très grand nombre de pauvres gens, de malheureux, exprimaient, depuis des années, leur mécontentement de leur sort et leurs aspirations à une vie meilleure, en votant pour le P.C.F. qui leur apparaissait comme le parti capable d'apporter de grands changements, de grandes transformations, comme en U.R.S.S. Et puis, les années passant, ils se sont aperçus que ce parti parlait beaucoup mais qu'au lieu de chercher à réaliser un grand changement social, il voulait seulement « infléchir » la politique française : ces masses peu éduquées politiquement n'ont certainement pas employé ce terme de Servin, mais elles ont parfaitement compris la substance qu'il exprime, « infléchir », cela signifie modifier légèrement dans le cadre du régime, ne pas bouleverser celui-ci. Aussi n'est-il pas surprenant qu'en fin de compte, lors d'un grand choc social, des centaines de milliers de gens non politisés aient abandonné ce parti et se soient laissés prendre par un général qui ne parait pas d'« infléchir » la politique mais de balayer le « système ». Pour ces masses, le P.C.F. n'apparaissait plus comme un facteur de changement et de Gaulle leur est apparu comme capable d'apporter ce changement qu'elles recherchent.

C'EST LA FAUTE AUX AUTRES !

Si l'on fait abstraction de quelques raisons incidentelles fournies par Servin — tels les événements de Hongrie : pour un peu, ce serait la faute de Rajk et Nagy si le P.C.F. a perdu tant de voix — une autre raison invoquée comme étant majeure est la « division des gauches ». Servin l'attribue à la propagande anticommuniste de la bourgeoisie et à la persistance de l'anticommunisme de la part des autres formations qui ont appelé à voter « non ».

Une fois de plus, pour la direction du P.C.F., tout ce qui arrive de mal c'est la faute aux autres. Voilà un argument pour le moins simpliste. Servin pense-t-il qu'un jour le capital renoncera à son anticommunisme ? Pense-t-il également que le capital ne trouvera plus de Guy Mollet à sa disposition ? Pense-t-il même que les réformistes sincères — et il y en a — renonceront à leur réformisme ? Dans ce cas, le rôle du Parti communiste serait des plus simple. La valeur d'une véritable direction communiste doit précisément se montrer dans sa capacité de promouvoir une véritable politique de front unique qui amène les masses dans l'action et force ainsi au moins une partie de la direction social-démocrate à suivre le courant des masses. Or, la direction du P.C.F. était de plus en plus incapable d'assurer une telle politique. La direction du P.C.F. a perdu la confiance d'une proportion sensible des électeurs communistes ; comment peut-on penser qu'au même moment elle pouvait exercer une attraction sur ceux qui antérieurement lui étaient plus ou moins hostiles ? C'est à elle-même que la direction du P.C.F. doit s'en prendre si les manœuvres de la bourgeoisie et de ses agents à la Guy Mollet ont réussi.

Au lendemain du 28 septembre, Servin veut justifier une fois de plus le vote des « pouvoirs spéciaux » du 12 mars 1956, sous prétexte de mettre les socialistes au pied du mur, de voir si Guy Mollet allait respecter son contrat du 2 janvier 1956 avec les électeurs. On ne peut imaginer pire confusion. Le contrat du 2 janvier, c'était la paix en Algérie. Le projet voté le 12 mars, c'était la « pacification », c'est-à-dire la guerre en Algérie. Le 12 mars, il n'y avait pas la « division » mais « l'union » des gauches, communistes compris, sur le plan parlementaire pour laisser le champ libre aux militaires en Algérie. Le front unique eut au contraire exigé à l'époque une politique en direction des masses, les appelant audacieusement à l'action contre la guerre d'Algérie. Elle eut exigé notamment le soutien sans réserve des manifestations de rappelés qui se produisaient sur tout le territoire de la France. Mais à ce moment-là, la direction du P.C.F. — probablement pour permettre à Guy Mollet de respecter son contrat — dénonçait les manifestations comme l'œuvre de provocateurs. Quel était donc alors le contrat de la direction du P.C.F. envers les électeurs et comment l'a-t-elle tenu ? On ne doit pas être surpris si, dans les « oui », il y a hélas pas mal de jeunes qui avaient participé à ces manifestations de rappelés et qui furent livrés à eux-mêmes ou plutôt abandonnés à la propagande de l'état-major.

LA LIGNE JUSTE ET LES MAUVAISES LIAISONS

Servin procède quand même à une certaine autocritique, bien prudente, dans les termes suivants :

« Il est un fait certain, c'est que près d'un million et demi d'électeurs communistes ont voté « oui » et nous ne l'avons pas senti. Sans parler des sentiments animant des couches non-communistes. D'un mot, cela signifie que nos liaisons avec les masses laissent par moment à désirer et que ce fut le cas pendant la campagne du plébiscite. Il semble que nous ne savons pas toujours écouter ce qui se passe dans les masses. »

De là, Servin passe à donner de bons conseils aux membres du parti pour faire marcher les syndicats, le Mouvement de la Paix, la Fédération des Locataires, etc., etc., comme si c'était à une incapacité dans ce domaine que serait due la défaite du 28 septembre.

Mais, tout d'abord, qu'est-ce qui permet à Servin de dire que la liaison avec les masses ne laisse à désirer que par moment, que pendant la campagne du référendum ? Servin ose dire : « Nous ne savons pas toujours écouter ce qui se passe dans les masses. » Mais si les membres du Bureau politique et du Comité central savaient écouter seulement les militants de base de leur propre parti, au lieu de leur asséner la « ligne toujours juste » en long, en large et en travers, ils sauraient depuis un bon bout de temps que les liaisons de leur parti avec les masses laissent plus qu'à désirer. Voici déjà plusieurs années, alors que le chiffre des voix du P.C.F. restait encore stable, que ce parti était incapable de mobiliser les masses pour une action sur ses propres mots d'ordre. Sans parler des pétitions qui ne rendaient plus, des réunions squelettiques, et aussi des cellules mal fréquentées et des effectifs qui diminuaient.

Les liaisons avec les masses étaient détériorées depuis pas mal de temps : c'est un fait que tout militant sérieux du P.C.F. avait constaté. Ceci dit, la question se pose : quelle est donc — pour un parti qui, comme le P.C.F. disposait de la confiance de la majorité de la classe ouvrière depuis la fin de la guerre — la différence entre sa ligne et ses rapports avec les masses ? Nous avons été incapables de saisir où peut se trouver cette différence. Un parti qui dispose déjà de la confiance des masses doit trouver les mots d'ordre capables de mobiliser les masses : c'est cela une ligne juste.

Etant donné les différences qui existent entre un référendum et des élections, il n'est pas exclu que les candidats du P.C.F. regagnent des voix aux élections de novembre prochain : mais on peut être sûr que, dans le meilleur des cas, la remontée sera faible. En réalité, le 28 septembre n'a pas montré qu'à ce moment seulement, les liaisons du P.C.F. avec les masses étaient mauvaises ; il a annoncé, avec la force des chiffres, le résultat, l'aboutissant de toute la politique du P.C.F. depuis la Libération, c'est-à-dire la condamnation de cette « ligne toujours juste ».

LE RAPPORT DES FORCES

L'exposé de Servin commencé par un tableau de la dégradation constante de la situation depuis qu'en 1947 les communistes ont été éliminés du gouvernement. Si on demande à Servin pourquoi cela a-t-il pu se faire, il répond qu'il y a eu un grand complot fomenté par les Américains et accompli par Auriant et Ramadier. Mais, en janvier 1946, c'est de Gaulle qui avait dû se retirer du gouvernement ; et cela, Servin l'explique par la force des travailleurs. Il indique même qu'à la Libération il y avait « un rapport des forces favorables à la classe ouvrière ». (Ce n'était pas exactement cela qui fut invoqué en 1952 pour combattre Marty et l'exclure du P.C.F.). Mais Servin oublie de dire ce qui a contribué à détériorer le rapport des forces. La bourgeoisie, les chefs socialistes à la Ramadier ? Encore une fois, ils sont dans leur rôle. Un parti de masse ne peut pas expliquer avant tout ses échecs et ses défaites par les autres, par les ennemis. Les serveurs de la bourgeoisie ont pu jouer leur rôle plus aisément parce qu'ils ont été aidés par la direction du P.C.F. : n'est-ce pas Thorez qui, à Ivry en 1945, appelait les ouvriers à rendre les armes, à dissoudre les comités, parce qu'il ne devait y avoir qu'« une seule armée, une seule police, un seul Etat » ? L'armée de Salan et de Massu, la police de Soustelle et Dides, l'Etat de de Gaulle...

SUS AUX OPPOSANTS !

Tout le rapport de Servin est placé sous le signe de la défensive — la résolution du C.C. éprouve même le besoin de justifier, en termes pitoyables d'ailleurs, « l'existence et l'activité » d'un Parti communiste ! — sauf dès qu'il parle des opposants dans le parti. Il ne faut pas mettre en cause « l'inefficacité » du parti, dit-il, car c'est un « thème commode, à la fois pour absoudre les responsabilités du Parti socialiste et parfois aussi pour mettre ses pieds dans les pantoufles ». Pourquoi ? Nul ne le sait. Par contre, chacun peut aisément comprendre que de la constatation de l'inefficacité du parti on peut passer, sans aucune subtilité intellectuelle, à un examen de la valeur de la politique du parti et de la valeur de sa direction.

Il est probable que la direction du P.C.F. a encore un appareil suffisamment fort pour conserver le contrôle du parti, mais à quel prix ? Nous le répétons : la défaite du 28 septembre n'est pas épisodique ; ce n'est pas seulement une défaite de la politique du P.C.F., c'est aussi une défaite des masses travailleuses. Et, la continuation de la politique suivie par le P.C.F., si elle ne se heurte pas à une forte opposition des militants de base, ne peut conduire le P.C.F. et, dans les conditions actuelles, aussi la classe ouvrière qu'à de nouvelles défaites et même à une catastrophe.

« DE NOUVELLES PERSPECTIVES »

« Les résultats du plébiscite — déclare Servin — ne peuvent pas ne pas créer un choc qui risquerait d'être négatif si nous ne donnons pas les raisons légitimes de confiance, si nous ne montrons pas de nouvelles perspectives. »

De nouvelles perspectives ? Ne serait-ce pas là une nouvelle ligne ? Rassurez-vous ou, au contraire, soyez encore plus inquiets : les nouvelles perspectives ne diffèrent des anciennes que par bien peu de choses, une pincée d'opportunisme en plus.

Il est évidemment facile à Servin de dire que de Gaulle se heurtera à de grandes difficultés en Algérie, en Afrique noire, et dans le domaine économique : tout le monde le sait, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique français et international. Les changements qu'il introduira ne seront pas du goût des masses laborieuses qui ont voté pour lui le 28 septembre. Mais cela ne veut pas dire que les masses se retourneront aisément contre lui, et qu'après avoir dit « oui », on leur demandera aussi simplement de dire « non » pour que de Gaulle et la dictature s'en aillent. Il faudra une politique — c'est-à-dire des mots d'ordre, une perspective, des moyens de lutte et des formes d'organisation pour rassembler le mécontentement des masses et le transformer le moment venu en action.

Mots d'ordre ? Il y a évidemment dans le programme du P.C.F. les indispensables mots d'ordre de défense du niveau de vie des masses, des libertés démocratiques. Mais déjà il y a un recul sur la question de l'Algérie et de l'Afrique noire : il est à peine fait mention du « droit à l'indépendance », on insiste surtout sur les « nouveaux rapports » entre la France et ces pays qui ne sont pas encore indépendants. Sur le plan international, c'est le bla-bla-bla sempiternel sur la détente, le désarmement et autres illusions dans le monde actuel.

Mais c'est surtout sur le plan de la perspective politique que les nouvelles perspectives ressemblent aux anciennes. Les masses veulent un changement. Le P.C.F. leur promet, comme par le passé, « le renouveau de la démocratie », « un gouvernement républicain fort et stable ». Pour justifier la continuation d'une politique de collaboration de classe avec l'aile mendessiste de la bourgeoisie, la résolution du C.C. prétend que « le soutien loyal apporté par les communistes au gouvernement de Front populaire en 1936, la participation des communistes au gouvernement jusqu'en 1947 ont valu au peuple ses plus grandes conquêtes sociales depuis un quart de siècle ». C'est vraiment remettre les choses sens dessus dessous. Toutes les conquêtes sociales ont été obtenues par l'action des masses (l'occupation des usines en 1936, la Résistance et les mouvements à la Libération). Dans les deux cas, la bourgeoisie a utilisé les directions ouvrières (socialistes et communistes) pour endiguer le mouvement des masses, empêcher celles-ci de déborder le régime capitaliste et rétablir l'ordre capitaliste. Après quoi, les capitalistes ont chassé du gouvernement les ministres des partis ouvriers qui avaient achevé leur besogne ; ils ont même liquidé la démocratie bourgeoise, en 1939 et en 1958, parce que celle-ci ne permet pas au capitalisme de diriger le pays comme il lui convient.

La direction du P.C.F. propose tout simplement de recommencer l'opération une troisième fois, à l'avenir, en s'entendant dès maintenant avec le candidat bourgeois préposé à cet effet. Mendès-France dit ouvertement que la gestion de Gaulle comporte les plus grands dangers pour le régime capitaliste et il se présente en direction bourgeoise de rechange.

Nous touchons là au problème crucial. Il est évident que la perte de la démocratie bourgeoise va éveiller dans les masses, à plus ou moins longue échéance, la nostalgie des libertés démocratiques, et il est indispensable de mettre en avant des mots d'ordre démocratiques. Mais dans quel contexte faut-il le faire ? Les expériences de la France depuis 1934 ne font que s'ajouter à de bien nombreuses expériences entre les deux guerres (Allemagne, Autriche, Espagne, Italie). Dans l'ère du capitalisme déclinant, les vieilles démocraties bourgeoises ne peuvent subsister. Les capitalistes se tournent vers « l'Etat fort ». Quant aux masses non politisées, leur déception de la démocratie bourgeoise les fait se tourner, en l'absence d'une solution socialiste mise en avant hardiment par les partis ouvriers, vers des « hommes providentiels » qui sont au service du capital et pratiquent des politiques dictatoriales et réactionnaires. C'est cette question des perspectives qui servira de pierre de touche à la fois pour les opposants à la direction du P.C.F. que pour les militants du nouveau Parti socialiste (S.F.I.O.) autonome.

Les 4.600.000 « non », représentent, nous l'avons dit plus haut, la partie de la population travailleuse acquise au socialisme, indépendamment des différentes conceptions et tactiques qui peuvent la diviser. C'est une force plus qu'appréciable, à la condition qu'elle soit mise réellement au service du socialisme. La seule perspective qui, aujourd'hui, puisse stimuler les opposants au régime et leur permettre de retrouver l'audience des masses au fur et à mesure que le régime de Gaulle montrera tous ses aspects, c'est précisément de dire qu'on ne recommencera plus les erreurs d'antan, qu'on ne rendra pas la direction de l'Etat et de l'économie à d'autres équipes du capitalisme, qu'on expropriera celui-ci et qu'on se mettra à construire une société socialiste — laquelle ne sera pas, bien entendu, à l'image stalinienne en matière de libertés et de droits.

COMMENT LUTTER CONTRE DE GAULLE ?

La défaite du 28 septembre a rendu les dirigeants du P.C.F. plus timorés que jamais. « Les masses populaires instruites par leur propre expérience et éclairées par

le Parti communiste français... découvriront bientôt le véritable caractère de cette politique gaulliste et sauront trouver les moyens de réaliser leurs aspirations par des voies démocratiques », déclare la résolution du Bureau Politique approuvée par le C.C. Ce n'est pas le P.C.F. qui leur indique les voies, ce sont les masses qui les trouveront : on ne savait pas la direction du P.C.F. si confiante dans la spontanéité des masses. Mais passons sur ce point, et voyons un peu ce que seront ces « voies démocratiques ». Dans son intervention au Comité central, Thorez précise : Nous ne nous laisserons pas détourner de nos thèses de 1946, confirmées dix ans plus tard par notre XIV^e Congrès, sur la possibilité des voies pacifiques pour le passage au socialisme, sur le rôle que peut jouer un véritable Parlement, expression de la souveraineté populaire et s'appuyant sur les masses. » Le Parlement français a seulement montré qu'il était un excellent instrument pour passer « légalement » de la démocratie bourgeoise à la dictature militaire. Est-ce sur le futur Parlement fantoche de la V^e République que la direction Thorez compte pour rétablir la démocratie bourgeoise ? Est-ce avec des pétitions qu'elle espère venir à bout des parachutistes, des matraques de la police, des camps de concentration décidés en guise de pendaison de crémaillère de la nouvelle Constitution ?

Les démocrates de fadis, de l'époque révolutionnaire de la bourgeoisie, avaient une autre audace que les Thorez et autres Servin. Ils n'avaient pas hésité à dire que la lutte révolutionnaire, l'insurrection, était le moyen démocratique suprême, le moyen d'un peuple contre une tyrannie. Mais des Jacobins aux dirigeants ouvriers actuels, que de chemin parcouru ! Et de Marx qui voyait dans la force « la grande accoucheuse des sociétés », ces prétendus bolcheviks sont passés à Bernstein qui, au début du siècle, prétendait déjà avoir trouvé « l'accouchement sans douleur » des sociétés par les voies parlementaires. Si on veut vraiment lutter contre de Gaulle, il faut commencer par éduquer les militants et les masses dans un esprit de lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

POUR UNE NOUVELLE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

Le référendum du 28 septembre est la plus cinquantaine condamnation d'une direction qui, il y a douze ans, avait acquis la confiance de la majorité de la classe ouvrière et qui, par sa politique opportuniste, a rejeté un million et demi de ses électeurs vers le bonapartisme le plus grotesque dans sa forme. Alors qu'une partie des dirigeants socialistes rompt avec Guy Mollet, alors que se manifeste ainsi le tout début d'un renouveau du mouvement ouvrier, la direction du P.C.F. manifeste plus que jamais son incapacité à faire son autocritique, à saisir ne serait-ce qu'une partie des responsabilités qu'elle porte dans la défaite. Elle s'enfoncé encore davantage dans l'alignement sur les politiciens bourgeois qui s'approprient à être les terre-neuves du capital quand s'effondrera la V^e République. Cette politique est mortelle pour le mouvement ouvrier. Avant même que de pouvoir éventuellement donner un précaire « renouveau de la démocratie », elle permettra au régime gaulliste de frapper plus rudement le mouvement ouvrier, de décimer les organisations, de détruire un grand nombre de cadres ouvriers, précisément en désorientant plus encore les militants et en ne leur donnant aucune politique réaliste pour lutter contre ce régime.

Quoi que fasse la direction du P.C.F., cette défaite engendrera une crise parmi les militants communistes. Il n'y a pas dans le rapport de Servin la moindre réponse aux nombreuses questions angoissantes qu'ils se posent. Mais la crise est là. Cette crise est nécessaire et sera salutaire si les militants communistes font l'effort indispensable pour revenir à la politique de Lénine, pour éliminer une direction faillie et pour créer les conditions de discussion démocratique dans le mouvement ouvrier nécessaires à la renaissance d'une nouvelle direction afin d'assurer la revanche.

Le référendum du 28 septembre a renforcé la position de de Gaulle en France, mais il n'avait pas résolu quoi que ce soit pour l'Algérie ; enfin en Afrique noire la position prise par Sekou Touré et le vote de la Guinée ont bouleversé les plans de de Gaulle et créé une situation qui n'est pas prête d'être dénouée.

En premier lieu, de Gaulle veut exploiter son succès pour les prochaines élections législatives fixées au 23 et au 30 novembre, et pour aboutir à une solution en Algérie. Sur cette voie le danger pour lui était qu'une droite profasciste, se revendiquant de lui, l'emporte, ce qui déporterait la prochaine assemblée — si réduite que soit désormais sa place — trop à droite. Pour pouvoir être « l'arbitre », il doit avoir à arbitrer entre des gens aux vues opposées : il veut pouvoir conserver dans le gouvernement Soustelle et Pinay aussi bien que Pflimlin et Guy Mollet. Le danger présentait une forme double : en France même, un scrutin où la droite bloquée éliminerait non seulement un grand nombre d'élus communistes (ce qui est aussi le but de de Gaulle), mais aussi beaucoup de candidats de Guy Mollet ; en Algérie, l'élection sous le contrôle du Comité de salut public de 70 députés ultras, des hommes de Soustelle, de Sérigny et même de plus ultras encore.

Pour obvier à ces dangers, la solution en France était assez simple ; il suffisait d'instituer le scrutin uninominal à deux tours, favorisant ce qu'on appelle les « notables », c'est-à-dire les gens ayant des positions locales, élus depuis de longues années et limitant à l'extrême les grands déplacements politiques. Pour mieux assurer l'opération, il fut aussi procédé à un redécoupage des circonscriptions.

Pour l'Algérie, il fallait tout autre chose. Au début d'octobre, de Gaulle a prononcé un discours annonçant un « programme de 5 ans » pour l'Algérie. Les promesses les plus mirifiques y étaient faites, sauf en matière de terres ; financièrement, il faudrait que la guerre ne soit pas poursuivie et que la métropole consacre à l'Algérie la plupart des capitaux qu'elle investirait normalement chez elle. Même en tirant une traite sur les futurs profits des pétroles sahariens, la démagogie était un peu grosse et ne pouvait faire oublier qu'il y a d'abord, pour les Algériens, un problème « politique », celui de leur indépendance, et qu'on n'allait pas le résoudre en faisant élire 70 ultras et beni-oui-oui.

Aussi de Gaulle se décida-t-il à briser le Comité de salut public qui, créé le 13 mai, avait continué depuis son accession au pouvoir le 1er juin à exercer une sorte de dualité de pouvoir en Algérie. Pour le faire, il ordonna aux officiers de sortir de ce comité. Le général Salan, qui exerce le pouvoir en Algérie, s'efforça d'obtenir de de Gaulle des changements dans sa décision, mais ce dernier prit les devants en faisant connaître publiquement celle-ci. Les militaires s'inclinèrent. Dans le Comité de salut public, une partie des ultras essaie d'organiser des manifestations (grève générale, démonstration au Forum), mais cela foira comme un pétard mouillé. Ainsi la démonstration était faite une fois de plus que le coup du 13 mai n'avait pu réussir que grâce à la participation de l'armée.

De Gaulle a aussi décidé que les élections seraient « libres » en Algérie et que l'armée s'y tiendrait en dehors de la campagne électorale. Il est probable que, pour de Gaulle, cette décision est sérieuse, car il voudrait par ces élections trouver des « interlocuteurs valables » ; pour cela, il est plus que probable qu'il a eu indirectement des contacts avec le gouvernement provisoire algérien pour que celui-ci permette à certains Algériens de se présenter. Nous examinons par ailleurs l'aspect du problème vu de la part des Algériens ; mais, en admettant même qu'il n'y ait pas d'obstacles aux intentions de de Gaulle de la part du gouvernement algérien (ce qui n'est pas du tout certain), il y a des obstacles du côté français. De Gaulle a obtenu du commandement français le retrait des officiers du Comité de salut public. Mais des liens subsistent qui, pour être moins officiels, n'en sont pas moins réels. D'autant plus que ce ne sont pas les membres des petits groupes fascistes qui sont les vraies têtes politiques. Ceux qui comptent, ce sont Soustelle et de Serigny. Ils ont tout de suite compris que politiquement il ne fallait pas s'opposer ouvertement à de Gaulle ; mais ils ont bien des moyens d'intervenir dans les élections pour contrecarrer les plans de de Gaulle, et le moyen principal dont ils disposent c'est une partie importante des chefs de l'armée en Algérie.

En attendant de voir ce que la manœuvre de de Gaulle donnera aux élections prochaines en Algérie, elle a eu en France un résultat politique considérable ; elle a désarçonné tout le monde : la droite emboîta le pas ; mais il faut voir comment les farouches démocrates du « non » du 28 septembre ont salué de Gaulle comme l'homme qui allait faire la paix en Algérie. Même « l'Humanité » a dit que tout le pays approuvait les décisions de de Gaulle. Il ne peut y avoir de doute que, dans ces conditions, l'anathème politique va se développer encore davantage dans de très larges masses, ce qui donnera les mains encore plus libres à de Gaulle. La défaite de mai 1958 n'a pas encore donné tous ses fruits.

La Révolution algérienne au tournant

La révolution algérienne arrive à un tournant. Elle est actuellement soumise à la pression conjointe de l'impérialisme français, de la bourgeoisie « bourguibiste » pro-occidentale de la Tunisie et même du Maroc et des éléments pro-bourgeois à la Ferhat Abbas du F.L.N. D'autre part, la défaite subie par le mouvement prolétarien en France pèse également sur son évolution.

L'arrivée de de Gaulle au pouvoir, ses ouvertures, ses initiatives, ses promesses sur le plan colonial, ont incontestablement semé une certaine confusion dans les rangs algériens et renforcé l'aile « bourguibiste » de la direction actuelle de la révolution algérienne. La nouvelle Constitution, avec les concessions qu'elle comporte à l'égard de l'Afrique Noire et les promesses qu'elle contient d'une évolution à l'indépendance, l'exemple de la Guinée, ensuite le discours de Constantine, et enfin les mesures prises à l'égard des comités des ultras en Algérie, font miroiter à certains la possibilité d'une « solution négociée » en Algérie.

Bourguiba, qui vient de rompre avec éclat les derniers liens avec le Caire, épaulé — il ne faut pas en douter — par le roi du Maroc, mettra tous ses atouts sur la balance pour favoriser une solution de compromis du F.L.N. avec la France.

Dans ces conditions, les éléments « bourguibistes », c'est-à-dire pro-bourgeois, pro-impérialistes du F.L.N. se trouveront eux-mêmes renforcés pour préconiser la « modération » et la « négociation » avec un minimum de conditions préalables. Ils feront valoir leur habileté « diplomatique », pour préconiser une « solution négociée » vu le piètinement sinon l'impasse sur le terrain militaire proprement dit, et dans une certaine mesure également sur le terrain militaire.

Ferhat Abbas, président du gouvernement provisoire algérien, s'est précipité pour faire à ce propos des déclarations d'une « souplesse diplomatique » au moins curieuse

sinon franchement scandaleuse, rejetant entre autre la responsabilité de l'action menée récemment en France par le F.L.N. sur sa Fédération dans la métropole. Quel étrange rapide oubli de ses toute récentes déclarations de « transporter la guerre en France ! ». Ferhat Abbas cependant devrait se souvenir qu'il n'est pas l'habile diplomate d'un gouvernement quelconque, mais le membre de la direction d'une révolution en plein combat, dont l'admirable base plebéienne de paysans pauvres et d'ouvriers a eu jusqu'ici 600.000 victimes de la barbare répression impérialiste. Quant aux louanges que Ferhat Abbas adresse à de Gaulle, elles rejoignent actuellement celles que Messali Hadj ne cesse de prodiguer au « noble », « grand soldat », etc., avec lequel il se voit déjà assis autour d'une Table ronde, en « interlocuteur valable » pour une « solution » en Algérie.

Mais quelle « solution négociée ? ».

Il est certain qu'il n'existe actuellement aucune fraction importante de la bourgeoisie française qui envisage une indépendance tant soit peu réelle de l'Algérie, et que de Gaulle lui-même, à supposer qu'il puisse imposer sa volonté, n'est pas non plus pour une telle solution. Sa solution maxima serait une apparence d'auto-détermination algérienne dans le cadre de la Communauté française, l'Algérie restant effectivement contrôlée par la métropole. Ce contrôle étant nécessaire aussi bien pour les intérêts présents de la France en Algérie que pour la mainmise sur les richesses du Sahara et la garantie des investissements du Plan de Constantine.

La bourgeoisie française est trop engagée, trop intéressée en Algérie et au Sahara pour qu'elle puisse envisager une solution d'indépendance tant soit peu réelle. La politique de la bourgeoisie française est axée sur une intégration économique poussée de l'Algérie et du Sahara dans l'économie métropolitaine. Toute la ruse de de Gaulle sera employée pour promouvoir une aile « bourguibiste » parmi les « élites algériennes », se contentant d'une solution qui ne soit pas même l'indépendance formelle.

Les bourgeoisies tunisienne et marocaine, alléchées par l'odeur du pétrole du Sahara, ne rêvent que de coopération avec une Algérie « pacifiée » dans un front maghrébin pro-occidental, capable de contrecarrer l'influence de la R.A.U. nasseriste. Les perspectives de l'exploitation du Sahara jouent actuellement un rôle dominant aussi bien pour les plans algériens de la France que pour l'orientation extérieure de la Tunisie et du Maroc.

Que le capitalisme français ait besoin de la « paix » en Algérie pour faire fructifier le Sahara, condition d'autre part de tout plan d'investissements en Algérie, est évident. Car la continuation de la guerre ne compromet pas seulement les chances d'exploitation, mais par son fardeau économique elle rend également absolument irréalisable le plan de Constantine (qui exigerait un minimum de 400 milliards de francs de subvention annuelle par la métropole).

Il s'agit maintenant de savoir si une aile du F.L.N., elle-même alléchée par les perspectives d'une certaine association à l'administration et surtout au pillage de l'Algérie et du Sahara, n'entre pas dans la voie d'un compromis négocié, recherché par de Gaulle et ses alliés sur le plan maghrébin.

Cependant la Révolution algérienne est toujours forte sur le plan militaire et jouit d'une incontestable sympathie profonde parmi les masses arabes et coloniales du monde. Sa véritable faiblesse provient de l'orientation politique et de la structure de sa direction. Pour soutenir le moral de ses vaillants combattants et de la population algérienne qui, malgré des souffrances et des pertes inouïes, appuie de son mieux la lutte, il est maintenant plus qu'urgent de définir un audacieux programme social de la révolution, d'approfondir son sens social, d'ouvrir largement et clairement les perspectives de transformations sociales profondes qui accompagneront sa victoire sur l'impérialisme et les colons, à commencer par un minimum : la terre aux paysans qui la travaillent ; émancipation des femmes ; industrialisation et économie planifiée du pays ; adhésion à une République maghrébine fédérative unie.

Un tel programme est d'autant plus nécessaire que l'impérialisme met en avant ses propres plans économiques d'exploitation capitaliste de l'Algérie et du Sahara à travers lesquels il fait appel aux éléments pro-bourgeois de la révolution et qu'il se permet d'accorder le vote aux femmes algériennes.

D'autre part, il ne suffit pas de définir clairement les objectifs politiques et sociaux de la révolution. Plus urgente encore est la démocratisation réelle du F.L.N., de son armée, de son organisation politique, de son administration, afin d'élever constamment la politisation des masses et de les associer consciemment dans la conduite de la révolution sur tous les plans. Sa structure actuelle, monolithique, bureaucratique, outre le fait qu'elle empêche une efficacité réelle dans l'action et gaspille une part énorme de l'énergie révolutionnaire des masses, et qu'elle est responsable de lacunes criantes dans la propagande, la logistique, l'armement et l'éducation militaire adéquate des forces de la révolution, favorise politiquement les éléments pro-bourgeois de la révolution enclins au compromis avec l'impérialisme.

Ce n'est pas seulement la Révolution algérienne qui risque actuellement de piétiner et même de reculer ; c'est l'ensemble de la révolution arabe dirigée encore par des équipes d'éléments bourgeois et petits-bourgeois. Les limites d'une telle direction apparaissent maintenant clairement, devant l'incapacité de procéder à une véritable réforme agraire et à une unification harmonieuse dans une République fédérative arabe.

La bourgeoisie est à la fois trop faible et trop liée avec les féodaux indigènes pour

qu'elle puisse les exproprier, satisfaire les paysans et impulser l'industrialisation en grand des pays arabes. Elle est également trop timorée et trop liée à l'impérialisme pour pouvoir l'exproprier réellement et se servir des richesses de ces pays pour le développement de l'économie nationale. Elle s'avère aussi trop faible et trop antagoniste dans ses fractions nationales par pays pour pouvoir digérer une véritable unification sur le plan inter-arabe.

Les difficultés au sein de la R.A.U., entre l'Égypte et la Syrie, la peur de Nasser d'étendre l'unification à l'Iran, la trahison de Bourguiba, les conflits de classe au Maroc, sont autant d'indices récents des limites de la direction de la Révolution arabe.

Aussi bien pour la Révolution algérienne que pour la Révolution arabe en général, il est urgent que surgisse du mouvement des masses et s'organise une nouvelle direction socialiste révolutionnaire qui s'appuie sur le prolétariat et les paysans pauvres pour stimuler et faire aboutir la révolution.

VIENT DE PARAITRE :

Léon TROTSKY

OU VA LA FRANCE ?

Les événements de 1958 éclairés par ceux de 1934-36 : une réédition d'études sur la France écrites de 1934 à 1936 et que la chute de la IV^e République a rendues d'une actualité brûlante.

Le volume : 500 francs

Commandes à P. Frank, 64, rue de Richelieu
C.C.P. 12648-46 Paris

« Où va la France ? » paraît comme Tome II des « Ecrits de Léon Trotsky (1928-1940) ».

En préparation, le Tome III comprendra tous les articles et brochures relatifs à l'Allemagne et à l'Espagne d'entre les deux guerres. Entre autre :

Sur l'Allemagne :

Et maintenant ? - La seule voie - L'Allemagne, clef de la situation internationale - Qu'est-ce que le national-socialisme ? - etc...

Sur l'Espagne :

La Révolution espagnole et les tâches communistes - La Révolution espagnole et les dangers qui la menacent - L'Espagne, dernier avertissement - etc...

Ce tome III paraîtra fin 1958-début 1959. Il constituera un volume d'environ 500 pages, et sera vendu 1.400 francs.

Ceux qui commanderont les tomes II et III avant la parution de celui-ci, pourront les obtenir pour un prix global de 1.600 frs.

Pierre FRANK

Le coup du 13 mai

La marche générale de l'opération qui a porté de Gaulle au pouvoir est bien connue : coup du 13 mai en Algérie, prolongé une dizaine de jours plus tard en Corse ; menace d'un débarquement de parachutistes en France ; capitulation de l'Assemblée nationale. En ce qui concerne les détails de

l'affaire, on possède dès maintenant de nombreux témoignages qui, bien que fournis dans des intentions variées et parfois contradictoires, font la lumière sur certains aspects qui furent défigurés au cours des événements, pour les besoins de la cause, et sur les rapports et rôles de plusieurs personnages.

« L'ASSAUT » DU PALAIS DU GOUVERNEMENT D'ALGER

Tout d'abord, il faut ramener à ses justes proportions « l'assaut » qui aurait emporté le Palais du gouvernement à Alger, le 13 mai. Il y eut ce jour-là une très forte manifestation des Européens. Ceux-ci depuis des années se livraient de temps à autre à des démonstrations qui n'étaient pas particulièrement spontanées. Ces Français d'Algérie constituent une masse fasciste, mais une masse encadrée par plusieurs organisations sur lesquelles le contrôle du ministre de l'Algérie et de l'armée était considérable. A plusieurs reprises, des manifestations avaient été déclenchées pour faire pression sur Paris. Cette fois-ci, les objectifs étaient plus amples que jamais : il s'agissait d'arrêter de façon définitive toute idée d'une négociation à Paris, en éliminant le régime démocratique et en imposant à Paris, à la France, un gouvernement qui soit décidé à mener la lutte jusqu'au bout.

Mais les meneurs de jeu se gardèrent bien de faire des appels publics dans ce sens. La manifestation du 13 mai était formellement convoquée pour un hommage à des soldats français tués par le F.L.N. C'est seulement à la dislocation de la manifestation que se produisit « l'assaut » du centre gouvernemental.

Ce qu'il fut ? Une comédie montée en accord avec l'armée. Voici ce qu'en dit le rédacteur politique de « France-Soir », J. Ferniot, dans son livre bien documenté « Les Ides de mai » (1) :

« Devant les grilles s'amassent de jeunes lycéens de quinze ans, les « blue-jeans de Bab-el-Oued » comme les appelle M. Pierre Lagailarde, ancien parachutiste, président de l'Association Générale des Etudiants d'Alger, qui se trouve soudain porté au milieu d'eux par les remous. C'est avec ces enfants qu'à 19 h. 15, M. Lagailarde pénètre dans les locaux du ministère, tandis que ses « troupes étudiantes » s'introduisent par une autre issue. Les C.R.S. n'ont opposé

qu'une timide résistance ; les parachutistes du colonel Trinquier les remplacent.

« Par les fenêtres, des dossiers tombent, laissant échapper leurs feuillets. Les parachutistes, par de savantes manœuvres, ont bloqué certains couloirs, et ont dirigé les jeunes manifestants vers des bureaux d'importance secondaire, ceux du service de santé et ceux de la Sécurité sociale. Personne n'entre ailleurs : les dossiers sérieux restent dans leurs cartons. » (Pages 16-17.)

D'autre part, J. Moch qui fut pendant quelques jours ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Pflimlin confirma, au cours de son intervention devant la Conférence nationale d'information du Parti socialiste le 6 juillet à Issy-les-Moulineaux, qu'il aurait fallu peu de forces pour disperser les assaillants.

Voici un extrait de l'intervention du délégué de Constantine avec la brève interruption de J. Moch :

« Quand notre ami Jules Moch affirmait, il y a quelques jours, que s'il s'était trouvé à Alger le 13 mai, une seule compagnie de C.R.S. eut suffi pour rétablir l'ordre, il avait parfaitement raison. Deux de nos amis du Constantinois se trouvaient, ce jour-là, à Alger ; l'un d'eux était, à l'heure de la manifestation, dans le bureau de M. Maisonneuve, l'autre aux abords immédiats du Gouvernement général. Quelques centaines de jeunes gens, étudiants pour la plupart, se détachèrent de la masse des manifestants et se ruèrent sur les locaux du Gouvernement général. M. Peccoud, directeur de la Sécurité en Algérie, ordonna aux C.R.S. de charger. En quelques secondes, les C.R.S., à l'aide de bâtons et de grenades lacrymogènes, dispersèrent sans mal les émeutiers, et le Forum fut entièrement dégagé.

« Jules Moch : 25 C.R.S. y ont suffi à ce moment-là.

« Le camarade de Constantine : Nous sommes d'accord, mais, ce que voyant, un colonel parachutiste intervint et donna l'or-

(1) Plon, éditeur, Paris.

dre de faire retirer les C.R.S. Il n'en fallait pas davantage pour exciter les émeutiers à lancer un nouvel assaut, couronné de succès grâce, semble-t-il, à un camion de paras dont les manifestants se servaient comme d'un bélier pour enfoncer les grilles.»

(Bulletin intérieur du P.S., page 18.)

QUI A PREPARE ET MENE L'OPERATION ?

L'armée, toutefois, avait des inspirateurs politiques. A Alger même pullulaient toutes sortes d'organisations réactionnaires, fascistes, groupant entre autres des hommes de main prêts à tout. L'ironie des choses veut qu'on juge à présent devant le Tribunal militaire de Paris une équipe (prudemment amputée de son chef) qui avait organisé un complot contre le général Salan, alors jugé comme un tîede, un mou, capable d'aider à « brader » l'Algérie comme il l'avait fait paraître au Vietnam. Ce complot dit du « bazooka » réussit à frapper à mort un officier supérieur de l'état-major de Salan. Qui était à l'origine de ce complot, on fait tout pour le dissimuler : ne dit-on pas qu'on les trouverait dans les hautes personnalités du nouveau régime ?

Il n'y a pas de doute que ces groupes ont joué des rôles divers dans la journée du 13 mai et dans la constitution du Comité de salut public. Lacoste qui, par ses fonctions de ministre de l'Algérie, est au courant de bien des choses, a révélé à la conférence d'information du Parti socialiste mentionnée ci-dessus, une partie de la vérité, mais une partie seulement, qui met en lumière le rôle de certains cadres de l'armée, lesdits « colonels » :

« Il est très curieux que l'assaut de ce qu'on appelle le Gouvernement général a été donné par ce que je pourrais appeler des néo-ultras, des gens que nous ne connaissons pas, que personne ne connaissait, par des jeunes et par des gens excessifs, activistes, dont je crois qu'ils étaient en définitive manipulés par ceux que l'on a appelés « les colonels », car à mon avis ni Salan, ni Massu n'étaient au courant. Le soir même, à 9 heures, Salan traitait Delbecque de voyou et Massu, lui, disait au colonel Thomazo : « Vous saviez que tout ce « bordel » devait arriver et vous n'avez rien fait ? » Il le lui reprochait.

« Il y a eu, là, intervention d'éléments qui travaillaient en secret selon toutes les techniques de l'action subversive et secrète depuis des semaines, et qui manipulaient des masses irresponsables. Là-dessus se sont greffés des complots qui étaient formés en métropole, dont j'avais signalé au moins un, en décembre 1956... ; et il y a eu aussi, de la part de certains éléments très importants de l'armée, la volonté de s'opposer à la venue au pouvoir éventuellement d'un gouvernement devant négocier...

« ... Il y avait en métropole un complot...

« Il s'est donc trouvé un ensemble de complots de tendances se superposant ou s'imbriquant les uns dans les autres, qui ont donné à cette manifestation de révolte populaire — qu'on ne peut approuver, mais qui

N'en déduisons pas que les colons n'étaient pas pour un coup d'Etat, mais que la force effective qui réalisa le coup du 13 mai, ce fut l'armée, c'est-à-dire ses cadres, en Algérie. Avec, comme nous le verrons plus loin, l'assentiment des autres forces armées en France.

était profondément populaire — les suites que vous avez connues. »

(Bulletin du P.S., pages 16-17.)

Mais Lacoste se garde bien de souligner qui était derrière tout cela, tout en indiquant dans un autre passage de son intervention à la Conférence d'information du Parti socialiste les démarches antérieures de Delbecque.

Evoquant une manifestation qui était préparée pour le 26 avril, moins de trois semaines avant le coup, Lacoste déclare :

« Je dois dire qu'avec le général Salan nous faisons alors tout notre possible... pour faire en sorte que la manifestation n'ait pas lieu ; mais lorsque nous y sommes parvenus, quelqu'un est passé derrière... Ce quelqu'un, qui est-ce ? C'est M. Delbecque ! Et alors j'envoie le même jour un télégramme au gouvernement, qui dit : « M. Delbecque, du cabinet de M. Chaban-Delmas jusqu'ici absent est alors arrivé et, prenant la parole, a définitivement convaincu l'assemblée de l'opportunité des manifestations en soulignant que, si elles n'avaient pas lieu, leur absence aurait un effet déplorable à Paris, dans les milieux qui défendent l'Algérie française. » Je suppose qu'on s'imagine que c'est ce que j'ai fait de vouloir faire partir M. Delbecque ! J'ai même eu une algarade assez sévère avec M. Chaban-Delmas, dont il était le chef de cabinet. J'ai saisi M. Gaillard en disant que si M. Delbecque n'était pas rappelé, je saisiserais M. le Président de la République, puisque nous étions en crise gouvernementale, et M. Delbecque est reparti. Seulement M. Delbecque — et il ne faut pas oublier les détails quand on parle de ces choses — est chef de cabinet du ministre de la Défense nationale, il prend l'avion militaire quand il veut et il atterrit sur un terrain militaire ; je ne suis même pas informé de son arrivée ou de son départ, parce que je n'ai pas de police à moi sur les terrains militaires. »

(Bulletin du P.S., page 14.)

Nous avons là un très gros morceau. Delbecque, c'est l'équipe provenant de l'ancien Rassemblement du Peuple Français qui se trouve autour de Soustelle. Celui-ci qui, pendant la guerre, a dirigé les services secrets de de Gaulle (appelé B.C.R.A.) avait créé une organisation, en mars 1956, l'U.S.R.A.F. (Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française) à double structure. Publiquement, elle rassemble toutes sortes de politiciens et notabilités qui y appartiennent comme à tant d'autres comités. Mais cette façade couvre un appareil formé d'anciens du B.C.R.A. qui noyaient toute

une série d'organisations, notamment d'anciens combattants, et aussi l'armée.

Voici ce qu'on peut lire à ce sujet dans le livre déjà mentionné de J. Ferniot :

« Lors de la formation du cabinet Gaillard, M. Jacques Soustelle demanda à M. Chaban-Delmas, son ami politique, qui devenait ministre de la Défense nationale, de prendre à son cabinet M. Delbecque, secrétaire de la fédération des Républicains sociaux du Nord, soutenu par l'industriel Eugène Motte fils, dont il était un des collaborateurs. M. Chaban-Delmas accepta et désigna M. Delbecque comme son chargé de mission à Alger, où il s'occupa des problèmes de propagande ; il entra à ce titre en contact étroit avec le service psychologique de l'armée, lequel joua dans la préparation du mouvement du 13 mai un rôle déterminant. M. Delbecque établit des liaisons solides avec le général Allard, commandant la subdivision d'Alger... et le lieutenant-colonel de parachutistes Trinquier, adjoint du général Massu. (Notons que le colonel Trinquier avait reçu du ministère de la Défense nationale, le 11 mai, avant-veille de la séance d'investiture de M. Pflimlin, l'ordre de quitter la frontière tunisienne avec son unité et de rejoindre Alger...) Bien d'autres personnages, moins connus aujourd'hui du public, ont joué dans la pièce un rôle important. C'est le cas par exemple de M. René Dumont, adjoint de M. Jacques Soustelle à l'U.S.R.A.F.... L'U.S.R.A.F. est la seule organisation politique d'envergure qui, en Algérie comme en métropole, mène une action efficace, à la fois publique et clandestine, en faveur de l'Algérie fran-

çaise ». Elle est la seule aussi qu'on ne trouve pas, au Journal Officiel du 16 mai, parmi les mouvements dissous par le gouvernement. Pourquoi ? Parce que l'U.S.R.A.F. rassemble, parmi ses adhérents, des centaines de personnalités... M. Jacques Soustelle quitta l'Algérie... au début de 1956. En mars de cette même année, il fonda l'U.S.R.A.F. Au début ce mouvement soutenait une politique assez évolutive... Mais bientôt les buts de l'U.S.R.A.F. se rapprochèrent de ceux des « ultras » d'Algérie, si bien que des hommes y entrèrent peu à peu qu'on retrouvera presque tous dans le « mouvement du 13 mai »... M. René Dumont, délégué général de l'U.S.R.A.F. était comme M. Soustelle un ancien du B.C.R.A. Il trouva parmi ses compagnons d'hier, ainsi que parmi ceux qui formaient le service d'ordre du R.P.F. défunt, tous les éléments nécessaires à la formation d'un réseau... Lorsque, voilà un peu plus d'une année, M. Soustelle accepta la collaboration de M. de Sérigny, l'U.S.R.A.F. devint véritablement le seul mouvement sérieux, organisé à tous les échelons, de la politique « ultra » en Algérie comme en métropole... C'est également l'U.S.R.A.F. qui se chargea de la préparation du coup du 13 mai... Le 12 au soir, ceux qui sont chargés à l'U.S.R.A.F. de mener l'affaire quittent Paris par avion. Ils devaient prendre un appareil militaire, mais M. Chaban-Delmas s'y est opposé. Cependant, pour la plupart, les voyageurs portent sur eux un ordre de mission du ministère de la Défense nationale. Le mot d'ordre ? Empêcher l'investiture de M. Pflimlin et, si possible, aller plus loin. » (Pages 38-43.)

LES ASPECTS POLITIQUES DU COMLOT

Pourquoi Lacoste est-il si prudent au sujet de l'organisation de Soustelle ? On le comprend très bien à la lecture d'un livre hâtivement écrit par de Sérigny, directeur de « L'Echo d'Alger », porte-parole des gros colons, lui-même un important potentat sur le plan économique. Dans ce livre, « La révolution du 13 mai » (2), il révèle que Lacoste fut informé de l'opération qui allait se faire, au cours d'une conversation avec de Sérigny et Delbecque, et il fut invité à participer. Selon de Sérigny, Lacoste aurait commencé par accepter, puis il se ravisa au moment de passer à l'exécution.

En réponse à ces déclarations, Lacoste a fait les « rectifications » suivantes : il a dit que la conversation en question s'était tenue un autre jour que celui donné par de Sérigny (la différence ne porte que sur 24 heures), il prétend avoir refusé parce qu'il n'était pas un factieux mais un homme respectueux de la Constitution :

« Le lendemain arrivent chez moi Sérigny et Delbecque, et Sérigny me dit : « Je viens vous demander, dans l'intérêt de l'Algérie, de déclarer que vous ne partirez pas d'ici tant qu'on n'aura pas instauré à Paris un gouvernement de Salut public ». Mêmes propos tenus par Delbecque. Et l'un et l'autre

me disent, ou plutôt Sérigny me dit que cette proposition, il me l'a faite d'accord avec des amis du général de Gaulle, celui-ci attendant, paraît-il, ma prise de position pour intervenir. Je n'ai pas besoin de vous dire que cela m'a paru absolument absurde. Je n'avais pas besoin de téléphoner à Paris pour savoir que le général de Gaulle n'était pas dans une histoire aussi ridicule et, sur le principe, j'ai dit à M. Sérigny : « Moi, je respecte la Constitution et les lois républicaines ; je ne commettrai pas le crime de forfaiture, je m'en irai d'ici lorsque la mission sera légalement terminée. Ne comptez pas sur moi ». (Bulletin du P.S., page 15.)

Qui dit vrai ? Le récit de Sérigny sur ce point paraît plus convaincant en raison de l'autre question qu'il mentionne, la place de de Gaulle dans toute l'affaire, ainsi que du ton des propos attribués à Lacoste. Le livre de Sérigny avait paru avant que de Gaulle n'appelle Soustelle dans son gouvernement ; dans le précédent numéro de notre revue, nous écrivions que ce livre était une sorte de chantage envers de Gaulle au sujet de Soustelle car il faisait entendre que de Gaulle, s'il n'avait pas dirigé le coup, du moins était au courant et l'attendait pour agir à son tour :

« A dix heures, au Palais d'Eté, M. Lacoste me recevait.

« — Monsieur le Ministre, lui dis-je,

maintes fois vous m'avez fait part de votre étonnement devant le silence du général de Gaulle qui, selon vos affirmations antérieures, est le seul homme susceptible de montrer assez d'autorité pour raisonner nos gens. Aujourd'hui, je vous apporte une grande nouvelle : acceptez de faire une déclaration qui reprendra le thème de votre récent Ordre du Jour à l'Armée et qui précisera la nécessité d'une trêve immédiate entre les partis afin que se constitue un gouvernement de Salut public. Il serait opportun aussi qu'en même temps vous précisez que vous resterez à Alger jusqu'à ce que ce but soit atteint. Si vous faites cette déclaration, le général de Gaulle serait disposé à vous donner raison dans une déclaration publique.

« M. Lacoste sursauta :

« — Pas possible, mon vieux ! Mais c'est formidable ! Le Grand Charles serait décidé à parler ? C'est fantastique !

« — Ainsi, poursuivis-je, M. Pflimlin n'aura aucune chance de doubler le cap de l'investiture et M. Coty sera tout naturellement conduit à faire appel au général de Gaulle... Je sais que vous avez confiance en moi car, depuis que vous êtes ministre de l'Algérie, nous avons toujours entretenu d'excellents rapports et vous n'avez jamais pris ma loyauté en défaut à votre égard. Néanmoins, il s'agit d'une question si grave, que je comprends la nécessité pour vous de vérifier mes assertions... Je vous propose donc de téléphoner à Jacques Soustelle d'un poste de votre choix où vous ne risquerez pas d'être contrôlé par les services d'écoute. Auparavant, je vous livre le code que nous avons arrêté Jacques Soustelle et moi...

« — Il est inutile, me répondit aussitôt M. Lacoste, que je me fasse confirmer vos dires, j'ai entièrement confiance en vous... Mais vous comprendrez qu'une pareille décision est si grosse de conséquences, qu'il me soit nécessaire d'y réfléchir avant de la prendre. Notre conversation se poursuivait encore pendant trois quarts d'heure... En le quittant, je croyais l'avoir presque décidé à faire la déclaration que je lui avais suggérée. Il me demanda de lui envoyer immédiatement Léon Delbecque, la gravité de la situation lui faisant oublier ses rancœurs.

« — Voulez-vous que je revienne avec lui ?

« — Non, ce serait trop attirer l'attention.

LE CAS GUY MOLLET

Que de Gaulle et Lacoste aient été au courant de ce que tramait Soustelle et de Sérigny et pensé, chacun pour son compte, pouvoir en tirer un profit politique le moment venu, il ne peut y avoir de doute, après ce qui a déjà été publié.

Dans la chute de la IV^e République, un homme a joué un rôle considérable, unique même, mais il y a encore bien des obscurités sur ses démarches : il s'agit de Guy Mollet. Il ne pouvait pas ne pas savoir ce qui se complétait, d'abord comme président du Conseil puis comme éminente grise des deux présidents du Conseil qui lui succédèrent, ensuite comme ami de Lacoste qui, pendant

Revenez me voir après la visite de Delbecque.

« Je rentrai donc chez moi où Delbecque attendait.

« — Le travail est aux trois quarts fait, lui dis-je. A toi de jouer pour le dernier quart. Je te fais confiance.

« Mais à midi, Delbecque me rejoignait à « L'Echo d'Alger », la mine déconfite. D'après lui, M. Lacoste avait été repris en mains par son entourage qui lui déconseillait certainement de faire la déclaration... » (Pages 26-28.)

Ces lignes permettent de comprendre ce qui a pu se passer. Ayant appris que de Gaulle allait parler, Lacoste a eu pour première réaction : j'en suis. Puis, ayant réfléchi que de Gaulle ne parlerait pas avant que lui se mouille, il a dû trouver préférable de prendre ses distances en restant à Paris et d'être prêt à intervenir ultérieurement à son profit. Ecoutez ce qu'il raconte à la Conférence d'information du parti socialiste :

« Tout de même, s'il avait fallu faire quelque chose, je l'aurais fait et, dans cette nuit où tout aurait pu s'arranger — je le dis parce que c'est ma conviction profonde — dans cette nuit du 13 au 14 mai, dans la nuit de l'investiture, lorsque le général Ely tout d'un coup a dit : « Eh bien, Messieurs, je vais vous dire... qu'un seul homme peut ramener l'Armée d'Algérie, c'est M. Lacoste, mais il faut qu'il parte tout de suite ». J'ai dit : « Je suis prêt à partir, mais donnez-moi une mission du Président de la République ».

(Bulletin du P.S., page 16.)

Une mission du Président de la République ! On a vu ce dernier entrer en scène pour faire pression sur l'Assemblée nationale et imposer la remise du pouvoir à de Gaulle. Mais il ne peut y avoir aucun doute que la Présidence de la République était au courant de ce qui se tramait depuis longtemps à Alger et à Paris. Dans son livre, de Sérigny ne révèle-t-il pas qu'il lui avait fait connaître ses vues par l'entremise du secrétaire général de la Présidence de la République, un certain Merveilleux du Vignaux qui, sauf erreur, ne fut pas tout à fait inactif pendant le régime Pétain, au service de ce régime. On conçoit très bien les excellents rapports qu'il peut avoir avec de Sérigny qui fut et reste pétainiste.

tout le temps était ministre de l'Algérie, et aussi par de multiples relations, sur lesquelles il est plutôt discret.

Par exemple, c'est encore de Sérigny qui révèle dans son livre qu'au cours de ses démarches politiques, il eut un entretien avec Guy Mollet :

« Le jour même de la chute de M. Gailhard, rencontrant M. Guy Mollet dans la rotonde du Palais-Bourbon je lui demandai une audience, qu'il m'accorda pour le lendemain 16 avril, cité Malesherbes, au siège du Parti socialiste S.F.I.O. C'est là que je l'adjurai de tout mettre en œuvre auprès de ses amis politiques pour qu'un gouverne-

ment d'Union nationale puisse être constitué. » (Page 12.)

C'est vraiment savoureux : le représentant des gros colons est reçu par Mollet dans son bureau de secrétaire général du Parti socialiste ! Gageons que l'accès de ce bureau ne soit aussi aisé au simple militant de base de ce parti.

D'autre part, on sait peu de choses sur les rapports entre de Gaulle et Guy Mollet, qui ont dû avoir lieu par personnes interposées, bien avant que Guy Mollet écrive sa célèbre lettre, à l'insu du président du Conseil Pflimlin et de tout le groupe parlementaire.

LES FORCES ARMEES DE LA IV^e REPUBLIQUE

Dans le cours des événements du 13 mai au 1^{er} juin, bien que Pflimlin ait été président du Conseil, le leader du M.R.P., comme d'ailleurs les autres dirigeants des partis bourgeois traditionnels, ont à peine joué un rôle. Les dirigeants socialistes avaient de l'importance, parce que de leur prise de position dépendait dans une grande mesure l'entrée en action des masses, lesquelles n'auraient bougé que s'il y avait un appel commun ou des appels concordants du P.C.F. et du P.S. C'était la seule force qui pouvait tenir en échec les forces qui allaient renverser le régime démocratique, c'est-à-dire avant tout l'armée et les forces de l'appareil d'Etat. Un tableau de la situation a été fourni par J. Moch à la Conférence d'information du Parti socialiste :

« Un certain nombre de généraux, commandants de régions, à ma connaissance quatre au moins sur les neuf régions métropolitaines... n'avaient pas caché qu'ils étaient de cœur avec Alger... »

« Quant aux « paras », dont il y a à peu près 13.000 en France... ils étaient évidemment très surexcités par les événements d'Algérie d'abord, de Corse ensuite ; leurs officiers étaient de cœur avec leurs camarades de là-bas, les hommes eux-mêmes rêvaient plaies et bosses, incidents et violences... »

« Nous savions qu'à l'Aviation, la grande majorité des subordonnés étaient dans le même état d'esprit. Nous savions que la gendarmerie n'était pas sûre !... La police, je le dis à ma honte, car j'ai été profondément humilié de ce que j'ai constaté, la police était elle-même gangrenée... Ce qu'on appelle maintenant la Gendarmerie mobile était fortement gangrenée... La Police d'Etat de la Sûreté Nationale a été meilleure, mais elle est répartie par petits effectifs dans les villes, et même les C.R.S., dont je crois avoir le droit de dire qu'en 1947 et 1948, à une période dramatique aussi, mais autrement (3) j'avais pu faire une sorte de bastion de l'ordre public et de la République, même les C.R.S., fatigués par un long séjour à Paris, étaient partiellement gangrenés... Le corps péfectoral, enfin, je le dis avec regret

(3) Moch fait allusion à la répression des grèves de mineurs pour laquelle il a acquis une triste réputation.

L'impression qui ressort des éléments dont on dispose, c'est que Guy Mollet, lui aussi informé, jouait un jeu très personnel, que sa lettre à de Gaulle était destinée soit à coincer ce dernier si les choses n'allaient pas trop loin, soit à l'aider à venir sur le devant de la scène si les circonstances s'aggravaient.

En résumé, tandis que Soustelle engageait une partie qui devait, à une première étape, amener de Gaulle au pouvoir à la faveur duquel il monterait un mouvement de type fascisant, les dirigeants socialistes ont cru qu'ils pourraient exploiter à leur profit l'opération.

et en pesant mes mots, n'était plus celui que j'ai connu il y a huit ans...

« Je puis dire que le recouplement que j'avais provoqué non pas de services de police, cette fois, mais de Services diplomatiques étrangers qui avaient été informés et qui avaient considéré comme leur devoir d'informer le gouvernement français... Mon agenda de ce jour-là porte « Débarquement ce soir ? » ou « Soulèvement des parachutistes ? »... Je suis persuadé qu'il (de Gaulle) a eu les mêmes renseignements que j'avais eus, et à peu près à la même heure. »

(Bulletin du P.S., page 13.)

Ainsi on assistait à ce spectacle dérisoire : à l'Assemblée nationale, le gouvernement obtenait — avec les votes des députés communistes — des pouvoirs comme aucun gouvernement n'en avait jamais eus, mais les télégrammes, les coups de téléphone que lançaient ces messieurs du gouvernement étaient reçus par des officiers généraux et des hauts fonctionnaires qui n'en avaient cure.

La menace des parachutistes était-elle si sérieuse que veut le faire croire J. Moch, avouant également son « soulagement » à l'intervention de de Gaulle ? Cette menace n'était pas imaginaire, certes, mais elle a été gonflée. Une chose était de ramener à Alger quelques jours avant le 13 mai un régiment de parachutistes se battant sur la frontière tunisienne, et autre chose eut été d'envoyer ces troupes spéciales en France. Parce qu'en Algérie, le front de combat est assuré presque exclusivement par ces troupes, un front que l'impérialisme ne pouvait se permettre de dégarnir largement. D'Alger on savait pouvoir rapidement renvoyer le régiment de parachutistes au combat contre l'Armée de Libération Nationale. Mais de France ? On peut tout de même penser qu'un tel envoi aurait suscité des ripostes de la part des travailleurs, et c'eût été une toute autre opération que le remplacement des C.R.S. au Palais d'Alger contre des étudiants.

A ces troupes venant d'Alger, il aurait fallu ajouter, dira-t-on, les troupes qui se trouvaient en France. Mais, là aussi, ceux qui capitulent trouvent des arguments qui font abstraction de la réalité. Il y avait dans quelques coins de France des formations de parachutistes susceptibles d'intervenir auprès de ceux expédiés d'Algérie.

Mais, l'attitude de la police, des C.R.S. n'était pas déterminée par avance : elle aurait largement dépendu de l'action des masses, et plus celles-ci auraient été vigoureuses et plus ces forces de coercition auraient été prudentes. Le rapport des forces n'est pas quelque chose d'inscrit totalement par avance, il dépend pour beaucoup de l'initiative des parties en présence. Quand on pense que la seule investiture de Pflimlin par l'Assemblée nationale avait jeté un trouble chez les militaires d'Alger, et qu'il fallut la déclaration de de Gaulle du 15 mai pour les revigorer, on peut aussi penser qu'un appel aux troupes françaises, aux soldats du contingent, non de la part de Coty, mais des organisations ouvrières et un appel à l'action des travailleurs auraient ramené à des proportions plus réduites la menace des paras. Et encore ne mentionnons-nous pas les conséquences qu'auraient eu en Algérie même de tels appels des organisations ouvrières s'ils avaient été accompagnés d'appels à la solidarité envers

le peuple algérien et sa lutte pour l'indépendance.

Mais la capitulation a eu ses conséquences. On l'a vu politiquement le 28 septembre. Les conséquences sur le plan des forces armées sont également très importantes. Dans la police, la gendarmerie, les C.R.S., les cadres de l'armée, les hésitations ont à présent disparu. Le nouveau pouvoir peut peut-être avoir encore des difficultés avec quelques colonels aspirant à jouer un rôle politique, mais ce n'est pas contre les masses travailleuses que ces forces armées manqueront de cohésion.

« Une seule armée, une seule police, un seul Etat », invoquait Thorez en 1945 pour amener les ouvriers à dissoudre leur comités et à rendre les armes, aux premiers jours de la IV^e République. C'est cette armée et cette police qui sont devenues les pièces maîtresses de la V^e République après avoir contribué à liquider le régime de la démocratie parlementaire.

5 octobre 1958.

Sens de l'ambiguïté du gaullisme

par J. P. M.

L'ambiguïté du gaullisme a donné lieu à une série de remarques et d'études dans les milieux de la « gauche » en France, qui méritent d'être relevées. Elles démontrent un sérieux effort pour saisir et approfondir le sens politique du gaullisme et de ses perspectives.

En général, on est conscient que de Gaulle est appuyé par des forces bourgeoises jusqu'à un certain degré antagonistes ; qu'il joue un rôle bonapartiste en tant que super-arbitre de ces forces, et que son régime actuel est une étape provisoire vers une forme plus claire, moins équivoque.

Sur l'homme lui-même, les commentaires concordent plutôt : militaire de formation monarchique et réactionnaire, combinant de manière curieuse un mysticisme d'essence religieuse de « grandeur » avec un machiavélisme incontestable, nourri d'un mépris tout aristocratique du « commun des hommes ». Ainsi l'homme du « noble » discours de Constantine, qui exhorte pathétiquement les « rebelles » à cesser la lutte « fratricide » et à s'associer à une œuvre de grandeur constructive, est au même moment l'auteur de la lettre à Salan lui assignant d'accélérer et de compléter la « pacification » !

Les plumes d'Edgar Morin, de Jean-Jacques Servan-Schreiber et d'autres, ont bien campé des traits essentiels du nouveau Bonaparte. Il convient d'ajouter que l'intelligence politique de de Gaulle est confinée dans son art d'équivoque, et pour tout dire son machiavélisme, expression à la fois du rôle bonapartiste qu'il entend jouer et du seul rôle que, placé au carrefour de forces et de courants contradictoires, les circonstances lui permettent actuellement de jouer. Mais en même temps, l'équivoque, les phrases et les formules sibyllines, les silences, les atermoiements, les attentes, que certains veulent interpréter comme un art consommé de sagesse, de perspicacité, d'intelligence malicieuse, ne sont que l'expression claire des limites de l'homme et de l'irréalité dans laquelle il promène sa grandeur solitaire, mystifié lui-même par une ambiance nationale qui, à contre-courant du temps historique, est elle-même actuellement mystifiée.

L'apparition des sauveurs illuminés est le signe certain d'une société en décadence qui fuit le réel, faute de pouvoir y percer victorieusement. Mais tous les observateurs du phénomène gaulliste sont d'accord pour dissocier les aspects individuels de l'homme de sa signification politique objective. De Gaulle, tel qu'il est individuellement, représente actuellement un régime politique sur lequel agissent des forces sociales déter-

minées, et qui façonnent en définitive sa forme et son évolution. Quelles sont ces forces ?

Certains n'y voient que celle qui a effectivement porté de Gaulle au pouvoir et qui détermine encore pour l'essentiel sa politique : l'armée. Tel par exemple est l'avis de J.-J. Servan-Schreiber qui, dans une série d'articles courageux et lucides de *L'Express* avant le référendum, a mis au clair ce rôle très important de l'armée et des « syndicats des manitous » militaires qui la dirigent.

Que l'armée, en alliance avec les grands colons « agrariens » d'Algérie, ait joué un rôle prépondérant dans la crise qui a abouti à l'avènement de de Gaulle, et qu'elle continue à peser énormément sur son régime, c'est naturellement incontestable. Cette analyse pêche cependant par le fait qu'elle envisage l'armée comme une force autonome, ne souligne pas son caractère de classe bourgeois et néglige en même temps les contradictions inter-capitalistes.

Il est vrai que, dans les conditions particulières de la conduite de la guerre d'Algérie et de l'évolution de la situation politique en France, les manitous militaires, généraux et colonels, se sont érigés dans une certaine mesure en force bonapartiste autonome, en tant qu'armée, pour imposer une solution politique. Cette solution visait à refuser l'indépendance de l'Algérie et du Sahara, à garantir le contrôle réel de la bourgeoisie française sur l'une et l'autre. Dans cette mesure, l'action de l'armée rencontrait et rencontre toujours l'approbation unanime de la bourgeoisie française sans distinction, car il n'y a à l'heure actuelle aucune fraction importante de la bourgeoisie qui envisage de perdre l'Algérie et, à travers elle, le contrôle effectif sur le Sahara.

Nous clarifierons davantage cette question plus loin. Retenons pour le moment ceci : l'action bonapartiste de l'armée reposait en définitive sur les intérêts généraux bien compris, de l'ensemble de la bourgeoisie. Mais naturellement, à partir du moment où s'instaure un régime politique bonapartiste, chacune des forces bourgeoises tâche d'infléchir ce régime également vers la satisfaction de ses propres intérêts particuliers.

Le bonapartisme et le fascisme, en tant que régimes politiques capitalistes, s'installent au début par des forces qui échappent au contrôle exclusif de la grande bourgeoisie monopoléuse. Mais une fois ces régimes installés, la lutte inter-capitaliste commence pour savoir quelle fraction bourgeoise va domestiquer complètement le caractère encore bonapartiste, c'est-à-dire en partie autonome, d'arbitre inter-classe, de l'Etat, en sa faveur exclusive. L'expérience

a montré que la palme de la victoire revient en définitive à la fraction de la bourgeoisie monopoléuse, celle de la grande industrie et de la finance qui, normalement, contrôle toujours l'Etat bourgeois !

De ce point de vue, une analyse sociologique plus profonde du régime bonapartiste de de Gaulle doit faire apparaître non seulement le rôle de l'armée et des colons, mais également des autres forces de la bourgeoisie métropolitaine qui tâcheront naturellement de domestiquer en leur faveur exclusive ce régime.

Du reste, même l'alliance actuelle entre armée et colons n'est pas si complète, l'armée (surtout ses cadres subalternes), par exemple, envisageant l'« intégration » comme devant déboucher sur l'« égalité » économique, sociale et même politique des Algériens avec les Européens, et les grands colons n'étant pas du tout disposés à « égaliser » les salaires et les charges sociales, ou à envisager une administration à prédominance musulmane.

Mais la question de loin la plus importante, c'est l'opposition entre la grande bourgeoisie métropolitaine et les autres fractions économiquement retardataires de la bourgeoisie. Plusieurs observateurs ont mis à juste titre l'accent sur cette opposition, chacun avec ses nuances propres.

La France passe depuis la guerre, mais surtout dans ces dernières années, à travers une profonde restructuration de ses assises économiques et sociales, qui exige également une réadaptation, une « réforme » de ses institutions politiques. C'est en cela que consiste la cause plus profonde, non conjoncturelle (coup du 13 mai) de la crise qui a abouti à l'avènement du gaullisme en tant que tentative de donner une solution aux problèmes soulevés par la restructuration des assises du pays.

Par la conjoncture internationale et plus particulièrement européenne d'après-guerre, la France fut entraînée dans un processus de « modernisation » et d'expansion économique qui, en s'amplifiant ces dernières années, a bouleversé les anciennes structures économiques, sociales et politiques, conservatrices du pays. D'où les déchirements politiques, dans la multitude des partis, et l'instabilité extrême des gouvernements, reflet en dernière analyse du processus « révolutionnaire » de la société française. Toutes les classes et couches se sont entrecroisées dans ce processus afin de l'accélérer, de le retarder ou de l'inverser.

Il est naturel que, dans un tel contexte, les couches plus dynamiques et plus conscientes de la bourgeoisie aient impérieusement senti la nécessité de l'affirmation d'un Etat canalisant le processus de manière ferme dans une voie apte à servir avant tout leurs intérêts. La crise conjoncturelle du 13 mai a débouché sur le régime bonapartiste de de Gaulle, imposé par l'armée et les colons. La grande bourgeoisie métropolitaine, déjà dans l'entourage gouvernemental de Paris, s'efforcera tout naturellement de le domestiquer exclusivement en sa faveur.

Tel est le canevas général sur lequel s'efforcent de broder les différents obser-

vateurs politiques du phénomène gaulliste. Edgar Morin a fait plusieurs remarques judicieuses sur la tendance de la France « à devenir une nation européenne et même une simple nationalité au sein d'une super-nation européenne » (1). Cette tendance, devait-il ajouter, est avant tout économique, elle présuppose et reflète la modernisation des structures économiques de la France, son ajustement économique européen par en haut.

La fraction politique des « Européens » — représentée essentiellement par les Pflimlin, les Schumann, les Reynaud, les Gaillard — milite précisément pour une telle orientation, sans illusions exagérées sur la position et les possibilités internationales de la France. Une variante à cette tendance est cependant celle que Mendès-France a représentée qui, tout en misant sur la modernisation de l'économie française, envisage l'avenir du pays dans une perspective « eurafricaine », à la tête d'un « Commonwealth » français.

De toute manière ce processus, remarque E. Morin, est profondément contrarié par la résistance hétérogène d'intérêts économiques, nationaux et coloniaux, par la résistance en bloc de l'armée qui refuse de se fondre en tant que telle dans une armée internationale, par la résistance du Parti communiste. Mais en réalité il n'y a pas blocage, car les jeux ne sont pas encore faits : « Intégration européenne ou cristallisation néo-nationaliste sont encore deux branches de l'alternative ».

Il vaudrait mieux dire : intégration européenne, avec ouverture eurafricaine, libérale (à la Mendès-France), ou cristallisation néo-nationaliste et néo-colonialiste sont encore deux branches de l'alternative.

Le régime bonapartiste de de Gaulle garde, selon E. Morin, l'ambiguïté des forces sociales qui confluent actuellement vers lui et entre lesquelles il sera forcé de trancher. Mais, dans l'un ou l'autre cas, conclut avec raison E. Morin, il s'agira de la consolidation de l'Etat autoritaire de la bourgeoisie, qui rejettera en arrière la seule et vraie solution pour les masses en France et partout : du « socialisme démocratique international ».

Pour Claude Lefort (2), qui insiste sur la « double identité du gaullisme », « d'une certaine manière de Gaulle est le point de rencontre entre le fascisme et le mendessisme ». Des transformations importantes ont eu lieu dans la société française. « La première de ces transformations, note Claude Lefort (3), intéresse la vie de l'Etat. Celui-ci a vu son rôle et ses activités s'étendre considérablement : il dirige un immense secteur de la production, il intervient sans cesse dans la vie économique générale, il détermine par son comportement celui de toutes les entreprises privées. La seule série des transformations concerne l'expansion économique, le nouvel essor de l'industrialisation et la rationalisation des

(1) « Arguments », juin 1958.

(2), (3), (4) « Socialisme ou barbarie », juillet-août 1958.

secteurs de production et de distribution qui s'accompagne. »

Ces deux processus qui convergent appellent, selon C. Lefort, « une organisation (politique) d'un type anglo-saxon, où l'unification des forces politiques (le régime bipartisan) et l'intégration de la bureaucratie d'Etat, de la bureaucratie politique et de la bureaucratie syndicale, beaucoup plus poussés que dans le modèle français, répondent effectivement aux exigences d'une société moderne ».

Les féodalités économiques et sociales multiples, colons « agrariens », gros producteurs agricoles de la métropole, gros marchands, petits commerçants, entreprises industrielles marginales, se sont efforcés de contrecarrer la « modernisation » des structures économiques et politiques de la France.

Mais naturellement, la bourgeoisie « européenne » ou « mendessiste » n'abdique pas. Elle cherchera, selon Claude Lefort, à estomper à temps la face « fascisante » du gaullisme, à laquelle poussent armée-colons, couches parasitaires réactionnaires de la métropole, afin d'utiliser le « pouvoir fort » pour imposer « silence aux fractions rivales et faire valoir l'intérêt général des couches dirigeantes ».

Pour le dire en d'autres termes, de Gaulle se présente comme seul capable de promouvoir une réforme sociale du type de celle que préconisait le mendessisme. Position paradoxale certes. Mais si la nature du gaullisme est ambiguë, c'est qu'elle exprime une ambiguïté objective. La crise joue à deux niveaux : celui d'Alger et celui de la France. Pour cette raison, le gaullisme, selon C. Lefort, « n'est pas la première étape d'un processus qui mènerait nécessairement à l'instauration du fascisme » ; il pourrait bien déboucher sur une sorte de mendessisme autoritaire.

Telle n'est cependant pas l'opinion de P. Chauhieu (4), qui croit que « les problèmes de gestion de la société ne sont pas des problèmes de géométrie, et les solutions « rationnelles » (du point de vue de la classe dominante) ne valent rien si elles ne sont pas accompagnées de la force nécessaire pour les imposer ». Or, le régime de de Gaulle est, selon Chauhieu, faible sous sa forme actuelle, ce qui fait que « l'éventualité la plus probable » est celle « de l'entrée du pays dans une période de crise sociale profonde et de conflit ouvert entre les classes ».

L'analyse de C. Lefort s'apparente à celle beaucoup plus complète et profonde que Serge Mallet a consacrée au gaullisme dans le numéro de juillet et d'août-septembre des « Temps Modernes ». La distinction des forces sociales en présence, tout en étant forcément un peu schématique, est faite par Serge Mallet avec beaucoup de sagacité :

« En Algérie domine une aristocratie de grands propriétaires fonciers s'appuyant sur une paysannerie moyenne européenne attachée au colonat, et une aristocratie ouvrière qui ne doit sa situation privilégiée qu'à la discrimination raciale et aux méthodes coloniales d'exploitation.

« Cette aristocratie foncière a lié son sort à toute une armature commerciale :

exportateurs, compagnies de navigation, mandataires et négociants, vivant exclusivement ou principalement du trafic des produits agricoles d'Afrique du Nord, c'est-à-dire d'une partie de la plus-value prélevée sur les fellahs algériens. »

Ses alliés de classe dans la métropole sont les propriétaires fonciers monopoléurs — betteraviers du Nord et gros viticulteurs du Midi — protégés et subventionnés par l'Etat.

Ce « féodalisme mercantile », très organisé, très influent dans les formations politiques actuelles et dans l'administration de l'Etat a, en outre, comme alliés toutes les couches parasitaires réactionnaires, mandataires des Halles, patrons d'entreprises industrielles marginales, officiers des armées coloniales, etc. Il s'efforce en plus de s'appuyer sur les innombrables petits commerçants des villes et des campagnes qui se cabrent devant l'expansion et la modernisation économiques, et forment la clientèle de mouvements comme celui de Poujade.

Face à ces couches se dresse, selon Serge Mallet, le capital financier en contradiction d'intérêts flagrante avec celles-ci.

Le capital financier français est bien, à l'heure actuelle, la fusion du capital industriel et banquier, encore dissociés, selon Serge Mallet, dans les années 30. C'est alors, explique Mallet, que le capital industriel, les grands « capitalistes de l'industrie » à la Michelin, Renault, Citroën, a eu effectivement la tentation fasciste de « mettre au pas une classe ouvrière en pleine fermentation révolutionnaire », et en même temps de « se débarrasser des tutelles de la grande banque ». Tandis que maintenant le capital financier s'intéresse à l'expansion économique et à la modernisation dans la métropole, à l'exploitation des pétroles sahariens et l'élargissement, l'activation du marché africain, par l'industrialisation.

D'où son besoin de contrôler un Etat qui déballe son chemin des obstacles que représentent économiquement parlant l'existence des « agrariens » de l'Algérie et de la métropole, et les grands et petits commerçants parasitaires du réseau de la distribution.

L'Etat souhaité par le capital financier est certes un Etat « fort », mais pas fasciste ; un Etat à l'image du système américain « où les contradictions mineures jouent à l'extérieur de deux ou trois grands partis de classe, tandis que l'Exécutif composé des hommes de confiance du capital financier, exécute les plans à long terme ».

Les dispositions du capital financier ont également changé, selon Serge Mallet, envers la classe ouvrière. La politique des hauts salaires, des congés payés, d'autres avantages économiques, souvent accordés actuellement sans lutte par le patronat, est une nécessité économique et technologique pour le capital moderne afin de maintenir et d'accroître la productivité par l'association étroite des producteurs.

Les conclusions d'une telle analyse que Serge Mallet destine à l'élaboration d'un « programme de l'opposition de « gauche » au gaullisme » sont significatives. Le capitalisme moderne ne peut pas se passer de l'ouvrier-consommateur. D'autre part, les

méthodes modernes de la production rendent « l'accouplement » du capital financier et du prolétariat encore plus intime que par le passé. « L'intégration des ouvriers à l'usine » constitue aujourd'hui — techniquement — une des principales nécessités de la production moderne. Le « gaullisme » passera nécessairement sous la coupe du capital financier, qui utilisera son « Etat fort » et ses réformes des institutions pour lutter et se débarrasser des éléments retardataires de la bourgeoisie, en alliance économique avec le prolétariat.

Les contradictions actuelles du régime gaulliste s'expliquent par l'influence que gardent encore sur lui les forces réactionnaires « du coup du 13 mai » et les compromis que le capital financier est obligé de passer avec ses adversaires économiques (bourgeois) mais qui sont en même temps « sa seule base sociale ». Cependant, malgré ces aléas, le capital financier poursuivra ses buts et y parviendra.

« L'avènement du « gaullisme » va accélérer au maximum la concentration capitaliste, achever la débâcle des entreprises marginales anti-économiques, précipiter la liquidation du moyen et du petit commerce, faire passer le commerce de gros sous le contrôle du capital financier... » « Le mouvement ouvrier, d'une certaine manière, peut utiliser cette évolution à son profit », d'autant plus que le régime « gaulliste » « va déplacer le terrain principal des luttes de classes du champ politique au champ économique ».

Et voilà la conclusion finale de Serge Mallet :

« La « gauche » doit nouer des alliances non pas avec la petite bourgeoisie en défendant ses revendications économiques « réactionnaires », ou avec le « social-chauvin Guy Mollet », mais plutôt avec des forces sociales telles que celle du « libéral Mendès-France », ou avec « la bourgeoisie nationale coloniale », qui ne s'opposent pas aux mesures « historiquement progressives qui seraient prises par les représentants du grand capital ».

« Le Front populaire », dans ces conditions, « ne peut plus être une simple opération tactique, sur la base des nouveaux rapports de classes, il n'apparaît possible que comme « la voie française vers le socialisme » à travers des réformes de structure dans le cadre de la domination politique et économique (celle-ci « progressive ») du grand capital financier.

D'où un programme de « transition » pour la « gauche », qui se résume à des réformes « progressives » acceptables sinon souhaitées par le grand capital financier, mais qui, économiquement parlant, jettent les bases ultérieures du développement socialiste de l'économie et parallèlement de la démocratie socialiste.

Il est naturellement facile de mettre en lumière les failles d'une construction « logique » comme celle que fournit Serge Mallet, trop empreinte d'un « économisme » simplificateur, et d'une conception sensiblement mécanique de la structure de classe et du fonctionnement du régime capitaliste.

L'opposition entre le grand capital et les couches économiquement retardataires de la bourgeoisie est en réalité beaucoup moins aiguë que ne l'imagine Serge Mallet, à la fois parce que ces couches sont la *base sociale* de la domination politique et sociale du grand capital, et en raison de l'interpénétration économique qui existe entre certaines de ces couches et le grand capital.

Celui-ci est incapable d'entamer une lutte résolue contre les gros « agrariens » et les « féodaux mercantiles », gros marchands des colonies et de la métropole, sans provoquer une crise politique qui atteigne le régime social même. D'autre part, ces dernières couches sont souvent associées sous une forme ou une autre aux banques et aux entreprises du grand capital. Quant aux vues « libérales » du grand capital par rapport aux colonies, qui découleraient soi-disant de son intérêt d'exploiter « en paix » les richesses sahariennes, et d'élargir les marchés coloniaux en les industrialisant, elles sont en réalité bien tempérées pour toute une série de raisons.

Le contrôle effectif du Sahara est impossible sans le contrôle *politique réel* sur l'Algérie. Mais cette tendance est politiquement contrariée par la tendance actuelle de la Révolution algérienne, partie intégrante de la révolution arabe, qui vise non pas à une *apparence d'autonomie* mais à une indépendance réelle et à son intégration dans la République maghrébine et inter-arabe unie.

La difficulté pour trouver une solution en Algérie ne provient pas seulement de la présence d'un colonat européen important qui domine actuellement ce pays, mais également de l'importance des richesses sahariennes pour l'impérialisme français, en expansion économique considérable ces dernières années. Seule la défaite de la Révolution algérienne (et arabe) sous une forme ou une autre, pourrait permettre une solution « libérale » en Algérie, qui prendrait à la rigueur la forme d'un régime en apparence autonome ou indépendant, mais à condition qu'il soit contrôlé effectivement par l'impérialisme français.

Quant à l'industrialisation des colonies, celle-ci est toujours entravée par l'importance considérable des capitaux nécessaires aux infrastructures, sans rendement immédiat, et par l'intérêt accru que représente pour l'économie en expansion de l'impérialisme français l'extraction bon marché de matières premières.

L'image que se font Serge Mallet et d'autres apologistes de bonne foi du grand capital « mendessiste », soi-disant avide de « progrès économique » rectiligne, « libéral » envers les colonies, « paternaliste éclairé » envers le prolétariat métropolitain, dans un sens pionnier du « socialisme » à travers toute une étape transitoire qu'il faudrait traverser en une sorte d'alliance avec lui dans une formule de « Front populaire », cette image-là ne correspond qu'à un capital financier agissant dans le contexte d'un *capitalisme « économiquement pur » en expansion continue*. Le boom de ces dernières années, assurant plein emploi et hauts salaires, a créé de telles illusions. Mais il suffit que la conjoncture économique tourne

à la « récession » pour que toutes les « bonnes intentions » du capital financier se trouvent gravement compromises.

Un programme de transition pour la « gauche » qui ne tient pas compte de l'évolution capitaliste dans son ensemble mais seulement de sa phase d'« essor », ne peut que sombrer dans les illusions réformistes d'un Bernstein.

C'est une période d'essor capitaliste paraissant infinie qui a engendré Bernstein. C'est une conjoncture d'essor beaucoup plus limitée qui a engendré toute cette littérature sur le « réformisme révolutionnaire » des dernières années, y compris avec la bénédiction des dirigeants actuels du Kremlin.

Mais nous voici maintenant en Europe également au début d'une « récession ». Le grand capital sera obligé, en abandonnant forcément la politique de plein emploi, d'abandonner également celle des hauts salaires, le chômage lui procurant d'autres moyens pour associer ses esclaves à la productivité.

Mais les illusions économiques ne sont pas les seules à souffrir de la nouvelle conjoncture. Les illusions politiques quant aux possibilités d'action réformiste, démocratique, du prolétariat sous la domination du grand capital ne sont pas moins compromises. L'« Etat fort » du gaullisme, rendant le Parlement impuissant, renforçant l'Exécutif, plébiscitant sa Constitution autoritaire, a déjà barré les « voies parlementaires nouvelles » au « socialisme ». Dans la nouvelle Assemblée décorative que les élections truquées de novembre préparent, la représentation du P.C. sera scandaleusement réduite à une quantité insignifiante.

Les moyens d'action *politique* du prolétariat se trouvent ainsi neutralisés. Parler, dans ces conditions, de « Front populaire »

avec la grande bourgeoisie « progressive » en tant que « voie française vers le socialisme », cela sonne vraiment comme une plaisanterie sinistre.

Que le « gaullisme », régime bonapartiste, évolue vers une forme fasciste, ou vers une forme plus hybride combinant une façade parlementaire avec une dictature de fait militaire-policière, le prolétariat se trouvera de toute manière exclu d'un rôle politique légal quelconque. Pour briser le carcan dictatorial que la bourgeoisie forge actuellement, il lui faudra un jour se mobiliser dans une action révolutionnaire extraparlementaire.

Pour que cette action soit un jour possible, il faudra effectivement un programme de transition. Mais un programme de transition qui lie les revendications économiques et démocratiques, nécessaires à l'étape actuelle *pour regrouper la classe contre le « gaullisme »*, aux revendications anticapitalistes plus élevées, *qui entament la structure même du capitalisme*, le tout éclairé *par la perspective de la prise du pouvoir politique sous la forme d'un gouvernement ouvrier et paysan*.

Un tel programme transitoire devrait être élaboré dès maintenant par le front unique des partis (P.C. et P.S. autonome en particulier) et des organisations syndicales ouvrières, sur lesquels s'appuierait le gouvernement ouvrier et paysan.

Et c'est là la véritable « voie française au socialisme », en dehors de laquelle la « gauche » et le prolétariat risquent de s'installer pour longtemps dans la dictature de fait du « gaullisme » comme, faute d'un tel programme hier, ils se sont installés dans la défense de l'anachronique république bourgeoise décadente, « qui a fini par jeter de larges masses dans les bras du sauveur ».

15 octobre 1958.

Robert LEBLOND

L'Afrique noire "française" à l'heure de l'indépendance guinéenne

Dans le sillage de la grande crise qui secoue la France depuis mai dernier, l'Afrique noire subit des transformations non moins décisives. Le rythme des événements dans ce secteur est le plus étonnant qui soit. L'observation à distance exige une attention de chaque instant pour soutenir l'allure.

Le contraste avec l'Algérie est frappant. Il n'est certes pas fortuit. Le jusqu'au-boutisme en Algérie détériore les positions impérialistes en Afrique noire en même temps qu'il réduit la marge de manœuvre du colonialisme. L'effort de guerre interminable, immense, du Nord oblige à circonscrire l'incendie et à faire la part du feu à l'Ouest. Il contraint, déjà, à la retraite au Maghreb sur les deux flancs de l'Algérie. Des voix se sont fait entendre depuis un certain temps dans les milieux dirigeants français, qui plaident l'abandon de l'Ouest africain pour des raisons de rentabilité capitaliste. L'influence de ces considérations n'est pas totalement absente dans le système de défense élastique que de Gaulle dut inclure dans sa Constitution et notamment dans le chantage aux crédits qui formait la base de l'offre « généreuse » jetée à Conakry et à Dakar : « Que ceux qui veulent l'indépendance la prennent le 28 septembre en votant non... la France en tirera toutes les conséquences ».

L'impérialisme ne s'est certes pas résigné à l'abandon de l'Afrique ; il a néanmoins choisi d'assouplir ses moyens de défense sous la contrainte d'un rapport des forces dégradé, des contre-coups subis par le capitalisme français à travers l'épreuve algérienne.

De mai à septembre, les choses ont grandement évolué en Afrique noire. Le changement le plus remarquable est l'accession soudaine, inattendue, de la Guinée à l'indépendance complète en l'espace de quelques jours. L'indépendance, d'objectif plus ou moins lointain, échelonné sur des étapes diverses, imprévisibles, est devenue une réalité immédiate à portée de main. Le départ en flèche de la Guinée, territoire pilote, à l'avant-garde quant à ses promesses industrielles et à son organisation politique, déterminera un clivage plus clair des partis imposé par des choix dénués d'équivoque.

La concentration des formations politiques éparses s'est poursuivie de mai à septembre pour être remise en question par le choix des protagonistes du oui et du non du référendum.

L'aspiration des masses au vaste parti unifié n'a pu aboutir finalement devant les fortes rivalités territoriales et la prétention

du R.D.A. d'imposer sa prééminence. A défaut du parti unique on s'est trouvé rapidement face au système de deux grands partis africains. Les adversaires du R.D.A. ont décidé de faire bloc en constituant le Parti du Regroupement Africain dont le premier congrès se réunit le 26 juillet dernier à Cotonou. Moins d'un an après le fameux congrès de Bamako du R.D.A., la réunion du P.R.A. de Cotonou suscita tout autant d'émoi en revendiquant ni plus ni moins que l'indépendance immédiate.

« Autant les assises de Bamako de septembre 1957 furent celles de la Communauté franco-africaine, écrit le commentateur du « Monde », autant celles qui se sont achevées à Cotonou sont plus brièvement celles de la Communauté africaine. » La préoccupation centrale du Congrès fut, en effet, l'indépendance nationale et l'unité des peuples africains qui sont deux termes indissociables. Mais le Congrès ne s'en tint pas à des idées générales très avancées. Il mit en avant un programme, des mots d'ordre précis. C'est en premier lieu celui de « la réunion rapide de la Constituante d'Afrique noire pour organiser une nation nouvelle : une fédération sur la base de l'égalité et des abandons volontaires de souveraineté des territoires actuels ». Le Congrès proposa ensuite la négociation entre l'Etat fédéral africain ainsi créé et la France en vue de la création d'une « Confédération multinationale des peuples libres et égaux, sans pour autant renoncer à la volonté africaine de fédérer en Etats-Unis d'Afrique, toutes les anciennes colonies ».

Un autre passage de la résolution finale de Cotonou mérite d'être cité, qui fixe le contenu social de cette émancipation nationale : « Le Congrès du P.R.A. opte pour un socialisme adapté aux réalités africaines, pour la collectivisation démocratique accélérée de l'agriculture et pour la création d'une économie moderne dynamique en Afrique noire, par la voie d'un socialisme africain, dans un compromis nécessaire avec les formes non socialistes ».

Le Congrès de Cotonou déborda de très loin à gauche les positions du R.D.A. A considérer les éléments plutôt hétéroclites qui constituent le P.R.A., ce résultat paraît paradoxal. Davantage encore que le R.D.A., le P.R.A. mérite la qualification de fédération de partis. La crainte du rouleau compresseur du R.D.A. a conduit à l'assemblage le plus hétérogène qui soit. A l'intérieur du P.R.A. voisinent les extrêmes, pourrait-on dire si l'on faisait abstraction des positions très fluctuantes des dirigeants et des groupements qui donnent lieu à d'inconcertants

chassés-croisés. Dans le P.R.A. se rencontrent les anciennes sections de gauche du R.D.A., du Sénégal et du Niger qui furent exclues après le désappareillage du P.C.F. et d'ex-élus de l'administration apparentés aux groupes parlementaires de la droite et du M.R.P., sans parler des vieux routiers Senghor et Lamine-Gueye, qui ont trempé dans tous les bains.

Ce mariage « contre nature » est incompréhensible pour qui ignore le souffle puissant qui agite l'Afrique, balayant les ornières, menaçant les positions les mieux établies. Il est né aussi des combats charnés que se livrent les partis à l'intérieur des territoires. La création par la loi-cadre Defferre de gouvernements locaux a donné lieu à une lutte sans merci « pour le pouvoir » ou pour sa défense, jalonnée déjà par des morts nombreux. Cette lutte est d'autant plus meurtrière qu'elle prend rarement sa source dans des principes divergents bien établis et qu'à défaut les leaders s'appuient volontiers sur des différences de tribus ou de races. Cette phase de confusion, héritage du passé, ne pourra être surmontée que par la cristallisation d'un parti répondant pleinement et complètement aux aspirations des masses africaines et ne se bornant plus aux réponses conjoncturelles.

Il est en tout cas significatif que les vieux notables de la politique africaine n'aient vu d'autre salut que de s'allier aux jeunes forces montantes, intellectuelles et travailleuses, pour disputer la suprématie aux leaders du R.D.A. La surprise causée par le Congrès de Cotonou, c'est que ces forces montantes présentes, notamment dans les délégations du Sénégal et du Niger, aient pu d'emblée prendre le dessus. Victoire relative et momentanée si l'on en juge par la décision de la plupart des sections, intervenue à peu de temps de là, de se prononcer pour le « oui ». L'autre signe, c'est l'élection de Djibo Bakary, leader de la gauche et dirigeant syndicaliste — le Sekou Touré du P.R.A. — au poste de secrétaire général du nouveau parti.

Le débordement des leaders traditionnels a donc été le fait majeur du Congrès de Cotonou, imitant en cela — et cela seulement — les assises de Bamako. Le conflit était de portée plus limitée à l'intérieur du R.D.A., bien qu'il couvrait des divergences plus profondes, inavouées, comme on peut s'en rendre à distance. Houphouët-Boigny, soutenu par sa section de la Côte d'Ivoire, a dû affronter à Bamako l'exigence de l'écrasante majorité des congressistes, entraînée par la section guinéenne de Sékou Touré, opposant à la balkanisation inscrite dans la loi-cadre la création de gouvernements fédéraux africains à l'échelle de l'A.O.F. et de l'A.E.F. Les leaders ivoiriens, défenseurs des privilèges de la néo-bourgeoisie d'un territoire « riche », furent conspués copieusement et se sentirent isolés. Houphouët-Boigny abandonna le Congrès pour ne plus y reparaitre au cours des deux derniers jours. Il imposa dans la coulisse le compromis sous la menace de sa démission de président.

A Cotonou, le rapport sur la jeunesse servit ouvertement de contre-rapport et fut développé immédiatement après l'exposé de Senghor. Le mélange plus hétérogène du

P.R.A. s'avéra plus explosif qu'un R.D.A. expurgé et à l'appareil plus assis. La pression combinée des syndicats, de la jeunesse, des intellectuels à un moment critique de la crise française et de l'élaboration constitutionnelle contraignit les vieux leaders à lâcher prise. Les positions exprimées à l'égard de la Révolution algérienne furent également plus catégoriques qu'à Bamako. L'entière solidarité avec les « frères algériens » fut reprise par maints orateurs. L'un d'entre eux préconisa « que les tirailleurs noirs se rangent aux côtés des combattants algériens ». Le Congrès dénonça unanimement l'emploi des troupes noires dans les opérations d'Algérie, ce que le Congrès du R.D.A. se garda bien de faire. Notons que les députés présents en grand nombre votèrent à peu près régulièrement en faveur des mesures de guerre promulguées par les gouvernements depuis quatre ans.

Il convient, évidemment, de rattacher la flambée nationaliste de Cotonou au débat constitutionnel qui mettait en cause le futur statut africain. Les militants africains n'avaient que trop de raisons d'être vigilants devant le régime mis en place par le soulèvement colonialiste d'Alger. Ils étaient peu désireux de participer à un référendum plébiscitaire consacrant la victoire des colons et concernant le fonctionnement de la métropole. Si l'on prétend malgré tout leur faire voter pour la nouvelle Constitution, il faut pour le moins que celle-ci leur permette d'accéder sans contestation possible à l'indépendance.

De Gaulle venait de rejeter du haut de sa grandeur l'option en faveur de l'indépendance dans un cadre confédéral proposée par le Comité consultatif. Le différend qui opposait P.R.A. et R.D.A. au cours d'interminables débats juridiques sur le statut fédéral ou confédéral couvre deux optiques et perspectives distinctes. Le statut fédéral à la Houphouët-Boigny lie directement à la France les territoires africains de 1 à 2 millions d'habitants, promus au rang d'Etats autonomes. La confédération préconisée par Senghor part de la constitution préalable d'un Etat fédéral africain regroupant les territoires épars, l'Etat fédéral en tant qu'unité se rencontrant avec la France au sein d'une confédération.

La balkanisation reste aux yeux des grands planteurs ivoiriens dont Houphouët-Boigny — lui-même très gros propriétaire — est l'éminent porte-parole, le moyen le plus sûr de contenir la Révolution africaine. L'étroite soumission aux forces impérialistes demeure la meilleure sauvegarde de cette couche sociale qui craint d'affronter seule les masses. Cette vision anachronique qui heurte profondément les masses africaines n'offre aucune chance aux leaders de conserver la situation, au moins de l'avis de Senghor, qui ne voit d'autre alternative que d'avancer prudemment dans le sens d'un développement historique inéluctable.

C'est au lendemain du rejet de la confédération et de l'indépendance par de Gaulle qu'eut lieu le congrès de Conakry. Senghor s'y présenta désabusé, les mains vides. La masse des militants refusa de se laisser prendre dans un nouvel engrenage « fédéraliste », formule impérialiste assouplie,

succédant de l'Union Française mort-née de triste mémoire. Elle ne s'arrêta plus aux formules bâtarde de l'exécutif fédéral d'A.O.F. et d'A.E.F., cadre étriqué, arbitraire, tracé par le colonialisme, qui ne correspond plus aux réalités d'une Afrique promise à l'indépendance. Elle estima que le moment de la libération était proche, les conditions favorables et que le programme de l'émancipation devait être dès cet instant arboré en pleine clarté : indépendance immédiate, Constituante d'Afrique noire, socialisme africain, Etats-Unis d'Afrique.

Ceux qui interprètent le programme comme une manifestation d'accès démagogique n'ont rien compris ou ne veulent rien comprendre. Il est des idées avec lesquelles il est malaisé de jongler. Un programme comme celui-ci ne s'effacera pas et ne tombera pas dans l'oubli. La résolution finale

APRES LE REFERENDUM

On peut à bon droit se poser la question : comment le oui a-t-il pu triompher si largement après les décisions de Cotonou ? Le populaire leader nigérien Djibo Bakary, imitant l'appel de Sékou Touré, ne récolta que 22 % de « non ». Apparemment, les campagnes dans le même sens de la centrale syndicale U.G.T.A.N., des organisations de jeunes, de la fraction dissidente du P.R.A. sénégalais, du P.A.I. sont restées sans grand effet. Les résultats officiels indiquent 2,6 % de non au Sénégal, 2,4 % au Soudan, 2,3 % au Dahomey, 7,5 % au Gabon. Ces « non » viennent presque uniquement des grandes villes. L'U.G.T.A.N. dénonce la fraude qui se serait pratiquée sur une vaste échelle. N'annonce-t-on pas 99,98 % de « oui » en Côte d'Ivoire ? C'est un record qui défie toute concurrence. La fraude peut prendre libre cours dans la brousse, c'est un fait certain. Mais devait-on y recourir systématiquement, alors que le choix était bien confus ? Il était aisé aux appareils des grands partis et à l'administration d'influer sur le vote par des moyens plus légaux.

Aussi serait-il imprudent de conclure que les syndicats et les petites formations ont subi un échec irrémédiable et que les leaders traditionnels restent tout puissants. Nul n'osera prétendre que les masses qui ont voté oui se sont prononcées contre l'indépendance. C'est le contraire qui est vrai : on leur a dit et répété qu'il fallait voter « oui » pour aller vers l'indépendance. Autrement dit presque partout, peu ou prou, on a fait miroiter l'indépendance des deux côtés. De Gaulle n'a-t-il pas inclus dans la Constitution, après son voyage africain, le droit pour les territoires d'adopter l'indépendance à tout moment par les voies légales ?

L'ultime concession de de Gaulle provoqua un petit flottement et permit le ralliement au « oui » de la plupart des dirigeants du P.R.A. qui laissèrent, toutefois, la liberté aux sections territoriales de fixer leur choix.

L'important, c'est que le référendum ne met pas fin à la bataille mais la fait entrer dans une phase plus aiguë, comme il est aisé de s'en apercevoir maintenant. *Un territoire crucial au centre du dispositif français,*

de Cotonou fut l'œuvre d'un compromis. Les atténuations qu'y introduisit Senghor ne parviennent pas à en diminuer la portée.

De Gaulle qui cherchait la confirmation de Cotonou fut servi par l'accueil qui l'attendait à Conakry et à Dakar. Il s'avérait que le programme de Cotonou n'était pas une invention du P.R.A. mais reflétait une aspiration large et profonde des travailleurs puissamment organisés, de la jeunesse, des intellectuels, sentiment qui s'exprimait aussi bien dans le R.D.A. et plus largement que Houphouët-Boigny ne veut l'avouer. Libre aux sourds de répéter, après l'Indochine et l'Afrique du Nord, que les manifestations de Conakry et de Dakar ne sont que l'œuvre de quelques exaltés ou agents stipendiés. Qu'ils se laissent donc endormir par les résultats partiellement encourageants du référendum...

la Guinée, a acquis son indépendance. Tout l'édifice s'en ressent. Les syndicats, dont Sekou Touré est le secrétaire général, se trouvent affectés. Le rapport des forces des partis se trouve remis en question. L'attitude envers la Guinée est la première pierre d'achoppement dessinant un nouveau partage.

Le bureau du R.D.A. propose au prochain comité de coordination l'exclusion de Sekou Touré et de la section guinéenne. Houphouët-Boigny mène campagne pour le boycott de la Guinée et met en demeure le gouvernement français d'établir un cordon sanitaire rigoureux.

A l'opposé, certaines sections du P.R.A. ont adressé leurs salutations à la Guinée et le comité directeur du parti invite le gouvernement français à ne pas rompre les relations économiques. La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire s'offre de fournir à la Guinée les cadres techniques et administratifs dont elle aura besoin. Le congrès de l'U.G.T.A.N. regroupant tous les syndicats d'Afrique se tiendra le 15 janvier à Conakry.

Entre les protagonistes du « oui » une ligne de démarcation s'est faite jour sans tarder. Les relations entre le P.R.A. et le R.D.A. se sont durcies contrairement à ceux qui espéraient un rapprochement possible au lendemain du référendum. Notre « oui » c'est l'indépendance à terme préparée dans des conditions plus favorables, affirment les leaders sénégalais Senghor et Mamadou Dia. « La Communauté bien comprise devrait permettre l'accession rapide à l'indépendance », estime le président du conseil du Dahomey, Apithy. A ceux-là, Houphouët-Boigny rétorque : « Nous entrons dans la Communauté pour y rester et non pour en sortir... Ceux qui sont entrés avec l'intention d'en sortir demain ne seront pas avec nous ».

Aux termes de l'article 76 de la Constitution, les territoires doivent manifester dans les prochaines semaines leur volonté de devenir « Etats membres de la Communauté groupés ou non entre eux ». Voilà reposé avec acuité le fameux choix de l'exécutif fédéral. Le divorce est complet

cette fois entre le P.R.A. et le R.D.A. expurgé de la Guinée. Une réunion commune des dirigeants africains devait débattre le problème et rechercher une formule d'accord. Elle n'aura pas lieu. Le R.D.A. a catégoriquement rejeté l'idée d'exécutif fédéral. Houphouët-Boigny flétrit « la démagogie de ceux pour qui unité signifie sécession » (1). Il annonce un plan de coopération pour la zone R.D.A. de « ceux qui s'engagent à ne pas sortir de la Communauté et en donnent des preuves tangibles ».

Houphouët-Boigny ne s'en remet pas de l'affront de la Guinée. Il jure que cela ne se reproduira pas. Il a choisi d'être le garde-chiourme de la « Communauté » : « Des intellectuels pourront, à Paris, dire qu'ils veulent la sécession. Je vous assure que dans nos Etats personne ne le dira plus, personne ne l'écrira plus ! » (Interview d'Houphouët-Boigny à « Carrefour ».)

Prenant acte du refus du R.D.A., le co-

(1) *Au lendemain du référendum, rempli d'amertume à l'encontre « des apprentis sorciers de Cotonou » et de Sekou Touré « qui a abusé de la confiance de ses amis du R.D.A. », Houphouët-Boigny fit cette déclaration : « L'unité que d'aucuns proposent depuis bientôt deux ans est une unité pour une politique de sécession et pour une politique qui n'ose pas dire son nom, baptisée qu'elle est de politique sociale. Mais quand on connaît les animateurs de cette politique, qui sont tous, ou presque, d'anciens membres de la C.G.T., on doit comprendre tout ce que recouvre ce vocable d'unité ».*

Comme quoi la conscience de classe d'Houphouët-Boigny — gros propriétaire foncier — ne se laisse pas prendre en défaut. L'appareillement au P.C.F. lui semble péché véniel à côté de l'appartenance à la C.G.T.

mité directeur du P.R.A. a décidé pour sa part de présenter aux partis africains un projet de Constitution fédérale pour l'A.O.F. et l'A.E.F.

La tension est appelée, sans doute, à s'accroître dans la prochaine période. Les yeux des couches avancées convergeront inévitablement vers la Guinée qui n'est pas disposée à se laisser étrangler économiquement — et sa bauxite est un excellent atout — ni à se laisser isoler sur le plan politique. La Guinée sera le phare de l'avant-garde africaine. D'ores et déjà le Togo et la vaste Nigéria britannique sont assurés de leur indépendance d'ici un an. Le Kamerun les suivra vraisemblablement de peu. Le rapport des forces se trouvera notablement déplacé et des territoires comme le Dahomey, le Sénégal, le Niger — pour ne parler que de ceux-là — seront des plus sensibles à l'attraction.

Pour l'instant, à défaut d'avoir stabilisé la situation, la V^e République a du moins accru la division. Mais la nouvelle conjoncture favorisera la clarification des positions et des regroupements. Les étapes à franchir apparaissent plus nettement grâce à la Guinée. Cerné en A.O.F., le R.D.A. cherche à étendre son emprise dans la région moins évoluée de l'A.E.F. Mais Bamako fut l'illustration que le R.D.A. ne se résume pas en la personne de Houphouët-Boigny. Ce n'est pas par hasard que la masse des militants se reconnaissait mieux en Sekou Touré qu'en Houphouët-Boigny. Tout expurgé qu'il soit par les crises et les secousses successives, le R.D.A. comprend une majorité de militants chevronnés attachés à la cause de l'émancipation africaine qui s'affranchiront de Houphouët-Boigny, garde-chiourme de la Communauté, pour rejoindre le camp de Sekou Touré.

15 octobre 1958.

Jean-Paul MARTIN

Révolution "ininterrompue" en Chine

La Chine est actuellement dans un état de révolution « ininterrompue » qui condense « vingt ans dans un jour », selon les propres formules que les dirigeants chinois emploient actuellement en les empruntant, rappellent-ils, à Marx et à Lénine. Ainsi Liou-Chao-Chi, dans le rapport qu'il fit à la deuxième session du 8^e Congrès national en mai dernier, n'a pas hésité à affirmer que la révolution chinoise a été toujours dirigée par le P.C. chinois et Mao Tsé Toung dans l'esprit de la révolution « ininterrompue ».

Les dirigeants chinois emploient maintenant ce terme dans le sens de la « révolution permanente » qui stipule que la prise du pouvoir dans un pays n'achève pas la révolution mais inaugure toute une période de transformations révolutionnaires, marquant autant de stades dans le « développement constant de la révolution ».

1955 et 1956 furent les années de la collectivisation totale de l'agriculture et de la « socialisation » de l'industrie, de l'artisanat et du commerce. 1957 fut surtout l'année de la campagne de « rectification » qui, commencée sous le signe de la « libéralisation » en tenant compte des « contradictions dans le peuple », a vite tourné en une furieuse campagne d'extermination des « droitiers ». 1958 sera avant tout l'année des « communes du peuple ».

Cette dernière transformation est de loin la plus radicale qui ait été jusqu'ici entreprise par la direction chinoise à la fois sur les plans économique, social, culturel et administratif.

Mais, avant de traiter ce sujet, il nous faut mieux saisir ce qui peut s'appeler la « révolution ininterrompue » et « tumultueuse » qui se dessine à partir de mai de cette année en Chine, et dont le caractère frénétique n'a jamais été égalé dans l'histoire d'aucune révolution, y compris en Union soviétique lors du tournant des années 1928-1933, du premier plan quinquennal et de la collectivisation forcée.

Pour comprendre les événements, force nous est donné de fixer quelques repères, relativement arbitraires, et de partir par exemple du bilan et des perspectives de la situation tels qu'ils étaient établis lors de la deuxième session du 8^e Congrès national en avril-mai derniers. A ce moment, les dirigeants chinois paraissent déjà être saisis par l'ampleur des résultats acquis dans le domaine de la « construction socialiste » et par « l'héroïque esprit communiste d'auto-sacrifice » des masses ayant comme mot d'ordre « Travail dur pour quelques années, bonheur pour des siècles ». (Discours de Liou-Chao-Chi.)

Le printemps 1958 marque le début d'un saut phénoménal dans tous les domaines de la production. On estime à cette époque (fin avril 1958) que la production industrielle marquait une avance de 26 % par rapport à la période correspondante de 1957 ; que la production d'acier atteindrait 7.100.000 tonnes en 1958, la production de charbon 180.000.000 de tonnes, la production de machines-outils 60.000 unités. Dans l'agriculture, le progrès le plus important était accompli dans le domaine de l'irrigation en ajoutant 35.000.000 de maus (1) de terres irriguées, soit 80.000.000 de maus de plus que le total des terres irriguées depuis huit ans, et 110.000.000 de maus de plus que le total des terres irriguées durant les milliers d'années avant la libération. Ce qui faisait prévoir des résultats records pour cette année.

Sur la base de tels faits et perspectives, le Comité central du parti proposait en mai de pousser plus encore en avant la « révolution technologique » afin d'accroître l'essor des forces productives par toute une série de mesures, dont la plus importante était de « transformer toutes les grandes et moyennes villes du pays en centres industriels », et « de construire de nouvelles bases industrielles là où les conditions nécessaires existent, de permettre à toutes les villes des régions agricoles et à de nombreuses villes de développer leurs propres industries et d'augmenter la valeur de la production industrielle de toutes les provinces et régions autonomes et même de la plupart des districts administratifs provinciaux de sorte qu'elle dépasse celle de leur production agricole ».

Du 17 au 30 août a eu lieu un Plénum élargi du Bureau politique du P.C. chinois qui prit la décision de porter la production de l'acier pour 1958 de 7.100.000 tonnes à 10.700.000 tonnes, soit le double de celle de 1957. Le Bureau politique, d'autre part, évalua la production agricole en produits alimentaires de cette année à 300 ou 350 millions de tonnes, soit une augmentation de 60 à 90 % par rapport à 1957, et la production du coton à 3.500.000 tonnes, soit le double de 1957.

Sur la base de ces résultats, le Bureau politique « souligne que 1959 serait une année décisive dans les trois années de dure bataille du peuple pour tout le pays. 1959 exige que l'industrie et l'agriculture chinoises continuent à aller de l'avant à la vitesse de 1958 ou même à vitesse plus grande ». (Souligné par nous.)

(1) 1 mau = 6,7 ares.

Mais la décision la plus importante de cette réunion fut incontestablement « l'établissement des communes du peuple dans les régions rurales à travers le pays ».

Depuis que ces décisions furent prises,

une énorme campagne de presse ne cesse de glorifier à la fois de nouveaux résultats surprenants obtenus dans le terrain économique et le mouvement « irrésistible » qui emporte les masses paysannes vers la création des « communes du peuple ».

BILAN ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES

A la veille du 9^e anniversaire de la Libération (octobre 1958), la presse chinoise est remplie de statistiques illustrant le « phénoménal » saut en avant de la production qui se développe selon un rythme jamais égalé dans l'histoire par aucun pays, y compris l'U.R.S.S. L'objectif de 10.700.000 tonnes d'acier sera atteint cette année grâce à une multitude fantastique de petits hauts-fourneaux (blast furnaces) construits à travers le pays (116.000 en septembre 1958, fonctionnant par des méthodes locales).

L'énergie électrique atteindra cette année 27.500 millions de kilowatts-heure, soit 42 % de plus qu'en 1957 ; la production de machines-outils augmentera de 4,5 fois plus qu'en 1957 ; la production de charbon (210 millions de tonnes, 60 % plus qu'en 1957.

La production agricole atteindra 350 millions de tonnes de produits alimentaires (le riz en étant le principal), soit le double de l'année passée. La seule production de blé a atteint cette année 40 millions de tonnes, dépassant celle des Etats-Unis et faisant de la Chine le second pays producteur de blé dans le monde.

La production de coton a également doublé, atteignant 3,5 millions de tonnes, faisant de la Chine le premier pays producteur de coton du monde.

L'irrigation a fait des progrès colossaux, englobant 32 millions d'hectares supplémentaires, soit l'ensemble des terres arables de la Grande-Bretagne et de la France réunies. C'est en réalité le développement « fantastique » de l'agriculture qui, à son tour, entraîne actuellement le développement de l'industrie, avec un accent particulier sur l'industrie lourde.

Ainsi est préservée la ligne du parti d'un développement « équilibré » entre l'agriculture et l'industrie, l'une épaulant constamment l'essor de l'autre.

Des tâches qui, normalement, exigeraient « 20 à 30 ans et, dans certains cas, 60 à 70 ans », ont été accomplies, selon la presse chinoise, en 1958, dans une seule année.

« La production a fusé dans presque toutes les branches de l'industrie, de l'agriculture et dans d'autres domaines d'activité. » « Des miracles ont été effectués par les efforts extraordinairement appliqués et audacieux des 650 millions de Chinois. » « Il ne faudra pas longtemps pour dépasser l'Angleterre », conclut la presse chinoise qui prévoit des résultats productifs encore plus étonnants pour 1959, « l'année décisive ».

Ces « miracles » sont d'autant plus stupéfiants qu'ils ont été accomplis sur une base matérielle et technologique des plus rudimentaires. Prenons par exemple l'agriculture. « Les résultats formidables de la Chine

en agriculture cette année, affirment les Chinois (2), ont démolé et rendu surannée la théorie selon laquelle un niveau élevé de développement ne peut être obtenu en agriculture que par la mécanisation. Le grand progrès agricole de la Chine cette année, effectué sans tracteurs ni grandes quantités d'engrais chimiques, repose principalement sur l'initiative et l'esprit créateur des paysans, sur la conservation de l'eau, des engrais des cours de ferme, un profond labourage, l'amélioration du sol, la popularisation de semences sélectionnées, des plantations rapprochées, un contrôle des parasites et des maladies des plantes, un soin de la terre et l'amélioration des outils. »

Quant aux développements dans l'industrie, la presse chinoise les attribue entre autre au fait que les « mystères autour de la technique industrielle » ont été dissipés et que « tout le parti et tout le peuple » ont été engagés directement dans la construction et dans le fonctionnement de toutes sortes d'industries. Egalement au fait du développement, selon la ligne du parti, « à la fois de l'industrie nationale et locale et d'entreprises grandes, moyennes et petites simultanément avec une direction centralisée, une planification générale, une division convenable du travail et la coordination conformément à la situation concrète du pays ».

Ainsi, en résumé, les progrès de la production s'expliqueraient par une certaine rationalisation du travail humain, mobilisé sur une échelle vraiment superpharaonique dans toute la Chine, sous l'impulsion du Parti communiste, et pour tout dire sans la coercition indirecte, le cas échéant direct, de l'appareil d'Etat que ce parti contrôle. Mais la base d'un enthousiasme sincère de larges masses pour l'effort constructif gigantesque à l'étape actuelle ne doit pas non plus être minimisée. Les « miracles » de la Chine sont ceux d'un travail acharné de toute l'innombrable population du pays, travail mieux rationalisé que par le passé et qui, appliqué à partir d'un niveau de production très bas, ne peut que donner pour toute une période des rendements relatifs vraiment « miraculeux ».

Infiniment plus vite que l'U.R.S.S., la Chine connaît en quelque sorte sa période « stakhanoviste », c'est-à-dire une certaine rationalisation du travail libéré des entraves routinières, avec cette différence que le stakhanovisme chinois a pris déjà un aspect de mouvement de masses colossal et s'efforce de tirer un meilleur parti plutôt des méthodes de travail et des possibilités matérielles locales que des moyens de production mécanisés.

(2) Bulletin de Hsin Hua News Agency (24-9-1958).

« LES COMMUNES DU PEUPLE »

« Les communes du peuple — stipule l'ordonnance publiée en septembre dernier dans l'organe théorique du Parti le *Drapeau Rouge*, concernant la commune type de Weising dans la province de Honan — est une unité de base de la société dans laquelle la population travailleuse s'unit de son propre gré sous la direction du Parti communiste et du gouvernement du peuple. Sa tâche est de diriger toute la production industrielle et agricole, les échanges, le travail culturel et éducationnel et les affaires politiques dans sa propre sphère. »

Cette nouvelle forme d'organisation dans les campagnes, considérée par la presse chinoise comme « une tendance inévitable dans le développement de l'histoire chinoise » et comme « la meilleure forme pour accélérer la construction socialiste et la transition au communisme en Chine », a commencé à se propager irrésistiblement surtout à partir de septembre 1958.

Les « communes du peuple » ont surgi tout d'abord « spontanément », furent ensuite remarquées par le Parti communiste chinois, encouragées et développées sous sa direction. A la suite des grandes victoires remportées dans la production agricole durant l'été et l'automne de cette année, de petites coopératives agricoles ont commencé à s'amalgamer en de plus grandes et à se transformer en « communes du peuple » « où la cité et la commune deviennent une seule entité et où l'industrie (l'ouvrier), l'agriculture (le paysan), les échanges (le commerçant), la culture et l'éducation (l'étudiant) et les affaires militaires (le milicien) fusionnent. »

Une des caractéristiques principales des « communes » est qu'elles sont bâties sur une grande échelle, possédant beaucoup de terre et embrassant des milliers de personnes. « Elles peuvent développer simultanément l'agriculture, les forêts, l'élevage des animaux, les pêcheries et des productions subsidiaires. » « Les communes du peuple établies jusqu'à présent embrassent généralement quelques dizaines de milliers de membres, et même de foyers, et leur superficie est égale à celle des cités. » Par le fait que les communes entreprennent des tâches productives plus vastes et plus compliquées, elles ont aussi besoin de toute la force de travail disponible. D'autant plus que partout, actuellement en Chine, celle-ci constitue à l'étape actuelle de loin la plus importante sinon l'unique force productive. D'où la nécessité d'une tout autre organisation sociale afin de libérer « le plein emploi de la force de travail », y compris celle des femmes, des enfants et des vieillards, et d'en éviter les « gaspillages ».

Pour cette raison, les « communes » « non seulement ont à collectiviser davantage le travail, mais doivent aussi organiser le mode de vie collective. Sur la base de cet urgent besoin, on a formé un grand nombre de cantines publiques, de crèches, de jardins d'enfants, d'équipes de couture, etc. »

La forme de propriété des communes est « collective », en attendant qu'elle devienne

« propriété de tout le peuple », c'est-à-dire étatique (ce qui est déjà le cas dans quelques « communes » avancées).

Les comités administratifs des communes sont en réalité « les conseils populaires des cités », des soviets. « Il existe aussi la tendance à une fédération des communes du peuple dans un district pour faire un avec le conseil populaire de ce district. Ceci favorise une direction unifiée, combine étroitement l'économie collective des coopératives avec l'économie propriété d'Etat des villes et des districts, et aide à la transition de la propriété collective à la propriété par le peuple dans son ensemble. » (*Quotidien du Peuple*, 3-10-1958.)

Les dirigeants chinois estiment que la transformation de la propriété « collective » en propriété de « tout le peuple » demandera 3 à 4 années, sinon 5 à 6 années, pour être complétée dans les campagnes. Quelques années plus tard, après cette période de transition (propriété de « tout le peuple »), grâce à un développement inouï des forces productives, la Chine entrerait dans la phase du communisme proprement dite.

« La commune du peuple actuel — écrit l'organe théorique du P.C. chinois le *Drapeau Rouge* (fin septembre 1958) — offre à notre pays une bonne forme d'organisation pour accélérer la construction socialiste et la transition au communisme. Ce ne sera pas seulement l'unité primaire de notre société au stade actuel, mais elle grandira et deviendra l'unité primaire de la future société communiste. » (Souligné par nous.)

Pour le moment cependant, il ne faut pas se faire d'illusions. La « commune du peuple » est une organisation du travail agricole « selon des lignes militaires ». Cela ne veut pas dire cependant — s'empresse de souligner l'organe théorique du parti sus-mentionné — que les paysans soient organisés dans des casernes, ou qu'ils se soient accordé les titres de généraux, de colonels et de capitaines. « Cela veut dire simplement que l'expansion rapide de l'agriculture exige qu'elles renforcent considérablement leur organisation, agissent plus rapidement et avec une discipline et une efficacité plus grande, de manière que, comme les ouvriers d'usines et les soldats, elles puissent être déployées avec une grande liberté et sur une vaste échelle. »

Pour le moment, cette organisation militaire est destinée « à mener les batailles contre la nature ». Mais le cas échéant, si un ennemi extérieur attaquait, « alors toute la population armée serait mobilisée pour balayer l'ennemi résolument, parfaitement et complètement ».

Comme c'est actuellement le cas dans les usines, les écoles et les autres organisations, il existe également dans les « communes du peuple » une milice englobant tous les hommes et les femmes de 17 à 40 ans qui s'entraînent militairement tout en travaillant. La milice, selon Mao, est « une organisation à la fois militaire, de travail, d'édu-

cation et d'athlétisme », à côté des forces armées régulières. La tension dans le détroit de Formose a énormément propulsé cette organisation qui, sous le slogan « chacun un soldat », est portée actuellement à des effectifs de plus de 72 millions.

Les « communes du peuple » enfin combinent également le travail éducatif avec le travail productif, en imposant une scolarité générale par étapes et sous des formes diverses à tous leurs membres, en dehors de leurs heures de travail, réduites pour permettre précisément cette scolarité.

Ceci du reste rejoint la directive générale du travail éducatif en Chine, qui implique une étroite association avec le travail manuel productif (3) à tous les échelons de la scolarité (4). Selon cette directive, outre la formation d'écoles directement attachées aux usines, aux autres entreprises, aux « communes du peuple » fréquentées par les ouvriers et les paysans en dehors de leurs heures de travail, les écoles permanentes et à plein temps comporteront un cours de travail manuel avec stage obligatoire de travail manuel pour tous les élèves et à tous les échelons de la scolarité. C'est là une réforme qui dépasse déjà de loin les réformes éducationnelles de Khrouchchev actuellement en discussion en U.R.S.S.

Les membres des « communes du peuple » reçoivent une partie de leurs besoins en nourriture et d'autres services gratuitement, en plus d'un salaire de base et de primes selon l'« intensité » de leur travail. La situation varie d'une commune à l'autre quant à l'ampleur des besoins qui sont déjà satisfaits gratuitement. Quelques communes accordent la nourriture, les vêtements, le logement, l'éducation, les services médicaux, etc., gratuitement. Quelques autres étendent déjà ce système aux bains, théâtres, cinémas, chauffage domestique, etc.

Ainsi, disent les dirigeants chinois, le revenu des membres des « communes » est déjà divisé en deux parties : l'une accordée selon « le principe communiste à chacun selon ses besoins, l'autre selon le principe socialiste à chacun selon son travail ».

En réalité ce système de distribution — qui se pratiquait avant la libération dans les régions occupées par les armées de Mao — a pour but de transformer les paysans en ouvriers agricoles, avec un revenu fixe, tout en favorisant pour l'instant les plus pauvres, par exemple les familles nombreuses disposant d'une capacité de travail limitée, et qui auparavant — selon la presse chinoise elle-même — avaient souvent peine à assurer leur existence.

La création des « communes du peuple » a pris un essor encore plus rapide et irrésistible que la campagne de collectivisation de l'agriculture en 1956, assure la presse chinoise. A la fin de septembre, plus de 90 % de toutes les familles des 500 millions

(3) Selon une décision du Parti et du gouvernement en date du 25-10-1958, tous les fonctionnaires sont désormais obligés de participer au travail manuel dans l'industrie ou l'agriculture au moins un mois par an.

(4) Décision du Comité central du P.C. chinois du 20-10-1958.

de paysans chinois avaient rejoint les communes. Il y a actuellement (octobre 1958) plus de 23.384 communes en Chine, avec 4.797 ménages chaque en moyenne (contre 750.000 coopératives agricoles qui existaient auparavant). Organisées « suivant des lignes militaires pour faire les choses de la manière dont sont menées des batailles », elles vivent de manière « collective ». Selon des statistiques récentes portant sur 11 provinces et régions autonomes, 1.400.000 restaurants publics et 1.200.000 garderies d'enfants ont été créés à côté d'autres services « collectifs ».

Ainsi la Chine est actuellement lancée dans une entreprise gigantesque qui, sur une base de « collectivisme » spartiate, s'efforce de valoriser au maximum son capital principal : la force de travail de 650 millions d'êtres humains.

En effet, tout est tendu vers la production par l'homme, comme cela n'a été jamais entrepris dans l'histoire, avec des résultats certes surprenants. A côté du travail des ouvriers dans les villes et des paysans dans l'agriculture, la Chine mobilise actuellement sur une échelle gigantesque le travail supplémentaire des paysans dans les industries locales, ainsi que celui des femmes libérées du travail domestique, et des enfants et des vieillards.

Cette mobilisation dirigée et au moins élémentairement rationalisée, provoque une éclosion des forces productives de la Chine endormie depuis quelques millénaires telle que, comparativement au bas niveau d'où ce pays partait au lendemain de la libération, elle est naturellement stupéfiante.

D'autre part, de manière absolue également, le produit du travail acharné d'une population de 650 millions d'habitants consommant de manière spartiate, ne manque pas d'être de toute façon impressionnant.

Reste à savoir, en réalité, quelle est la qualité de ce travail et combien de temps la surtension actuelle peut durer, sur la base d'une distribution plus qu'élémentaire. Les critiques à ce propos ne manquent pas, y compris dans les rangs du Parti communiste, comme cela se dégage des discours de plusieurs officiels, en commençant par Mao lui-même et Liou-Chao-Chi.

Les critiques portent précisément sur la « tension » extrême imposée au travail, sa « rapidité », ainsi que son « style paysan », « la manière de guérillas de faire les choses », etc. Mais les dirigeants chinois rejettent ces critiques comme non fondées, défaitistes, timorées, ne tenant pas compte du potentiel créateur des masses et des possibilités immenses du pays (5). C'est le langage que tenait également Staline lors des extravagances du premier plan quinquennal et de la collectivisation forcée dans les années 30.

(5) Le potentiel en fer de la Chine est actuellement estimé à 100.000 millions de tonnes ; celui en charbon à 1.500.000 millions de tonnes ; celui en phosphates à 30.000 millions de tonnes.

Cependant, il serait erroné de minimiser le réel enthousiasme créateur qui existe actuellement en Chine, et dans lequel puisent amplement les dirigeants chinois. Il serait également erroné de minimiser l'essor gigantesque pris par le pays, ainsi que la ferveur révolutionnaire qui y règne et se reflète dans l'ensemble des masses chinoises et de la politique du P.C. chinois.

Tout cela ce ne sont pas simplement des bravades, hypocrisies ou infantiles ; c'est le orgueil, l'immensité de sa stature face au monde du XX^e siècle. Il sent en lui-même des forces illimitées qui se réveillent. Sa vision du monde, tout autre que celle de n'importe quelle puissance, est une mixture peut-être d'infantilisme, normal à un pays encore hier endormi dans le passé, qui accède avec une telle fougue, une telle fureur à l'âge atomique, et de gigantisme réel.

Tout cela constitue un mélange révolutionnaire extraordinaire, explosif non seulement en matière de politique intérieure, mais nécessairement aussi de politique extérieure.

Les Chinois aiment à répéter que l'impérialisme est en fait un « tigre de carton », un régime virtuellement fini, qui ne livre que des batailles désespérées d'arrière-garde, et déjà que « le vent d'Est prévaut sur le vent d'Ouest ». Même la bombe et la guerre atomiques ne détruiront que « le capitalisme », pas « le socialisme », vainqueur déjà effectif de l'enjeu historique.

Tout cela n'est pas simplement des bravades, hypocrisies ou infantiles ; c'est le reflet d'une assurance réelle de la Chine qui prend conscience de sa force et de ses possibilités énormes, de son rôle immensément accru dans le monde d'aujourd'hui et encore plus de demain.

Le problème, c'est de « civiliser » en quelque sorte cette force gigantesque, en évitant qu'elle ne traverse une phase d'orgies super-staliniennes contre l'homme. La « civiliser », grâce à l'aide matérielle et idéologique de la Révolution socialiste mondiale qui somme toute est historiquement en retard par rapport à la révolution chinoise et à la révolution coloniale en général.

10 octobre 1958.

M. K.

Le mouvement national arabe après la Révolution irakienne

(Deux lettres d'un correspondant au Moyen-Orient)

Pour tous ceux qui ne connaissent pas ou ne veulent pas comprendre la situation dans les pays arabes, la révolution irakienne fut un coup de tonnerre dans un ciel serein. En réalité elle fut un résultat naturel du développement du mouvement national dans tout le monde arabe. Les stipendiés de l'impérialisme rassemblés autour du roi Fayçal et de Nouri Saïd furent renversés par ce mouvement irrésistible.

La chute sans résistance des anciens dirigeants de l'Irak ne fut cependant pas seulement un coup très rude pour les impérialistes. Elle a été en même temps un tournant des plus importants du mouvement national de toute la région. Les entreprises politiques, économiques et sociales des directions — pour l'immédiat comme pour une échéance lointaine — ainsi que l'activité du mouvement des masses décideront du sort encore très indéterminé du nouveau régime.

Pour saisir le tournant qui s'est produit dans la situation du mouvement national arabe, nous devons examiner la différence entre les révolutions en Egypte et en Irak et aussi les événements qui se produisirent en Syrie, au Liban et en Jordanie entre ces deux révolutions.

Le renversement de la domination féodomonarchiste en Egypte en 1952 et la prise du pouvoir par Neguib et Nasser ne furent pas la conséquence d'une action directe des masses, mais d'une révolte de jeunes officiers pour la plupart d'origine petite bourgeoise. Tous les anciens partis étaient corrompus à l'extrême, dirigés par de grands propriétaires fonciers et liés d'une façon ou d'une autre à la cour royale. Pour liquider le régime pourri et commencer des réformes progressives, la junte des officiers devait briser tous les partis politiques. Elle établit une forte dictature militaire et élimina les formes « parlementaires » qui subsistaient de jadis.

Immédiatement après la formation du nouveau pouvoir, les ouvriers du Caire et d'Alexandrie essayèrent d'améliorer leur sort par des grèves sur le tas et d'autres moyens de lutte. Les nouveaux maîtres du pouvoir répondirent par des sentences de mort et de longues condamnations de prison contre les dirigeants des ouvriers. Les communistes et les autres éléments de gauche ne furent pas libérés des prisons ; au contraire, celles-ci et les camps de concentration furent remplis encore plus d'éléments de gauche.

L'épisode instructif suivant illustre combien il manquait et il manque encore au

jour d'hui une avant-garde organisée de la classe ouvrière égyptienne et combien les masses haïssaient, à juste titre, les anciens partis politiques et l'ancien système « parlementaire ». Environ deux ans après la révolution égyptienne, l'opposition entre Neguib et Nasser atteignit son point culminant. Neguib voulait introduire un certain régime parlementaire et une légalisation limitée des partis. Nasser y était opposé. A ce moment, Nasser ne put chasser Neguib du pouvoir qu'en mobilisant les masses pendant les journées décisives. Les ouvriers du Caire et d'Alexandrie et de leurs banlieues manifestèrent dans des démonstrations monstres qu'ils étaient contre toute concession aux anciens partis et à l'ancien système « parlementaire ». Après la victoire qu'il remporta sur Neguib à l'aide des masses, Nasser considéra l'activité des masses comme à nouveau terminée.

Dans le domaine de la politique extérieure, il fallut quelques années avant que le régime ne passe à une politique anti-impérialiste. C'est seulement le refus par les Etats-Unis de financer les travaux du barrage d'Assouan qui avait une très grande importance pour le développement économique de l'Egypte qui amena la caste des officiers à se lier économiquement et politiquement aux Etats ouvriers.

Presque dès le début, Nasser et les siens parlèrent de la « nation arabe » et de la nécessité d'unifier tout l'Orient arabe. Mais, comme nous le disions dans notre article sur « l'unité de l'Orient arabe » (1), c'est la Syrie qui prit l'initiative principale dans la réalisation de cette idée. Le régime égyptien ne se déclara d'accord pour l'unification de ces deux pays qu'à la condition que les partis soient dissous en Syrie, c'est dire que l'initiative indépendante des masses était inadmissible.

Mais la réalité donna lieu au développement de nouveaux facteurs. Le parti syrien « El Baath » a certes réussi à arrêter l'expansion du P.C. syrien : les dirigeants staliniens s'enfuirent du pays et se discréditèrent en raison de leur position négative envers l'unification totale (ils étaient pour une fédération). Mais, d'autre part, « l'unité nationale », seule organisation politique existant en Egypte et constituant l'organisme du régime Nasser englobant tout, et qui fut proclamée en Syrie également n'a pas réussi à s'y implanter.

(1) « Quatrième Internationale », juillet 1958.

Dans une interview accordée après la révolution irakienne, Salah Bittar, l'un des principaux dirigeants du Baath et ministre de la République Arabe Unie, déclara expressément : il est vrai que le parti est officiellement dissous, mais il reste malgré tout le plus important facteur politique en Syrie. Il pense que l'on doit instaurer une « unité nationale » beaucoup plus lâche que dans la partie égyptienne de la République Arabe Unie. A son avis, la tâche de « l'humanisme socialiste » du Baath est de « contrôler les éléments du nationalisme arabe dangereux et suscitant des soucis ». Il ne nous dit pas qui sont ces « éléments » et cela peut fort bien viser les éléments socialistes révolutionnaires. Mais cela signifie également que ce parti ne se soumet pas à la dictature absolue de Nasser et que tous les droits démocratiques des masses n'ont pas pu être éliminés en Syrie. Autrement dit, l'unité étatique entre l'Égypte et la Syrie a été établie, mais Nasser ne peut pas imposer sa volonté dans une très importante partie de l'Etat. L'évolution menace de passer par-dessus sa tête.

Le soulèvement armé contre le régime pro-impérialiste de Chamoun au Liban n'avait pas de direction unique, car il était extrêmement hétérogène socialement et politiquement, et il était uni seulement par son but de renverser le président Chamoun et ses proches collaborateurs, les Nouri Saïd libanais. Mais le danger pour Nasser, dans ce soulèvement, est le fait que les masses, qu'il ne peut pas contrôler, se soulevèrent spontanément.

Plus encore, ses agents peuvent difficilement faire concurrence aux membres libanais du Baath pour influencer les masses. Il est vrai que les insurgés suspendaient des portraits de Nasser, car il est encore le symbole de la lutte de libération dans tous les pays de l'Orient arabe. Mais la lutte spontanée des masses est étrangère à son idéal et à son régime. Par contre, les membres du parti Baath, qui existe en Syrie, au Liban, en Irak et en Jordanie, sont théoriquement au moins éduqués pour la lutte et ils jouent un rôle important dans le mouvement des masses. Le mouvement spontané des masses menace de ne faire de Nasser qu'un symbole et finalement de lui faire perdre même ce titre dans le développement impétueux qui s'opère.

Le roi Hussein de Jordanie n'a pas d'autre soutien que les baïonnettes de l'armée britannique (abstraction faite de la partie arriérée de la population jordanienne, les Bédouins nomades qui, seuls, ne peuvent constituer une garantie sérieuse pour Hussein et son armée). Les masses de toutes les couches de la société jordanienne sont plus que jamais prêtes à saisir la première occasion qui se présentera pour chasser Hussein et sa clique. C'est le calme avant la tempête. Et, là encore, Nasser ne contrôle pas ces masses prêtes à la lutte.

Lorsque les royaumes hachémites — Irak et Jordanie — décidèrent de se lier fédérativement afin de faire une concession à la nécessité et à la tendance irrésistible de l'unification en un seul Etat arabe, Nasser appela les Irakiens et les Jordaniens à chasser les valets de l'impérialisme. La réponse arriva bientôt. Au premier choc, le

régime terroriste de Nouri Saïd s'effondra comme un château de cartes. Le principal bastion de l'impérialisme dans l'Orient arabe n'existe plus. L'autorité du « symbole » du mouvement national arabe, Nasser, a considérablement grandi.

Et maintenant ? Le régime dictatorial de Nasser s'est-il renforcé par suite de la chute de son puissant adversaire en Irak ?

Tandis que le régime de Nasser, dès le début, réprima de façon sanglante tout mouvement indépendant et n'accorda pas le moindre droit démocratique, le contraire se produisit en Irak. La révolution a libéré les forces immenses des partis politiques et organisations jusqu'alors illégales. Tous, de la gauche à la droite, engagèrent une vive activité : l'Istiqlal, de droite ; les « nationaux-démocrates », bourgeois libéraux ; le Baath petit bourgeois, et les communistes qui sortirent de dizaines d'années d'illégalité comme le parti le mieux organisé.

On annonce des révoltes de fellahs contre les grands propriétaires fonciers en diverses parties du pays. Le gouvernement ne soutient pas ces révoltes, mais déclare aux paysans qu'ils doivent s'entendre pacifiquement avec les effendis car, bientôt, sera promulguée une loi de réforme agraire. Il menace les grands propriétaires fonciers d'amendes s'ils commettent des infractions à une loi publiée peu après la révolution sur une limitation des fermages en attendant la promulgation d'une loi de réforme agraire. Il serait vraiment naïf de s'imaginer que, sans une intervention active des paysans eux-mêmes, il pourrait se produire une réelle amélioration du sort des fellahs. Mais, d'autre part, on n'entend pas de menaces brutales contre les paysans révoltés de la part du régime, comme ce fut le cas dans une situation analogue en Égypte après la prise du pouvoir par Neguib-Nasser. Le vice-président Abdul Salem Arif se rend dans les villages, s'entretient avec les paysans et reste réservé envers les effendis (2).

Tous les prisonniers politiques ont été libérés. Les masses sortent joyeusement dans les rues. Les émigrés politiques retournent dans leur pays. La minorité kurde est invitée à collaborer à l'égalité. Le nouveau régime a aussitôt établi des relations diplomatiques et commerciales avec les Etats ouvriers.

Le gouvernement, dans lequel il est vrai, les officiers de l'armée jouent un rôle important, n'est pas dominé comme en Égypte par une caste d'officiers, mais est formé d'une coalition de différents partis politiques. Le véritable caractère politique du jeune régime reste encore confus. La loi de Nouri Saïd qui interdisait les partis a été annulée et ceux-ci, jusqu'à présent, ont tous été actifs impunément. Aucun d'eux n'a osé prendre ouvertement et clairement la direction pour lui et on ne sait encore rien sur la forme future du gouvernement.

Opposer les configurations politiques en Égypte et en Irak, ce n'est pas idéaliser

(2) Depuis que cet article a été écrit, Abdul Salem Arif a été éliminé du gouvernement en étant nommé ambassadeur en Allemagne occidentale (note du traducteur).

l'une et condamner l'autre. Ce serait faire abstraction de la réalité sociale. La dictature de Nasser et la « démocratie » en Irak proviennent des mêmes mobiles sociaux : la libération des chaînes imposées même au développement capitaliste de ces pays par les impérialistes et les grands propriétaires fonciers et les compradores indigènes. La dictature en Égypte a détruit les restes du féodalisme, cherche à développer l'industrie et a réalisé beaucoup de réformes dans bien des domaines. En outre, il y a en Égypte le plus fort prolétariat de l'Orient arabe, aussi bien en nombre que par son expérience dans d'anciennes luttes de classe.

Par contre, on ne sait pas encore comment la « démocratie » irakienne résoudra le problème actuel le plus urgent, la réforme agraire. Dans les conditions de l'Irak, une réforme même modérée peut donner lieu à de grands conflits. Sans une mobilisation des fellahs contre les grands propriétaires fonciers dans le sud du pays, la question peut à peine être résolue. Mais il n'existe pas encore la force subjective pour diriger les masses dans la lutte dans la situation révolutionnaire actuelle. En outre, le prolétariat urbain est numériquement très faible en raison du manque d'industrie.

Il ne s'agit pas du fait abstrait de manque de démocratie en Égypte et du « droit des partis » en Irak. La question qui se pose est : vers quoi se tourne la face de la révolution arabe dans les conditions données ?

De ce point de vue, la liberté existant du moins à présent pour les partis et les organisations de masse en Irak, contrairement à l'Égypte, est de la plus grande importance et potentiellement peut susciter une direction socialiste révolutionnaire.

L'unité des pays arabes est, même pour le développement capitaliste de ces territoires, une nécessité absolue. Mais l'unité dans les conditions indiquées constitue un danger de mort pour le régime de Nasser. C'est là que réside le tournant dans le mouvement national arabe. L'Égypte est le centre, le plus important facteur du développement de l'Orient arabe. Mais tout mouvement ouvrier indépendant y est réprimé. La liberté des partis politiques en Irak, l'opposition en Syrie dans le cadre de la République Arabe Unie et les mouvements et soulèvements spontanés des masses dans tous les pays arabes ne peuvent pas ne pas avoir d'effet dans le prolétariat égyptien ; surtout quand existe la tendance générale à l'unification.

Dans cette situation ce n'est pas par hasard si Nasser, après la révolution irakienne, a fait certains reculs. Les plus nets d'entre eux sont : 1° la résolution très compromettante qui fut proposée par les pays arabes à l'Assemblée des Nations Unies et adoptée par celle-ci ; 2° l'instauration de Chehab comme président du Liban après un accord secret entre Nasser et les Américains (Chehab n'est que dans une certaine mesure moindre que Chamoun un agent de l'impérialisme). Le journal américain « Newsweek » raconte que Nasser, au cours de ses entretiens avec l'envoyé spécial d'Eisenhower, Murphy, aurait caractérisé les nouveaux dirigeants irakiens de « hot headed » (têtes chaudes). Certes, les nou-

velles de cet organe sont toujours à prendre avec prudence. En tout cas, il est certain que Nasser n'est pas enthousiasmé par le régime actuel en Irak.

Le sort de la révolution arabe dépend du fait de savoir si le régime de Nasser pourra réprimer le mouvement des masses ou si l'action des masses au cours des derniers mois dans les pays arabes débordera Nasser et s'il naîtra une direction révolutionnaire se basant sur des masses organisées.

Le 11 septembre 1958.

**

En Irak, à présent, quelques partis et les officiers de l'armée sont en lutte pour la direction du pays et sur le sens du développement ultérieur. La bataille se poursuit sur la question de l'unification totale ou de la fédération avec la R.A.U. (République Arabe Unie) ; et sur le caractère et l'étendue des réformes sociales. La question des relations avec les puissances mondiales est subordonnée à ce problème.

D'une façon générale, le Baath et l'Istiqlal sont pour une unification totale avec la R.A.U. Nous avons là une situation parallèle à celle de la Syrie avant l'unification avec l'Égypte. Le principal point du programme du Baath était depuis longtemps l'unification étatique générale de l'Orient arabe. Même s'il se préunit, comme nous l'avons déjà exposé, contre la dictature absolue du régime de Nasser, l'unification reste pour lui le but le plus important. Plus encore, il veut par l'entrée de l'Irak dans la R.A.U. renforcer sa position, Nasser ne pouvant si facilement se maintenir contre les points de vue unis de la Syrie et de l'Irak. C'est pourquoi Nasser, dans ces conditions, ne s'enthousiasme pas du tout pour l'unification et c'est une des raisons pour lesquelles, dans les derniers temps (après la révolution irakienne) il a voulu remettre debout la « Ligue arabe » déjà morte. Une unification, si elle se produit, ne peut se faire par conséquent qu'avec un accord très tiède de Nasser et par contre sous une forte pression des autres partenaires.

L'Istiqlal en Irak est un parti de droite. C'est par peur du mouvement de masse libéré et très actif et de ses revendications sociales qu'il ne rejette pas l'unité avec la R.A.U. Nasser n'est pas son idéal, mais il voit dans sa dictature absolue le moindre mal par rapport à la menace des masses. Lui-même est actuellement hors d'état d'arrêter ce mouvement et il serait balayé s'il n'essayait pas de le faire avec l'aide de Nasser.

Nous avons ici dans une certaine mesure une répétition du développement syrien. Le Baath irakien veut l'unité ; c'est le point le plus important de son programme et, sans être d'accord avec le régime de Nasser, il veut de cette manière aussi bien se débarrasser du parti communiste que recevoir un renforcement contre les visées des impérialistes et de leurs agents indigènes. Avec lui marche pour la même raison le parti de droite Istiqlal, comme le fit le « Parti national » de droite en Syrie.

Parallèlement à ce développement se situe aussi la position du fort P.C. irakien. Ce

parti s'est développé pendant les longues années d'illégalité sous le régime de Nourri Saïd. Mais l'étroitesse de la pensée bureaucratique ne l'empêche pas de suivre la voie du suicide comme en Syrie. Il fut contre l'unification étatique en Syrie et sa fin ne fut pas seulement la fuite de toute la direction, mais aussi la perte de son influence sur les masses qui étaient pour l'unification. Pour l'Irak, également, il ne demande qu'une lâche fédération, car il a peur pour son existence sous la dictature de Nasser. Au lieu d'utiliser sa très importante influence sur le mouvement des masses irakiennes pour demander une unité totale sur la base de droits démocratiques pour les masses, il ne voit son existence que d'un point de vue bureaucratique et ne veut qu'une fédération lâche avec la R.A.U. (En outre, on peut conclure d'un discours prononcé par le dirigeant du P.C. syrien, Chaled Bakdasch, récemment à une conférence d'information de différents partis stalinien en Tchécoslovaquie, qu'ils auront encore une fois une politique aventuriste « ultra-gauche ».)

D'autre part, le problème le plus pressant du nouveau régime en Irak, ce sont les réformes sociales, avant tout la réforme agraire. Tandis que sur la question de l'unification étatique, le Baath et le P.C. se trouvent en violente opposition, ils se trouvent tous deux d'accord sur la base de la nécessité de ces réformes, si confus et si conciliateurs fussent-ils.

C'est seulement maintenant que sort la loi de réforme agraire en Syrie, ce que jusqu'à présent le Baath dominant n'avait pas osé réaliser, car la bourgeoisie syrienne seule, sans aide de Nasser, est trop faible. Le Baath est le seul parti dans l'Orient arabe qui, depuis sa formation, s'est proclamé sans réserve pour la réforme agraire. Mais quand cette question s'est trouvée pratiquement devant lui, lorsqu'il obtint le pouvoir, il capitula complètement. Pourquoi ? Parce que — et c'est une leçon importante pour toute révolution coloniale sous une direction bourgeoise — un bouleversement social, même partiel, dans une région socialement et économiquement arriérée, ne peut avoir lieu qu'avec des moyens dictatoriaux contre la réaction sociale. La seule question est de savoir qui peut appliquer ces moyens dictatoriaux, la jeune bourgeoisie ou le jeune prolétariat.

Le Baath petit bourgeois, avec son idéologie démocratique-formelle n'est pas en état de le faire. Son « démocratisation » s'exprime dans des compromis avec toutes les couches de la société, y compris aussi avec les grands propriétaires fonciers. C'est ainsi qu'il enterra pratiquement l'un des points les plus importants et qu'il avait le plus propagé de son programme. Nasser n'a pas besoin d'avoir des égards envers de telles considérations « démocratiques ».

Il serait cependant faux d'en conclure que la beaucoup plus forte bourgeoisie égyptienne est capable d'achever un bouleversement conséquent des rapports agraires. Le régime de Nasser a réussi à liquider l'influence sociale et politique des grands propriétaires fonciers, mais le problème agraire lui-même n'a pas été résolu et l'industrialisation progresse également à peine.

En Syrie, il ne peut en être autrement. Toute la population syrienne se compose de 4.600.000 âmes. La loi de réforme agraire promulguée parle de 3.000.000 d'êtres qui doivent en jouir. Cela donne un tableau de l'étendue de la misère paysanne en Syrie. Il est vrai que, contrairement à l'Égypte, il n'y manque pas de terres disponibles. Mais la façon dont la réalisation est proposée ne promet aucun bouleversement profond : les masses de fellahs ne sont pas mobilisées ; au contraire, on les met en garde contre une action indépendante ; les propriétaires fonciers obtiennent de grasses indemnités ; la réalisation de la réforme doit durer 5 ans. La bourgeoisie coloniale ne cherche pas et n'est pas prête à réaliser des actions révolutionnaires. Elle s'efforce prudemment de dégager la voie du développement capitaliste, offrant à cet effet des conditions économiques favorables aux grands propriétaires fonciers et ne permettant pas aux masses de lever la tête.

Nous pouvons en tirer une conclusion pour l'Irak. Le Baath qui est pour l'unification avec la R.A.U. parce que l'unité nationale est son idéal et parce qu'il n'est pas en état de tenir sans la bourgeoisie égyptienne contre la réaction féodale, les compradores, l'impérialisme et aussi contre le P.C., est finalement condamné à disparaître. Il n'est pas en état de réaliser par des moyens « démocratiques » la transformation sociale qui seule justifierait son existence. Sans cette transformation sociale, il n'a aucune perspective en Irak ou en Syrie de créer une base contre Nasser dans l'Orient arabe uni.

Le P.C. irakien ne se prononce que pour la fédération avec la R.A.U. afin de sauver son existence. Il doit en conséquence aboutir à une ligne de compromis opportuniste envers toutes les couches de la société irakienne, sinon il devrait mener une politique socialiste révolutionnaire, ce qu'il ne fera pas, même s'il passait à la ligne « ultra-gauche » indiquée. Le point d'appui essentiel pour surmonter le retard économique, social et culturel de l'Orient arabe est la combinaison de l'unification étatique avec de profonds bouleversements sociaux. Aussi longtemps qu'il n'existera pas une direction socialiste révolutionnaire, le régime tyrannique de Nasser qui opprime le mouvement des masses, restera le plus important facteur du développement de l'Orient arabe.

Nous disons que la révolution irakienne, la relative indépendance de la Syrie et les autres mouvements spontanés des derniers temps libéraient des forces qui pouvaient opposer à la dictature bourgeoise féroce de Nasser la voie socialiste et gagner la plus importante base du régime de Nasser, les masses mêmes d'Égypte. Aussi bien le Baath que le P.C. font complètement faillite à ce sujet.

Mais ce n'est que le début d'un long développement qui ne dépend pas seulement de facteurs locaux, mais tout autant de la situation internationale. Les événements dans l'Orient arabe clament la nécessité d'une direction socialiste révolutionnaire qui puisse montrer aux masses de tous les pays arabes la voie de la création du pouvoir des ouvriers et des paysans.

1^{er} octobre 1958.

M. PABLO

Remarques sur le nouveau programme des communistes yougoslaves

I

Nous possédons maintenant le texte définitif du programme de la Ligue des Communistes Yougoslaves adopté lors de son 7^e Congrès national. Ce qui nous permet d'avoir une vue plus précise, plus globale et plus objective de ce remarquable document théorique. Sa lecture fait tout de suite apparaître les raisons plus profondes de la campagne frénétique déclenchée par le Kremlin et Pékin contre le « révisionnisme yougoslave ».

Il s'agit, en effet, d'une critique approfondie du révisionnisme stalinien, de ses dogmes et de ses pratiques. Cette révision du stalinisme est le résultat indirect de l'effort des communistes yougoslaves à penser théoriquement les questions du socialisme à la lumière de leur propre expérience.

Ce qui frappe tout d'abord dans leur document, c'est la spontanéité, la fraîcheur d'une pensée débarrassée des clichés, des schémas, s'efforçant de saisir les problèmes à l'aide de la méthode créatrice du marxisme révolutionnaire.

Le document yougoslave, loin de « théoriser » *a posteriori* la pratique opportuniste d'une bureaucratie érigée en caste privilégiée dominante, comme c'est le cas pour la littérature politique et « théorique » stalinienne, démontre un réel et très sérieux effort d'élaboration théorique, si on peut dire largement libre. Naturellement, les limitations de cette élaboration qui reflètent les incidences de la formation historique, de la situation et du rôle actuel de la direction yougoslave, ne manquent pas, et nous les signalerons. Mais, par comparaison avec les productions stalinienues, le document yougoslave est incontestablement un apport remarquable d'un courant politique communiste élaborant dans une grande liberté de pensée. Par ce seul fait le document aurait effectivement un caractère « subversif », « explosif », s'il venait à être connu et reconnu comme plate-forme d'un parti « frère » en U.R.S.S., en Chine et dans les autres « démocraties populaires ».

Il y introduirait une méthode de pensée antidogmatique, tout en mettant au clair les « questions actuelles du socialisme » et la façon générale de les aborder. C'est-à-dire qu'il y introduirait une méthode de pensée, des idées et des problèmes allant carrément à l'encontre de la « pensée » officielle. Il ferait en même temps éclater la supériorité idéologique incontestable des communistes yougoslaves aussi bien par rapport aux improvisations « théoriques » du 20^e Congrès, et aux « rapports » et « thèses » du camarade Khrouchchev, que par rapport au pragmatisme rudimentaire, souvent d'essence néo-stalinienne des dirigeants chinois.

Le document yougoslave comporte d'autre part une critique dévastatrice, à peine ca-

mouflée, du stalinisme en tant que théorie et pratique. Il fallait donc jeter un discrédit absolu sur ce document « hérétique » et exclure toute idée de le faire connaître et de le discuter de manière tant soit peu amicale et objective. Les articles que consacre désormais régulièrement dans chaque numéro *La Nouvelle Revue Internationale* — à l'exemple de feu *Pour une paix durable...* dans la période 1948-1953 — contre le « révisionnisme yougoslave » sont significatifs de la façon dont le Kremlin et Pékin conçoivent l'information et la discussion « objectives ». Nous en donnons plus loin quelques exemples. Quant à notre mouvement, il ne peut que se réjouir énormément du fait qu'un courant communiste s'efforce de retrouver par sa pensée l'affiliation à la méthode et aux idées créatrices du marxisme révolutionnaire et est amené à réviser critiqueusement la monstrueuse déviation que représente le stalinisme dans le domaine de la théorie et de la pratique.

✱

Le nouveau programme des Yougoslaves se termine par une belle phrase qui résume l'esprit critique et créateur qui anime leur pensée : « Faire preuve d'esprit critique à l'égard de nous-mêmes et de notre œuvre ; être les ennemis intransigeants de tout dogmatisme, et demeurer fidèles à l'esprit révolutionnaire créateur du marxisme. Rien de ce qui a été créé ne doit nous être sacré au point de ne pouvoir être dépassé et de ne pouvoir céder la place à quelque chose de plus progressif, de plus libre et de plus humain ».

Les Yougoslaves aiment à souligner que le marxisme n'est pas un enseignement figé ni un système de dogmes, mais qu'il procède par la « recherche hardie et impartiale de la vérité ». Ce qui les amène à considérer à juste titre la « dogmatisation » du marxisme — terme par lequel ils entendent sa déformation stalinienne — comme l'aspect « révisionniste » du marxisme le plus nuisible à l'heure actuelle.

La pensée des Yougoslaves s'efforce de saisir la réalité de manière non simplement critique mais dialectique, c'est-à-dire de la saisir dans ses contradictions en lutte perpétuelle. Une telle approche de la réalité et de la « vérité » est d'autre part inconcevable sans la libre lutte des idées.

En théorie au moins, les Yougoslaves paraissent parfaitement conscients aussi bien des contradictions de l'époque de transition du capitalisme au socialisme que de la nécessité de trouver la « voie au socialisme » à travers la lutte libre des idées : « Il va de soi que les processus (de transition) passent fréquemment par des combats acharnés, des convulsions, des erreurs, des flottements et

des perturbations temporaires». « L'édification du socialisme ne peut être ramenée à une activité sans conflits, uniforme, des forces dirigeantes de la société socialiste, car elle constitue un processus social organique qui se développe par ses contradictions internes. Dans ce processus la société socialiste refoule non seulement les vestiges des systèmes exploités et de leur idéologie, mais aussi ses propres rapports et formes transitoires et dépassées, ses propres erreurs et son propre conservatisme. »

Les contradictions et les conflits de la période de transition ne peuvent être dénoués administrativement, par l'intervention d'un Etat autoritaire et omnipotent, mais

« CAPITALISME D'ETAT » ET PASSAGE AU SOCIALISME

Le camarade E. Germain, dans l'article qu'il a consacré au programme yougoslave dans le numéro de juillet 1958 de *Quatrième Internationale*, a mis critiquement en lumière la conception des Yougoslaves sur le capitalisme d'Etat. Je dois y ajouter les remarques suivantes :

Les critiques que les apologistes du Kremlin adressent à la conception des Yougoslaves du « capitalisme d'Etat » sont naturellement inexacts et déforment complètement aussi bien la lettre que l'esprit de leurs écrits. Il est parfaitement faux que le programme des Yougoslaves affirme que le régime capitaliste « a cessé d'être capitaliste » ou que l'Etat « se placerait au-dessus des classes », « en équilibre entre les classes », ou qu'une « transformation par voie d'évolution serait possible du capitalisme au socialisme », comme l'écrivent Y. Ostrovitjanov et V. Tcheprakov dans le numéro d'octobre 1957 de *La Nouvelle Revue Internationale*. Il y a des phrases entières dans le programme ainsi que dans le rapport final de Kardelj qui contredisent en toute lettre ces affirmations mensongères.

Mais ce qui est vrai, et que le camarade Germain a déjà remarqué, c'est une certaine obscurité qui existe toujours dans le texte entre des affirmations très claires concernant le contrôle de l'Etat capitaliste par les monopoles, et la distinction d'une « bureaucratie capitaliste d'Etat », à laquelle on semble parfois attribuer un rôle autonome. Or, cette « bureaucratie capitaliste d'Etat » est composée de capitalistes, c'est-à-dire d'éléments possédant eux-mêmes une propriété capitaliste, agglomérés avec une majorité d'éléments au service de la bourgeoisie. C'est-à-dire qu'il s'agit plutôt d'une « bureaucratie d'Etat » capitaliste, à savoir d'une couche qui assume la fonction de l'Etat capitaliste contrôlé par les monopoles et la grande bourgeoisie, que d'une « bureaucratie capitaliste d'Etat » tant soit peu distincte de cette fonction.

La question a son importance pour les raisons suivantes.

La « bureaucratie d'Etat », tout en ayant des caractéristiques communes profondes, recouvre un autre contenu social et une autre fonction dans les cas d'un Etat capitaliste, d'un Etat d'un pays sous-développé, ou d'un Etat ouvrier. Dans le premier cas, il s'agit d'une bureaucratie qui assume la fonc-

« graduellement par de longs processus évolutifs et par la lutte des idées, conformément au développement de la base matérielle de la société socialiste et la formation de la conscience sociale socialiste ». (Souligné par nous.)

On peut schématiquement classer les développements théoriques que contient le programme des communistes yougoslaves en quatre grands chapitres qui concernent : le capitalisme d'Etat, le bureaucratisme d'Etat, la théorie de l'Etat prolétarien de transition, le rôle du parti communiste. Nous insisterons également à la fin sur leurs conceptions en matière de politique étrangère et aussi culturelle.

tion de l'Etat capitaliste contrôlé par la grande bourgeoisie ; dans le deuxième, elle assume en partie le rôle de pépinière pour le développement d'une classe bourgeoise nationale ; dans le troisième, la « bureaucratie d'Etat » déforme et entrave le développement socialiste de la nouvelle société, tout en dépendant des bases économiques et sociales de celle-ci.

Dans les deux premiers cas, la « bureaucratie d'Etat » sert au développement du capitalisme. Dans le troisième cas, elle déforme et bloque le développement du socialisme.

Ainsi, quand on parle de « bureaucratie d'Etat », il est juste de tenir compte de la nature sociale de l'Etat dont il est question. Mais ceci a son importance également par rapport au passage au socialisme.

Si la « bureaucratie capitaliste d'Etat » dans le cas des Etats capitalistes est d'essence profondément capitaliste, et si en même temps la mainmise du capital monopolé sur elle se renforce, au lieu de diminuer avec l'évolution, comme les Yougoslaves l'admettent dans leur programme, toutes les allusions équivoques sur une participation, une association possible plus grande de la classe ouvrière au pouvoir dans ces pays se trouvent en réalité exclues.

L'extension du « capitalisme d'Etat » par les « nationalisations » et autres mesures interventionnistes, si elles rapprochent économiquement le socialisme, ne font, étant assumées par un Etat d'essence profondément capitaliste qui, de ce point de vue, se renforce, politiquement, que rendre plus impérieuse la nécessité dans laquelle se trouve la classe ouvrière non pas de s'associer à cette machine, non pas de se l'approprier graduellement, mais de la briser et la refaire.

Or, dans le programme yougoslave et dans les explications des dirigeants comme Kardelj, il y a quelques équivoques et contradictions incontestables sur la voie soi-disant « pacifique », « évolutionniste » vers le socialisme. Prenons par l'exemple le chapitre, par ailleurs très intéressant, du programme concernant « le pouvoir populaire, forme de dictature du prolétariat ». On y lit : « La consolidation permanente des forces du socialisme à l'échelle mondiale et la croissance de leur influence sur l'évolution sociale

générale dans le monde fear apparaître une plus grande profusion à l'aventure de formes politiques de la dictature du prolétariat — depuis la dictature révolutionnaire jusqu'au gouvernement parlementaire, où prédominera l'influence de la classe ouvrière et de ses intérêts sociaux et économiques.

« Il est possible que le développement de la lutte des classes dans la voie qui conduit à la dictature du prolétariat accroîtra encore l'abondance de formes politiques diverses en y ajoutant différents aspects politiques transitoires de dualité du pouvoir et de compromis spécifiques dans lesquels l'influence des intérêts de la classe ouvrière ne cessera de grandir — jusqu'à ce que cette influence devienne dominante avec le temps dans la forme politique qui sera le résultat des conditions concrètes de la lutte des classes. » (Souligné par nous.)

Un « gouvernement parlementaire où prédomine l'influence de la classe et de ses intérêts » est-elle une forme de « dictature du prolétariat », ou plutôt une forme encore de « dualité du pouvoir » transitoire évoluant vers la « dictature du prolétariat » ?

La question se pose aussi bien parce qu'en pratique on n'a pas encore vu un « gouvernement parlementaire » non exclusivement prolétarien être en fait une forme de « dictature du prolétariat » que parce que, par sa nature même, la dictature du prolétariat, selon le programme lui-même, est « l'essence sociale d'un pouvoir et d'un système politique où le rôle dirigeant appartient incontestablement à la classe ouvrière ».

Or, ajoute le programme avec justesse, « on ne peut pas entendre par rôle dirigeant incontestable de la classe ouvrière, dans cette acception, la simple présence d'un parti ouvrier quelconque au gouvernement, mais de tels rapports de forces de classe et des forces politiques dans un pays qui donnent à la classe ouvrière et à ses forces socialistes dirigeantes la possibilité de modifier les rapports sociaux selon les intérêts sociaux et économiques de la classe ouvrière, et qui les modifient effectivement ».

Par conséquent, la distinction s'impose entre gouvernement transitoire vers la dictature du prolétariat, y compris gouvernement « ouvrier et paysan », et dictature du prolétariat dans laquelle la classe ouvrière domine socialement et politiquement.

Cette forme définitive là, est-elle accessible par voie « évolutionniste », « graduellement », la classe ouvrière accroissant graduellement son influence sur l'appareil économique et politique de l'Etat capitaliste, par son rôle accru par exemple dans les « nationalisations » et le « parlement », comme le laisse entendre ici et là le programme ?

La clarification qu'apporte sur cette question Kardelj n'est pas non plus, à notre avis, satisfaisante. Kardelj dit : « Le programme part de l'idée que la voie pacifique ne constitue en réalité qu'une forme de la Révolution. »

« Dans son essence, l'évolution constitue une accumulation quantitative de facteurs dans le développement social, et ces facteurs, après avoir atteint un degré déterminé, exigent inévitablement un saut de la quantité dans une qualité supérieure. »

« Ceci est en réalité la substance de la révolution. Dans ce sens, l'évolution et la révolution représentent deux côtés d'un processus unique. Cependant, le saut lui-même peut être effectué par le moyen d'un conflit révolutionnaire violent ou par une série de tels conflits révolutionnaires, mais il peut également s'effectuer par le moyen d'un processus relativement pacifique, au cours duquel la classe ouvrière et les forces socialistes d'avant-garde conquièrent graduellement un rôle dirigeant dans le pouvoir et dans la vie sociale, et effectuent graduellement une transformation socialiste par une série de mesures abolissant l'exploitation, nationalisant les moyens de production, et assurant le rôle dirigeant incontestable des intérêts sociaux et économiques de la classe ouvrière dans le développement social dans son ensemble, c'est-à-dire par une série de mesures de nature essentiellement révolutionnaire ».

Le saut lui-même peut-il être décomposé en une série de mesures économiques et politiques prises « graduellement » ? Dans ce cas, ne s'agirait-il pas plutôt d'un prolongement de l'évolution, faisant disparaître la révolution, qui constitue le « saut » ?

La révolution ne consiste pas dans la nature « révolutionnaire » des mesures, des « réformes » appliquées « graduellement » mais dans la prise totale, à un moment donné, du pouvoir politique de la bourgeoisie, qui permet de briser l'ancienne machine de l'Etat, de la refaire, et ainsi seulement, sous le nouveau régime politique de la dictature du prolétariat, avec une nouvelle machine d'Etat, de pouvoir transformer radicalement, économiquement et socialement, l'ancienne société. Que cet acte révolutionnaire puisse se faire de manière « relativement pacifique », cela dépend de la résistance de la bourgeoisie. Mais toute illusion d'une pénétration graduelle et pacifique de la classe ouvrière dans la gestion économique et politique de l'économie et de l'Etat capitalistes ne peut que s'avérer fatale au prolétariat. L'exemple récent de la France est là pour démontrer encore une fois que cette « voie nouvelle au socialisme » est pratiquement exclue pour le prolétariat des pays capitalistes (1).

(1) L'explication de Kardelj nous semble s'apparenter à celle que Mikoïan a donnée sur la même question lors du 20^e Congrès. Khrouchtchev, pour sa part, est entré de plein pied dans ce qu'on peut appeler la « révolution par l'évolution ».

Quant aux partis communistes, ceux-ci ont tout de suite interprété cette conception comme la justification théorique de leur pratique opportuniste de collaboration de classes et de « Front populaire ».

Il est par conséquent au moins comique de voir maintenant les théoriciens de La Nouvelle Revue Internationale reprocher aux Yougoslaves leur « révisionnisme évolutionniste » et se dresser en défenseurs sévères de la lutte révolutionnaire « pour briser la vieille machine d'Etat capitaliste et pour créer un Etat nouveau socialiste » ! (Article de Y. Ostrovitjanov et V. Tcheprakov, numéro d'octobre de la Nouvelle Revue Internationale.)

On ne peut par contre qu'être complètement d'accord avec les Yougoslaves sur les diverses formes que prendra la « dualité du pouvoir », antichambre de la dictature du prolétariat, ainsi que cette dernière. On ne peut aussi qu'être parfaitement d'accord avec eux sur la possibilité qu'une forme de la dictature du prolétariat soit assumée non pas exclusivement par le seul parti marxiste révolutionnaire, mais en alliance avec d'autres partis soviétiques, c'est-à-dire acceptant la légalité constitutionnelle de l'Etat prolétarien.

Et c'est là un nouveau développement progressif important de la pensée des communistes yougoslaves.

« La Ligue des Communistes yougoslaves, écrit le programme, considère comme indéfendable le dogme du monopole absolu du parti communiste dans le pouvoir, en tant que principe universel et « éternel » de la dictature du prolétariat et de l'édification socialiste ».

Cette idée est la conséquence de la conception que ni la révolution ni le socialisme ne sont l'œuvre exclusive de l'avant-garde marxiste révolutionnaire, mais de l'initiative et de l'action de la classe dans son ensemble, démocratiquement organisée.

Les Yougoslaves sont ainsi en train d'abandonner la conception bureaucratique stalinienne qui substitue à la classe le parti (et, en réalité, au parti même sa direction) (2) et d'envisager théoriquement, du moins pour le moment, le système à plusieurs partis comme une éventualité de la « démocratie socialiste ».

(2) Les théoriciens de la Nouvelle Revue Internationale nous rappellent l'article de foi n° 1 de tout bon stalinien : « Le Parti communiste est la forme suprême d'organisation de la classe ouvrière, et... la dictature (du prolétariat), ne peut être assurée que par l'avant-garde qui a concentré en elle l'énergie révolutionnaire de cette classe ». (Souligné par nous. Nouvelle Revue Internationale, septembre 1958, article de Glaeserman et B. Oukraïntsev.)

« Les communistes se trouvent en présence du problème suivant : un système à parti unique ou un système à plusieurs partis », écrit le programme dans le chapitre qui examine le système politique du pouvoir prolétarien. L'un et l'autre de ces systèmes constitue une réalité transitoire possible à une période déterminée du développement socialiste de divers pays. Le problème qui se pose devant eux, c'est aussi celui de savoir quelles nouvelles formes de démocratie doivent être apportées par le développement socialiste, quelles nouvelles formes sont exigées par les rapports sociaux qui se fondent sur la propriété sociale des moyens de production. C'est en présence de ces problèmes que se trouvent les communistes, soit qu'il s'agit d'un système à plusieurs partis, ou d'un système à parti unique, en tant que formes initiales de la démocratie socialiste, et à cet égard on ne doit pas oublier le fait que, loin de les exclure, la démocratie socialiste présuppose la diversité et la différence des formes concrètes du démocratisme dans les divers pays, aux diverses phases du développement du socialisme ». (Souligné par nous.)

Cette très importante idée est complétée par l'affirmation que « la démocratie socialiste ne signifie pas suppression des organisations politiques en général » qui sont au contraire indispensables entre autre en tant que « forme de la lutte d'idées qui reflète les contradictions sociales objectives ».

C'est une autre question de savoir si l'application de ces idées dans le cas yougoslave se résume toujours à l'existence des organismes de la « démocratie directe » et des organisations politiques de la Ligue des Communistes et de l'Alliance Socialiste du Peuple Travailleur, sans que le droit à la création d'autres partis politiques agissant dans le cadre constitutionnel yougoslave existe encore.

Nous reparlerons de ces questions quand nous examinerons la théorie de l'Etat prolétarien chez les Yougoslaves.

(Prochainement : Bureaucratisme d'Etat ; Théorie de l'Etat prolétarien ; Rôle du Parti communiste.)

E. GERMAIN

La situation internationale vue de Belgrade et vue du Kremlin

L'analyse de la situation internationale, de son évolution depuis la deuxième guerre mondiale et des voies vers la réalisation du socialisme international, contenue dans le Programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, a fait l'objet d'une violente critique de la part des néostaliniens. Cette partie du nouveau programme communiste yougoslave concerne

également les questions pour lesquelles nous avons, dans le passé, critiqué le plus durement les conceptions du PCY du point de vue du marxisme révolutionnaire. Il est donc nécessaire de consacrer une étude à part aux premiers chapitres du programme communiste yougoslave qui traitent plus particulièrement des problèmes internationaux (1).

LES TRAITS FONDAMENTAUX DE LA SITUATION INTERNATIONALE

Le programme yougoslave enregistre correctement les deux caractéristiques fondamentales de la situation mondiale depuis 1945, ou plus exactement depuis 1949 :

1) Les rapports de force globaux entre les forces capitalistes et les forces anti-capitalistes, à l'échelle mondiale, se sont modifiés de façon décisive aux dépens de ceux-là et au profit de ceux-ci.

2) La contradiction fondamentale dans le monde d'aujourd'hui n'est plus celle entre différentes puissances impérialistes ; c'est celle entre les Etats bourgeois et les forces anti-capitalistes prises dans leur ensemble.

C'est notre mouvement qui a, le premier, analysé cette modification de la situation mondiale dès 1950, après la victoire de la révolution chinoise. Les théoriciens officiels du Kremlin ont eu besoin de cinq ans pour enregistrer ce changement colossal ; n'oublions pas qu'au 19^e Congrès du P.C. de l'U.S.S.R., Staline affirmait encore que les contradictions inter-capitalistes seraient plus fortes que les contradictions entre les forces capitalistes et les forces anticapitalistes, au point de prédire... une nouvelle guerre impérialiste ! Aujourd'hui, ces prédictions paraissent passablement ridicules.

Le document signé par les 12 partis communistes et ouvriers à Moscou, réunis à l'occasion du 40^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, a finalement repris de façon « officielle » cette idée, qui avait déjà été exprimée, fut-ce de façon confuse, par le 20^e Congrès du P.C. de l'URSS. Le programme des communistes yougoslaves l'exprime également, puisqu'il affirme :

« Le champ d'action de l'impérialisme

dans le monde s'est considérablement réduit, alors que les forces démocratiques, socialistes et pacifiques, ne cessent de croître » (p. 30).

Le programme souligne d'ailleurs de façon plus précise que s'est produite une « modification du rapport des forces sociales et politiques mondiales... les forces du socialisme se sont considérablement accrues... » (7-31) (2). Le programme des communistes yougoslaves ne manque pas non plus de souligner que « la contradiction existant entre le système capitaliste et le système socialiste continue de demeurer la principale contradiction de la vie internationale actuelle ».

Lorsque le « Jen Min Ji Bao » (organe central du P.C. chinois) affirme dans son n° du 5 mai 1958 que le programme yougoslave « efface la différence fondamentale entre les deux systèmes, le système capitaliste et le système socialiste », il proclame donc une contre-vérité manifeste.

Plus mensongère encore est l'affirmation de divers théoriciens staliniens selon laquelle les communistes yougoslaves « effaceraient la responsabilité de l'impérialisme, et avant tout de l'impérialisme américain » dans le danger de guerre qui menace l'humanité. Le dirigeant du P.C. tchèque, Antonin Novotny, s'est ainsi permis une falsification particulièrement grossière, lorsqu'il écrit :

« Sont responsables devant l'humanité et devant l'histoire, ceux qui s'opposent (!) à la dénonciation du caractère anti-populaire de l'impérialisme américain

(2) Toutes les citations du Programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie proviennent du texte publié par « Les Nouvelles Yougoslaves », n° 222, 10 juillet 1958.

(1) Voir l'étude d'une autre partie de ce programme dans « Quatrième Internationale », juillet 1958.

devant l'humanité pacifique. C'est le rôle que jouent les opportunistes et les révisionnistes dans le mouvement ouvrier, et en premier lieu les dirigeants de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, qui affirment que la tension internationale proviendrait de la politique des « positions de force » pratiquée, d'après eux, par l'Union soviétique aussi bien que par les impérialistes. Bien que les représentants de la Ligue aient signé le Manifeste de la paix, qui indique clairement qui sont les véritables responsables de la tension internationale, de la « guerre froide », ils ont aujourd'hui renoncé, dans leur programme, à ces idées du Manifeste, qui démasquait les fauteurs de guerre. Ce faisant, ils ne se sont pas seulement écartés de l'enseignement marxiste-léniniste sur la paix et la guerre ; ils se sont donnés la tâche d'embellir (!) l'impérialisme américain, de le présenter sous un jour meilleur, en rejetant la responsabilité de la tension internationale sur ceux qui n'y sont pour rien. (« La Nouvelle Revue Internationale », n° 1, septembre 1958, p. 14.)

Il s'agit là de colonnes de la tradition stalinienne la plus pure, puisque nous lisons dans le Programme des Communistes yougoslaves :

« Les milieux les plus réactionnaires du capitalisme et de l'impérialisme n'ont pas encore renoncé à leurs plans prévoyant l'organisation d'une agression contre le communisme et les pays socialistes... La lutte de l'impérialisme pour l'hégémonie continue à faire courir un grave danger au monde contemporain... L'aspiration de plusieurs pays capitalistes « dirigeants » à l'expansion économique et à l'accroissement de leurs propres richesses au moyen de la domination économique et politique mondiale, et de la subordination de vastes régions du monde, ne s'est pas affaiblie. Sur les ruines de l'ancien colonialisme naissent les formes nouvelles du « néocolonialisme ». (p. 30.)

Et au cours du Congrès de Liubliana, Tito a déclaré de façon encore plus nette :

« La conclusion du pacte atlantique signifie la constitution d'un bloc militaire, qui devait conduire à la réalisation des plans de domination mondiale, et qui voulait atteindre son but partant d'une « position de force »... Au cours des dernières années, les Etats membres de l'OTAN ont pris de plus en plus activement diverses mesures dans le sens de leur renforcement stratégique, technique et militaire. On est en train de construire à un rythme accéléré des bases militaires en Europe, Asie et Afrique ; des rampes de lancement de fusées sont établies en grand nombre, et dans certains pays comme la Grande-Bretagne des avions chargés de bombes atomiques et de bombes à hydrogène croisent constamment dans le ciel. De cette façon, l'Union soviétique et les autres pays de l'Est sont encerclés du point de vue de la stratégie militaire ».

(« Les Nouvelles Yougoslaves » n° 221, 9 mai 1958, pp. 2-3.)

Dans le même discours, Tito souligne d'ailleurs le rôle dirigeant de l'impérialisme américain dans ces plans agressifs

de domination mondiale, et la nature fondamentalement défensive du pacte de Varsovie.

Mais si les attaques néo-staliniennes contre la Ligue des Communistes de Yougoslavie sont calomniatrices à ce sujet, est-ce à dire qu'il n'y ait pas de véritables divergences entre Moscou et Belgrade par rapport à l'analyse de la situation internationale depuis la 2^e guerre mondiale ? Ces divergences réelles existent, et portent essentiellement sur trois points (abstraction faite du problème de la lutte pour la paix, sur lequel nous reviendrons plus loin).

Pour le Kremlin, le « camp socialiste » s'identifie à un groupe d'Etats ouvriers et seulement à ce groupe d'Etats. A la conception marxiste d'une lutte de classe universelle — dont la lutte entre Etats bourgeois et Etats ouvriers fait naturellement partie —, la bureaucratie soviétique substitue la conception d'une contradiction entre deux camps, deux zones géographiques. Le programme yougoslave insiste à juste titre sur la notion que les « forces socialistes » qui s'opposent aujourd'hui dans le monde aux « forces capitalistes » n'englobent pas seulement les Etats ouvriers, mais encore le mouvement ouvrier des pays capitalistes et les forces populaires de la révolution coloniale.

Il est vrai que le Projet de Programme yougoslave allait trop loin dans le sens opposé ; à la notion de forces socialistes plus ou moins conscientes était assimilée la notion de « forces travaillant objectivement dans le sens du socialisme », y compris... toutes les « pressions objectives » que dégagent les forces productives pour supprimer la propriété privée au profit de la classe bourgeoise et dans le cadre de la société capitaliste. Cette idée d'origine réformiste (les trusts sont des éléments préparant objectivement l'économie socialiste, ne nous opposons donc pas à leur formation et ne les combattons pas non plus politiquement), qui passe sous silence le renforcement politique de la bourgeoisie par ces « adaptations » aux besoins de la technique, peut aboutir à une véritable capitulation devant l'Etat bourgeois. Mais il faut noter que les communistes yougoslaves semblent avoir compris le danger de ces idées chères à Djilas et qu'ils les ont, en gros, éliminées du texte définitif de leur programme.

Pour le Kremlin, la division du monde en deux blocs, en deux camps d'Etat, implique la notion d'une « force dirigeante », non pas seulement au sens idéologique du terme, mais dans le sens strictement politique, économique et militaire. « Le camp socialiste sous la direction de la grande Union soviétique » — voilà la formule consacrée, admise par tous les néo-staliniens. Le péché mortel de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, c'est de ne pas avoir accepté cette prétention, et de la définir même comme une tendance à l'hégémonie.

Enfin — et c'est le plus grave ! — les communistes yougoslaves, tout en justifiant la conclusion du Pacte de Varsovie par des raisons défensives, et tout en soulignant le caractère historiquement et so-

cialement différent du bloc oriental par rapport au bloc occidental, reprochent aux dirigeants de la bureaucratie soviétique d'avoir, eux aussi, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, appliqué une politique à partir de « positions de force ». Ils affirment d'une part, dans leur programme que

« l'essence sociale, économique et politique des blocs existants, ainsi que leur rôle sont différents. La Ligue des Communistes de Yougoslavie estime que le Pacte de Varsovie et les mesures du même ordre prises par les pays socialistes sont une réaction défensive naturelle à la création du Pacte Atlantique, et plus particulièrement au réarmement de l'Allemagne et à la formation d'organisations militaires de bloc en Europe occidentale. » (p. 31.)

Mais ils ajoutent d'autre part :

« Les conséquences négatives de la politique pratiquée à partir des positions de force se sont fait sentir sur le développement général dans le monde au lendemain de la deuxième guerre mondiale, et ont continué à s'accumuler jusqu'à nos jours, ce qui a provoqué une aggravation des relations internationales. Cette politique accroît la méfiance, alimente divers éléments bellicistes, accélère le réarmement... » (pp. 30-31.)

Cette remarque est juste et n'est en rien contradictoire avec l'analyse de la nature sociale différente des deux « blocs ». L'U.R.S.S. est un Etat ouvrier ; mais, malheureusement, c'est un Etat ouvrier dans lequel une bureaucratie privilégiée et passablement conservatrice a conquis le pouvoir politique. La politique étrangère de l'U.R.S.S. n'est pas seulement déterminée par la nature sociale de l'Etat ; elle l'est aussi par les intérêts particuliers de la couche sociale qui dirige cet Etat. Faire abstraction de ce « détail », comme l'exigent les néo-staliniens, c'est tomber

LA LUTTE CONTRE LE DANGER DE GUERRE

Cela ne signifie pas que les formules yougoslaves concernant les « deux blocs » puissent être acceptées sans réserves. La contradiction principale dans la thèse yougoslave, c'est de considérer à la fois ces deux camps comme étant de nature sociale, objective, différente, et d'affirmer par ailleurs que leur formation résulterait d'erreurs politiques, c'est-à-dire de conditions essentiellement subjectives.

Cette contradiction se manifeste avant tout dans l'analyse que font les communistes yougoslaves du danger de guerre et des moyens de le combattre.

La IV^e International défendit dès 1950 la thèse selon laquelle le danger de guerre résulte de la coïncidence de deux tendances contradictoires : le changement des rapports de force aux dépens de l'impérialisme, par l'extension de la révolution coloniale et le renforcement économique des Etats ouvriers d'une part ; le maintien d'une puissance très grande de l'impérialisme américain de l'autre. Aussi longtemps que ces deux tendances « coexistent », le danger de guerre reste per-

manent et la « coexistence pacifique » une illusion dangereuse. Aussi longtemps que l'impérialisme conserve son bastion essentiel, immensément riche et puissant, aux Etats-Unis, il est en effet illusoire de croire qu'il assistera passivement à l'affaiblissement global du camp capitaliste. Ce degré de passivité, il ne peut l'atteindre qu'après avoir subi une défaite tellement écrasante qu'il quitterait la scène historique sans nouveau combat. Affirmer que l'impérialisme américain aurait déjà atteint un tel degré de faiblesse, c'est créer des illusions criminelles au sein des masses laborieuses, c'est désarmer le prolétariat international dans sa lutte contre le danger de guerre.

Ces illusions ne sont d'ailleurs pas seulement répandues par Belgrade ; Moscou et Pékin s'en donnent, à ce propos également, à cœur-joie. La « Pravda » du 2 juin 1958 a repris de l'organe central du P.C. chinois un article dans lequel nous trouvons le passage suivant, absolument irresponsable :

« Comparé à la Chine puissante et au

camp socialiste, dirigé par la grande Union soviétique, les Etats-Unis (!), la Grande-Bretagne et tout le camp impérialiste dans son ensemble, ne sont qu'une masse de nains (!) ».

Hier, sous Staline, la bureaucratie soviétique surestimait la puissance impérialiste ; aujourd'hui, sous Khrouchtchev, elle la sousestime. Les deux attitudes sont tout aussi néfastes l'une que l'autre, du point de vue des intérêts du prolétariat international et de ceux de l'U.R.S.S., sans parler de ceux de la paix. Les bévues des communistes yougoslaves en cette matière ne sont que l'imitation des erreurs commises plus à l'est.

Le programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie affirme en effet que la possibilité d'éviter une nouvelle guerre mondiale

« se fonde sur la modification des rapports des forces sociales et politiques mondiales, ainsi que sur l'éveil et la mobilisation politique de centaines de millions de travailleurs du monde entier » (p. 31.)

Il est incontestable que le renforcement des Etats ouvriers et que la puissance de la révolution coloniale ont été en état de faire échouer des tentatives d'intervention impérialiste qui auraient pu dégénérer en guerre mondiale, notamment lors des conflits de Corée, d'Indochine, de Suez et récemment lors de la révolution en Irak. Si l'U.R.S.S. ne disposait pas d'armes nucléaires, la guerre aurait sans doute été inévitable à ces diverses occasions-là.

Mais si l'impérialisme s'est en définitive chaque fois contenté d'aller « jusqu'au bord de l'abîme » sans s'y jeter à corps perdu, ce n'était pas seulement parce que la résistance qu'il rencontrait était plus forte que prévue. C'était aussi parce qu'il disposait encore d'une certaine marge de manœuvre qui lui permettait de « digérer » ces reculs successifs sans être immédiatement menacé dans son existence. L'alliance avec certaines fractions de la bourgeoisie coloniale ; le boom des années 1954-56 ; la stabilisation momentanée de ses positions en Europe occidentale ; l'affaiblissement considérable de tout mouvement d'opposition aux Etats-Unis même — tous ces facteurs lui permirent d'envisager l'avenir immédiat avec une certaine confiance.

Mais, à moins de croire à un effondrement simultané de la révolution coloniale, du mouvement ouvrier en Europe occidentale et de la puissance économique des Etats ouvriers, la tendance prédominante de l'évolution de notre époque est la réduction de cette marge de manœuvre et non pas son élargissement. Dans ces conditions, chaque nouvelle crise internationale, sociale ou économique, rapprochera le moment d'un choix décisif pour la bourgeoisie américaine : ou bien se lancer dans une dernière bataille désespérée pour essayer de sauver son régime, ou bien disparaître de la scène historique sans se défendre.

Si on comprend ce trait prédominant de la situation internationale actuelle, on comprend que l'existence de deux blocs

militaires ne résulte pas d'erreurs ou de mauvaises décisions politiques de tel ou tel dirigeant, mais d'une contradiction sociale insurmontable dans le monde d'aujourd'hui. On comprend aussi que toutes les belles phrases sur la « résistance » des masses laborieuses et des « forces socialistes » aux dangers de guerre sont vaines si elles n'aboutissent pas à la conclusion suivante : c'est seulement en désarmant l'impérialisme, en lui arrachant le pouvoir dans ses derniers bastions, qu'on peut définitivement sauver la paix, qu'on peut définitivement éviter la troisième guerre mondiale.

Or, les illusions des camarades yougoslaves sont d'autant plus grandes et plus dangereuses, qu'ils englobent parmi les forces qui peuvent éviter l'éclatement de la guerre non seulement « les centaines de millions de travailleurs du monde entier », mais encore

« une série de nouveaux Etats qui aspirent à la paix et représentent des forces positives dans les relations internationales actuelles... (et)... le rôle et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies dans le règlement des litiges internationaux et dans la sauvegarde de la paix. En dépit de toutes ses insuffisances actuelles, qui proviennent de l'influence exercée par les contradictions internationales existantes, cette organisation pourrait devenir le facteur actif d'un mécanisme démocratique qui servirait non seulement à lutter contre la guerre, mais aussi à stimuler et à promouvoir la collaboration entre les peuples ainsi que leur rapprochement, c'est-à-dire l'intégration de plus en plus étroite de la communauté humaine ».

Ces positions sont inacceptables du point de vue du marxisme révolutionnaire.

Certes, il serait profondément erroné d'opposer à ces affirmations de la Ligue des Communistes de Yougoslavie quelques banalités sur la Société des Nations, appelée « association de brigands » par Lénine. Cette Société était en effet le rassemblement des puissances impérialistes et de leurs satellites. Mais depuis 40 ans, le monde a — heureusement ! — changé. Aux Nations Unies siègent non seulement ces brigands qui méritent encore toujours l'épithète que leur accorda Lénine, mais encore les anciennes victimes de ces brigands, entre temps émancipées, et une douzaine d'Etats ouvriers. Ce serait nier l'évidence que d'affirmer que toutes les institutions internationales sont aujourd'hui des agences impérialistes pures et simples. Dans la mesure où le capitalisme est terriblement affaibli à l'échelle mondiale, certaines de ces institutions peuvent s'autonomiser quelque peu et jouer, dans certains domaines secondaires, un rôle « bonapartiste » d'équilibre entre les deux blocs. Elles peuvent, dans ce sens, rendre objectivement des services à l'humanité d'un point de vue technique : nous pensons notamment à l'Organisation Mondiale de la Santé, au Fonds des Nations Unies pour l'Enfance et même en partie à l'UNESCO. Même dans ces cas limites, l'activité globale de ces organismes reste fort contradictoire, pour ne pas dire

plus, et les services pratiques et propagandistes rendus à l'impérialisme sont multiples.

Mais dès qu'on quitte ces domaines périphériques de l'activité des organismes internationaux pour progresser vers le centre de préoccupations politiques, économiques et militaires, les Nations Unies et leurs divers satellites ne sont que le reflet fidèle du monde réel, divisé entre classes hostiles. Les deux camps s'y font face ; de leur lutte résulte non pas une « synthèse » mais une rupture ou une paralysie générale. Toute l'histoire des Nations Unies le confirme. Croire que la « bonne volonté » suffirait pour changer cet état de choses, c'est quitter le terrain du marxisme pour s'enfoncer dans les sables mouvants du libéralisme petit bourgeois.

Il en va de même en ce qui concerne la bourgeoisie coloniale. Les nouveaux Etats nés de l'émancipation purement politique des anciennes colonies ont certes acquis, par rapport à l'impérialisme, un degré d'indépendance supérieur à celui des colonies ; c'est en cela précisément que réside leur émancipation politique ; c'est pour ainsi dire une tautologie. Ces Etats peuvent même, occasionnellement, entrer en alliance avec la bureaucratie soviétique, ou même avec la révolution coloniale tout court. Leur bourgeoisie, faible et talonnée par des difficultés intérieures insurmontables, a tout intérêt à éviter une conflagration internationale dont elle serait la première victime, étant aujourd'hui le chaînon le plus faible de la chaîne capitaliste.

Tout cela permet sans aucun doute des manœuvres utiles et nécessaires sur l'échiquier international. Personne ne conteste le droit d'un Etat ouvrier à épuiser toutes ces possibilités de manœuvre. Mais personne n'a le droit d'oublier au cours de ces manœuvres la nature de classe de ces Etats, du moins s'il ne désire pas se tromper lui-même. Et reconnaître clairement la nature bourgeoise de ces Etats, c'est comprendre que leurs dirigeants actuels se retrouveront dans le camp de l'impérialisme et de la réaction à une phase ultérieure de la lutte de classe internationale, du règlement de compte final, et surtout de la révolution coloniale elle-même, dans la mesure où celle-ci se rapproche de leurs propres pays ou commence à les entraîner dans son sillage.

Or, non seulement les communistes yougoslaves semblent ne plus se rappeler ces vérités fondamentales (ou les cachent dans leur programme pour des raisons d'opportunité diplomatique, oubliant les leçons de Lénine à ce propos, et succombant à la même tentation du pragmatisme théorique qu'ils critiquent avec tant de force et de justesse chez les dirigeants de la bureaucratie soviétique) ; ils en prennent même naïvement le contre-pied. Tito n'a pas hésité à affirmer au Congrès de Liubliana :

« Nous avons pu nous convaincre qu'avec les personnalités dirigeantes (!) de ces pays (indépendants des deux blocs E.G.), nous avons des conceptions identiques au sujet de toutes (!) les questions interna-

tionales importantes, surtout de la question de la coexistence pacifique et de la solution pacifique de divers problèmes. » (« Les Nouvelles Yougoslaves », n° 221, p. 4.)

Quand on sait que la formule concernant ces pays « indépendants des deux blocs » ne vise pas seulement la Birmanie, l'Inde, l'Indonésie et l'Egypte, avec leurs gouvernements bourgeois, mais même l'Ethiopie, on dira pour le moins qu'il s'agit d'une constatation sans principes. Le chef d'un Etat ouvrier peut-il avoir sur toutes (!) les questions internationales importantes la même opinion qu'un Empereur semi-féodal et semi-esclavagiste ?

Néanmoins, la critique néo-stalinienne de ces thèses yougoslaves reste très faible, même quand elle vise les parties manifestement erronées de ces thèses. C'est que MM. « B. et K. », lors de leur voyage en Inde, ont, eux aussi, affirmé à maintes reprises qu'ils étaient d'accord sur « toutes les questions internationales » avec Nehru. C'est que le 20^e Congrès du P.C. soviétique a formulé au sujet de la coexistence pacifique des thèses identiques aux thèses yougoslaves. Et dans la mesure où, depuis lors, et surtout semble-t-il sous l'influence de Mao, l'analyse de la situation internationale par les P.C. s'écarte quelque peu de celle du 20^e Congrès, elle ne progresse nullement dans la voie du marxisme révolutionnaire. Comme toujours, les néo-staliniens n'abandonnent l'opportunisme que pour se lancer dans un sectarisme effréné et irresponsable, souvent d'ailleurs combiné avec des reliquats opportunistes de la phase précédente.

Ainsi, dans son article « Aspects nouveaux de la lutte pour la paix et le socialisme », publié dans le n° 1 de « La Nouvelle Revue Internationale » qui remplace l'organe du Kominform, Antonin Novotny, secrétaire général du P.C. tchèque, répète toutes les erreurs opportunistes de l'analyse des camarades yougoslaves qu'il calomnie pourtant en termes si véhéments. Il classe, lui aussi, parmi les « facteurs de paix les plus importants », « les Etats pacifiques d'Asie et d'Afrique, qui ont adopté une attitude anti-impérialiste » (p. 19), sans donner la nature de classe de ces Etats et sans préciser quelle sera l'attitude de leur classe dominante en cas de guerre mondiale. Il affirme, lui aussi, que

« le camp socialiste exerce une influence décisive (!) sur toute (!) la politique mondiale (et que) c'est là la raison principale pour laquelle les guerres ont cessé d'être inévitables et grâce à laquelle on peut empêcher qu'éclate une nouvelle guerre » (p. 9.)

Il affirme, lui aussi :

« La lutte pour le socialisme a un caractère anticapitaliste, la lutte pour la paix est simplement (!) un mouvement démocratique. Il serait donc erroné de ramener la première à la seconde et d'identifier ces deux problèmes. » (p. 10.)

En d'autres termes : il affirme, lui aussi, que sans renverser le pouvoir des ca-

pitalistes britanniques et américains il serait possible de sauver la paix, que la classe capitaliste anglo-saxonne, la plus riche et la plus puissante des classes dominantes qui ait jamais existé sur cette terre, quitterait la scène historique sans se défendre par les armes. Il est vrai qu'il « adoucit » cette dangereuse illusion par la remarque :

« Il reste qu'il ne faut pas sousestimer les forces et la nature criminelle de l'impérialisme. La paix ne viendra pas toute seule : il faut se battre avec persévérance pour la gagner. » (p. 25.)

Mais si vous vous attendez à retrouver ici un rappel des liens entre la lutte de classe et la lutte pour la paix, détrompez-vous vite ! Les objets de ce combat « persévérant », ce n'est pas le pouvoir, l'Etat, les richesses accumulées de l'impérialisme américain ; non, c'est « la propagande impérialiste » et... le révisionnisme ! Il est naturellement plus réconfortant de savoir que nous serons sauvés de l'holocauste nucléaire en éliminant Hearst et Tito, que si l'on nous dit qu'il faut d'abord exproprier les monopoles américains. Mais est-ce vraiment plus réaliste ?

A ce charabia opportuniste s'ajoute par ailleurs une nouvelle thèse d'un sectarisme irresponsable qui dépasse la mesure. Faisant écho à une remarque de Khrouchtchev que celui-ci avait pourtant modifiée par la suite, Novotny écrit tranquillement au sujet d'une guerre mondiale nucléaire :

« Une telle guerre ferait donc périr des dizaines, voire (!) des centaines de millions d'hommes, et détruirait des richesses matérielles et culturelles innombrables. Elle ne pourrait sans doute (?) anéantir la société humaine, la culture humaine, pas plus qu'aucune force ne peut faire faire marche arrière à l'évolution naturelle (!) de la société humaine vers le communisme. Mais une guerre atomique amènerait l'humanité à la conclusion qu'il est indispensable de balayer de la surface de la terre le régime capitaliste et les gouvernements impérialistes criminels. » (p. 13.)

Il est difficile de rassembler plus d'inepties et de formules « révisionnistes » du marxisme dans trois phrases qu'on en trouve dans ce passage étonnant. Qui donc est le maître de Novotny ? Herbert Spencer ? Darwin ? Otto Bauer ? Certainement pas Marx et Lénine, qui n'ont jamais considéré que le communisme serait le résultat inévitable d'une « évolution naturelle », mais qu'il ne pourrait résulter que d'une lutte victorieuse et consciente

INDEPENDANCE NATIONALE ET ECONOMIE MONDIALE

Le programme des communistes yougoslaves traite largement des problèmes de l'indépendance nationale et des relations entre nations sur un pied d'égalité. Si, dans le passé et même en partie dans le Projet de programme, il y eut incontestablement des traces de nationalisme dans la doctrine des communistes yougoslaves,

du prolétariat, guidé par son avant-garde. Marx n'a-t-il pas affirmé que « l'évolution naturelle » conduit du capitalisme vers un carrefour, d'où l'humanité pénétrerait soit dans le socialisme soit dans la barbarie ? Et la menace nucléaire qui est suspendue sur la tête des hommes ne donne-t-elle pas une signification tragiquement actuelle à cette formule de « barbarie » ?

Comment donc Novotny sait-il qu'une guerre nucléaire mondiale ne pourrait « sans doute » pas anéantir la culture humaine ? Est-ce le résultat d'une spéculation métaphysique ou le produit d'un examen scientifique expérimental du problème ? Qui sont donc les physiciens et les biologistes qui formulent cette thèse avec une conviction si facile et si apaisante ? Nous ne connaissons, quant à nous, que les innombrables témoignages, d'Einstein à Linus Pauling, qui affirment soit que les savants ignorent, avec angoisse, les résultats d'une contamination générale de l'atmosphère et du globe, soit que toute vie humaine pourrait effectivement être supprimée sur la majeure partie du globe par suite d'une guerre nucléaire universelle. Le Mouvement Mondial pour la Paix s'est constamment appuyé sur ces témoignages ; Novotny veut-il le frapper dans le dos ?

Qu'est-ce donc que cette société communiste qui pourrait se construire sur les ruines des richesses accumulées par mille générations civilisées, et sur les cadavres de centaines de millions de morts ? Novotny aurait-il une théorie toute prête sur les rapports de production qui seraient conformes à cette chute catastrophique du niveau de développement des forces productives ?

Mais la partie vraiment incroyable de ce passage, c'est sa phrase finale. Novotny, pour nous remplir d'aise et d'optimisme, nous assure qu'après quelques centaines de millions de morts, l'humanité aura enfin compris qu'il est indispensable « de balayer le régime capitaliste de la surface de la terre ». La méthode qui permet aux masses de faire leur propre expérience nous est particulièrement chère ; c'est la méthode de notre Programme de Transition. Mais nous préférons sincèrement ne pas pouvoir l'appliquer dans ce cas. Ne serait-ce pas préférable, pour une fois, de se montrer impatient et de « sauter par dessus l'étape » que nous décrit Novotny, en appelant les masses à balayer le régime capitaliste avant que celui-ci ne déclenche la guerre nucléaire, afin d'économiser les « centaines de millions de morts » et les « innombrables richesses matérielles et culturelles » ? O sainte simplicité...

il faut reconnaître que ces traces ont été largement éliminées du texte définitif du programme. Celui-ci non seulement inclut parmi les caractéristiques de l'internationalisme prolétarien

« un soutien à cette même lutte (pour le socialisme) dans tous les autres pays, c'est-à-dire la solidarité avec le mouve-

ment ouvrier et les forces socialistes du monde entier dans leur lutte pour faire aboutir les revendications économiques et politiques quotidiennes, pour la paix et le socialisme. » (p. 30.)

Il souligne encore la signification dialectique, contradictoire, de la lutte pour l'indépendance nationale, à une époque où l'intégration économique et sociale de tous les pays du globe avance à pas de géant :

« Lorsqu'ils parlent d'indépendance politique et économique, les communistes yougoslaves sousentendent une position des peuples ou des Etats, et des relations internationales telles qu'elles permettent à chacun de contracter de son plein gré et d'égal à égal les obligations internationales qui répondent à ses propres intérêts et à ceux des autres peuples... Dans la situation actuelle, la lutte pour l'indépendance politique et économique des peuples ne signifie pas, par conséquent, qu'il faut s'enfermer dans les frontières nationales ; elle implique, au contraire, la création de liens, le rapprochement et, en dernière analyse, la fusion des peuples en une communauté mondiale unique sur la base d'une égalité complète. » (p. 31.)

Les accusations du « Kommounist » (n° 6, 1958) et du « Jen Min Ji Bao » (5 mai 1958), selon lesquelles les positions yougoslaves traduiraient une tendance au « nationalisme bourgeois réactionnaire » et même au « chauvinisme » (!) sont donc absolument calomniatrices. En fait, si ces messieurs avaient un tel désir d'exorciser le démon du nationalisme, ils devraient soumettre les camarades Thorez, Duclos et Fajon à un interrogatoire serré en la matière ; chez ceux-là au moins, leur zèle s'appliquerait à de réels péchés !

Ce que les néostaliniens reprochent en réalité aux communistes yougoslaves, c'est de rappeler — en termes d'ailleurs par trop modérés ! — les procédés d'hégémonie et d'exploitation économique appliqués jadis par la bureaucratie soviétique à ses satellites en Europe et en Asie, et dont toutes les traces n'ont pas encore été éliminées. Khrouchtchev écume quand il évoque ces affirmations yougoslaves :

« Les dirigeants yougoslaves affirment que l'Union soviétique, que le Parti communiste de l'U.R.S.S. avancerait prétendument des prétentions à un rôle spécial, à l'hégémonie, et qu'il désire commander, et que les Yougoslaves, eux, ne sont pas d'accord avec ces pratiques. De telles déclarations sont entièrement mensongères (!). Il serait compréhensible que les propagandistes du camp impérialiste (!) l'affirment. Mais si des gens qui s'appellent communistes parlent ainsi, alors se pose la question : comment ont-ils pu glisser vers une calomnie (!) si infâme (!) ? »

(Discours prononcé au 5^e Congrès du SED à Berlin : « Neues Deutschland », 12 juillet 1958.)

Et Antonin Novotny renchérit dans le n° 1 de « La Nouvelle Revue Internationale » :

« Les rapports entre pays socialistes sont ainsi caractérisés par le fait que les

pays les plus développés au point de vue économique aident fraternellement les autres Etats socialistes à développer plus rapidement leurs forces productives. Ils permettent du coup une élévation rapide du niveau matériel et culturel des travailleurs des pays qui, par suite de conditions historiques particulières, de l'inégalité du développement économique du capitalisme, et du pillage et de l'exploitation pratiqués par les Etats impérialistes, connaissent encore un certain retard économique et technique. Cette entraide fraternelle des pays du socialisme est une manifestation de l'internationalisme prolétarien. Un rôle particulièrement important revient dans ce domaine à l'Union soviétique, qui a toujours aidé et aide de façon désintéressée tous les pays du camp socialiste. » (p. 17.)

L'accent est mis sur le passé (« qui a toujours aidé »), puisque les critiques yougoslaves visent avant tout le passé récent — et les possibilités théoriques indéfinies que ce phénomène se répète à l'avenir. Et si l'article précité de la revue « Kommounist » affirme qu'il est « incroyablement » de prétendre qu'un pays « socialiste » puisse opprimer ou exploiter un autre pays « socialiste », nous pourrions lui rappeler une déclaration officielle du gouvernement soviétique du 30 octobre 1956 qui affirme qu'

« il y eut de nombreuses difficultés, des tâches non accomplies et des erreurs effectives, entre autres dans les rapports réciproques entre les pays socialistes, des violations et des erreurs qui ne respectèrent pas le principe de l'égalité des droits dans les rapports entre Etats socialistes. » (« Pravda », 31 octobre 1956.)

Et une déclaration officielle du gouvernement chinois affirma à la même époque :

« Certaines personnalités des pays socialistes négligent le principe de l'égalité des peuples dans leurs relations mutuelles. Cette erreur est, de par sa nature, une erreur relevant du chauvinisme bourgeois. Ces erreurs et surtout celle qui consiste pour un grand pays à faire preuve de chauvinisme, se traduisent inévitablement par de graves préjudices à la solidarité et à la cause commune des pays socialistes. »

Ce que Chinois et Russes affirmaient en 1956, devient-il donc « incroyable », « inadmissible » et « infâme »... du seul fait que c'est maintenant proclamé à Belgrade ?

Le programme des communistes yougoslaves n'hésite d'ailleurs pays à proclamer que

« l'un des buts du socialisme doit être l'unité économique du monde, mais une unité qui dépassera les formes capitalistes-impérialistes de la division internationale du travail, qui se fondera sur l'intensification du développement économique de tous les pays du monde, qui reposera sur des relations nouvelles par leur contenu et bien plus intenses que dans le système capitaliste, entre toutes les économies nationales. » (p. 32.)

Cette thèse est parmi celles que les néo-staliniens critiquent comme « révisionniste ». Et pourtant, elle ne fait qu'écho à des thèses similaires de tous les marxistes, de Marx à Lénine et à Trotsky. Il est vrai qu'elle « révisé » la thèse stalinienne sur la possibilité d'achever la construction non seulement du socialisme mais même du communisme dans un seul pays. Mais de même que deux négations donnent une affirmation, la révision d'une révision nous ramène à une orthodoxie plus limpide.

L'analyse des chapitres du programme yougoslave consacrés aux questions internationales confirme donc celle de sa partie plus nettement doctrinale. En général, les communistes yougoslaves corrigent leurs erreurs passées et avancent dans la direction du marxisme révolutionnaire. En général aussi, les critiques néo-staliniennes sont calomniatrices et sans fondement. Certes, nous avons, pour ces deux parties, encore des divergences avec les thèses yougoslaves. Mais ces divergences sont moins importantes que celles des années 1949-1950, sans parler des années 1951-53. Et s'il est vrai, comme le dit le Programme de la Ligue des Communis-

tes de Yougoslavie que depuis plusieurs décennies le développement de la pensée marxiste retarde sur celui de la société contemporaine (3), on ne peut plus contester qu'à côté du mouvement trotskyste, les communistes yougoslaves commencent à faire une contribution autonome et valable au développement du marxisme.

15 octobre 1958.

(3) Khrouchtchev « réfute » cette affirmation yougoslave en faisant état du... spoutnik et des succès économiques de l'U.R.S.S. ! (« Neues Deutschland », 12 juillet 1958.) Sans doute un énorme progrès de la science sociale bourgeoise pourrait-elle alors être démontré en s'appuyant sur les succès du « Nautilus », de l'« Explorer » et d'une sidérurgie ayant atteint la capacité de 120 millions de tonnes par an. Comme un bon bureaucrate qui méprise la « théorie » Khrouchtchev confirme ainsi, malgré lui et à sa manière, la nature purement pragmatique de sa pensée : « puisque » nous remportons des succès, notre théorie est juste et infail-

A propos du nouveau programme du Parti Socialiste Autrichien.

Les raisons pour lesquelles le Parti Socialiste Autrichien s'est donné un nouveau programme à une allure pour ainsi dire vertigineuse, ne doivent nullement être recherchées dans un besoin subitement surgi de clarté théorique quant à la voie ultérieure du Parti. Les raisons véritables se situent quelques étages plus bas, à un niveau bien différent et prennent leurs racines dans le choc que l'issue décevante des dernières élections au Conseil National a asséné à la couche dirigeante du S.P.ÖE. [initiales autrichiennes du parti]. Le résultat du 13 mai 1956 ne fut point la garantie parlementaire permanente que l'on avait espérée pour la coalition, mais une Autriche bourgeoise dans laquelle a commencé à se dessiner la possibilité de gouverner sans et contre le S.P.ÖE. Un an après, pour l'élection à la présidence fédérale, on en vint à un front unique bourgeois. Or, malgré la défaite de celui-ci, malgré le succès qu'avait représenté l'élection de Scharf, la direction du S.P.ÖE. ne s'est pas remise du choc. Au lieu de dire nettement que la bourgeoisie ne dispose pas en Autriche d'une majorité parlementaire quand la classe ouvrière se dresse avec fermeté, on interpréta le succès de Scharf comme une confirmation du désir de la majorité du peuple autrichien de voir maintenir la coalition ; au lieu de se dresser plus fortement contre le ÖE.V.P. (principal parti bourgeois), on poursuivit une ligne d'adaptation renforcée à la bourgeoisie.

Le nouveau glissement à droite des dirigeants du S.P.ÖE. trouve son expression personnelle dans la désignation de Pittermann comme nouveau président du Parti. Avec Pittermann s'est avancée au premier plan cette espèce d'administrateurs politiques qui voient dans les manœuvres sans principe l'art suprême en politique. Le S.P.ÖE. fit alors aussi la tentative contradictoire d'une entente avec l'Eglise catholique et d'une avance simultanée à la « bourgeoisie libérale » d'orientation traditionnellement anticléricale, c'est-à-dire à la progéniture des nazis. Par la tentative de détacher, au prix de concessions idéologiques et politiques, l'Eglise du ÖE.V.P., il s'agissait de faire pression sur ce dernier et de maintenir ses dispositions en faveur de la coalition ; par les offres à la « bourgeoisie libérale », le F.P.O. devait être exclu comme partenaire éventuel d'une coalition de la ÖE.V.P. Dans le cadre de cette politique sans principe la décision d'élaborer un nouveau programme du Parti n'était conçue que comme une manœuvre supplémentaire. Il s'agissait de montrer à la bourgeoisie que le « socialisme » du S.P.ÖE. ne transgresse pas les limites du capitalisme. La rupture ouverte avec le marxisme devait enlever au ÖE.V.P. l'argument du « chat rouge ». Le

nouveau programme devait dire aux couches marginales oscillant perpétuellement entre les classes : « Vous pouvez voter S.P.ÖE. même si vous restez catholiques ou « nationaux ». » Mais pour autant que le nouveau programme devait exprimer quelque chose de concret, ce devait être la véritable ligne de l'actuelle couche dirigeante du S.P.ÖE. C'est effectivement à ces tâches que répondait « l'avant-projet pour un nouveau programme du S.P.ÖE. » qui fut soumis à l'automne 1957 au Congrès du Parti à Salzbourg.

Chose inattendue pour la direction du Parti, celle-ci se heurta à un rejet presque unanime au cours de la discussion. « L'avant-projet », par suite de son bavardage, de son étendue et de son manque de clarté, étant un document mal rédigé du simple point de vue formel — cette circonstance a certes contribué à son rejet ; mais la critique à laquelle il fut soumis n'en eut pas moins un caractère avant tout politique. Pour les représentants les plus droitiers de ces couches embourgeoisées qui, au cours des dernières années, sont passées à l'avant-scène du S.P.ÖE. et qui visèrent le plus bruyamment à la rupture avec le marxisme en exigeant l'abolition des traditions et symboles anciens, ceux donc qui voulaient transformer le S.P.ÖE. d'un parti ouvrier en un « parti populaire », pour ceux-là, le projet n'allait pas assez loin. Il s'avéra cependant que le tapage de ces « lâcheurs de lest » était plus grand que leurs poids. Car la critique de ceux qui s'appuient encore consciemment sur la classe ouvrière et qui représentent la gauche potentielle au sein du S.P.ÖE., pesa plus lourd. On dut en tenir compte avant tout pour la rédaction du texte de programme définitif. Le résultat est un document qui conserve, il est vrai, la conception fondamentale de l'avant-projet, mais qui évite le reniement ouvert du marxisme que contenait « l'avant-projet », qui formule avec plus de prudence et d'habileté des passages délicats et qui a même opéré un tournant complet en ce qui concerne l'attitude à l'égard de la révolution des peuples coloniaux. Il n'en reste pas moins que la différence avec l'esprit du programme de Linz de 1926 est éclatante.

Le programme de Linz — abstraction faite de ses faiblesses dans la question de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière — était un programme marxiste. On ne peut vraiment pas en dire autant du nouveau programme. Dans ses objectifs économiques et dans ses revendications politiques et sociales, non seulement il n'abandonne pas le terrain de l'ordre social capitaliste, mais non plus celui de l'Etat bourgeois, avec tous les attributs qu'il possède en Autriche tels le séparatisme des

Lænder, les Chambres économiques, etc., qui surgissent à tous moments dans le programme, comme des faits pour ainsi dire établis une fois pour toutes. Ce n'est pas la « vision de la société future » qui fut déterminante pour les auteurs du programme, mais le texte de la Constitution fédérale qu'ils avaient près d'eux.

Qu'en est-il maintenant du socialisme dans le nouveau programme ? Il s'agit d'une combinaison d'« économie publique » et d'« économie privée », dans laquelle, à côté d'un dirigisme étatique qualifié de planification, doit continuer à agir la libre concurrence et l'initiative privée de l'entrepreneur :

« C'est pourquoi le S.P.Ö. préconise un régime de propriété plus juste et un système économique fonctionnant mieux, dans lesquels revient à l'économie publique la pleine disposition des facteurs de production décisifs. Ceci implique que l'initiative de l'entrepreneur, la concurrence et le mécanisme des prix pourront jouer largement dans le cadre d'une économie au service exclusif de la communauté. »

Dans ce « socialisme », on n'oublie pas d'introduire même la commission paritaire :

« Pour les ouvriers et les employés les supports de la démocratie économique sont les syndicats et les Bourses du travail, les conseils d'entreprise et les délégations du personnel ; pour les entrepreneurs et les travailleurs indépendants, ce sont les chambres et les livres représentations d'intérêts. Les supports de la démocratie économique doivent former des commissions économiques qui assisteront le gouvernement ainsi que les organes législatifs dans les problèmes économiques. »

Pour autant qu'il soit ici question d'orientation et de planification, celle-ci doit se limiter à la politique d'investissement et des finances, c'est-à-dire aux recettes bien connues de Keynes pour la garantie du plein emploi. *En d'autres termes, le socialisme du nouveau programme n'est rien qu'une sorte de transposition du système de la coalition dans le domaine économique.* Mais telles phrases où il est dit que des entreprises « dont l'état de puissance met en danger l'intérêt économique et politique général » doivent être socialisées, sont des mots qui n'engagent à rien par rapport à une politique qui recule toujours davantage devant les attaques du C.E.V.P. contre l'industrie nationalisée. Il aurait tout de même fallu appeler par leur nom ces entreprises, c'est-à-dire certaines institutions et industries, par exemple les banques, les entreprises de matières premières, etc. Sans doute, cela engagerait trop.

Le programme étant ainsi disposé dans sa partie fondamentale pour qu'il puisse être accepté aussi par la bourgeoisie ; on aurait pu s'attendre que dans ses revendications immédiates du moins soient défendus des intérêts spécifiquement ouvriers. Cela n'est pas non plus le cas. Le programme de Linz avait comporté dans sa partie immédiate un grand nombre de revendications convenablement approfondies et fortement accentuées. Le nouveau programme ne va guère au-delà de généralités et de phrases n'enga-

geant à rien. En des domaines importants, il reste loin en-deçà du programme, considéré comme « dépassé », de Linz. Il est beaucoup question de démocratie, mais il se place par exemple sur le terrain du particularisme des Lænder imposé à la classe ouvrière en 1920 sous une pression réactionnaire extrême, tandis que la revendication politique première du programme de Linz était « la République unitaire sur la base d'une administration locale démocratique au lieu de l'Etat fédéral ». Le nouveau programme contribue ainsi à éterniser la domination des cliques réactionnaires dans la majorité des Etats fédéraux. Il renonce à la revendication de la séparation totale de l'Eglise et de l'Etat, ce qui n'est pas en soi une revendication spécifique du socialisme, mais de la démocratie bourgeoise et, en Autriche où, en dépit de toutes les assertions de pieux ministres socialistes, l'Eglise catholique constitue un des principaux soutiens du pouvoir de la bourgeoisie, cela est de la plus haute importance. Mais le nouveau programme capitule idéologiquement et pratiquement devant l'Eglise.

Le véritable axe du nouveau programme, ce sont les intérêts de la bureaucratie ouvrière embourgeoisée, précisément de cette couche qui tient la direction du S.P.Ö.

Cette ligne avait trouvé son expression ouverte dans « l'avant-projet ». Le texte définitif du programme est une concession faite aux forces qui, dans le S.P.Ö., continuent à s'appuyer sur la base ouvrière du Parti. A cet égard, il ne faut pas perdre de vue que cette base ouvrière a eu dans l'ensemble une attitude passive au cours de la discussion ; la discussion proprement dite s'est déroulée au sein d'une couche de militants restreinte par rapport à l'ensemble des adhérents. La critique de la gauche potentielle, faible et inorganisée, n'a pas mis en danger la ligne fondamentale de « l'avant-projet », la politique de coalition élevée en dogme du Parti ; elle n'a même guère osé s'y attaquer. Mais elle a été assez forte pour empêcher la rupture ouverte avec le marxisme et obligé la commission du programme à formuler certains passages avec plus d'habileté. Et sur un point, la commission a même dû opérer un tournant complet.

« L'avant-projet » avait trouvé le moyen de réduire au même commun dénominateur de « dictature » le fascisme, cet instrument sanglant du grand capital, le régime des Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés et les régimes surgis de la lutte de libération anti-impérialiste des peuples « arriérés » et opprimés ! Le socialisme démocratique, disait péremptoirement l'« avant-projet », est l'« ennemi mortel » de tous ces régimes !

Le texte définitif du programme s'est dérobé à une prise de position à l'égard du problème des Etats ouvriers, en laissant tomber ceux-ci sous la table. Mais concernant la lutte de libération des colonies, il y est dit à présent :

« Le S.P.Ö. repousse la politique impérialiste des vieilles puissances capitalistes aussi bien que la politique d'expansion impérialiste du communisme soviétique. Il revendique la prompt liquidation des restes du

colonialisme et salue le mouvement de libération de tous les peuples.

« Le S.P.Ö. tient pour indispensable la collaboration sur la base de l'égalité des droits et du libre consentement entre les Etats industriels hautement développés et les pays en état de (sous-) développement économique. Seule une élévation substantielle du niveau de vie de ces peuples crée les conditions du développement de la démocratie. Toute aide économique doit être dispensée sans conditions politiques... »

Abstraction faite de « la politique d'expansion impérialiste du communisme sovié-

tique », il s'agit là des meilleures phrases de tout le programme. Si la critique de la gauche y est pour quelque chose, ce changement d'avis reflète cependant la modification du rapport des forces mondiales qui est intervenue au détriment de l'impérialisme et qui se poursuit grâce aux progrès de la révolution coloniale. Et c'est en cela que réside, malgré la rupture camouflée avec son propre passé, l'espoir d'un développement favorable aux forces socialistes-prolétariennes au sein du S.P.Ö.

Traduit de « Die Internationale » (juillet-septembre 1958).

Il y a 40 ans

La Révolution allemande de 1918

par **G. GERBEL**

« Tandis que les démocrates petits bourgeois veulent terminer la révolution aussi rapidement que possible, notre intérêt et notre tâche est de rendre la révolution permanente jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes soient éliminées du pouvoir... » (K. Marx, F. Engels. — Adresse à la Ligue des Communistes, 1850.)

Dans l'appréciation du développement et des événements historiques, on doit constamment distinguer entre les phénomènes et accidents plus ou moins conjoncturels qui viennent à la surface, et les forces motrices, causes et rapports profonds propres à ces événements.

La révolution de novembre 1918 fut le résultat de la première guerre impérialiste mondiale et de la défaite de l'impérialisme allemand. Elle ne fut pas préparée systématiquement par un parti révolutionnaire, mais se développa spontanément à partir de l'effondrement militaire, de l'épuisement de l'armée et du refus des masses ouvrières à l'arrière de porter plus longtemps le fardeau de la guerre.

Ce caractère spontané de la révolution ne signifie nullement que, dans le processus de préparation de la révolution, n'ait agi aucune force révolutionnaire socialiste. Au contraire, à la direction de toute une série de mouvements et de luttes pré-révolutionnaires se trouvaient des socialistes qui avaient fait leur éducation avant la guerre dans les organisations ouvrières. En outre, les sommets de ce mouvement se trouvaient en liaison plus ou moins solide avec des organisations et groupes de gauche révolutionnaires.

Après la grève générale de masse contre la condamnation de Karl Liebknecht en juin 1916, suivirent d'autres grèves pour obtenir des suppléments de nourriture et la promesse d'une réforme électorale en Prusse. Dans la marine, en juillet 1917, eurent lieu les premières mutineries, dont le centre était à Wilhelmshaven et qui furent réprimées par les mesures de terreur militaire les plus brutales. Les marins Reichpietsch et Kobes furent condamnés à mort et exécutés comme principaux responsables. Dans les mouvements de l'année 1917 l'influence de la révolution russe se fit fortement sentir. Cela se reflète clairement aussi bien dans les revendications que dans les formes d'organisation.

Le 14 janvier 1918 éclata à Vienne la grève générale. Elle résulta de l'indignation de la classe ouvrière au sujet des scandaleux

plans de conquête des puissances centrales (Allemagne - Autriche - Turquie) à Brest-Litovsk et se déclencha à la suite d'une aggravation soudaine et grave de la famine dans les masses. Dans cette grève se formèrent pour la première fois des conseils ouvriers à la tête desquels se trouvaient des ouvriers d'usine qui jusqu'alors s'étaient peu ou pas mis en avant. Une semaine plus tard, le 28 janvier, éclata la grève générale dans les usines d'armement de Berlin. Elle s'étendit rapidement à d'autres usines et à tout le pays. Au total un million d'ouvriers, dont 500.000 à Berlin, y participa. Là aussi se formèrent des conseils ouvriers. Ce sont les ouvriers de Leipzig qui, en avril 1917, formulèrent de la manière la plus caractéristique les revendications économiques et politiques de ces mouvements :

- 1° Approvisionnement étendu de la population en vivres bon marché et en charbon.
- 2° Déclaration du gouvernement qu'il est prêt immédiatement à faire la paix, avec renoncement à toute annexion ouverte ou cachée.
- 3° Abolition de l'état de guerre et de la censure.
- 4° Abolition immédiate de toutes les limitations aux droits de coalition, d'association et de réunion.
- 5° Abolition immédiate de la loi honteuse sur le travail forcé.
- 6° Libération immédiate de tous les détenus et prisonniers politiques, suppression des procédures pénales contre les activités politiques.
- 7° Pleine liberté des citoyens, suffrage universel, égal, secret et direct pour l'élection de toutes les institutions publiques dans le pays, les états et les communautés.

Ces points furent repris par la grève des ouvriers des munitions à Berlin qui y ajoutèrent : « participation de représentants ouvriers aux négociations de paix ».

La direction même de cette lutte se trouvait dans les mains d'hommes de confiance oppositionnels des usines métallurgiques de Berlin, qui se constituèrent plus tard en

« Révolutionnaire Obleute ». Ils étaient presque tous membres de l'U.S.P.D. (1), mais ils avaient une position indépendante par rapport à la direction de ce parti et constituaient ainsi le noyau de l'aile gauche de ce parti centriste. L'importance particulière de ces Obleute résidait en ceci qu'ils reflétaient toujours l'état d'esprit des ouvriers dans les usines. Ils constituaient une sorte de comités. Mais, d'une part, ils n'avaient pas le caractère de masse des comités et, d'autre part, les tâches qu'ils se posaient dépassaient les comités. Ils « remplaçaient » le parti communiste, révolutionnaire, de masse manquant. Ils cherchèrent à conserver cette tâche jusque dans les journées de janvier 1918.

La direction des syndicats et du Parti socialiste (socialistes majoritaires) se déclara « neutre » dans ces mouvements. Elle fit tout pour empêcher leur éclatement et, quand ce ne fut plus possible, elle se mit à la tête des grèves pour les étrangler. Le président des socialistes majoritaires, Ebert, expliqua la tactique de la direction dans un article du « Hamburger Echo » du 17 février 1918 :

« L'entrée de la direction du parti dans le mouvement était nécessaire pour en assurer un déroulement ordonné et une conclusion raisonnable... Que nous n'ayons pas subi sans condition la pression de nos membres a déjà été exposé dans la presse quotidienne. Nous avons repoussé de toute façon la responsabilité pour le mouvement tout à fait inopportun et qui éclata sans qu'il y ait eu aucune prise de contact avec nous. En outre, nous avons posé la condition que nous n'accepterions le mouvement que si l'on nous donnait une influence adéquate dans sa direction. »

Lorsque, plus tard, en 1924, Ebert en tant que chancelier du Reich fut attaqué par les nationalistes pour avoir fomenté la grève de janvier, il poursuivit ses accusateurs pour diffamation et démontra devant le tribunal que lui, Scheidemann et Braun, n'étaient entrés dans la direction de la grève que pour étrangler celle-ci. Cet épisode de la politique social-démocrate appartient à un des moments les plus bas de sa chute morale et politique. Il caractérise aussi les trahisons de ces « socialistes » qui ne peuvent plus être considérées comme des accidents ou des déviations mais comme un passage au camp de l'ennemi de classe. Toute la politique des socialistes majoritaires dans la révolution de novembre n'est au fond rien d'autre que la pratique d'étranglement de la grève transposée sur le plan d'un bouleversement politique.

Le gouvernement allemand introduisit aussitôt les mesures les plus brutales contre la grève. Le 2 février fut institué un état de siège plus accentué. Des tribunaux spéciaux furent créés, des arrestations effectuées, des milliers de Obleute furent inculpés. La grève fut ainsi vaincue. Le 3 février les Obleute révolutionnaires arrêtaient la grève à Berlin. Dans le reste du pays, le travail avait été repris plus tôt.

(1) U.S.P.D., parti social-démocrate indépendant allemand, formé pendant la guerre par une scission à gauche dans le S.P.D., parti social-démocrate.

Ainsi se termina le cycle pré-révolutionnaire de la lutte de classe, pour aboutir dix mois plus tard à un nouveau cycle, celui de la révolution prolétarienne comme soulèvement puissant des masses ouvrières et des soldats.

*

La répression du mouvement de janvier fut le dernier grand effort du militarisme. Après quelques succès limités sur le front occidental se produisit un tournant brusque qui montra très clairement qu'il n'y avait plus à songer à une paix victorieuse et que la guerre devait être terminée à tout prix.

Pour créer les prémisses à un armistice et à la paix, la direction militaire exerça une pression politique sur le gouvernement, au moyen d'une transformation politique interne, d'une « révolution par en haut » pour créer un gouvernement qui soit en état de prendre sur lui les conséquences de la défaite militaire. Le prince Max de Bade fut le chancelier de ce « gouvernement populaire » et pour la première fois deux dirigeants de la social-démocratie (parti majoritaire) entrèrent dans le ministère comme secrétaires d'Etat. Pour la première fois un gouvernement parlementaire « gouverna » en Allemagne. Cette concession à la « démocratie » avait pour objet de sauver l'Allemagne de la catastrophe militaire et de la révolution qui en résulterait. Mais elle fut, bien que pas par la volonté de ceux qui l'arrangèrent, un pont vers la révolution. Même des concessions partielles faites au dernier moment (élargissement du droit de vote, amnistie politique, etc.) et d'autres « mesures de démocratisation » ne purent rien y changer. La pression des masses mécontentes, affamées et lassées de la guerre, s'accroissait constamment et fut complétée par l'effondrement de la discipline dans l'armée, notamment parmi les troupes qui, en Allemagne même, n'étaient pas soumises à la pression constante des combats et se trouvaient en contact étroit avec les masses ouvrières de plus en plus fortement radicalisées.

Dans cette atmosphère de décomposition politique et militaire, la flotte de haute mer à Kiel reçut le 30 octobre l'ordre de sortir pour une « grande action ». Cette décision d'un « voyage à la mort » de la flotte donna le signal d'une mutinerie ouverte des masses de marins. Les travailleurs du port se joignirent aussitôt au soulèvement. Des conseils d'ouvriers et de soldats furent élus et les marins révolutionnaires se répandirent dans toute l'Allemagne comme porte-drapeaux de la révolution.

Il est symptomatique que, dans toutes les révolutions, les marins jouent un rôle éminent. Les nécessités techniques de la marine exigent que la plus grande partie des marins soit recrutée dans les rangs des ouvriers qualifiés. L'élément ouvrier conscient politiquement et organisé y joue davantage un rôle que dans les autres corps de troupe. Au début les revendications des marins n'avaient aucun contenu socialiste. Elles visaient encore une réforme intérieure des dispositions disciplinaires : libération des détenus, commissions pour les affaires domestiques et les plaintes, limitations des saluts, etc. Le caractère primitif de ces

revendications n'exprime pas, comme l'affirme l'historien de « la République de Weimar », Arthur Rosenberg, la naïveté du peuple allemand, mais elles caractérisent les premiers pas de toute révolution qui, à la première phase, se font encore dans le cadre de la réforme de ce qui existe et qui tendent à éliminer des obstacles immédiats. Malgré leur caractère primitif, ces revendications possédaient une force dynamique qui rapidement dépassa les limites de l'ordre existant.

**

En huit jours, le pouvoir politique en Allemagne était brisé. Il se trouvait aux mains de conseils d'ouvriers et de soldats. Mais la composition politique et de classe de ces organes de la révolution était ici aussi de grande importance. Tandis que les conseils ouvriers des usines étaient dans leur grande majorité composés d'ouvriers éduqués politiquement et organisés, les conseils de soldats étaient dominés par des éléments de hasard, petits bourgeois. Tandis que les conseils ouvriers, consciemment ou inconsciemment, étaient les porteurs des revendications socialistes, les conseils de soldats se laissèrent utiliser comme moyens pour refouler la volonté politique de la révolution.

Dans l'armée territoriale la classe ouvrière ne se trouvait pas représentée conformément à sa force numérique. Tandis que de grandes parties de la classe ouvrière étaient occupées dans les usines d'armement et dans la marine, l'élément petit bourgeois des villes et surtout de la campagne prédominait dans l'armée territoriale. Le but de ces masses petites bourgeoises, dépourvues de toute expérience politique, était la fin de la guerre et la démobilisation en résultant. Dès lors que les classes dirigeantes, par suite de l'effondrement militaire poussaient elles-mêmes à des négociations de paix, le développement politique des conseils de soldats se trouva limité. Pour eux le but de la révolution fut achevé lorsque furent éliminés les dirigeants militaires, qui poussaient visiblement à la guerre. Ils s'identifièrent aux dirigeants sociaux-démocrates poussés au pouvoir. Ils ne voyaient pas en eux les traîtres à l'Internationale, les votants des crédits de guerre du 4 août, les politiciens de la paix sociale, les briseurs de grève du mouvement de janvier, mais les antipodes du militarisme et du prussianisme, les garants de leur « victoire » et de leur désir de retourner à la vie civile.

Dans son livre « De Weimar à Hitler », Otto Braun, futur premier ministre prussien, raconte comment le futur président du Parti social-démocrate, Otto Wels, réussit à retirer les conseils de soldats inéduqués de l'influence des fractions révolutionnaires de la classe ouvrière et à les utiliser contre celles-ci : « Il fit élire des porte-parole des conseils de soldats et se rendit avec eux en rangs serrés au cirque Busch (à la première conférence des conseils d'ouvriers et de soldats). Il s'y montra bientôt combien ces hommes disciplinés étaient nécessaires et décisifs pour le développement ultérieur de la révolution. Les indépendants (U.S.P.D.) étaient quelque peu hésitants, leur aile gauche notamment penchait fortement vers les spartakistes (groupe Liebknecht-Luzem-

burg-Mehring)... Les conseils de soldats disciplinés de Wels portèrent le coup décisif ».

La réunion dont il est ici question et sur laquelle nous reviendrons à plusieurs reprises eut lieu le 10 novembre. Elle élit le gouvernement des délégués du peuple, un gouvernement qui se donna pour but de « finir la révolution aussi vite que possible ». Le 12 novembre ce gouvernement promulga un décret symptomatique de son attitude et funeste pour la révolution :

« Les rapports prescrits envers les officiers sont maintenus. Le premier devoir des conseils de soldats est d'empêcher le désordre et la mutinerie. »

L'acceptation aisée de ce décret par les conseils de soldats les condamnait à l'impuissance complète et en quelques semaines la démobilisation les rendit complètement insignifiants. Ils avaient rempli leur tâche dans le sens de la contre-révolution.

Quand survint la débâcle de 1918, la social-démocratie était le dernier pilier de la société bourgeoise. L'armée était en état de décomposition, l'appareil de l'Etat bourgeois ne fonctionnait plus. Mais les chefs sociaux-démocrates firent tout pour empêcher la débâcle militaire et la révolution. Même au moment où il fut clair que le départ de l'empereur Guillaume était inévitable, la direction social-démocrate fit tout pour sauver la monarchie. Le général Groner témoigna dans un procès en 1925 au sujet d'une conférence qu'il eut avec la direction du S.P.D. Il déclara qu'il rencontra une compréhension complète chez ses interlocuteurs pour ses efforts pour sauver la monarchie : « De nulle part, il n'y eut un mot qui puisse indiquer que ces messieurs désiraient la révolution. Au contraire, du commencement à la fin, on ne parla que de la manière de sauver la monarchie et il est caractéristique qu'à la fin, Ebert précisa : « L'abdication de l'empereur est inévitable si on veut empêcher les masses d'aller dans le camp de la révolution et ainsi éviter celle-ci ». Ebert proposa qu'un des fils de l'empereur soit installé comme régent. Ce n'est que le 7 novembre que les sociaux-démocrates exigèrent publiquement l'abdication de l'empereur. Mais la situation ne pouvait être stoppée. La révolution, en dépit des efforts de Noske, que la direction du S.P.D. avait envoyé à Kiel pour endiguer le mouvement, s'étendit de ville en ville. Le 9 novembre, il y eut à Berlin de puissantes démonstrations de masse. Le gouvernement Max de Bade démissionna, Ebert prit le poste de chancelier du Reich. Il reprit à celui-ci le pays en décomposition. C'est dans cette conversation qu'Ebert prononça cette déclaration célèbre : « Je hais la révolution comme le péché ».

Une heure plus tard, Scheidemann fut obligé, du balcon du Reichstag, sous la pression de la manifestation de masse, de proclamer la République. Il fit ce pas hâtivement, sans accord de ses amis de parti, mais sous les joyeux applaudissements des ouvriers qui manifestaient, parce qu'on l'avait informé que Liebknecht avait proclamé la « République socialiste » au château de Berlin.

**

La social-démocratie avait tout fait pour empêcher la révolution. Maintenant, il

s'agissait pour elle de se placer à la tête de la révolution pour empêcher qu'elle ne s'étende en révolution socialiste. Tandis que dans le mois d'octobre et dans les premiers jours de novembre, les chefs sociaux-démocrates s'efforçaient d'éviter l'effondrement du régime, la direction révolutionnaire (Obleute révolutionnaires et Spartakus-Bund) préparait le soulèvement révolutionnaire du prolétariat berlinois. Les discussions sur la forme et la date du soulèvement se poursuivirent du 25 octobre au 9 novembre. Les décisions se heurtaient d'une part à l'irrésolution des dirigeants centristes de l'U.S.P. qui exerçait une influence paralysante sur les Obleute révolutionnaires et, d'autre part, à un certain ultimatum et aventurisme du groupe Liebknecht. Liebknecht demandait qu'on fit un appel à une démonstration de masse comme prélude immédiat à l'insurrection. Les représentants du parti bolchevik en Allemagne, lors d'un entretien le 2 novembre, conseillèrent la préparation de la grève générale sur des mots d'ordre révolutionnaires et la continuation de l'action jusqu'à l'insurrection armée.

Le soulèvement fut fixé au 11 novembre. Mais les événements se précipitèrent et les premières arrestations obligèrent la direction révolutionnaire à appeler les ouvriers de Berlin dès le 9 novembre à une démonstration de masse. La maturité de la situation dans la classe ouvrière se montra dans le fait que la démonstration commença le matin aussitôt que les appels furent distribués dans les usines. Les usines, l'une après l'autre, se mirent en marche. Les grandes entreprises constituèrent le cœur de la manifestation et ainsi le cœur de la révolution. Les casernes s'associèrent alors timidement au mouvement.

Au matin du 9 novembre, les dirigeants du S.P.D. et de la fraction parlementaire essayèrent encore de maintenir les ouvriers dans les usines, loin de la rue. Mais les masses suivirent l'appel de la direction révolutionnaire. Dans cette réponse se trouvait la garantie d'une possibilité de faire faire au mouvement d'autres pas et de contre-carrer la tentative des Ebert-Scheidemann de s'approprier le mouvement. Mais il fallait partir du fait que la majorité de la classe ouvrière allemande manquait de compréhension politique et d'expériences révolutionnaires. Il fallait leur faire acquérir toutes deux dans le cours de la lutte révolutionnaire.

La demande des masses pour la paix et le socialisme était liée à des illusions sur « l'unité en soi ». Celle-ci aurait dû servir de base à une juste tactique de la direction révolutionnaire. Ce qui, obscurément, mouvaient les masses : l'élimination du capitalisme et du militarisme, la fin du carnage, devait être formulé en claires conditions de la lutte commune du mouvement ouvrier. Elles étaient les meilleures pierres de touche d'une unité socialiste. Dans de telles conditions, la direction du S.P.D. aurait dû montrer ses couleurs. Comme elle ne voulait et ne pouvait suivre la voie de la révolution socialiste, elle se serait isolée des masses. La contraindre à une telle situation était la tâche du Spartakus-Bund, comme fraction la plus avancée de la direction révolutionnaire des ouvriers berlinois.

Les masses ouvrières qui marchèrent dans la rue le 9 novembre au matin dominaient la situation. Il n'y avait pas de gouvernement. Mais un gouvernement était instamment exigé, notamment de la masse des soldats, pour mener des négociations d'armistice. L'appel à un gouvernement rassemblant toutes les tendances politiques du mouvement ouvrier devenait de plus en plus pressant. Liebknecht se refusa à former un gouvernement avec les socialistes majoritaires. Les masses ne comprirent pas du tout cette attitude. Sous la pression d'innombrables délégations des usines et des casernes, Liebknecht fit la déclaration suivante : « Je vais formuler en six points les conditions fondamentales et de leur acceptation ou de leur refus dépend mon entrée dans le gouvernement. Avec quiconque accepte les conditions indispensables à une révolution socialiste, j'entrerai dans un gouvernement, qu'il appartienne ou non aux socialistes du kaiser.

1° L'Allemagne doit être une république socialiste.

2° Dans cette république, tout le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire doit être exclusivement dans les mains d'hommes de confiance élus par toute la population laborieuse et les soldats.

3° Elimination des membres bourgeois du gouvernement.

4° Participation des indépendants seulement pour trois jours afin de créer un gouvernement provisoire capable de conclure un armistice.

5° Les ministres de départements ne seront considérés que comme des aides techniques du cabinet proprement dit.

6° Equivalence des deux dirigeants du cabinet. »

Sans entrer dans le détail pour savoir si ces conditions étaient défendables principalement et correspondaient à la situation révolutionnaire, le pas était fait qui était tactiquement nécessaire étant donné l'immaturité politique.

La déclaration de Liebknecht ainsi que le rejet brutal de cette déclaration formulée individuellement par la direction du Spartakus-Bund montrent que l'avant-garde du mouvement révolutionnaire allemand manquait de résolution et de clarté politique et organisationnelle.

La direction du S.P.D. repoussa les six conditions. Au lieu d'exploiter ce refus comme point de départ d'une large propagande dans les masses sur le rôle anti-révolutionnaire de la direction du S.P.D., cet épisode ne fut considéré que comme un mauvais faux pas qu'il fallait chercher à couvrir du voile de l'oubli. Indifférente à l'état d'esprit existant avant tout chez les soldats, la direction du Spartakus-Bund poursuivit sa ligne qui se manifesta très clairement dans un appel du 10 novembre :

« Quatre années durant, les Scheidemann, les socialistes de gouvernement vous ont entraîné à travers les horreurs de la guerre, vous ont dit qu'il fallait défendre la « patrie », là où il ne s'agissait que des intérêts rapaces de l'impérialisme ; maintenant, alors que l'impérialisme allemand s'effondre, ils cherchent à sauver ce qui peut être sauvé

pour la bourgeoisie, et à étouffer l'énergie révolutionnaire des masses.

« Il ne doit y avoir aucun « Scheidemann » dans le gouvernement ; aucun socialiste ne doit entrer dans le gouvernement aussi longtemps qu'un « socialiste de gouvernement » y siège. Il n'y a rien de commun avec ceux qui vous ont trahi quatre années durant. »

Lorsque Spartakus voyait dans les Scheidemann les fossoyeurs de la révolution socialiste et les caractérisait ainsi impitoyablement, il avait mille fois raison. Le passé et l'avenir l'ont prouvé et l'ont confirmé comme une vérité historique irréfutable. Mais c'était une erreur de poser la question comme Spartakus le fit dans le dernier paragraphe.

**

Le même jour se réunissait, au cirque Busch, comme nous l'avons déjà mentionné, la première conférence des conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin. Liebknecht y fut reçu par une ovation jusqu'alors jamais entendue. Mais au cours de son intervention, l'état d'esprit se changea radicalement. Plus Liebknecht souligna ses accusations fondées contre la direction du S.P.D. et voulut justifier qu'aucune communauté avec eux n'était possible, et plus s'élevèrent les protestations dans la salle. Une grande partie des ouvriers et surtout les soldats ne pouvaient pas comprendre pourquoi Liebknecht se plaçait sur la position : jamais et en aucune circonstance marcher avec les socialistes majoritaires. Dans cette situation, Ebert eut beau jeu. S'adaptant habilement à l'assemblée, il s'exprima sensiblement ainsi : assez de guerre, de sang coulé ; maintenant nous devons, après la défaite, tous ensemble, unis, construire une Allemagne libre et, cela va de soi, socialiste. Ainsi Ebert — qui craignait et combattait la révolution socialiste — fut le vainqueur du jour.

La direction du S.P.D. aurait eu, sans aucun doute, la majorité des soldats qui étaient dans la confusion, à cette assemblée lourde de conséquences, même si Liebknecht avait agi, comme la veille, de façon juste et n'avait pas supposé aux masses la maturité politique nécessaire pour comprendre ses justes déclarations. Si Liebknecht avait, avec la pleine autorisation de la direction du Spartakus-Bund, posé objectivement les questions litigieuses devant les conseils d'ouvriers et de soldats, développé concrètement les tâches révolutionnaires et déclaré à peu près ceci : pour que les cruautés des quatre ans et demi passés n'aient pas eu lieu en vain, il faut faire aussitôt la paix avec l'Union soviétique et construire une Allemagne socialiste. Ce sont les deux prémisses aux conditions du Spartakus-Bund. Etant donné que le but socialiste exige la réalisation de mesures radicales décisives, nous ne voulons entrer que dans un gouvernement qui fasse sien ce programme. Si le Spartakus-Bund avait ainsi posé la question, on n'aurait pas réussi au cours de la révolution à tant isoler l'avant-garde des masses décisives.

Cette pratique défectueuse en novembre 1918 est liée à l'erreur fondamentale du Spartakus-Bund : la négligence de la question d'organisation et la surestimation de la conscience socialiste spontanée des masses.

Lorsque le 9 novembre, Scheidemann annonça que le peuple allemand « avait triomphé sur toute la ligne », il n'y avait à la droite du S.P.D. aucune force politique qui pouvait se placer sur la route des nouveaux porteurs du pouvoir étatique, les ouvriers et les soldats. Les couches dirigeantes, les propriétaires fonciers, la caste militaire et la bourgeoisie avaient disparu de la scène politique. Elles tremblaient en songeant aux conséquences du bouleversement. Deux faits permirent bientôt à la bourgeoisie de revenir sur la scène et, bien que tout d'abord avec timidité, d'élever de jour en jour plus nettement la voix : primo l'absence de but et les hésitations de la direction révolutionnaire des masses, et deuxièmement et avant tout, l'annonce des réformes bourgeoises démocratiques que la direction de droite du mouvement ouvrier fixa à la révolution comme étant « ce qui était possible politiquement dans le pays ».

Comme question vitale décisive pour la bourgeoisie était la réalisation de sa revendication de convoquer au plus tôt l'Assemblée nationale et de rétablir ainsi « la loi et l'ordre ». Car la bourgeoisie tremblait devant la « loi par décision révolutionnaire » que la classe ouvrière tenait en mains dans les journées de la révolution. La bourgeoisie reconnaissait justement que la continuation de la révolution devait devenir dangereuse et s'efforçait d'amener le développement sous le contrôle de l'Assemblée nationale pour pouvoir étrangler la révolution avec des moyens parlementaires.

La bourgeoisie n'eut pas besoin de détourner aussitôt après l'éclatement de la révolution le danger menaçant par ses propres actions contre-révolutionnaires. Car les exigences du nouveau gouvernement des délégués du peuple du 10 novembre, leur contenu démocratique bourgeois, telle la protection de la propriété privée... ainsi que des déclarations des délégués du peuple du 15 novembre assurant les revendications de traitements, pensions et droits des fonctionnaires... réassurèrent la bourgeoisie sans qu'elle eut à faire quoi que ce soit. Elle n'avait qu'à se mettre à l'abri derrière ce gouvernement, grâce auquel ses intérêts de classe étaient largement protégés, et qu'à fortifier ce gouvernement contre les forces qui, comme conseils d'ouvriers et de soldats ou comme gauche, luttaient pour un développement conséquent de la révolution. Dès le 15 novembre, les patrons réussirent à lier les syndicats dans la commission centrale du travail, obtenant une protection contre les augmentations de salaires ; de ce fait les syndicats furent détachés de la poursuite de la révolution. Au lieu de créer dans les journées de la révolution la base de la socialisation, la politique de trahison de la direction du S.P.D. permit aux patrons de s'asseoir à une même table avec les représentants de la classe ouvrière pour discuter de la socialisation. Dans ces débats interminables et stériles, la bourgeoisie réussit à franchir la situation révolutionnaire jusqu'à l'Assemblée nationale, et là, par la loi de mars 1919 sur la socialisation, à attribuer à cette assemblée la fixation de « l'indemnisation appropriée » et ainsi à enterrer toute la loi sur la nationalisation.

Il se réalisa très vite ce qu'Engels prophé-

tisait à Bebel dans une lettre du 11 décembre 1884 : « De toute façon, notre adversaire le jour de la crise et le jour suivant, ce serait toute la réaction groupée pour la pure démocratie ». La « pure démocratie » fut représentée en ces journées de la révolution de novembre par ces forces qui se réunirent pour exiger la convocation de l'Assemblée nationale. Elles s'étendaient de la plus extrême droite jusque dans les rangs des sociaux-démocrates indépendants. L'Assemblée nationale ou le pouvoir des conseils, tels étaient les deux pôles, la révolution ou la contre-révolution. C'est le congrès des conseils d'ouvriers et de soldats qui siégea du 16 au 20 décembre qui trancha cette question. La composition du Congrès ne correspondait pas à l'état d'esprit des masses. Tandis que 250.000 ouvriers manifestaient sous les mots d'ordre du Spartakus-Bund à Berlin, il n'y avait pas une douzaine de représentants de cette organisation au Congrès. Les socialistes majoritaires avaient 288 mandats sur 485. Ce fait est caractéristique de la révolution allemande et de la grande faiblesse du Spartakus-Bund. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, sans aucun doute les dirigeants les plus populaires de la révolution, n'avaient aucun mandat et ne furent même pas admis avec voix consultative au Congrès.

Le deuxième point de l'ordre du jour était ainsi rédigé : Assemblée nationale ou système des conseils, avec rapport et co-rapport.

La Rote Fahne, organe du Spartakus-Bund, expliquait le sens de cet ordre du jour : « Significative pour cet ordre du jour... est la formulation du problème central de la révolution sous la forme alternative : assemblée nationale ou constitution de conseils. Il y est au moins admis que l'assemblée nationale et son rôle politique sont identiques à la destruction des conseils d'ouvriers et de soldats ».

La même Rote Fahne, le 18 décembre, apprécie ainsi le rapport des forces politiques :

« La conférence nationale se trouve selon ses propres déclarations sous la pression de deux facteurs opposés. D'en haut la contre-révolution bourgeoise concentrée au quartier général d'Ebert-Scheidemann, exerce la plus forte pression sur la conférence pour la démolir, la priver de confiance, pour renoncer à agir comme organes des conseils d'ouvriers et de soldats en convoquant l'assemblée nationale. C'est à cela que devait servir le putsch du 6 décembre (pour la première fois dans la révolution le gouvernement des délégués du peuple fit tirer sur une manifestation), la manifestation au retour des troupes de la garde, le désarmement du prolétariat et la formation de l'« armée populaire volontaire ». D'en bas, les masses clairvoyantes, résolues, du prolétariat exercent une pression sur la conférence pour fortifier sa volonté révolutionnaire, la placer sur un point de vue socialiste de classe, pour la sortir de la défaite chaotique de la révolution de novembre et en faire l'arme tranchante du développement de la révolution socialiste. »

Dès sa première séance, le congrès témoigna que sa majorité et les directions des deux partis sociaux-démocrates n'avaient ni

la capacité, ni la volonté de faire des conseils un instrument du pouvoir prolétarien. Le congrès décida sa propre castration dans une résolution ainsi formulée : « La conférence nationale des conseils d'ouvriers et de soldats d'Allemagne qui représente tout le pouvoir politique transmet, jusqu'à règlement ultérieur par l'assemblée nationale, le pouvoir législatif et exécutif au conseil des délégués du peuple ».

Par cette décision, le congrès des conseils clôt la première phase de la révolution. La contre-révolution commence à lever la tête.

**

Les conditions, le déroulement et les résultats de la révolution de novembre ont entraîné une ample discussion dans le mouvement ouvrier sur le caractère de classe de la révolution de 1918. Il y eut essentiellement deux conceptions opposées. Les uns étaient d'avis que, par le caractère des forces motrices et sur la base de ses tâches historiques, c'était une révolution prolétarienne qui fut étranglée par la contre-révolution avec l'aide de la trahison du S.P.D. L'autre conception défendait le point de vue que la révolution de novembre était une révolution bourgeoise parce que la véritable révolution bourgeoise de 1848 en Allemagne s'était terminée par un compromis et que la bourgeoisie n'avait jamais en Allemagne exercé seule le pouvoir. La tâche de la révolution de novembre aurait été de remplir les lacunes de la révolution de 1848. Les résultats de la révolution n'auraient pas complètement atteint ce but, sans parler des tâches de la révolution socialiste. Cette conception est défendue par les historiens stalinien (Fred Oelsner, etc.). Elle est également partagée par Arthur Rosenberg qui avance également l'immaturation de la classe ouvrière allemande et le caractère primitif de ses revendications comme preuve qu'il ne se serait pas agi d'une révolution prolétarienne.

La révolution de 1848 était dans son ensemble la révolution bourgeoise dont la tâche était de détruire le féodalisme, c'est-à-dire l'expropriation des propriétaires fonciers féodaux, l'unité nationale, l'abolition de l'absolutisme, la séparation de l'Etat et de l'Eglise, et l'instauration de la démocratie bourgeoise. La révolution bourgeoise se caractérise par le passage du pouvoir des classes féodales à la bourgeoisie. Etant donné que la révolution de 1848 en Allemagne ne fut pas complétée — la bourgeoisie allemande conclut un compromis avec l'absolutisme — le passage du pouvoir aux mains de la bourgeoisie devint un processus long et contradictoire, laissant subsister des résidus du féodalisme jusqu'au temps de la république bourgeoise. Mais cela ne changea rien au fait que le capitalisme était devenu le système dominant. Même si une grande partie du pouvoir politique se trouvait dans les mains des résidus du féodalisme, il n'en était pas moins vrai que ce pouvoir était employé dans les intérêts de la bourgeoisie allemande. La tâche qui se trouvait devant le mouvement ouvrier allemand était la révolution prolétarienne, la prise du pouvoir à la bourgeoisie, processus au cours duquel il

aurait fallu, « en passant », comme Lénine le dit, achever les tâches non résolues de la révolution bourgeoise.

Le capitalisme en Allemagne avait créé depuis longtemps les prémisses de la révolution prolétarienne : la grande industrie et le prolétariat. Sur ce terrain avaient grandi les organisations ouvrières allemandes et le mouvement socialiste. Dans cette période la bourgeoisie allemande perdit complètement son rôle progressif et devint totalement réactionnaire. La guerre mondiale de 1914-1918 fut précisément un symptôme de ce développement.

Le fait que la révolution prolétarienne n'ait pu se déployer complètement ne change rien au caractère de la révolution. C'est

précisément parce que la révolution prolétarienne fut étranglée que la démocratie bourgeoise continua à traîner d'importants résidus du féodalisme depuis la République de Weimar jusqu'à présent. Il est également faux de prendre le niveau de conscience des masses comme mesure du caractère de la révolution. Ce sont seulement les nécessités historiques qui déterminent le caractère de la révolution. Le déroulement de la révolution de novembre a précisément montré que la trahison de la social-démocratie allemande ne consista pas en ce qu'elle se limita à la réalisation et à l'accomplissement de la révolution bourgeoise, mais en ce qu'elle aida à décapiter la révolution prolétarienne et ainsi devait devenir l'instrument de la contre-révolution bourgeoise.

Ferdinand LASSALLE

Qu'est-ce qu'une Constitution ?

A l'occasion du référendum sur la Constitution de la V^e République en France, nous avons pensé utile de faire connaître à nos lecteurs un texte de Ferdinand Lassalle, « Qu'est-ce qu'une Constitution ? », vieux de bientôt cent ans, pratiquement inconnu en France où il fut publié en 1900 dans une brochure peu connue.

Situons ce texte. En Prusse, Guillaume 1^{er} accéda au pouvoir en 1861 et, très rapidement, un conflit se produisit entre la monarchie et le Parlement au sujet de la durée du service militaire (2 ou 3 ans). Il prit aussitôt le caractère d'un conflit constitutionnel. Une première assemblée fut élue le 6 mars 1862 hostile au projet monarchique. Cette assemblée fut dissoute et de nouvelles élections eurent lieu le 6 mai 1862. C'est dans l'intervalle entre ces deux élections que F. Lassalle, le 16 avril, prononça la conférence dont nous publions le texte devant une société de démocrates petits bourgeois à Berlin. Cette conférence eut un grand retentissement. La crise se termina par la capitulation des démocrates. Bismarck devint chancelier de Prusse en septembre 1862 et s'orienta vers l'unification de l'Allemagne autour de la Prusse « durch Blut und Eisen ». Cette intervention de Lassalle fut aussi le prélude direct à sa campagne d'organisation du mouvement ouvrier allemand, avec la création de l'Association générale des ouvriers allemands.

La conférence de Lassalle que nous publions ci-dessous est avant tout un document agitatif ; d'autre part on ne peut pas considérer Lassalle exactement comme un adepte du matérialisme historique. Mais cela n'empêche nullement ce texte d'expliquer avec une clarté et une force remarquables ce que cachent les dispositions juridiques d'une constitution, leurs liens avec les rapports sociaux ; de ce point de vue, ce texte est un modèle de démonstration sociologique sous une forme agitative rarement égalée dans l'histoire du mouvement ouvrier.

A la lecture de cette conférence s'éclairent de nombreuses discussions récentes sur les dispositions de la nouvelle constitution française. Lassalle insistait sur l'armée, les canons comme un morceau de constitution ; en 1958 ce sont les parachutistes — la menace de ceux-ci — qui se sont montrés un morceau de constitution.

La démonstration de Lassalle sur les rapports du roi, des nobles, des capitalistes, et des autres citoyens trouve une application évidente sur ce qui marque la constitution gaulliste : les rapports entre l'exécutif et le législatif, et au sein de ce dernier les rapports entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Au cours des discussions soulevées par le texte qui fut en réalité octroyé par de Gaulle et non préparé par une Assemblée constituante, on a pu dire à juste titre que ces dispositions ramenaient la France à un système constitutionnel voisin sur bien des points à la monarchie de juillet de Louis-Philippe et même à Charles X, plus particulièrement en ce qui concerne les prérogatives du Président de la République qui dépassent celles des rois constitutionnels.

La plus importante nouveauté par rapport au temps où Lassalle faisait sa conférence se trouve dans l'art d'utiliser le suffrage universel qui n'existait pas encore à l'époque où sévissait encore le suffrage censitaire. Mais une savante loi électorale, un habile découpage des circonscriptions, une prépondérance donnée aux campagnes par rapport aux villes — avec cela on peut affronter sans crainte le suffrage universel.

De la conférence de Lassalle, nos lecteurs retiendront aussi l'absence de tout crétinisme parlementaire et juridique : la constitution, c'est avant tout la question des rapports de force dans le pays, entre la force organisée — l'armée — au service des classes dirigeantes, et la force du peuple trop souvent inorganisée parce que ses dirigeants sont trop souvent de beaux parleurs.

Messieurs,

On m'a invité à faire devant cette honorable assemblée une conférence et j'ai choisi pour celle-ci un thème qui sans doute s'impose de lui-même parce qu'entre tous, il est d'actualité. Je parlerai en effet des Constitutions.

J'observerai d'avance, Messieurs, que ma conférence sera strictement scientifique. Néanmoins, ou plus exactement grâce à cela, il n'y aura parmi vous personne qui ne puisse suivre cette conférence du début à la fin et la saisir entièrement.

Car le véritable esprit scientifique — il est bon de le rappeler souvent — ne consiste justement en rien d'autre qu'en cette clarté de la pensée qui, sans poser un postulat quelconque, déduit pas à pas tout d'elle-même, et précisément pour cela s'impose avec une autorité irrécusable à la raison de tout auditeur simplement attentif.

C'est pourquoi cette clarté de l'esprit ne nécessite aucun postulat particulier chez ses auditeurs. Au contraire, comme elle ne consiste en rien d'autre, ainsi que l'observation a déjà été faite, qu'en cette absence de postulat qui déduit tout de lui-même, elle ne tolère même pas d'hypothèse. Elle tolère et exige exclusivement que les auditeurs n'apportent avec eux de postulat d'aucune sorte, aucun préjugé tenace, mais examinent le sujet à nouveau — l'eussent-ils déjà pensé ou discuté souvent —, comme s'ils n'en savaient encore rien de bien établi, et se débarrassent par conséquent, au moins pour la durée de l'examen, de tout ce qu'ils étaient habitués jusqu'ici à admettre sur ledit sujet.

Je commence donc mon exposé par la question : qu'est-ce qu'une Constitution ? En quoi réside l'essence d'une Constitution ?

Chacun, Messieurs, parle actuellement de constitution du matin au soir. Dans tous les journaux, dans toutes les réunions, dans tous les débats il est sans arrêt question de Constitution. Et cependant si je pose sérieusement cette question : qu'est-ce que l'essence, la notion d'une Constitution, je crains que parmi tous ceux qui discutent ainsi bien peu seraient susceptibles de fournir une réponse satisfaisante.

A cette question, beaucoup se sentiraient manifestement tentés de saisir le volume du Bulletin des lois prussiennes pour 1850 et d'y chercher la Constitution prussienne. Mais, vous le voyez immédiatement, ce n'est pas une réponse à ma question. Car ce qui s'y trouve n'est que le contenu particulier d'une Constitution déterminée, la Constitution prussienne, et ne peut aucunement répondre à la question : qu'est-ce que l'essence, la notion d'une Constitution en général.

Si je pose cette question à un juriste, il me répondra à peu près ainsi : « Une Constitution est un pacte juré entre le roi et le peuple fixant les principes fondamentaux de la législation et du gouvernement d'un pays ». Ou il dira peut-être d'une façon plus générale, puisqu'il y a eu aussi des Constitutions républicaines : « Une Constitution est la loi fondamentale proclamée dans un pays, qui fixe l'organisation du droit public dans cette nation ».

Mais toutes ces définitions juridiques formelles et d'autres semblables sont tout aussi éloignées que la réponse précédente d'une véritable réponse à ma question. Car toutes ces réponses ne contiennent qu'une description extérieure de la façon dont une Constitution est créée, de ce qu'est le « rôle » de la Constitution, mais non l'indication de ce qu'est une constitution. Elles donnent des critères, des signes auxquels on « reconnaît » extérieurement et juridiquement une Constitution. Mais elles ne nous disent nullement quelle est « l'essence », quelle est la « notion » d'une Constitution. C'est pourquoi elles ne nous éclairent pas non plus pour savoir où et quand une Constitution donnée sera bonne ou mauvaise, possible ou impossible, durable ou non durable. Car tout cela ne pourrait découler que de la « notion » de Constitution. On doit préalablement connaître « l'essence » d'une Constitution en général pour savoir si une Constitution déterminée y « correspond » et ce qu'il en est. Mais à cet égard cette matière juridique, extérieure de définir, qui s'applique aussi bien à n'importe quelle feuille de papier qu'une nation, ou une nation et son roi signent et proclament comme Constitution, indépendamment de la nature du contenu de cette feuille de papier, nous laisse précisément dans la plus complète obscurité. Seule la « notion » de Constitution — vous en conviendrez de vous mêmes une fois que nous aurons abordé cette notion — est la source de tout l'art et de toute la science dans la rédaction d'une Constitution, qui à leur tour se développent à partir de ladite notion avec facilité.

Je répète donc ma question : qu'est-ce qu'une Constitution, quelle est la notion, l'essence d'une Constitution ?

Comme nous ne le savons pas encore — nous n'allons le trouver, Messieurs, qu'en le cherchant tous ensemble — nous userons d'une méthode dont on fait d'ailleurs toujours bien de se servir lorsqu'il s'agit d'atteindre à la claire conception d'une chose. Cette méthode est simple, Messieurs. Elle consiste à comparer la chose dont on cherche la notion avec une autre qui lui est semblable, et à déterminer clairement et rigoureusement la différence qui les sépare l'une de l'autre.

En utilisant donc maintenant cette méthode, je pose la question : par quoi se distinguent l'une de l'autre Constitution et loi ?

Toutes deux, Constitution et loi, ont manifestement une nature commune. Une Constitution doit avoir force de loi ; elle doit donc être aussi une loi. Mais pas seulement une loi ; elle doit être plus qu'une loi. Il y a donc bien une différence. Qu'une telle différence existe, qu'une Constitution ne doive pas être une simple loi mais plus que cela, des centaines de faits peuvent le démontrer.

Ainsi, Messieurs, vous ne vous fâchez pas quand paraissent de nouvelles lois. Au contraire, vous savez bien qu'il est nécessaire que presque chaque année soient publiées des lois plus ou moins nouvelles. On ne peut publier la moindre loi nouvelle sans modifier l'état juridique existant antérieurement. En effet, si la nouvelle loi n'apportait aucune modification à la situation juridique antérieure, elle serait purement superflue et ne serait même pas promulguée. Vous ne voyez pas d'inconvénient à la modification des lois, en général vous considérez bien plutôt cela comme la tâche normale des organes

de gouvernement. Mais dès qu'on touche à la Constitution, vous y voyez un inconvénient et criez : On touche à notre Constitution !

D'où vient cette différence ? Elle existe de façon tellement indéniable que l'on a même disposé dans certaines Constitutions qu'on « ne peut pas » modifier la Constitution ; dans d'autres qu'elle ne peut être modifiée qu'avec les deux tiers des voix des organes législatifs, au lieu de la majorité simple ; dans d'autres encore que le corps législatif ne peut en aucun cas, pas même en accord avec les autres autorités gouvernementales, procéder à une modification de la Constitution, et que, s'il décide une telle modification, une nouvelle Assemblée doit être élue par le pays, spécialement « ad hoc », pour statuer sur cette modification.

Dans tout ceci s'exprime le fait que, d'après le sentiment général des peuples, une Constitution doit être quelque chose de bien plus sacré, plus stable, plus immuable qu'une loi ordinaire.

Je reprends donc ma question : en quoi une Constitution se distingue-t-elle d'une loi ordinaire ?

A cette question on obtiendra en règle générale cette réponse : une Constitution n'est pas simplement une loi parmi d'autres ; elle est la loi fondamentale du pays. Il est bien possible, Messieurs, que dans cette réponse la vérité se trouve peut-être dissimulée sous une forme peu claire. Mais sous la forme obscure que prend encore cette réponse, nous ne sommes guère avancés. Car se pose à son tour la question : qu'est-ce qui distingue une loi d'une loi fondamentale ? Nous en sommes donc au même point que tout à l'heure. Nous avons seulement gagné un nouveau nom, loi fondamentale, qui ne nous est pas du moindre secours aussi longtemps que nous ne pourrions dire quelle est la différence entre une loi fondamentale et une autre loi.

Tâchons de serrer la question de plus près en examinant quelles considérations le nom de « loi fondamentale » peut renfermer ; en d'autres termes par quoi une loi fondamentale doit se distinguer d'une loi ordinaire si la première doit réellement justifier son nom de loi fondamentale.

Une loi fondamentale devrait :

1) Etre une loi qui se situe à un niveau plus profond qu'une autre loi ordinaire ; c'est ce qu'indique le mot fondamental ; mais elle devrait aussi pour être une loi fondamentale, constituer le fondement des autres lois, c'est-à-dire devrait agir par fécondation à travers les autres lois ordinaires, dans la mesure où elle doit en constituer le fondement. L'effet de la loi fondamentale doit donc se prolonger dans les autres lois ordinaires.

3) Mais une chose fondée ne peut dès lors plus être indifféremment ainsi ou autrement ; au contraire, elle doit être telle qu'elle est. Son fondement ne tolère pas qu'elle soit autre. Seules les choses non fondées, et par là accidentelles, peuvent être telles qu'elles sont ou autres. Mais ce qui est fondé est nécessairement tel qu'il est. Par exemple les planètes ont un certain mouvement. Ce mouvement, soit possède un fondement qui le détermine, soit n'en possède pas. S'il n'en possède pas, ce mouvement est accidentel et pourrait à tout moment être différent. Mais s'il a un fondement, en l'occurrence, comme disent les physiciens, la force d'attraction du soleil, cela implique déjà que ce mouvement des planètes est déterminé et réglé par le fondement, la force d'attraction du soleil, de telle manière qu'il ne peut être différent de ce qu'il est. La notion de fondement comporte donc l'idée d'une nécessité active, d'une force agissante qui fait l'objet par elle fondé nécessairement tel qu'il est.

Si, par conséquent, la Constitution représente la loi fondamentale d'un pays, elle serait donc — et c'est ici, Messieurs, que nous voyons poindre une première lueur — quelque chose qu'il faudra bientôt déterminer de plus près ou, d'après ce que nous avons trouvé provisoirement, une force agissante qui fait de toutes les autres lois et dispositions juridiques édictées dans ce pays nécessairement ce qu'elles sont, en sorte que dorénavant des lois différentes des premières ne peuvent même pas être promulguées dans ledit pays.

Mais existe-t-il donc quelque chose dans un pays — et avec cette question, c'est la pleine lumière qui commence à pénétrer progressivement — existe-t-il dans un pays quelque chose, une force agissante, déterminante, qui influe sur toutes les lois édictées dans ce pays de telle sorte que, dans des limites données, elles soient nécessairement telles qu'elles sont et non différentes ? Mais évidemment, Messieurs, cela existe, et ce quelque chose n'est rien d'autre que les rapports de forces réels existant dans une société donnée.

Les rapports de forces réels qui existent dans chaque société sont cette force effective, agissante, qui conditionne toutes les lois et les dispositions juridiques de cette société, de telle sorte que pour l'essentiel elles ne peuvent guère être différentes de ce qu'elles sont.

Je m'empresse de me rendre tout à fait intelligible à l'aide d'un exemple sensible. Dans la forme que je lui prête, cet exemple est absolument impossible. Mais outre qu'il s'avérera peut-être par la suite que le même exemple est tout à fait possible sous une autre forme, ce n'est pas la possibilité de se réaliser qui importe mais l'enseignement que nous voulons en tirer, la nature de ce qui se manifesterait s'il se réalisait.

Vous savez, Messieurs, qu'en Prusse n'a force de loi que ce qui est publié par le Bulletin des lois. Le Bulletin des lois est imprimé chez Decker, l'imprimerie de la

Cour. Les originaux des lois eux-mêmes sont conservés dans certaines archives d'Etat, les Bulletins des lois imprimés dans d'autres archives, bibliothèques et magasins.

Supposons maintenant qu'il se déclare un vaste incendie, un peu comme l'incendie de Hambourg, et que toutes ces archives d'Etat, bibliothèques, magasins et l'imprimerie Decker brûlent, et que par une coïncidence remarquable il en soit de même dans les autres villes du Royaume, ainsi que pour les bibliothèques privées où se trouvent des Bulletins des lois, en sorte que dans toute la Prusse il n'existerait plus une seule loi en bonne et due forme. Par cette calamité le pays aurait perdu toutes ses lois, et il ne lui resterait plus qu'à se donner de nouvelles lois.

Croyez-vous donc que l'on pourrait dans ce cas se mettre à l'œuvre comme il plairait, rédiger de nouvelles lois comme on le voudrait, à discrétion ? Voyons un peu.

Je suppose donc que vous disiez : les lois ont été détruites, nous faisons maintenant de nouvelles lois, et ce faisant nous ne voulons plus accorder à la monarchie la position qu'elle occupait auparavant ; ou même : nous ne voulons plus lui accorder de position du tout.

Là-dessus, le roi dirait simplement : les lois peuvent bien avoir été détruites, mais en fait l'armée m'obéit, marche à mon commandement ; en fait les commandants des arsenaux et des casernes délivrent sur mes ordres des canons, avec lesquels l'artillerie se porte dans la rue. Appuyé sur cette force effective, je ne tolère pas que vous me réserviez une position différente de ce que je veux.

Vous voyez, Messieurs, un roi à qui l'armée obéit, ainsi que les canons, c'est un morceau de Constitution !

Ou bien je suppose que vous disiez : nous sommes 18 millions de Prussiens. Parmi ces 18 millions il n'y a qu'un petit nombre de grands propriétaires fonciers nobles en voie de disparition. Nous ne comprenons pas pourquoi ce petit nombre en voie de disparition de grands propriétaires fonciers exercerait une influence égale à celle des 18 millions ensemble, en formant une Chambre haute qui suspend et rejette les résolutions de la Chambre des députés élue par l'ensemble de la nation, quand ces résolutions valent quelque chose. Je suppose que vous teniez ce langage et disiez : nous sommes tous des « Pairs » et ne voulons plus de Chambre haute particulière.

Assurément, Messieurs, les grands propriétaires fonciers nobles ne pourraient pas alors faire marcher leurs paysans contre vous. Bien au contraire, ils auraient probablement assez à faire de leurs mains pour se sauver de leurs paysans d'abord !

Mais les grands propriétaires fonciers nobles ont de tout temps eu une grande influence auprès de la Cour et du roi, et grâce à cette influence ils peuvent mettre en mouvement l'armée et les canons pour leur compte aussi bien que si ces instruments de puissance étaient à leur disposition directe.

Vous le voyez donc, Messieurs, une noblesse qui a de l'influence à la Cour et auprès du roi, c'est un morceau de Constitution !

Ou bien je suppose le cas contraire : le roi et la noblesse s'entendent entre eux pour réintroduire la constitution moyenâgeuse des corporations, non seulement pour le petit artisanat, comme on l'a en partie effectivement tenté il y a quelques années, mais comme ce fut le cas au Moyen Age, c'est-à-dire pour toute la production sociale, par conséquent aussi pour la grande entreprise, les fabriques, la production avec des machines. Vous n'ignorez pas que le grand capital, la grande entreprise proprement dite, la production à l'aide de machines ne pourrait nullement s'accomplir sous le régime moyenâgeux des corporations. Car, dans ce système, existaient par exemple partout des délimitations juridiques entre les différentes branches d'activité, même les plus apparentées l'une à l'autre, et nul entrepreneur ne pouvait en exercer deux. Le plâtrier n'avait pas le droit de recouvrir un trou ; entre les cloutiers et les serruriers s'engageaient à l'époque des procès interminables sur les limites de leurs métiers respectifs ; l'imprimeur de toiles de coton ne pouvait pas employer de teinturiers. De même était juridiquement fixée avec précision, sous le régime des corporations, la quantité qu'un entrepreneur pouvait produire, puisqu'aussi bien en chaque lieu, dans chaque métier, chaque maître n'avait le droit d'employer qu'un contingent de main d'œuvre donné, fixé par la loi.

Vous voyez que déjà pour ces deux raisons, la grande production, la production avec des machines et un système de machines, ne pourrait progresser un seul jour sous le régime des corporations. Car cette grande production exige d'abord pour atmosphère vitale l'association des différentes branches d'activité dans les mains du même grand capital, ensuite la production en masse, la libre concurrence, c'est-à-dire l'emploi à discrétion et sans limitation de la main-d'œuvre.

Si néanmoins on voulait introduire aujourd'hui la constitution corporative, qu'arriverait-il ? Messieurs Borsig, Egels, etc., les grands fabricants de coton, de soie, etc., fermeraient leurs fabriques et licencieraient leurs ouvriers ; la direction des chemins de fer devrait faire de même, le commerce et l'industrie cesseraient ; à leur tour un grand nombre d'artisans, en partie forcés, en partie volontairement, renverraient leurs compagnons ; toutes ces masses sans fin parcourraient les rues, réclamant du pain et du travail ; derrière elles se trouverait la grande bourgeoisie stimulant par son influence, encourageant par sa considération, aidant par ses moyens financiers, et il y aurait un combat tel que la victoire ne pourrait en aucun cas revenir à l'armée.

Vous le voyez donc, Messieurs, les sieurs Borsig et Egels, les grands industriels en général, voilà un morceau de Constitution !

Ou bien je suppose que le gouvernement veuille prendre une de ces mesures qui lésent de façon décisive les intérêts des grands banquiers. Le gouvernement dirait par exemple que la Banque royale n'est pas destinée, comme elle l'est actuellement, à rendre le crédit encore meilleur marché aux banquiers et aux capitalistes qui disposent déjà de tout l'argent et de tout le crédit, et qui, à présent, sur leur simple signature peuvent escompter à la Banque, c'est-à-dire obtenir du crédit, mais qu'elle est précisément destinée à rendre le crédit accessible aux petites et moyennes gens, et on conférerait alors à la Banque royale une organisation qui engendrerait ce résultat. Cela serait-il possible, Messieurs ?

Certes, cela n'entraînerait pas un soulèvement. Mais pour le gouvernement actuel, cela serait aussi impossible.

Car de temps en temps, le gouvernement se trouve dans un besoin de moyens financiers tels, de masses d'argent telles, qu'il n'ose pas se les procurer sous la forme d'impôt. Dans ce cas, il se saisit de l'expédient qui consiste à consommer l'argent de l'avenir, c'est-à-dire à faire des emprunts et à émettre en contrepartie des valeurs d'Etat. Pour cela il a besoin des banquiers. Il est vrai qu'avec le temps la majeure partie des valeurs d'Etat va dans les mains de l'ensemble de la classe possédante de la nation et des petits rentiers. Mais pour cela il faut du temps, souvent beaucoup de temps. Le gouvernement cependant a besoin d'avoir rapidement de l'argent, en une seule fois ou en quelques échéances ; pour cela, il lui faut des intermédiaires qui commencent par lui donner l'argent et qui prennent sur eux de placer ultérieurement au grand public les valeurs d'Etat qu'ils obtiennent en échange, en y ajoutant le profit de la montée des cours artificiellement donnée à ces valeurs à la Bourse. Ces intermédiaires sont les grands banquiers, et c'est pourquoi le gouvernement de nos jours ne peut se brouiller avec eux.

Vous voyez donc, Messieurs, les banquiers Mendelssohn, Schikler, en général la Bourse c'est un morceau de Constitution.

Ou bien supposons que le gouvernement veuille promulguer une loi pénale, selon laquelle, comme c'est le cas en Chine, si quelqu'un commet un vol son père en est puni. Cela n'irait pas du tout, car contre cela la culture générale, la conscience générale se dresserait puissamment. Tous les fonctionnaires de l'Etat, tous les conseillers privés même leveraient les bras au ciel, même les membres de la Chambre haute y objecteraient. Vous voyez donc, Messieurs, que dans certaines limites la conscience générale, la culture générale, est également un morceau de Constitution.

Ou bien admettons que le gouvernement se décide vraiment à donner satisfaction à la noblesse, aux banquiers, aux grands industriels et en général aux grands capitalistes, mais veuille enlever au petit bourgeois et à l'ouvrier sa liberté politique. Cela irait-il, Messieurs ? A vrai dire, cela irait pour un temps ; on l'a déjà vu ; nous aurons encore plus tard l'occasion d'y revenir.

Je vais maintenant poser la question ainsi : on veut retirer au petit bourgeois et à l'ouvrier non seulement sa liberté politique mais aussi sa liberté personnelle, c'est-à-dire on veut le déclarer personnellement non libre, asservi ou dépendant, comme c'était le cas dans beaucoup de pays dans les siècles lointains du Moyen-Age. Cela se pourrait-il ? Non, même si le roi, la noblesse et toute la bourgeoisie s'unissaient à ce sujet ! Car dans ce cas vous diriez : nous préférons nous battre jusqu'à la mort plutôt que de l'accepter. Les ouvriers sortiraient dans la rue, sans que Borsig et Egels ferment leurs usines, toute la petite bourgeoisie les aiderait, et comme leur résistance unie serait très difficile à vaincre, vous voyez, Messieurs, que dans certains cas extrêmes, vous êtes tous un morceau de Constitution.

Nous avons donc vu maintenant ce qu'est la Constitution d'un pays : les rapports de force réels existant dans un pays.

Mais qu'en est-il par conséquent de ce qu'on appelle habituellement Constitution, de la Constitution légale ? Vous le voyez tout aussitôt. Ces rapports de force réels, on les inscrit sur une feuille de papier, on leur donne une expression écrite ; et lorsqu'ils sont écrits, ce ne sont plus des rapports de force réels, ils sont devenus le droit, des dispositions légales, et qui les enfreint est puni !

De même, vous voyez maintenant clairement comment on procède pour écrire ces rapports de force réels afin qu'ils deviennent légaux. On n'écrit pas : monsieur Borsig est un morceau de la Constitution, monsieur Mendelssohn est un morceau de la Constitution, etc., mais on exprime cela d'une manière bien plus adroite.

Veut-on par exemple établir que le petit nombre de grands industriels et de grands capitalistes dans la monarchie a autant et plus de droits que tous les bourgeois, ouvriers et paysans ensemble, on se gardera de l'écrire sous une forme ouverte et sans voile. Mais on promulgue une loi, par exemple la loi des trois classes, octroyée en 1849, selon laquelle le pays est divisé en trois catégories d'électeurs, conformément au montant de l'impôt, que payent les électeurs et qui naturellement est déterminé par le capital qu'ils possèdent.

Selon les listes administratives qui furent établies en 1849 par le gouvernement après promulgation de cette loi, il y avait alors dans toute la Prusse 3.255.600 électeurs qui se répartissaient comme suit dans les trois catégories électorales :

A la première catégorie appartenaient dans toute la Prusse 153.808 électeurs ; à la deuxième 409.945 électeurs ; à la troisième 2.691.950 électeurs.

Je répète que ces chiffres ont été pris sur les listes officielles.

Nous y voyons que 153.808 individus très riches ont autant de pouvoir politique en Prusse que 2.691.950 bourgeois, paysans et ouvriers ensemble ; qu'en outre ces 153.808 individus très riches et les 409.945 individus moyennement riches qui constituent la deuxième classe d'électeurs ont précisément le double de pouvoir politique que tout le reste de la nation ; et même que les 153.808 individus très riches et seulement la moitié des 409.945 électeurs de la deuxième classe ont déjà plus de pouvoir politique que l'autre moitié de la deuxième classe moyennement riche et les 2.691.950 de la troisième classe ensemble.

Vous voyez, Messieurs, que de cette manière on obtient le même résultat exactement que si l'on écrivait en termes grossiers dans la Constitution : un riche individu aura 17 fois plus de pouvoir politique qu'un autre citoyen ou autant que 17 autres.

Avant que cette loi des trois classes fut promulguée, la loi du 8 avril 1848 établissait légalement le suffrage universel qui assurait à chaque citoyen, indépendamment de sa fortune, le même droit de vote et par conséquent le même pouvoir politique dans la détermination de la volonté de l'Etat et des buts de l'Etat. Vous voyez donc que par ce fait se justifie ce que je vous disais précédemment, qu'il est malheureusement assez aisé de vous prendre à vous, petit bourgeois et ouvrier, votre liberté politique, pourvu que l'on ne vous prive pas directement et radicalement de vos biens, corps et propriété personnels. Car vous vous êtes alors laissé retirer le droit de vote sans trop de mal, et jusqu'à maintenant je ne sais rien au sujet d'une agitation pour le réobtenir.

Veut-on ensuite établir qu'un petit nombre de nobles propriétaires fonciers ait à lui seul à son tour autant de pouvoir que les riches, les possédants et les non-possédants, que les électeurs des trois classes, que toute la nation réunie ? On se gardera encore de le dire en termes aussi grossiers — remarquez bien, Messieurs, une fois pour toutes, que tout ce qui est clair est grossier — on inscrit dans la Constitution : qu'avec quelques dispositions non essentielles il est créé au moyen des représentants de l'ancienne propriété foncière consolidée une Chambre haute, dont l'assentiment est nécessaire aux décisions de la Chambre des députés représentant toute la nation et ainsi on donne tout le pouvoir politique à une poignée de vieux propriétaires fonciers pour annuler même la volonté unanime de toute la nation et de toutes ses classes.

Veut-on en outre que le roi ait à lui seul autant et plus encore de pouvoir politique que toutes les trois classes d'électeurs, que toute la nation, en y ajoutant même la noblesse terrienne ? On opère ainsi :

On inscrit dans l'article 47 de la Constitution : « Le roi nomme à tous les postes dans l'armée », et dans l'article 108 de la Constitution : « Il n'y a pas de serment de l'armée à la Constitution ». Cet article, on l'appuie par la théorie qui en fait y a une base principielle, à savoir que le roi a envers l'armée une toute autre attitude qu'envers toute autre institution de l'Etat, qu'envers l'armée il n'est pas seulement roi mais aussi quelque chose d'autre, de très Particulier, Secret et Inconnu, pour lequel on a trouvé le terme de « chef de guerre » et qu'à cause de cela la Chambre des députés ou la nation ne doit pas du tout se préoccuper de l'armée, ne pas interférer dans ses affaires et dans son organisation, qu'elle a seulement à voter l'argent pour celle-ci. Et on doit admettre, Messieurs, comme je l'ai dit — la vérité avant tout — que cette théorie a sans aucun doute un certain fondement dans l'article 108 de la Constitution. Car si la Constitution décide que l'armée, à la différence de tous les serviteurs de l'Etat et du roi lui-même, ne doit pas prêter serment à la Constitution, on déclare ainsi en principe que l'armée se trouve en dehors de la Constitution et n'a rien à faire avec elle, qu'elle doit avoir seulement un rapport avec la personne du roi et non avec le pays.

Dès qu'il est établi que le roi nomme à tous les postes dans l'armée et que l'armée a une position particulière envers lui, le roi tout seul a non seulement autant mais dix fois plus de pouvoir politique que tout le pays réuni, et cela même si la puissance réelle du pays était dix, vingt ou cinquante fois celle de l'armée. La raison de cette contradiction apparente est très simple.

L'armée, moyen du pouvoir politique du roi, est organisée, rassemblée à tout moment, parfaitement disciplinée et prête à intervenir à chaque instant ; par contre, la force qui se trouve dans la nation, même si elle est infiniment plus grande, n'est pas organisée, la volonté de la nation et notamment le degré de résolution que cette volonté a atteint n'est pas toujours facilement appréciable par ses membres ; personne ne sait exactement combien il trouverait de compagnons. En outre, il manque à la nation ces instruments d'une force organisée, ces fondements si importants d'une Constitution dont nous avons déjà parlé : les canons. Il est vrai que ceux-ci sont payés avec l'argent des citoyens, il est vrai qu'ils sont produits et perfectionnés aussi au moyen des sciences, de la physique, de la technique, etc., que la société civile développe. Leur seule existence est en elle-même une preuve du développement auquel la puissance de la société civile a amené le progrès des sciences, les arts techniques, les domaines de la fabrication et du travail de toute sorte. Mais là s'applique le vers de Virgile : sic vos non vobis ! Tu l'as produit mais pas pour toi ! Etant donné que les canons ne sont produits que pour la force organisée, le pays sait qu'il trouverait contre lui dans un conflit ces enfants et produits de sa puissance. Ce sont ces raisons qui font que la force la plus faible, mais organisée, peut dominer souvent pendant longtemps la force beaucoup plus grande mais inorganisée de la nation, jusqu'à ce que la direction et l'administration des affaires nationales s'exercent continuellement dans

un sens opposé aux volontés et intérêts de la nation, celle-ci se décide à opposer à la force organisée sa force inorganisée supérieure.

Nous avons vu jusqu'à présent, Messieurs, de quoi il retourne au sujet des deux constitutions d'un pays, la constitution réelle, les réels rapports de force qui existent dans une société, et la constitution écrite qu'à la différence de l'autre nous pourrions appeler la feuille de papier.

Une constitution réelle, comme cela vous apparaîtra aussitôt clairement, chaque pays en a eu une à chaque époque, et rien ne serait plus faux et ne conduirait à des conclusions plus erronées que de penser, comme cela est la conception répandue, dominante, qu'avoir une constitution est une caractéristique des temps modernes. Bien plus, aussi nécessairement que tout corps a une constitution, bonne ou mauvaise, faite d'une manière ou d'une autre, chaque pays a nécessairement aussi une constitution réelle. Car dans chaque pays il existe certains rapports de force réels.

Lorsque, bien longtemps avant la Révolution française du siècle dernier, sous la monarchie absolue légitime en France, Louis XVI, par décret du 3 février 1776, supprima les corvées par lesquels les paysans étaient obligés d'assurer gratuitement la construction des routes et introduisit à la place un impôt pour le règlement des frais de construction de celles-ci qui devait également toucher les domaines de la noblesse, le Parlement français, s'y opposant, s'écria : « Le peuple de France est taillable et corvéable à volonté, c'est une partie de la Constitution que le roi ne peut changer. »

Vous voyez, Messieurs, qu'on parlait alors d'une Constitution, tout comme aujourd'hui et même d'une Constitution telle que le roi ne pouvait la changer. Ce qui y était formulé comme Constitution, à savoir que le bas peuple pouvait être taillable et corvéable à volonté, ne se trouvait certes pas dans une proclamation rassemblant tous les droits du pays et tous les principes importants de gouvernement, mais c'était simplement l'expression des rapports de force réels dans la France du Moyen-Age. Le bas peuple était au Moyen-Age réellement si impuissant qu'on pouvait à volonté le charger de tailles et de corvées ; on procédait toujours selon ces rapports de force réels, le peuple était toujours ainsi chargé. Cette procédure réelle donna lieu aux soi-disants précédents qui, encore aujourd'hui en Angleterre et partout pendant le Moyen-Age, jouent un si grand rôle dans les questions de constitution. Dans l'institution de ces charges réelles, il était souvent exprimé, comme il ne pouvait en être autrement, le fait que le peuple pouvait ainsi être frappé. Ces expressions fournissaient le principe de droit politique auquel on recourait dans des cas semblables. Souvent aussi on donnait une expression et une reconnaissance particulière sur parchemin à une circonstance particulière qui avait ses racines dans les rapports de force réels. C'était les franchises, libertés, droits, privilèges, statuts d'un Etat, d'une corporation, d'un lieu, etc...

Tous ces faits, précédents, principes de droit public, parchemins, franchises, statuts, privilèges, formaient par leur ensemble la constitution du pays, et tous ensemble ne formaient pas autre chose que la simple et naturelle expression des rapports réels des forces en ce pays.

Aussi chaque pays et à chaque moment, a eu une constitution effective. Ce qui est donc vraiment particulier aux temps modernes — il est très important de le remarquer toujours nettement — ce ne sont pas les constitutions effectives mais la constitution écrite, la feuille de papier. Dans les temps modernes nous voyons, dans la plupart des Etats, se manifester l'effort pour se donner une Constitution écrite qui comprend et doit fixer dans un document, sur une feuille de papier toutes les institutions et tous les principes de gouvernement du pays.

D'où vient cette aspiration particulière aux temps modernes ? Ceci est de nouveau une très importante question ; et de la réponse dépend la conduite dans la fabrication des constitutions, ce qu'on doit penser des Constitutions déjà faites et comment on doit se comporter avec elles ; en un mot, de cette réponse seule dépend tout art constitutionnel et toute science constitutionnelle.

Je demande donc : d'où vient l'effort particulier aux temps modernes pour l'établissement de Constitutions écrites ?

De cela seulement que, dans les pays en question il s'est produit un changement dans les rapports réels de forces en présence. S'il ne s'était produit aucun changement de cet ordre dans les rapports réels des forces d'une société établie ; si ces rapports de forces étaient toujours les anciens rapports, il serait imaginable et impossible que cette société sentit le besoin d'une nouvelle Constitution. Elle garderait l'ancienne, tout au plus rassemblerait-elle en un seul document ses fragments dispersés.

Comment arrive ce changement des rapports réels de forces d'une société ?

Vous rapportant par la pensée au Moyen-Age, considérez un Etat peu peuplé, comme presque tous les Etats à cette époque, sous la domination d'un prince et avec une noblesse possédant la plus grande partie du sol. Par suite de la faible densité de la population, une très petite partie seulement peut être employée à l'industrie et au commerce ; de beaucoup la plus grande partie est requise pour la culture de la terre et la production agricole nécessaire. La terre étant presque entièrement aux mains de la noblesse, c'est à divers degrés et dans des rapports variés, comme vassaux, paysans, serfs, etc., de cette noblesse que la population trouve un emploi, une occupation ; mais tous ces rapports se résument en un seul : rendre cette population dépendante de la noblesse, la forcer à son service, la contraindre à combattre pour ses querelles.

Avec le surplus de production agricole qu'il retire de ses terres, le noble entretient encore dans ses châteaux, des cavaliers, des écuyers, des hommes d'armes de toute sorte.

Le prince de son côté, en face de cette puissance de la noblesse, n'a guère d'autre puissance de fait que l'assistance de ceux des nobles qui veulent bien, car il peut difficilement les y forcer, se rendre à son appel militaire, et aussi l'insignifiant secours de rares villes très peu peuplées.

Comment pourra bien être faite la Constitution d'un tel Etat ? Elle résulte nécessairement de ces mêmes rapports de forces réels que nous venons de considérer dans ce pays. Ce sera une Constitution d'Etat, où la noblesse sera le premier état ou ordre, et à tous égards l'état gouvernant. Sans son acceptation, le prince ne pourra pas percevoir un sou d'impôts ; il n'aura, relativement aux nobles, pas d'autre position que celle du premier parmi ses égaux.

Telle était, Messieurs, la Constitution de la Prusse et de la plupart des autres Etats au Moyen-Age.

Supposons maintenant que la population augmente toujours, que l'industrie et les métiers prospèrent, donnant ainsi les moyens de subsistance nécessaires à un nouvel accroissement de la population qui commence à remplir les villes. Le capital et la richesse monétaire commencent à se développer entre les mains de la bourgeoisie et des corporations urbaines. Que va-t-il arriver ?

L'accroissement de la population urbaine qui ne dépend pas de la noblesse et dont les intérêts sont bien plutôt opposés à ceux de la noblesse, est d'abord favorable au prince, augmentant le nombre des hommes d'armes à sa disposition. Avec les subsides des bourgeois et des métiers qui souffrent tant des perpétuelles querelles nobilières, qui désirent dans l'intérêt du commerce et de la production repos, sécurité et justice régulière, et qui, ainsi, donnent volontiers au prince l'appui de leur argent et de leurs hommes, le prince peut, aussi souvent qu'il en a besoin, enrôler une armée suffisante et de puissance bien supérieure à celles des nobles rebelles. Les princes dès lors ne cessent de limiter toujours plus la puissance de la noblesse et lui retireront le droit de guerre ; quand elle violera les lois du pays, ils démantèleront ses forteresses. Et quand, dans le cours des temps, par le progrès de l'industrie, la richesse et la population du pays se seront développées suffisamment pour que le prince puisse former une armée permanente, ce prince fera alors avancer ses régiments contre les états-généraux comme le Grand électeur ou comme Frédéric-Guillaume Ier, s'écriant : « J'établirai ma souveraineté comme un rocher de bronze » ; il supprimera l'exception d'impôts de la noblesse et mettra fin à son droit de consentement à leur levée.

Vous voyez comment, par un changement des rapports réels de forces, est intervenu un changement de la Constitution : l'absolutisme princier ou royal est né.

Le prince n'a pas maintenant besoin d'écrire la nouvelle Constitution ; le prince est beaucoup trop pratique pour cela. Le prince a dans les mains le réel et effectif instrument de force, l'armée permanente, qui forme la véritable Constitution de cette société, et le prince et ses serviteurs ne manqueront pas par la suite de le dire en nommant le pays un Etat militaire.

La noblesse qui ne peut plus, il s'en faut, lutter avec le prince a depuis longtemps dû renoncer à entretenir une suite armée. Elle a oublié son ancienne opposition au prince ; elle a oublié qu'il était son égal ; elle a en général quitté ses châteaux pour se rendre à la cour y toucher des pensions et augmenter la grandeur et l'éclat du prince.

Mais l'industrie, les métiers se développent de plus en plus, et avec eux croît de plus en plus la population. Il semble que ce progrès ne doive toujours servir qu'au prince qui peut ainsi, sans cesse, augmenter son armée permanente et en arriver à occuper une position dans le monde.

Mais le développement de la société bourgeoise finit par devenir si énorme, si gigantesque que, même au moyen de l'armée permanente, le prince ne peut plus participer dans le même rapport qu'auparavant à ce progrès de la puissance de la bourgeoisie.

Quelques chiffres vous rendront cela sensible et clair. En 1657, Berlin avait 20.000 habitants. A la même époque environ, à la mort du Grand Electeur, l'armée était de 24 à 30.000 hommes.

En 1803, Berlin avait déjà 153.070 habitants. En 1819, seize ans plus tard, 192.646 habitants. En cette même année 1819, l'armée permanente — et vous savez qu'alors, par la loi de septembre 1814 qu'on veut maintenant nous enlever, la landwehr n'appartenait pas à l'armée permanente — en 1819, donc l'armée permanente comptait 137.639 hommes.

Comme vous le voyez, l'armée permanente était plus de quatre fois plus nombreuse qu'au temps du Grand Electeur. Mais le nombre des habitants de Berlin était devenu, dans le même temps, plus de neuf fois plus grande.

Maintenant commence un tout autre développement. En 1846 — je ne donne que des chiffres officiels — la population de Berlin était de 389.308 habitants, près de 400.000, le double de ce qu'elle était en 1819. En 27 ans le nombre d'habitants de la ville — qui actuellement, vous le savez, est d'environ 550.000 — avait plus que doublé.

Au contraire l'armée permanente, de 137.639 hommes en 1819, n'était plus que de 138.810 hommes en 1846. Loin de pouvoir suivre le développement gigantesque de la société civile, elle était restée stationnaire.

Sous l'influence d'un si gigantesque développement, la bourgeoisie commença à se sentir une puissance politique propre. Parallèlement à ce développement de la population se produisit un développement encore plus grand de la richesse sociale ; de plus, dans une aussi forte mesure, progressaient les sciences et la culture générale, la conscience publique, et nous avons déjà dit qu'elle était aussi un morceau de Constitution. Les citoyens se dirent alors : nous ne voulons pas rester plus longtemps un peuple dominé, sans volonté ; nous voulons commander nous aussi ; le prince lui-même ne devra nous régir et diriger nos affaires que suivant notre volonté.

Bref, Messieurs, les rapports réels des forces dans ce pays se sont de nouveau modifiés. En d'autres termes, dans une telle société, nous avons vu le 18 mars 1848 !

Vous voyez, Messieurs, qu'ainsi est réellement arrivé ce qu'au commencement de cet exposé, nous vous proposons comme un exemple impossible. Nous supposions le cas où la société perdrait ses lois par un incendie. Ce n'est le feu, c'est la tempête qui les a emportées.

« Le peuple se leva,
La tempête éclata ».

Quand dans une société une révolution est victorieuse, le droit privé demeure il est vrai ; mais toutes les lois du droit public sont à terre, ou n'ont qu'une signification provisoire et sont à refaire.

Quand donc une Constitution écrite est-elle bonne et durable ?

Evidemment en ce seul cas où, comme il résulte de tout notre exposé, elle répond à la Constitution effective, aux réels rapports de forces existant dans le pays. Là où la Constitution écrite ne correspond pas à la Constitution effective, un conflit se produit, conflit inévitable et dans lequel, inévitablement, à la longue, la Constitution écrite, la simple feuille de papier, est vaincue par les rapports réels de forces existant dans le pays.

Qu'aurait-il donc alors dû arriver ?

Et bien, on aurait dû avant tout non écrire une Constitution sur du papier mais faire une Constitution effective, c'est-à-dire qu'il aurait fallu modifier les rapports réels de forces dans le pays, et les modifier en faveur des citoyens. On venait en effet de voir, sans aucun doute, le 18 mars que la force de la nation était plus grande que celle de l'armée permanente. Après un combat long et sanglant, les troupes avaient dû se retirer.

Mais j'ai déjà, auparavant, appelé votre attention sur cette importante différence entre la force de la nation et la force de l'armée permanente qui a pour conséquence que, quoique en vérité plus petite, la force de l'armée permanente est cependant plus effective que la force, certes plus grande, de la nation.

Cette différence consiste, comme vous vous en souvenez, en ce que la force de la nation est une force inorganisée, tandis que la force de l'armée permanente est une force organisée, prête chaque jour à recommencer le combat, et par conséquent devant par là, à la longue, être plus effective et se rendre maîtresse du champ de bataille contre la force plus grande mais inorganisée de la nation, qui ne se rassemble qu'en de rares moments de grande excitation.

Pour que la victoire donnée par le combat, le 18 mars, ne reste pas nécessairement sans résultat pour le peuple, il aurait fallu utiliser cet instant victorieux pour transformer la force organisée de l'armée permanente de telle sorte qu'elle ne puisse plus être de nouveau employée comme simple instrument de force du prince contre la nation.

Il aurait fallu par exemple réduire la durée du service à six mois, ce qui d'une part, d'après les plus hautes autorités militaires, est tout à fait suffisant pour une complète instruction militaire du soldat et, d'autre part, est trop court pour qu'on puisse insuffler au soldat l'esprit de caste. La brevété de ce temps de service aurait eu pour conséquence un renouvellement populaire continu de l'armée qui, au lieu de rester l'armée du prince, devenait ainsi l'armée du peuple.

On aurait dû, de plus, établir que tous les officiers subalternes, jusques et y compris le major, devaient non être nommés par les chefs mais élus par les corps de troupe, de façon que les postes d'officiers ne fussent pas occupés par des ennemis du peuple pouvant contribuer à changer l'armée en un instrument aveugle de la puissance princière.

Il aurait fallu de plus que, pour toutes les fautes qui n'étaient pas d'ordre purement militaire, l'armée fût placée sous la juridiction des tribunaux civils ordinaires afin que, par là aussi, elle apprit à se considérer comme formant un tout avec le peuple, et non comme quelque chose à part, une caste séparée.

Il aurait fallu en outre que toute l'artillerie, que les canons qui ne doivent servir qu'à la défense du pays, dans la mesure où on s'en sert pas pour les exercices militaires, fussent confiés à la garde des autorités urbaines élues par le peuple. Avec une partie de cette artillerie on aurait en outre formé des sections d'artillerie de la garde nationale pour mettre aussi les canons, ce si important morceau de la Constitution, à la disposition du peuple.

De tout cela, au printemps, en l'été de 1848 rien n'a été fait. Pouvez-vous donc vous étonner si, en novembre 1848, la Révolution de Mars refoulée en arrière, était restée sans résultat ? Non, c'était précisément une conséquence nécessaire de ce qu'on n'avait rien changé aux rapports réels des forces en présence.

Les princes, Messieurs sont bien mieux servis que vous ! Les serviteurs du prince ne sont pas de beaux parleurs, comme le sont souvent les serviteurs du peuple. Mais ce sont des gens pratiques, ils ont du flair et savent de quoi il s'agit. M. de Manteuffel n'était certainement pas un orateur, mais c'était un homme pratique ! Lorsque en novembre 1848 il eut dispersé l'Assemblée nationale et mis les canons dans la rue, que fit-il tout d'abord ? Serait-ce par hasard la rédaction d'une Constitution réactionnaire ? Oh, mon Dieu, non ! — il avait du temps pour cela ! Il vous a même donné, en décembre 1848, une Constitution écrite assez libérale. Par quoi débuta-t-il aussitôt en novembre, quelle fut sa première mesure ? Messieurs, vous vous en souvenez vraiment, il commence par désarmer les citoyens, par leur enlever leurs armes. Vous voyez, désarmer le vaincu, c'est la chose capitale pour le vainqueur, s'il ne veut pas que le combat se renouvelle à chaque instant.

Au commencement de nos recherches, nous avons procédé très lentement afin d'arriver d'abord à la notion de la Constitution. Peut-être cela vous a-t-il même semblé trop long. Mais, par compte, vous aurez remarqué depuis longtemps que, depuis que nous possédons cette notion, pas à pas se développaient les conséquences les plus surprenantes et nous comprenons les choses bien mieux, beaucoup plus clairement et tout autrement ; et même, à proprement parler, nous sommes parvenus à des conséquences qui, pour la plupart, sont tout à fait opposées aux conceptions habituelles de l'opinion publique à ce sujet.

Considérons encore rapidement quelques-unes de ces conséquences.

Je viens de vous montrer qu'en l'année 1848 on n'avait pris aucune de ces mesures qui auraient été nécessaires pour changer dans le pays les rapports des forces tels qu'ils étaient alors et pour faire de l'armée du prince une armée du peuple.

Un projet dans ce sens, faisant un premier pas dans cette voie, a bien été en fait proposé, le projet de Stein, qui avait pour objet de faire donner, par le Ministère, un ordre militaire obligeant tous les officiers réactionnaires à remettre leur démission.

Mais, vous vous le rappelez, à peine l'Assemblée nationale à Berlin eut-elle adopté ce projet que toute la bourgeoisie et la moitié du pays se mirent à crier que l'Assemblée nationale devait faire la Constitution et non pas tourmenter le ministère et perdre le temps avec des interpellations ; qu'elle ne devait pas perdre son temps à des choses qui regardaient le pouvoir exécutif. Faire la Constitution et ne faire que la Constitution, s'écria-t-on comme s'il y avait le feu !

Vous le voyez, Messieurs, la bourgeoisie toute entière et la moitié du pays qui criaient ainsi ne comprenaient aucunement ce qu'est une Constitution !

Faire une Constitution écrite était la moindre des choses ; cela se fait quand il le faut en trois fois 24 heures ; c'était la dernière de toutes les choses à faire ; par elle, si elle venait prématurément, la plus minime des choses ne se trouvait accomplie.

Transformer effectivement dans les pays les rapports réels des forces, entamer le pouvoir exécutif, le faire de telle façon, le transformer tellement qu'il ne pût plus jamais, par lui-même, s'opposer à la volonté de la nation — c'était cela qu'il fallait faire alors, ce qui devait tout précéder, afin qu'une Constitution puisse être durable.

Cela n'arrivant pas à temps, on ne laissa même pas à l'Assemblée nationale le temps de faire une Constitution, on la chassa avec les instruments de ce pouvoir exécutif qui n'avaient pas été brisés.

Deuxième conséquence : Supposez que l'on n'ait pas chassé l'Assemblée nationale, et qu'elle ait pu réussir à faire et à terminer une Constitution. Cela aurait-il changé quelque chose d'essentiel au cours des choses ?

Pas du tout, la preuve en est dans les faits eux-mêmes. L'Assemblée nationale a été, il est vrai, chassée, mais le roi lui-même, le 5 décembre 1848, a proclamé une Constitution tirée des papiers laissés par l'Assemblée nationale et qui, dans la plupart de ses dispositions, correspondait entièrement à celle que nous aurions eu à attendre de l'Assemblée nationale. Cette Constitution fut proclamée par le roi lui-même. Elle ne lui fut pas imposée ; elle fut par lui, se posant en vainqueur, librement octroyée. Alors, semblerait-il, cette Constitution aurait d'autant mieux dû être viable !

Nullement, Messieurs ! Si vous avez un pommier dans votre jardin et y attachez une étiquette sur laquelle vous avez écrit : c'est un figuier, cet arbre est-il devenu un figuier ? Non ; et quand même toute votre maisonnée et avec elle tous les habitants du pays s'assembleraient tout autour et solennellement jureraient : C'est un figuier, l'arbre restera ce qu'il était, et l'année suivante, il le prouvera, en portant des pommes et non des figues.

Il en est exactement de même, nous l'avons vu, avec la Constitution. Ce qui est écrit sur la feuille de papier est fort indifférent quand elle est en contradiction avec la situation réelle des choses, avec les rapports réels des forces.

Le roi, sur la feuille de papier du 5 décembre 1848, s'était engagé de lui-même à de très nombreuses concessions, mais elles étaient toutes en contradiction avec la Constitution effective, plus particulièrement avec les instruments réels, effectifs, de pouvoir que le roi, sans que rien en ait été diminué, gardait dans sa main. Avec la même nécessité que celle qui réside dans la loi de la pesanteur, la Constitution effective devait à chaque pas supplanter la Constitution écrite.

C'est ainsi que, bien que l'Assemblée de révision ait accepté cette Constitution du 5 décembre 1848, le roi dut entreprendre aussitôt la première modification, instituer la

loi électorale des trois classes octroyée en 1849. A l'aide de la Chambre issue de cette loi électorale furent faites encore d'essentiels modifications de la Constitution afin que le roi pût, en 1850 seulement, lui prêter serment. Et c'est alors, après ce serment, que commencent vraiment les changements ! Depuis 1850, chaque année est caractérisée par de tels changements. Il n'y a pas de drapeau qui ait traversé cent batailles qui soit plus déchiqueté et troué que notre Constitution !

Troisième conséquence. Vous savez, Messieurs, qu'il y a dans notre ville un parti dont l'organe est la Volkszeitung, un parti, dis-je qui avec une angoisse furieuse se dresse autour de ce lambeau de drapeau, autour de notre Constitution trouée ; un parti qui à cause de cela a pris le nom de « constitutionnel » et dont le cri de guerre est : tenons-nous en à la Constitution ! Pour l'amour de Dieu, la Constitution, notre recours et salut !

Mais chaque fois qu'en quelque lieu ou temps que ce soit un parti fait entendre pour cri de guerre ce cri d'angoisse : se grouper autour de la Constitution, quelle conclusion en tirez-vous ? Je ne vous interroge pas ici, comme des hommes animés d'une volonté ; ce n'est pas à votre volonté que j'adresse ma question. Je vous interroge simplement comme êtres pensants. Que concluriez-vous de ce phénomène ?

Et bien, sans être prophètes, vous pouvez toujours dire en pareil cas, avec la plus grande certitude : cette Constitution en est à la dernière extrémité, elle ne vaut guère mieux que si elle était morte ; encore quelques années et elle n'existera plus.

Les raisons en sont simples. Quand une Constitution écrite répond aux rapports de forces existant dans le pays, jamais ce cri n'est poussé. Devant une telle Constitution, chacun se tient à distance et se garde de l'approcher de trop près. Chacun se garde envers une telle Constitution de familiarités qui pourraient mal tourner pour lui. Là où la Constitution écrite répond aux rapports réels des forces, on ne voit pas ce phénomène d'un parti faisant de l'attachement à la Constitution son cri particulier de ralliement. Où ce cri est poussé, c'est un signe certain et infaillible d'angoisse, car dans la Constitution écrite il y a quelque chose qui est en contradiction avec la vraie Constitution, avec les rapports réels des forces. Et là où cette contradiction s'est produite, il n'y a ni Dieu ni cris qui la puissent secourir. La Constitution écrite est toujours et irrémédiablement condamnée.

Elle peut être modifiée de façon opposée à droite ou à gauche, mais elle ne peut demeurer. Précisément l'appel à son maintien le prouve à l'homme qui pense clairement. Elle peut être modifiée à droite si le gouvernement entreprend cette modification pour mettre la Constitution écrite en accord avec les rapports de la force sociale organisée. Ou bien, au contraire, c'est la force sociale inorganisée de la société qui se met à l'œuvre et prouve qu'elle est plus grande que la force organisée. En ce cas, la Constitution est modifiée et abrogée vers la gauche, comme elle l'avait été auparavant vers la droite. Dans l'un comme dans l'autre cas, elle est condamnée.

Si, Messieurs, non seulement vous vous rappelez la conférence que j'ai eu l'honneur de vous faire et y réfléchissez, mais aussi, si par la pensée, vous en développez toutes les conséquences, vous viendrez en possession de tout art constitutionnel et de toute science constitutionnelle. Les questions constitutionnelles sont en premier lieu non des questions de droit mais des questions de force ; la Constitution effective d'un pays n'existe que dans les rapports réels des forces dans un pays ; les Constitutions écrites n'ont de valeur et de durée que si elles sont l'expression exacte des rapports effectifs de forces, tels qu'ils sont dans la société — ce sont les principes que vous voudrez bien retenir. J'ai exposé aujourd'hui ces principes en considérant tout particulièrement la force de l'armée — d'abord parce que la brièveté du temps ne me permettait pas plus, et ensuite parce que l'armée est le plus décisif et le plus important de tous les moyens organisés de force, de puissance. Mais vous comprenez, cela va de soi, qu'il en est entièrement de même de la justice, de l'administration, etc. Ce sont en effet également les instruments organisés de force d'une société. Retenez ce que je vous ai dit, Messieurs, et si jamais vous vous retrouviez en état de vous donner vous-mêmes une Constitution, vous saurez ce que vous avez à faire, et que quelque chose peut être fait non en remplissant d'écriture une feuille de papier, mais en modifiant les rapports réels des forces du pays.

Jusque là et en attendant, vous aurez appris, Messieurs, par cette conférence, pour votre usage quotidien, et sans que j'en ait dit un mot, de quels besoins sont sortis les nouveaux projets militaires, l'augmentation de l'armée qu'on vous demande. Vous aurez de vous-mêmes mis le doigt sur la source profonde d'où ces projets de loi sont issus.

La monarchie, Messieurs, a des serviteurs pratiques ; ce ne sont pas de beaux parleurs mais des serviteurs pratiques, comme vous devriez en désirer.

Vingt ans de la IV^e Internationale

1938 - 1958

(Histoire de ses idées et de ses luttes)

par Michel PABLO

IV

La IV^e Internationale pendant la 2^e guerre mondiale (1940-1944)

L'occupation de l'Europe par les armées d'Hitler a ébranlé au début, dans différents pays, les jeunes organisations de la IV^e Internationale. Les liens entre elles en Europe, et avec celles des autres continents ont été relâchés et bientôt, pour la plupart, complètement interrompus. L'expérience a montré cependant ensuite que, malgré cet isolement forcé de plusieurs organisations, elles ont toutes vécu en substantielle communauté d'idées et de ligne durant toute la guerre, persuadées chacune de la survivance victorieuse de l'Internationale.

Dans ces conditions, le repli de la direction internationale sur les continents américains restés pratiquement en dehors de la tourmente, se confirma et se stabilisa. Dès l'éclatement de la guerre et jusqu'au lendemain de la fin du conflit, la direction internationale centrale a fonctionné aux Etats-Unis, en étroite collaboration avec l'organisation américaine. Mais, par le fait des liaisons lâches avec les sections, elle n'a eu qu'une activité réduite. Elle marqua cependant, commenta et expliqua tous les événements importants et les principaux tournants de la guerre, dans son effort constant pour regrouper sur la base d'une action révolutionnaire efficace une avant-garde internationale.

Le passage de la France, en 1940, sous le contrôle de Hitler et le régime de Pétain, fut l'objet d'un Manifeste de la IV^e Internationale, issu en novembre 1940, axé sur la démonstration de l'impossibilité historique des nazis d'« unifier » l'Europe, et anticipant la résistance émancipatrice inévitable des masses européennes contre la tyrannie fasciste : « Hitler a réduit l'Europe à un vaste camp de concentration de nations. La lutte pour l'unité de tous les Allemands a été suivie par celle de l'union de tous les non-Allemands sous la botte des nazis. Mais l'histoire est une sûre garante qu'il n'y a jamais eu oppression nationale sans qu'il y ait lutte nationale ».

Bientôt l'espoir de Hitler de finir la guerre avec l'occupation de l'Europe s'évanouit. La bataille de l'Angleterre, qui marque le début de 1941, n'amène ni l'occupation ni la soumission de celle-ci, tandis que l'impérialisme américain se mobilise et accentue son intervention dans le conflit.

Fidèle à sa ligne d'opposition révolutionnaire à tous les impérialistes, la IV^e Internationale prend position sur l'intervention américaine en Chine aux côtés de Tchang-Kai-Chek contre le Japon. La question naturellement est compliquée par le fait que la Chine est un pays colonial attaqué par le Japon, et qu'à l'intérieur de la Chine il y a une guerre civile larvée entre le régime de la bourgeoisie chinoise et les armées paysannes dirigées par le Parti communiste.

Dans la résolution du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale du 31 mars 1941, les buts impérialistes de l'intervention américaine en faveur de Tchang-Kai-Chek sont clairement dénoncés, tout en appelant à la victoire des armées chinoises contre les envahisseurs japonais, et en ouvrant la perspective de la révolution socialiste en Chine :

« La collaboration grandissante entre Tchang-Kai-Chek et l'impérialisme américain a déjà eu ses répercussions dans les attaques de Tchang-Kai-Chek contre les armées paysannes contrôlées par les stalinien. Tout en condamnant la politique de collaboration de classe des dirigeants stalinien chinois qui facilitent ces attaques, les révolutionnaires se proclament solidaires des courageux paysans luttant sous la direction stalinienne et se déclarent prêts

à se joindre à eux contre les actions contre-révolutionnaires de Tchang-Kai-Chek... La défense de la Chine par l'impérialisme américain est en réalité la préparation d'un nouvel esclavage pour ce pays... De même que la guerre contre le Japon a fait de Tchang-Kai-Chek un instrument de l'impérialisme américain ; de même les masses de Chine, en alliance avec leurs frères de classe dans l'empire japonais, seront amenées à la Révolution sociale. »

L'alliance de l'impérialisme américain avec Tchang-Kai-Chek s'est consolidée pendant la guerre, tant pour servir contre le Japon que pour ouvrir après la guerre le marché chinois aux Américains.

On ne peut mesurer qu'a posteriori, à la lumière des événements actuels, combien il était juste, déjà durant la guerre, de mettre les masses constamment en garde sur la vraie nature de l'impérialisme américain et de ses agissements, à l'encontre de la politique stalinienne qui embellissait « l'allié » américain et ménageait toujours Tchang-Kai-Chek.

En juin 1941 la guerre connaît un développement décisif historique : Hitler, malgré toutes les assurances données à Staline et avalées par ce dernier, attaque inopinément l'Union soviétique. La presse de la IV^e Internationale appelle immédiatement à la défense inconditionnelle du premier Etat ouvrier. Le manifeste issu à ce propos par l'organisation américaine, le S.W.P., déclare sans ambiguïté : « Défendez l'Union soviétique à tout prix et en toutes circonstances contre l'attaque impérialiste ! Staline doit être renversé, mais seulement par la classe ouvrière. La lutte des ouvriers doit être subordonnée à la lutte contre l'ennemi principal : les armées de Hitler. Tout ce que nous disons ou faisons doit avoir comme objet premier la victoire de l'Armée rouge. L'Union soviétique peut être le mieux comprise comme un grand syndicat tombé dans les mains de dirigeants corrompus et dégénérés. Notre lutte contre le stalinisme est une lutte au sein du mouvement ouvrier. Malgré les emprisonnements et la répression, nos camarades en Union soviétique prouveront aux masses soviétiques que les trotskystes sont les meilleurs combattants contre l'ennemi capitaliste ».

En même temps le Manifeste mettait en garde contre les alliés capitalistes de l'Union soviétique, préconisant une opposition irréconciliable envers tous les impérialistes et une conduite révolutionnaire de la guerre contre Hitler. C'est-à-dire, dans les pays capitalistes alliés de l'U.R.S.S., ne pas embellir les Churchill, Roosevelt, de Gaulle, Tchang-Kai-Chek, comme l'ont fait les stalinien, mais maintenir contre eux l'opposition révolutionnaire, préconiser la fraternisation avec les ouvriers et paysans en uniforme des armées nazies, éviter la diplomatie secrète et le partage de zones d'influence avec les alliés impérialistes, préparer constamment l'avenir de la révolution socialiste en Allemagne même, en Italie, au Japon et dans tous les pays.

Le Manifeste pour la défense de l'Union soviétique issu au nom du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale en août 1941 reprend essentiellement la même ligne : « L'Union soviétique est en guerre ! L'Union soviétique est en danger mortel ! » « En Allemagne et dans les pays européens occupés par les troupes allemandes, la défense de l'U.R.S.S. — précise le manifeste — signifie directement le sabotage de la machine militaire allemande. Ouvriers et paysans allemands sous l'uniforme de soldats, la Quatrième Internationale vous appelle à passer avec armes et bagages dans les rangs de l'Armée rouge ! Ouvriers et paysans allemands, qui êtes à présent dans les usines, les voies ferrées et les fermes, et vous, peuples asservis d'Europe, paralysez de toutes les façons possibles la marche du militarisme allemand ! »

En même temps le manifeste préconisait d'ouvrir aux travailleurs allemands la perspective de la révolution socialiste allemande et européenne. En Union soviétique il appelait « à être les meilleurs soldats », et concluait en déclarant aux ouvriers de partout « défendez l'Union soviétique et ainsi défendez-vous vous-mêmes, vous hâterez l'heure de votre libération ».

L'entrée en guerre de l'U.R.S.S. a eu cependant, comme prévu, pour conséquence de provoquer un nouveau tournant du Kremlin : revenant en quelque sorte à l'alliance avec les « démocraties » contre le fascisme, et préconisant de nouveau la subordination de la politique des Partis communistes agissant dans les pays « alliés » à celle de la bourgeoisie de ces pays. Ainsi on a vu les stalinien américains revenir aux louanges qu'ils adressaient à Roosevelt en 1936 ; les stalinien anglais prêcher l'« union nationale » autour de Churchill ; les stalinien français bâtir le prestige de de Gaulle parmi les masses françaises ; les stalinien chinois, sous l'instigation du Kremlin, mettre de nouveau en sourdine leur lutte contre Tchang-Kai-Chek. C'est partout la politique d'« union nationale » sous direction bourgeoise « contre le fascisme ».

L'entrée en guerre de l'U.R.S.S. a stimulé en Europe occupée la résistance contre Hitler. Le regroupement des forces révolutionnaires s'intensifie, et des contacts se nouent sur le plan inter-européen. Mais il faut attendre jusqu'au début de 1943 pour qu'on puisse parler d'une extension considérable du mouvement de résistance des masses en Europe, et d'une réorganisation plus importante de l'avant-garde révolutionnaire.

Les nouvelles sur l'activité des organisations de la IV^e Internationale se multiplient déjà

à partir de la fin de l'année 1941. Aux Etats-Unis, 18 militants du S.W.P. et membres de la section syndicale 544 du C.I.O. à Minneapolis sont inculpés sous la loi Smith pour propagande d'idées révolutionnaires contre la guerre impérialiste menée de la part des Etats-Unis, et ils sont bientôt condamnés à des peines de prison allant de 12 à 16 mois.

En France, le Parti Communiste Internationaliste réorganisé fait paraître régulièrement son journal « La Vérité » tous les 15 jours. En septembre 1941 il tient une conférence dans laquelle il proclame la nécessité de combiner la lutte résolue contre Hitler avec une politique de fraternisation envers les ouvriers et paysans allemands en uniforme, et s'oppose à la politique du « front national » pour « l'indépendance de la France ».

C'est à cette époque également (1941) qu'adhère à la IV^e Internationale le Lanka Samasamaja Party de Ceylan et qu'on entend parler de l'activité du Bolchevik-Leninist Party of India, organisation trotskyste en Inde.

L'année 1942 débute sous le signe d'une agitation qui gagne l'Inde réclamant son indépendance, et que le plan Cripps en avril 1942 accélère.

En mars 1942, le gouverneur de Ceylan, Sir Andrew Caldecott, interdit le Lanka Samasamaja Party. Le 9 avril 1942, le « Times » de Londres relate en ces termes l'évasion spectaculaire des camarades Colvin de Silva, N.M. Perera, D.R.R. Gunawardene et Edmund Samarakkody de la prison où ils étaient détenus, et leur passage aux Indes avec leur propre geôlier qui les a suivis : « On présume qu'ils sont partis avec leur gardien de prison qui est manquant... Ils étaient détenus depuis juin 1940 ».

Le camarade Leslie Gunawardene, sous mandat d'arrêt également depuis 1940, avait lui aussi réussi à gagner à temps l'Inde.

En mai 1942 se forme en Inde le Bolshevik-Leninist Party of India-Burma and Ceylon qui édite la « Révolution permanente ».

En août 1942, une très importante vague de grèves du prolétariat balaye l'Inde. La IV^e Internationale, qui défend l'Union soviétique contre Hitler, la Chine contre le Japon, défend également l'Inde contre la Grande-Bretagne. Loin d'assimiler la lutte de ces pays contre leurs adversaires impérialistes à une lutte « d'un camp impérialiste contre l'autre », ainsi que l'affirmait à l'époque Max Shachtman, elle pratique la défense inconditionnelle de ces pays contre l'impérialisme. Dans son Manifeste aux ouvriers et paysans de l'Inde de septembre 1942, la IV^e Internationale prend position pour l'indépendance immédiate de l'Inde, et préconise à l'encontre des méthodes de « résistance passive » que mettent en avant les leaders du Congrès, des méthodes de lutte et des mots d'ordre révolutionnaires : réforme agraire ; comités démocratiques de lutte ; Assemblée constituante ; programme d'industrialisation du pays ; gouvernement ouvrier et paysan.

Les staliniens anglais et indiens par contre, soucieux de ne pas mécontenter l'« allié » britannique de l'U.R.S.S., sont à la remorque de la politique churchillienne envers l'Inde et prennent position contre l'agitation des masses du pays.

L'année 1943 est marquée par les retentissantes victoires de l'Armée soviétique, la dissolution de l'Internationale communiste, l'invasion de l'Italie par les Anglo-Américains. En même temps se précisent les conséquences réactionnaires pour l'avenir de la révolution européenne et mondiale de l'alliance du Kremlin avec les impérialistes « démocrates ». Tout d'abord, par rapport à l'Allemagne et la révolution allemande, clé de la révolution européenne.

L'Américain Welles et l'Anglais Vansittart avaient déjà en 1942 mis en avant la théorie de la responsabilité collective du peuple allemand, et préconisé sa punition également collective. Les traités secrets qui se concluent à partir de cette époque entre le Kremlin et ses alliés anglais et américains visent à prévenir toute possibilité de révolution en Europe, afin d'assurer à chacun des alliés une zone d'influence exclusive. Ainsi par exemple les accords conclus en 1942 par le Kremlin d'un côté avec les Anglais, et de l'autre avec les Américains, stipulaient que les alliés s'engageaient à ne pas conclure une paix séparée avec aucun gouvernement en Allemagne, c'est-à-dire y compris un gouvernement révolutionnaire éventuel ; le désarmement de toute Allemagne future ; de travailler ensemble pour la « paix, la sécurité et la prospérité de l'Europe ».

En juin 1943 Staline décide de dissoudre l'Internationale Communiste, afin de rassurer ses alliés impérialistes sur ses intentions contre-révolutionnaires et de garantir le respect des conventions conclues. Prétendant que l'importance et la maturité acquises par les différents partis communistes rendaient désormais superflue l'existence de l'Internationale, il n'a fait qu'entériner une réalité pratique : l'Internationale communiste avait cessé de fonctionner en tant qu'Internationale tant soit peu autonome et vivante depuis des années déjà.

La IV^e Internationale, dans un Manifeste de juin 1943, marque et explique l'événement et conclut qu'« il n'y a qu'une seule Internationale maintenant, le Parti Mondial de la Révolution Socialiste, la IV^e Internationale. Rejoignez ses rangs et préparez-vous avec elle à diriger victorieusement la lutte pour la révolution mondiale ! ».

La dissolution, un peu plus tard, du P.C. américain, décrétée par Browder, sur l'instigation du Kremlin, va dans le même sens d'une politique d'apaisement du Kremlin à l'égard de ses alliés, afin que ses conquêtes futures se fassent à travers les accords secrets de partage de zones d'influence entre Etats, sans irruption de la révolution autonome.

Toute autre est par contre la politique de la IV^e Internationale qui vise à la préparation de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde, et qui s'efforce de donner à la lutte nécessaire contre Hitler une orientation et une perspective révolutionnaires, c'est-à-dire à partir de la résistance des masses à l'occupation et à la guerre de Hitler, pour la doter progressivement d'un contenu prolétarien et l'orienter vers des objectifs non exclusivement « nationaux », mais en définitive anti-capitalistes. La difficulté d'une telle tâche, qui résultait de la complexité du caractère de la guerre et de la politique de collaboration des classes des directions socialistes et stalinienne, s'est reflétée jusque dans les rangs de la IV^e Internationale par les discussions qui ont surgi surtout à partir de 1942 sur la « Question nationale en Europe », et ensuite sur le sens et les perspectives des événements d'Italie en 1943, et sur les perspectives de la révolution européenne en général.

LA QUESTION NATIONALE

Les premières prises de position sur la question nationale pendant la guerre remontent déjà à 1941. Elle étaient en quelque sorte le résultat des faits : l'oppression nationale certaine à laquelle avait abouti l'asservissement de l'Europe par les nazis, le début d'une résistance de masse à cette oppression.

Mais par sa nature, la question était « indiscutablement très embrouillée », pour employer l'expression de Lénine sur ce même sujet pendant la première guerre mondiale. Car il fallait à la fois tenir compte du caractère impérialiste de la guerre aussi bien du côté des grands pays capitalistes de l'Axe que du côté des grands pays capitalistes du camp « démocratique », et des réactions des masses des pays occupés.

L'occupation passagère d'un pays capitaliste à l'époque impérialiste par un autre pays capitaliste ne supprime pas automatiquement le caractère impérialiste du pays conquis, et ne donne pas le droit à une mobilisation « nationale » sur un programme « national » de toutes les classes contre l'occupant. Selon l'enseignement de Lénine, la question nationale à l'époque impérialiste est caractéristique des pays coloniaux et dépendants, ainsi que des pays annexés de manière permanente par les pays capitalistes et impérialistes. Naturellement, Lénine ne niait pas la possibilité de certains reculs à l'époque impérialiste, faisant rétrograder un pays capitaliste au niveau d'un pays opprimé, dans lequel se pose à nouveau la « question nationale » et d'une « guerre nationale ».

Mais, en général, il raisonnait de la manière suivante : « En 1793 et en 1848, en France, comme en Allemagne, et comme dans toute l'Europe, la révolution bourgeoise-démocratique était objectivement à l'ordre du jour. A cette situation historique correspondait un programme « véritablement national », c'est-à-dire le programme national bourgeois de la démocratie d'alors, qui en 1793 fut réalisé par les éléments les plus révolutionnaires de la bourgeoisie et de la plèbe ; programme qu'en 1848 Marx proclamait au nom de toute la démocratie avancée. Aux guerres féodales et dynastiques s'opposaient alors, objectivement, les guerres révolutionnaires démocratiques, les guerres nationales émancipatrices. A présent, pour les grands Etats de l'Europe, la situation objective est autre. Le progrès — si l'on néglige certains reculs provisoires — n'est réalisable qu'en allant vers la société socialiste. A la guerre impérialiste bourgeoise, à la guerre d'un capitalisme hautement développé, ne peut s'opposer, objectivement, du point de vue du progrès, du point de vue de la classe avancée, qu'une guerre contre la bourgeoisie, la guerre pour le pouvoir, sans laquelle il ne peut y avoir de sérieux mouvement en avant, et ensuite — mais seulement dans certaines conditions particulières — une guerre possible pour la défense de l'Etat socialiste contre les Etats bourgeois ».

Lénine était même contre « ces bolcheviks » ou « ces révolutionnaires » qui préconisaient une « défense nationale », qui voulaient en 1914-1918 mettre en avant dans leurs pays respectifs (la Russie, l'Allemagne, ailleurs) un « programme national » et défendre « la patrie » contre « l'invasion » et « l'occupation », conditionnellement, par des « moyens de la lutte de classe ».

Mais Lénine était d'autre part, et à juste titre, très attentif à n'importe quel mouvement de masse se dressant objectivement contre « les calamités de l'impérialisme » pendant la guerre, et prêt à l'utiliser dans la « lutte du prolétariat pour le socialisme ».

Par conséquent, une distinction devait être faite également pendant la deuxième guerre mondiale entre le caractère social des pays provisoirement occupés et les mouvements de masse objectivement dressés contre l'occupation hitlérienne, malgré leurs « impuretés » subjectives.

Les discussions et les divergences qui ont eu lieu dans notre mouvement durant la

dernière guerre autour de la « question nationale » ont porté en réalité sur les points suivants : lutte « nationale-démocratique » prépondérante, sinon exclusive, ou subordonnée à la lutte prolétarienne pour le socialisme ; articulation précise des mots d'ordre « nationaux-démocratiques » et des mots d'ordre proprement dit socialistes dans le sens d'un programme transitoire ; attitude pratique par rapport aux mouvements de résistance.

Sur toutes ces questions la clarté, dans nos rangs, fut loin d'être partout complète, et la ligne adoptée correcte. Des déviations opportunistes ou gauchistes se sont développées ici et là par la complexité de la question, sous le poids de l'oppression nazie, de la collaboration de classes des directions socialistes et stalinienne, du caractère contradictoire des mouvements de résistance. Comme déviations droitières et opportunistes doivent être cataloguées toutes les tendances qui faisaient de la revendication de chaque peuple à disposer de lui-même un but en soi, le séparant du reste du programme socialiste, révolutionnaire et internationaliste ; qui se cantonnaient dans la lutte « par étape », en commençant par l'étape « nationale-démocratique » que soi-disant imposaient les conditions de la guerre ; qui étaient sous une forme ou une autre pour notre participation ou notre collaboration, en tant que mouvement politique distinct, aux organisations politiques de la « Résistance » ; qui mettaient sur le même plan la « résistance nationale », dans un grand pays vaincu comme la France, et dans de petits Etats opprimés comme la Yougoslavie, la Pologne, la Grèce.

L'illustration la plus poussée de ces tendances fut donnée dans lesdites « Trois thèses » élaborées par les camarades de la section allemande en émigration (du I.K.D.) sur la question nationale, en octobre 1941. Ces thèses soulignaient « l'évolution à rebours » de la situation sous le poids du fascisme qui faisait surgir comme « question la plus urgente en Europe la libération nationale des pays asservis par l'Allemagne », qui avait dissous tous les mouvements politiques, y compris le mouvement ouvrier, dans une sorte de « mouvement populaire », sans distinction de classes, luttant exclusivement pour la « libération nationale » et qui rendait « la transition du fascisme au socialisme une utopie sans étape intermédiaire fondamentalement équivalente à une révolution démocratique ». La « libération nationale » devait être, selon les auteurs de ces thèses, le mot d'ordre d'agitation immédiate, et les « Etats-Unis socialistes d'Europe » un mot d'ordre de simple propagande, sans articulation transitoire entre ces deux revendications.

Comme déviations gauchistes, sectaires, doivent être considérées toutes les tendances qui niaient l'existence d'une oppression nationale, ou qui ne se prononçaient pas clairement sur le droit de chaque peuple à disposer de lui-même ; qui omettaient d'organiser sous notre propre drapeau (le drapeau du parti révolutionnaire) la lutte contre l'impérialisme allemand (menée bien entendu dans un sens internationaliste et de classe) ; qui minimisaient l'importance du travail dans les organisations populaires de résistance (partisans yougoslaves, grecs, ou F.T.P. français, etc.).

L'exemple des mouvements de résistance dans les « petits Etats » occupés comme la Yougoslavie, la Pologne, la Grèce, et des organisations populaires de résistance qui se sont dressées de bonne heure contre l'oppression nazie est caractéristique de l'ensemble des aspects de la question. Incontestablement il s'agissait là de mouvements authentiquement populaires qui, malgré leurs « impuretés » subjectives, se dressaient objectivement contre les « calamités de la guerre impérialiste », en particulier contre l'oppression nationale. Mais par leur composition plébéienne — majorité de paysans pauvres et noyaux d'ouvriers — et dans les conditions concrètes internationales et nationales, ces mouvements avaient tendance à déborder vite le cadre « national » proprement dit et à se transformer en forces aspirant et luttant pour la révolution socialiste. Une telle transformation dépendait naturellement beaucoup de la direction de ces mouvements.

Dans le cas de la Yougoslavie, la ligne consciente de la direction a permis vite de transformer « les détachements des partisans en brigades prolétariennes et de libération nationale » (1), c'est-à-dire de combiner la lutte de libération nationale avec celle pour la révolution socialiste. Cette combinaison était objectivement possible car les aspirations des masses étaient à la fois « démocratiques et socialistes » (2), le contraire des affirmations des « trois thèses » sur la nécessité d'une étape intermédiaire exclusivement « nationale-démocratique », découlant soi-disant de l'existence d'un mouvement de libération groupant indistinctement des éléments de toutes les classes. Du reste la différenciation rapide en Yougoslavie (ainsi qu'en Grèce, en Pologne, et même en France) entre partisans à tendance prolétarienne et partisans à tendance bourgeoise réactionnaire est une autre confirmation de l'interpénétration du national et du social dans une combinaison organique dont la dynamique faisait ressortir de plus en plus la prépondérance du social sur le national.

Des conclusions plus balancées sur la ligne à suivre sur la question nationale ont mûri parmi les cadres de la direction européenne de la IV^e Internationale qui se forme en 1943.

(1) Programme des communistes yougoslaves, adopté lors de leur 6^e congrès national.

(2) Ibid.

En effet, grâce à des contacts noués en pleine occupation nazie de l'Europe entre différentes sections et groupes de la IV^e Internationale, un Secrétariat européen provisoire se forme de bonne heure en 1943 qui se charge de coordonner la lutte des organisations de la IV^e Internationale sur le plan de l'Europe continentale, et édite la revue « Quatrième Internationale » (3).

En février 1944 se réunit « quelque part en Europe » occupée une conférence des sections européennes de la IV^e Internationale, la première depuis la fondation de l'Internationale et depuis la déclaration de la deuxième guerre mondiale. Cette conférence réunit des représentants des organisations trotskystes de France, de Belgique, de Grèce, d'Espagne, d'Allemagne, et ses travaux durèrent six jours consécutifs.

« Que dans une Europe ensanglantée — déclarait avec une fierté légitime le communiqué de la conférence publié dans le numéro clandestin de « Quatrième Internationale » de février 1944 — par plus de quatre ans de guerre totale, écrasée sous le joug le plus hideux des impérialismes, dont les prisons et les camps de concentration regorgent de victimes de la plus sauvage et de la plus systématique répression, notre organisation ait pu tenir son Assemblée européenne, élaborer et définir sa ligne politique de lutte, cela seul constitue la manifestation la plus éloquent de sa vitalité, de son esprit internationaliste, et de l'ardeur révolutionnaire qui l'anime. »

Les thèses sur « La liquidation de la deuxième guerre impérialiste et la montée révolutionnaire » furent le principal texte issu de la conférence européenne. C'est dans ce document que se précise, entre autres, la ligne envers la question nationale. Le document déclare clairement que le prolétariat européen ne doit pas « ruser » avec les mots d'ordre de la bourgeoisie, mais doit mettre en avant sa propre politique et se préparer non pour « l'insurrection nationale » mais pour la Révolution socialiste en Europe. Cependant, il ajoute : « Si le prolétariat doit repousser l'alliance avec sa propre bourgeoisie, il ne peut se désintéresser de la lutte des masses contre l'oppression de l'impérialisme allemand. Le prolétariat soutient cette lutte pour faciliter et accélérer sa transformation en lutte générale contre le capitalisme. Cette attitude implique la lutte la plus énergique contre les tentatives des agents de la bourgeoisie nationale de s'emparer des masses et de s'en servir pour reconstruire l'Etat et l'armée capitalistes. Tout doit être mis en œuvre, au contraire, pour développer les embryons du pouvoir ouvrier (milices, comités, etc.), tandis que la lutte la plus énergique doit être menée contre toutes les formes du nationalisme ».

Le document est axé sur la perspective de transformer la liquidation de la guerre non pas à la française (de Gaulle) ou à la grecque (Papandreou) mais, si l'on peut dire, à la yougoslave, c'est-à-dire : ne pas permettre la reconstruction de l'Etat bourgeois, mais s'orienter vers le pouvoir prolétarien.

La question des mouvements populaires de résistance est également largement traitée dans ce document. Ce dernier constate que la question des partisans a subi une évolution depuis 1942, date jusqu'à laquelle les corps de quelques francs-tireurs en Belgique, en France et ailleurs étaient complètement à la remorque de la politique chauvine de la bourgeoisie et de l'impérialisme anglo-américain, se livrant au terrorisme individuel contre les soldats allemands. Il s'agissait maintenant de mouvements en partie « spontanés » exprimant « la révolte ouverte et inévitable des larges couches travailleuses contre l'impérialisme allemand et contre l'ordre et l'Etat de la bourgeoisie indigène, qui personnifiaient à leurs yeux les responsables de leur misère et de leurs souffrances actuelles ».

Par conséquent, le devoir de la IV^e Internationale était de « prendre en considération cette volonté de lutte des masses et de tâcher, malgré les multiples dangers consécutifs aux formes nationalistes que revêt cette lutte, de l'orienter vers des buts de classe ». Pour cette raison il fallait, selon le document, combiner la propagande anti-chauvine, et pour une orientation de classe, avec des efforts pratiques pour « faire pénétrer cette politique dans les rangs des partisans, en vue de regrouper les forces révolutionnaires latentes qui s'y trouvent sur une base politique et organisationnelle de classe ». Ainsi on décidait de pénétrer systématiquement dans les mouvements populaires de résistance et d'accorder plus d'importance aux possibilités révolutionnaires du contenu qu'aux aspects chauvins de la forme.

LES PERSPECTIVES DE LA REVOLUTION EUROPEENNE

La question nationale était liée en dernière analyse à celle des perspectives de la révolution européenne. En effet, il s'agissait de savoir si, avec la liquidation de la guerre, on s'acheminait à « l'insurrection nationale » et à une période « démocratique-bourgeoise » ensuite, ou s'il fallait s'orienter vers la révolution socialiste, en profitant de la crise révolutionnaire créée précisément par la guerre, la défaite de l'Allemagne et de l'Italie, les

(3) Qui, après quelques numéros ronéotypés, paraît imprimée dès la fin 1943.

victoires de l'armée soviétique, l'exaspération des masses en Europe contre tous les responsables des « calamités de l'impérialisme ».

La discussion autour de ces perspectives s'anime particulièrement à partir de 1943, de l'invasion de l'Italie et de l'agitation révolutionnaire qui gagne ce pays. On la salue comme le début de la révolution italienne et européenne. Cependant, peu à peu, on prend conscience du poids que risquaient d'exercer, sur un développement révolutionnaire favorable, le rôle contre-révolutionnaire des directions socialistes et surtout stalinienne (aussi bien du Kremlin que des Partis communistes), et l'occupation anglo-américaine. Le Kremlin n'envisageait que la poursuite d'une diplomatie secrète avec ses « alliés » impérialistes afin de mettre au point le partage des zones d'influence à travers les conférences successives du Caire et de Téhéran, qui se prolongent ensuite par celles de Yalta et de Berlin.

La publication des mémoires des différents hommes d'Etat, comme ceux de Churchill, ainsi que de la correspondance entre Staline, Roosevelt, Churchill, les témoignages des Yougoslaves et d'autres sources, ont actuellement jeté une lumière suffisante sur ces transactions qui ont scellé, dans la plupart des cas, le sort de l'Europe en bloquant sciemment le développement autonome de la Révolution.

Les Partis communistes fidèles au Kremlin, à l'exception de l'indépendance de fait prise par le P.C. yougoslave, se cantonnaient dans une stricte politique d'« union nationale » avec la bourgeoisie, nullement orientée vers la révolution. Au contraire, il s'agissait en réalité pour ces partis de garantir les accords secrets conclus par le Kremlin avec ses alliés, et qui prévoyaient que des pays comme l'Allemagne, la France, l'Italie, la Belgique, la Grèce, etc., appartenaient à la zone d'influence des derniers. Donc ils devaient rester sous régime bourgeois. D'autre part, il fallait tenir compte du fait que, dans une certaine mesure, cette politique « nationale » des Partis communistes avait créé une situation, un certain état d'esprit dans les mouvements de masse, et que la longue oppression hitlérienne favoriserait également l'éclosion d'« illusions démocratiques ».

Ces considérations ne devaient naturellement pas altérer l'orientation générale juste vers le pouvoir ouvrier en Europe, et tous les efforts nécessaires pour transformer la crise révolutionnaire provoquée par la guerre en révolution victorieuse. Mais elles devaient influencer les perspectives sur le rythme du développement révolutionnaire et la conception du programme transitoire sur lequel se mobiliseraient les masses. On pouvait à juste raison craindre que le rythme ne soit plus lent, et tenir en partie compte des illusions démocratiques des masses européennes.

Ces questions furent à la fois débattues au sein de l'organisation américaine entre 1943-1946 et en Europe. En dehors de petites minorités qui avaient une vision simpliste de la transition de la guerre à la « paix » avec possibilité de brûler en quelque sorte les étapes et d'arriver vite au pouvoir des « Comités », des soviets, la très grande majorité de l'Internationale tenait compte des difficultés résultant des facteurs ci-dessus mentionnés (politique des directions traditionnelles, illusions démocratiques des masses, occupation anglo-américaine).

La principale différence au sein de la majorité concernait la conception, la structure du programme pour mobiliser les masses, programme essentiellement démocratique comme certains le préconisaient, adapté à la « conscience politique » des masses imbuës d'illusions démocratiques et parlementaires, ou programme essentiellement transitoire axé avant tout sur les conditions objectives dans lesquelles se trouverait le capitalisme après la liquidation de la guerre ?

La majorité de l'Internationale fut résolument orientée vers cette dernière conception du programme, sans minimiser le « rôle énorme » que les mots d'ordre démocratiques pouvaient jouer à certains moments de la lutte. Mais sans oublier également que pour nous « les formules de la démocratie ne sont que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat et non pas un nœud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie (Espagne) » (Programme de transition de la Conférence de fondation de la IV^e Internationale).

Une erreur d'appréciation commune à toute l'Internationale jusqu'à la fin de 1944 fut celle de la perspective de la révolution allemande. De la perspective inévitable de la défaite et de l'effondrement du régime hitlérien était dégagée celle de la révolution en Allemagne, car on réalisa mal à cette époque les conséquences de la politique réactionnaire du Kremlin en alliance étroite avec les impérialistes anglo-saxons pour occuper conjointement l'Allemagne, la démembrer, la piller et lui enlever toute possibilité de relèvement révolutionnaire. Cette perspective était en réalité liée à celle plus générale de la révolution européenne, basée sur la conception de l'Europe en tant qu'« épiceutre » numéro 1 de la crise révolutionnaire qui accompagnerait la liquidation de la guerre. Il fallut qu'un certain temps se passe avant qu'on réalise que les véritables transformations révolutionnaires se situeraient sur le plan colonial et dans les pays occupés par l'armée soviétique.

NOS VICTIMES PENDANT LA GUERRE

Il n'est pas encore possible de dresser un tableau tant soit peu complet de l'activité pratique des militants de la IV^e Internationale pendant la deuxième guerre mondiale, et de ce que cette activité a exactement coûté. On connaît par exemple encore mal ce que fut l'activité des trotskystes en U.R.S.S., dans les camps de concentration et les prisons. Des quelques témoignages émanant de libérés des camps soviétiques, qui ont pu gagner l'occident, nous savons cependant que les militants trotskystes survivants de la terreur stalinienne des années 1936-1938 ont continué leur résistance indomptable, et furent parmi les éléments politiques les plus solides et les plus actifs de ces lieux de désolation.

Nous ne connaissons pas non plus tous les détails de l'activité de nos militants dans les camps de concentration et les prisons de l'Allemagne nazie, ni de la Chine de Tchang-Kai-Chek.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que partout les militants trotskystes ont su réorganiser leurs forces pendant la guerre elle-même, et que de nouvelles organisations et contacts ont surgi durant cette même période, comme en Inde, à Ceylan et dans divers pays de l'Amérique latine.

Nous savons par contre beaucoup mieux ce qui s'est passé dans les pays de l'Europe occidentale occupés par les nazis, ainsi qu'en Angleterre, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et ailleurs. Il y a même des endroits, qui n'ont pas pesé beaucoup sur les destinées du monde, comme la Palestine sous mandat anglais pendant la guerre, mais où cependant l'activité des militants trotskystes garde une haute signification pour la justesse de la ligne défendue et les sacrifices consentis pour cette tâche. On ne saurait par exemple, à la manière de la révolution arabe actuelle, minimiser la lutte que les trotskystes avaient menée avant et durant la guerre en Palestine, contre l'impérialisme anglais, français et américain, contre le sionisme, contre la création d'un Etat juif au détriment des Arabes, pour la libération et l'unification des pays arabes, et pour un mouvement ouvrier socialiste révolutionnaire inter-arabe.

Cette ligne, les trotskystes palestiniens l'ont défendue pendant la guerre dans des publications multiples publiées en hébreu, arabe et anglais (à l'usage des soldats anglais) et sévèrement réprimées par l'impérialisme anglais et ses alliés sionistes. On ne saurait par contre oublier quelle était à cette époque la ligne des stalinien, à l'exemple de celle poursuivie par le Parti communiste syrien, dirigé par Bakdash, qui préconisait la coopération absolue avec de Gaulle, s'opposait à toute action de classe contre les féodaux et les capitalistes indigènes, rejetait toute idée de réforme agraire et se contentait d'implorer la « pitié » des féodaux pour « les fellahs misérables ».

Les seuls procès publics tentés pendant la guerre, et les seules condamnations à mort ou à la prison des dirigeants et militants révolutionnaires accusés d'opposition à la guerre impérialiste, dans l'un et l'autre camp, ont eu comme victimes des trotskystes. C'est ainsi qu'en Hollande, la Gestapo assassinait, le 12 avril 1942, après un procès public, neuf dirigeants bien connus du R.S.A.P., trotskystes et trotskystes, parmi lesquels les camarades Sneevliet et Dolleman. A Vienne, ainsi qu'en Allemagne, des militants trotskystes furent exécutés à la suite d'un procès public. Nous avons déjà parlé du procès et de l'emprisonnement des dirigeants trotskystes aux Etats-Unis, et des dirigeants trotskystes emprisonnés à Ceylan.

En Angleterre, en 1943 et 1944, les trotskystes jouent un rôle de premier plan dans la vague des grèves qui marque le réveil de la conscience politique des ouvriers anglais et leur opposition à la guerre impérialiste. La presse capitaliste incrimine les trotskystes, la justice bourgeoise s'acharne sur plusieurs dirigeants, tenus pour responsables de l'agitation ouvrière, à l'encontre du parti stalinien qui prêche l'union sacrée autour de la direction « nationale » de Churchill.

Mais c'est dans les pays de l'Europe continentale occupée par les nazis que la IV^e Internationale a eu à payer le plus lourd tribut pour la lutte conséquente et courageuse contre la guerre impérialiste et contre le régime qui l'a engendrée (4). En France, de bonne heure, plusieurs camarades tombent victimes de la féroce répression nazie. Parmi les premiers, Marc Bourhis et Pierre Gueguen, fusillés le 22 octobre 1941 au camp de Châteaubriant, et des dizaines d'autres camarades arrêtés et déportés, dont la plupart sont morts dans les camps de concentration. En octobre 1943, la Gestapo arrête le secrétaire du P.O.I., section française de la IV^e Internationale, le camarade Marcel Hic, et l'envoie à Buchenwald, et ensuite à Dora, où il est mort.

Malgré cette répression qui décime de temps à autre leurs rangs, les militants trotskystes en France se réorganisent et poursuivent une activité inlassable. Pendant quatre ans, la presse

(4) Pour plus de détails, consulter la brochure « La lutte des trotskystes sur la terreur nazie », éditée par le P.C.I. de France.

trotskyte paraît régulièrement, le plus souvent imprimée. En réalité, à côté de la presse stalinienne, les publications trotskystes sont les seules à paraître régulièrement et imprimées. « La Vérité » parut ronéotypée, dans la clandestinité, dès le mois d'août 1940, appelant les premiers à la résistance contre l'occupation nazie. Elle a réalisé en tout 73 numéros clandestins, dont 19 ronéotypés et 54 imprimés, à côté d'autres publications trotskystes clandestines en France.

« Quatrième Internationale », revue théorique du Secrétariat européen de la IV^e Internationale formé en 1943, après quelques numéros ronéotypés, paraissait également imprimée dès la fin de 1943. Une mention spéciale doit être accordée à la publication d'un organe imprimé en allemand, « Arbeiter und Soldat », destiné à la propagande parmi les soldats allemands en France et dans d'autres pays de l'Europe. Publication également du Secrétariat européen, elle avait comme rédacteur responsable le camarade Paul WIDELIN, émigré trotskyste allemand.

« Arbeiter und Soldat » fut l'unique organe en allemand du marxisme révolutionnaire, dont la diffusion téméraire parmi les soldats allemands a coûté la vie à plusieurs camarades, soldats et civils, allemands et français, liés à ce travail.

Des hauts faits d'héroïsme et de dévotion à la cause révolutionnaire de l'Internationale ont marqué l'activité des trotskystes pendant la guerre, aussi bien en France qu'ailleurs. Il suffit de mentionner les noms de camarades tels que le Belge Léon LESOIL, ancien dirigeant du P.C. belge et ensuite de l'organisation trotskyste belge, arrêté en 1941 et mort en déportation en Allemagne, et A. LEON, jeune dirigeant de l'organisation belge, remarquablement doué, auteur du livre unique sur la conception matérialiste de la question juive, arrêté et mort en déportation ; l'Italien BLASCO (Tresso), ancien dirigeant du P.C. italien, fondateur de l'opposition trotskyste de gauche italienne, emprisonné par les nazis et assassiné ensuite par les staliens ; des dizaines de camarades grecs assassinés par les fascistes ou les staliens (en décembre 1944), parmi lesquels le nom prestigieux du camarade Pentelis POULIOPOULOS, ancien secrétaire du P.C. grec ; de plusieurs camarades polonais, chinois et autres.

Peu avant la libération de Paris, au début de l'été 1944, la Gestapo arrêta quatre militants trotskystes, deux femmes et deux hommes, parmi lesquels le camarade Widelin. Amenés dans les locaux de la police, ils ont eu chacun un sort extraordinaire. L'un des camarades hommes put sauter du deuxième étage de l'immeuble et s'évader, fait quasi unique dans l'histoire de Paris occupé par les nazis. Le camarade Widelin fut emmené au bois de Vincennes et laissé là exécuté. Il n'était pas cependant encore mort. Transporté par un passant à l'hôpital Rotschild, il put avertir les camarades qui se mirent à organiser son enlèvement de l'hôpital, le cas échéant par la force. Mais un jour avant l'exécution du projet, la Gestapo avertit par un membre du personnel de l'hôpital, mit une seconde fois la main sur sa victime et l'acheva.

Cette année (1958) est mort en Belgique, dans le plus grand anonymat, le camarade GALLOIS, ouvrier mineur, qui fut déporté pendant la guerre à Buchenwald. Un jour, les S.S. riant, ont présenté devant une assemblée de déportés défaillants, à peine debout sur leurs jambes, un amas d'êtres humains squelettiques, puants, pleins de vermine. Il s'agissait d'Israélites que les S.S. s'approprièrent à « gazer » sauf dans le cas — avaient-ils déclaré — où une « âme charitable » se chargerait de les nettoyer un par un. Aucun chrétien ni aucun autre homme du camp n'a bougé pour cette besogne, sauf le camarade Gallois, qui sortit humblement du rang et se proposa pour accomplir la tâche, à condition que les S.S. respectent leur promesse et épargnent la vie aux Israélites en question. Et des semaines durant le camarade Gallois est en effet allé jusqu'au bout de sa mission.

La mort du camarade Poulipoulos n'est pas moins caractéristique de la qualité humaine et de la trempe de plusieurs des nôtres qui ont porté le drapeau de la IV^e Internationale pendant la deuxième guerre mondiale. Le camarade Poulipoulos, en prison depuis 1939, fut exécuté avec trois autres camarades trotskystes en juin 1943, choisis parmi les premières victimes de la répression fasciste en Grèce. Il harangua les soldats du peloton d'exécution en leur propre langue, provoquant une véritable émeute parmi eux, les soldats refusant de l'exécuter. Et ce sont en définitive les officiers qui ont tiré, tuant le camarade Poulipoulos et ses compagnons. Nos camarades sont tombés non pas pour la « patrie », non pas pour la « démocratie », mais pour la Révolution et le Socialisme.

Les jeunes militants de la IV^e Internationale sauront perpétuer la mémoire de nos morts héroïques pendant la deuxième guerre mondiale qui, s'appelaient-ils Widelin, Léon, Lesoil, Hic, Blasco, Poulipoulos ou Gallois, etc., ont montré partout le même visage du militant marxiste révolutionnaire, intrépide contre le courant, intrépide contre l'ennemi de classe, fier de défendre contre vents et marées, en tout lieu et en toute circonstance, le drapeau de la IV^e Internationale.

(à suivre)

Au prochain numéro : LA IV^e INTERNATIONALE DEPUIS LA GUERRE (1945-1958)

LES LIVRES

Les idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui

de Maurice DOMMANGET (1)

Blanqui, c'est une légende, on pourrait, hélas, dire, c'était une légende, tant le passé du mouvement ouvrier est oublié, tant les directions ouvrières déforment ce passé. Blanqui, un nom légendaire, l'Enfermé, l'organisateur de conspirations, de soulèvements, au moyen de groupes spécialement rassemblés à cet effet, rompus aux règles de la clandestinité, l'homme des coups de main.

Tout ce qui existe comme opportunistes dans le mouvement ouvrier — et il en foisonne — à la rigueur veut bien rendre un hommage à Blanqui, le persécuté, mais n'a qu'un sourire dédaigneux, méprisant, pour, pourrait-on dire, Blanqui blanquiste : déjà de son temps, il était dépassé ; et que dire maintenant !

Pourtant, qui avait lu quelques articles de Blanqui ne pouvait pas ne pas être convaincu que, derrière le combattant jamais découragé, il y avait un penseur et même un penseur profond. Il était d'ailleurs difficilement concevable qu'un homme ait pu passer par les épreuves qu'a subies Blanqui, être ce qu'il fut comme combattant révolutionnaire, uniquement par la force d'une volonté qui n'aurait pas de support intellectuel puissant. La vérité c'est parce que Blanqui était une tête intellectuelle qu'il eut une telle fermeté de caractère. Mais, les écrits de Blanqui, ce sont avant tout des articles publiés de son temps et jamais ou rarement reproduits. Aussi, faut-il remercier bien vivement Dommanget d'avoir été rechercher ces écrits de Blanqui pour faire connaître « Les idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui », de Blanqui. Ce livre est à la hauteur du sujet et donne une vue très complète et très claire de la pensée de Blanqui sur des questions essentielles du mouvement ouvrier.

Ce n'est pas notre intention ici de reprendre ces idées dans le détail. Nous engageons nos lecteurs à lire ce livre, dans lequel Dommanget montre également de façon excellente ce qui rapproche Blanqui de Marx et ce qui l'en distingue, abstraction faite bien entendu de l'ampleur et de la profondeur du génie de Marx.

Incontestablement, la pensée de Blanqui ne manque pas de confusion en ce qui concerne les rapports strictement économiques de la société capitaliste ; il reste souvent au niveau des phénomènes et ne pénètre pas

aisément dans la nature même de ceux-ci ; mais on ne peut oublier que c'était la période pendant laquelle Marx parvenait, par un travail soutenu pendant de longues années, à clarifier ces questions et aucun contemporain n'avait de vues très justes sur ces questions. Par contre, sur tout ce qui concerne la superstructure de la société, et en premier lieu l'Etat, Blanqui voit très bien ; il a une compréhension remarquable du fonctionnement politique de la société sous ses aspects les plus variés. Et c'est précisément parce qu'il comprend admirablement bien ces choses qu'il ne se paye pas de mots dans la lutte politique et accorde une importance exceptionnelle à l'action armée pour la prise du pouvoir. A ce propos, on ne peut pas dire que Blanqui envisageait celle-ci totalement de façon indépendante des conditions objectives, de la situation dans le mouvement des masses ; mais ses considérations sur ce point étaient plutôt d'ordre tactique. Il est par contre tout à fait clair qu'il avait conservé des idées acquises lorsqu'il fit ses premières armes dans « La société des saisons », lorsque le mouvement démocratique bourgeois et le mouvement socialiste n'étaient guère distincts et se concentraient dans de petites organisations clandestines. Cette tendance à manier le mouvement des masses se manifesta notamment dans une combinaison de l'existence d'un Comité central blanquiste, avec la formation de larges organisations, de ligues, à propos de questions déterminées.

Malgré toute la force de sa pensée, Blanqui n'eut pas figure de théoricien parmi ses contemporains qui pourtant lisaient ses articles. Cela s'explique par le fait que Blanqui ne rassembla pas des militants dans une organisation sur la base de ses idées, d'un programme théorique, mais en premier lieu pour l'action, pour le combat pratique.

L'ouvrage de Maurice Dommanget sur Blanqui, comme celui qu'il a écrit sur Vaillant, apporte une contribution inestimable pour la compréhension d'une importante partie de l'histoire du mouvement ouvrier français, celle qui est marquée par la reprise de ce mouvement quelques années après la Commune, la tentative qui ne donne que des résultats limités de Guesde et de Lafargue à faire un parti « marxiste », et l'apport de l'aile blanquiste, dirigée par Vaillant, qui s'unira d'abord aux guesdistes et aura ensuite place dans l'aile gauche du Parti socialiste unifié.

(1) Librairie Rivière, éditeur, Paris.

P.F.

Le sang de Bandoeng ⁽¹⁾

C'est un court ouvrage de 60 pages écrit par quatre avocats « coloniaux » à la demande de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France, qui rappelle ce qui a déjà été publié sur les tortures et la guerre totale qui est menée contre le peuple algérien et qui a pratiquement laissé indifférent le peuple français, à l'exception de couches réduites.

De ces pages, reproduisons ci-dessous quelques lignes pour répondre aux larmes de crocodile épanchées par certains pour dresser l'opinion contre les Algériens :

« A la guerre totale, le peuple algérien a répondu par le recours ultime de ceux que

trop cruellement accable la force : le terrorisme. Acculés à lui, comme dix mois plus tôt à la révolte.

« Sur les trottoirs des villes, les bombes à main répondent aux bombes d'avions dans les djebels.

« La bombe d'avion non plus ne choisit pas. Elle éventre maisons, hommes, femmes, bêtes. Elle n'épargne pas les enfants. Elle frappe aveuglément. Mais l'aviateur a l'âme sereine et garde les mains propres. Il appelle objectifs les cadavres lointains et sa vie n'est pas en danger. »

(1) Editions Présence Africaine, Paris.

CORRESPONDANCE

A la suite de notre numéro de juillet dernier, nous avons reçu de Daniel Guérin la lettre ci-après. Sans vouloir engager une discussion, disons-lui cependant que nous n'avons nullement été impressionnés par les propos d'historiens staliniens (notre note en témoigne) et que nous avons bien lu ce qu'il a écrit sur la question.

Chers camarades,

Je lis dans votre revue l'article sur le « 200^e anniversaire de Robespierre ». Vous y suggérez que je tendais « parfois à être trop rigide, à forcer la démonstration » et que je prêtais ainsi le flanc à la critique des historiens staliniens. Puis-je me permettre de vous suggérer à mon tour que ce sont les historiens staliniens qui ont tendance à « forcer la démonstration » et à présenter mon interprétation de 1793-1794 de façon inexacte ? Ils l'ont encore fait

tout récemment dans la double page de France-Observateur consacrée à Robespierre, et j'ai dû protester contre leur façon de m'attribuer des outrances que je ne crois pas avoir commises. Je souhaiterais que ceux de vos lecteurs que la question intéresse prennent la peine de lire mon « autocritique » qui a paru sous le titre : *Bataille autour de notre mère* dans la revue *La Nouvelle Réforme* au début de cette année. Ils y verront, preuves en mains, que mon interprétation et du rôle personnel de Robespierre et de révolution prolétarienne surgissant en pleine révolution bourgeoise est beaucoup plus nuancée que d'aucuns le prétendent. N'ont pu s'y tromper que ceux qui m'ont mal lu ou qui me déforment pour tenter de me réfuter.

Fraternellement,

Daniel GUERIN.

Livres reçus :

Benno Sarel. — *La classe ouvrière d'Allemagne orientale.*

Pierre Bortreau. — *Madagascar.*

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

GRÈCE

Publication des derniers écrits de P. Pouliopoulos

Nos camarades grecs viennent de réaliser une importante publication réunissant bon nombre des derniers écrits du camarade Pantelis Pouliopoulos, des années 1937, 1939, 1940, 1941.

Le camarade Pouliopoulos, un des fondateurs du P.C. grec, ancien secrétaire général de ce parti, ensuite fondateur de l'Opposition de gauche en Grèce (en 1927) et dirigeant principal du mouvement trotskyste grec, fut exécuté en juin 1943 par les occupants fascistes du pays.

On connaît sa mort héroïque, le camarade Pouliopoulos ayant harangué le peloton d'exécution dont les soldats ont refusé de tirer, laissant cette besogne à leurs officiers.

Les écrits actuellement édités datent de la période où le camarade Pouliopoulos se trouvait soit dans la clandestinité et activement recherché par la police de la dictature

de Metaxas, soit dans la prison d'Aeronauplie.

Voici les titres de quelques-uns de ces écrits :

« Les fronts populaires et la politique prolétarienne » (juin 1937).

« La guerre qui vient et les tâches des communistes en Grèce » (1939).

« Le moment de la guerre et nos tâches » (1941).

« Rapport fait au collectif des milices trotskystes dans la forteresse d'Aeronauplie en 1939 sur le caractère de la dictature en Grèce et les tâches du prolétariat. »

Nous pensons pouvoir donner bientôt en traduction quelques-uns de ces textes remarquables par la clarté et le haut niveau théorique qui caractérisaient la pensée du camarade Pouliopoulos.

INDE

Kerala sous un gouvernement « communiste »

Il y a onze ans les impérialistes britanniques avaient transmis le pouvoir au Congrès national indien qui l'année précédente avait eu une majorité aux élections. Des ministères furent formés dans tous les Etats. Mais le Congrès, représentant la faible bourgeoisie indigène d'un pays arriéré liée aux éléments féodaux, ils faillirent et le Congrès perdit du terrain aux élections de 1952 et 1957.

C'est à Kerala que la défaite fut la plus grande. En 1949, le Congrès avait eu la majorité dans l'Etat de Travancore-Cochin. En 1952, ayant perdu la majorité, il s'associa avec des groupes de droite pour former le gouvernement de cet Etat. L'Etat de Kerala fut formé de cet Etat de Travancore-Cochin et de la région de Malabar où le Congrès était faible.

Le P.C. de Kerala avait, après le Congrès, la plus forte organisation dans cet Etat, avec des centaines de permanents, trois quotidiens, d'autres quotidiens bourgeois les soutenant, un certain nombre d'hebdomadaires, des fonds considérables. Dans son manifeste électoral, il promit une augmentation de salaire de 25 %, des

primes de 12,5 %, la sécurité de l'emploi, l'élimination du chômage et de la pauvreté, la terre à ceux qui la cultivent et une diminution des loyers. Il y ajouta la nationalisation des forêts et des propriétés appartenant à des étrangers.

Sur 100 sièges qu'il disputaient (parmi les 162 à remplir), il en obtint 60, et 2.059.548 voix (34 % des voix émises). Le Congrès, qui avait présenté 124 candidats, eut 43 élus. Le P.S.P. (praja socialist party), 9 sièges ainsi que la Moslem League. Le Revolutionary Socialist Party, qui avait eu 9 élus dans la précédente Assemblée et qui avançait un programme plus révolutionnaire perdit tous ses sièges.

Avec l'aide de 5 indépendants sur 6 le P.C. forma un gouvernement le 5 avril 1957. Pour donner une idée de la composition sociale du P.C. indien, il faut dire que la Commission des mandats de la Conférence de ce parti à Amritsar, en avril 1958, indiqua que sur 474 délégués, 58 étaient des ouvriers industriels ou agricoles, les autres étant de petits paysans propriétaires ou de petits commerçants.

Le gouvernement de Kerala s'est conduit

à l'égal d'un gouvernement bourgeois. Les budgets qu'il présenta ressemblaient aux autres budgets des Etats indiens. Il déposa un projet de loi relatif à l'éducation qui était progressif (garantie aux enseignants, paiement direct des traitements à ceux-ci, réduction des pouvoirs des dirigeants des institutions, possibilité au gouvernement de prendre en charge les écoles privées et d'améliorer le standard de l'éducation). La réaction catholique, qui dispose d'environ un tiers des institutions d'enseignement mena une campagne furieuse et le gouvernement de Kerala accepta d'amender le projet dans un sens tenant compte des objections catholiques. La réaction ensuite attaqua la loi votée

devant la Cour suprême de l'Inde qui renvoya la loi votée comme non constitutionnelle.

Mais, c'est envers les travailleurs en lutte que le gouvernement de Kerala agit comme un gouvernement capitaliste. Le 22 juillet dernier, la police de Kerala tira sur des ouvriers de Quilon luttant pour des revendications économiques, après qu'un accord eut été passé entre le gouvernement de Kerala et le groupe capitaliste Birla.

Quelques dirigeants du P.C. indien, dont Dange, ont critiqué le gouvernement de Kerala, mais ils se sont gardés de relier son attitude à la politique de collaboration de classe du P.C. indien.

INDONÉSIE

Le Partai Acoma

Le Partai Acoma (Ancantan Communis Indonesia) a été fondé en août 1952, ayant pour origine l'Armée de la Jeunesse communiste (Acoma), créée le 10 juin 1946.

Du programme de ce parti, nous reproduisons des extraits qui montrent l'orientation révolutionnaire de cette formation :

« La grande révolution d'août 1945 fut une révolution populaire. La défaite de la révolution d'août constitua une grande expérience... Dans cette expérience le peuple indonésien a reçu une leçon très nécessaire pour comprendre qu'en fait on ne peut séparer la révolution et la théorie révolutionnaire. Le marxisme et le lénisme sont les seules sources qui donnent une base à la théorie révolutionnaire. Après la première guerre mondiale, les théories de Marx et de Lenine furent discutées. Avec une rapidité étonnante, les noms de Marx et de Lenine conquièrent leur place dans les pensées du peuple, devinrent très populaires, au point que les ennemis du marxisme-lénisme commencèrent aussi à crier : Vive Marx et Lenine ! »

« Le marxisme, le lénisme, furent ainsi utilisés non comme il convenait mais pour tromper et déformer les idées de l'avant-garde... Au nom de « Marx » et de « Lenine », ils parvinrent à désarmer le mouvement du peuple, à lui faire rendre les usines, les mines et les plantations, au moyen de divers accords (proclamation de

novembre, Linggardjati, Renville...), portant atteinte à la liberté de la République et du peuple.

« Etant donné que les masses ouvrières et paysannes ont besoin d'une véritable direction révolutionnaire conséquente, au lieu de ceux qui se camouflèrent en socialistes et en communistes et persécutèrent cruellement leurs adversaires révolutionnaires, l'Armée de la Jeunesse communiste (Acoma) fut créée le 10 juin 1946, qui constitua le 8 août 1952 le Angkatan Communis Indonesia (groupe communiste de lutte indonésien)... »

« Le marxisme-lénisme oblige l'Acoma à agir comme parti « d'en bas » et à rejeter fortement le schématisme et le dogmatisme qui en général forcent un parti à agir « d'en haut »... »

« L'Acoma ne repousse pas le parlementarisme, mais n'a pas d'espoir en lui, car en pratique il n'est pas indépendant de la bureaucratie capitaliste coloniale dans le pays. La preuve a été faite que ce n'est pas le Parlement qui détruira le capitalisme colonial. Le Parlement ne pourrait empêcher le capitalisme colonial de renaître et ne serait pas aux côtés des masses pour le combattre.

« L'Acoma soutient la fraternisation internationale, attache la plus grande importance aux informations internationales et nationales comme une condition pour la fraternisation entre les peuples. »

CEYLAN

Le Parlement et l'exécution de Nagy

Le 15 juillet un membre indépendant du Parlement ceylanaï déposa une motion « déclarant son horreur du meurtre à froid d'Imre Nagy et de ses camarades, hardis combattants de la liberté, et con-

damnant ardemment la dictature tyrannique responsable de ces crimes ». Au nom du LSSP, le camarade Colvin R. de Silva proposa d'amender le texte comme suit : « déclare son horreur du procès

secret et de l'exécution d'Imre Nagy et de ses camarades, et considère ces actes du gouvernement hongrois comme étant contraires aux intérêts du socialisme et de la démocratie ouvrière. »

Le texte ainsi amendé fut adopté par le Parlement, après un discours de notre camarade Colvin R. de Silva, répondant notamment à une intervention du député stalinien Keneman.

Une conférence extraordinaire du L.S.S.P.

Les 11 et 12 octobre s'est tenue une conférence extraordinaire du LSSP, faisant le bilan de l'activité gouvernementale du MEP au cours des deux dernières années. Face à un gouvernement qui, parti avec le soutien de la grande majorité de la

population, a dressé celle-ci contre lui, le LSSP fait appel aux masses travailleuses pour se grouper autour de lui, afin d'empêcher la droite de profiter de la débacle du gouvernement du MEP et d'ouvrir la voie à un gouvernement LSSP.

FRANCE

Le Parti socialiste (SFIO) autonome

Guy Mollet étant parvenu à avoir la majorité du PS pour approuver le régime de Gaulle, la minorité a rompu et formé le Parti socialiste (SFIO) autonome.

Dans la situation présente en France, avec la vague gaulliste qui déferle, ce nouveau parti n'aura pas immédiatement une très large audience, mais il faut le considérer comme le véritable continua-

teur de la social-démocratie en France. En ce sens il est appelé à jouer un rôle politique important dans le mouvement ouvrier, bien qu'il soit fortement minoritaire par rapport au PCF. Par sa création, de très nombreux problèmes — et en premier lieu celui si décisif du front unique — prendront de nouveaux aspects qui auront aussi leurs répercussions au sein du PCF contre la direction stalinienne

ÉTATS-UNIS

Capitulation de Shachtman devant la social-démocratie

Il y a dix-huit ans Shachtman rompait avec l'organisation trotskyste américaine et internationale pour occuper une position de « 3^e front », à la fois contre le capitalisme et le « collectivisme bureaucratique ». Pendant des années, il balança sur la corde raide ; mais il glissait de plus en plus vers des positions social-démocrates. Et, en cette année 1958, l'opération a abouti à son terme. Shachtman a dissous son organisation et est entré dans le parti socialiste américain et dans la

II^e Internationale, en faisant des déclarations reniant tout son passé :

« Nous ne souscrivons à aucune croyance connue sous le nom de lénisme ou définie comme telle. Nous ne souscrivons à aucune croyance connue sous le nom de trotskysme ou définie comme telle... Nous souscrivons à la déclaration sur les buts et tâches du socialisme démocratique, adoptée par l'Internationale socialiste... »

On ne peut trahir plus clairement.

La désagrégation du Parti Communiste

On sait qu'à la suite du 20^e Congrès soviétique, le P.C. des Etats-Unis a connu une crise profonde qui se manifesta surtout par la manifestation d'une forte aile droite qui, incapable d'élaborer une ligne claire, aboutit à une série de ruptures avec ce parti et aussi avec le communisme.

Mais, récemment parut un nouvel organe **The Marxist-Leninist Vanguard**, édité par un « Comité d'organisation provisoire pour un Parti communiste marxiste-léniniste », soutenu par environ 300 personnes,

parmi lesquelles Armando Roman qui dirigea pendant longtemps la section portoricaine. Lucille Bethancourt qui fut poursuivie en vertu de la loi Smith, A. Marino, militant syndical. La direction du P.C. américain ayant refusé de faire circuler dans le parti des documents intérieurs soumis par cette tendance, celle-ci tint une conférence en août, à la suite de laquelle elle fut exclue du P.C. américain.

Son programme est des plus confus. Elle condamne à juste titre les « voies parle-

mentaires » vers le socialisme, la politique opportuniste de la direction et son incapacité auprès de la jeunesse, au moment même où l'on assiste à un réveil dans cette catégorie sociale. Mais, d'autre part, ce groupe est plus que 100 % stalinien, et dénonce la direction du P.C. américain pour ne pas avoir ratifié la déclaration des 12 de Moscou de 1957 et pour s'être

abstenue sur le soulèvement de Hongrie que ces opposants considèrent comme contre-révolutionnaire.

Au cours des discussions, il fut révélé que le P.C. américain qui avait encore 17.000 membres lors de son Congrès de 1957 n'en aurait plus actuellement que 3.000. Désagrégation politique et organisationnelle, tel est le sort du P.C. américain.

CHILI

Après les élections présidentielles

Le candidat de la droite, Alessandri, n'a eu que 30.000 voix de plus que Allende, candidat de la coalition des partis ouvriers (P.C., P.S.). La presse réactionnaire, quoique satisfaite de la victoire de son candidat, est inquiète des 354.000 voix recueillies par Allende, le plus grand chiffre jamais obtenu par le mouvement ouvrier. Tous les centres industriels du pays (Concepcion, les quartiers ouvriers de Valparaiso, Antofagasta, Taracapa) ainsi que plusieurs districts agricoles donnèrent une large majorité à Allende. Des candidats de confusion recueillirent des voix petites bourgeoises, assurant de ce fait la victoire d'Alessandri. D'autre part nombre d'ouvriers et de paysans pauvres se trouvent dépourvus du droit de vote parce qu'illettrés.

Le chiffre de 345.000 voix indique une

polarisation rapide, par comparaison au chiffre de 160.000 voix que les deux partis avaient obtenues il y a dix-huit mois.

Mais ce progrès politique des masses est entravé par les politiques réformistes exprimées par les dirigeants du P.C. chilien et par l'aile droite du P.S. Les uns et les autres au lieu de poursuivre une politique de front unique ouvrier — dont le succès serait énorme, comme l'atteste le résultat obtenu par la candidature Allende — s'efforcent de remplacer ce front unique par une coalition avec des partis bourgeois et petits bourgeois, au moyen de compromis qui ne peuvent que décevoir les masses, comme ce fut déjà le cas dans le passé.

Les trotskystes chiliens sont à l'avant-garde de la lutte pour que soit poursuivie une politique de front unique ayant pour but un gouvernement ouvrier et paysan.

ARGENTINE

Le Parti Ouvrier salue la mémoire de Trotsky

Le Parti Ouvrier a célébré l'anniversaire de la mort de Léon Trotsky (assassiné sur ordre de Staline le 20 août 1940 à Mexico) dans cinq meetings publics tenus à Tucuman, Rosario, Cordoba et Buenos-Aires, devant une assistance nombreuse.

Nos camarades montrèrent au cours de ces meetings comment la montée révolutionnaire dans les pays d'Amérique Latine

démontre la justesse des analyses du fondateur de la IV^e Internationale.

Ils développèrent les mots d'ordre du trotskysme pour impulser et guider vers la victoire le soulèvement des masses d'Amérique Latine et en particulier l'instauration de gouvernements ouvriers et paysans dans les divers pays d'Amérique Latine et la réalisation de la Fédération Socialiste Soviétique d'Amérique Latine.

BRÉSIL

Crise dans le Parti Communiste

La crise du stalinisme dans le Parti communiste brésilien a eu dernièrement une expression nouvelle. 17 hauts dirigeants du Parti ont rompu avec lui et le critiquèrent énergiquement pour avoir appuyé la candidature capitaliste d'Adehmar de Barros au gouvernement de l'Etat de

Sao-Paulo et aussi sur le régime bureaucratique du Parti.

Cinq de ces 17 dirigeants étaient membres du Comité Central de Sao-Paulo (principal centre industriel du Brésil) et les douze autres sont dirigeants de la jeunesse. Ce groupe est dirigé par Taibo

Cadorniga qui était jusqu'à présent le principal membre assurant la liaison entre le Parti communiste brésilien et les P.C. des autres pays latino-américains. Les autres sont : Argilen Goncalves, dirigeant de l'Union des Employés du Commerce de Sao-Paulo, le journaliste Victor Martorelli, qui interviewa récemment Khrouchtchev à Moscou ; Sante Placani, président du Syndicat National des Arts Graphiques, qui dirigea la grève récente de cette corporation, et aussi Orlando Piott, organisateur syndical.

Dans un manifeste publié pour expli-

quer ses motifs, le groupe dit qu'étant données les accusations lancées par Khrouchtchev contre Staline, il faut réviser complètement les purges stalinienne de la décennie 1930-40. Il ajoute que des hommes comme Trotsky, Kamenev et autres ne peuvent plus maintenant être considérés comme « des avortements de l'espèce humaine » comme les a appelés Staline dans son histoire du Parti Communiste Russe. Il qualifie également « d'incroyable » l'intervention soviétique en Hongrie en 1956 et condamne l'exécution d'Imre Nagy.

ANGLETERRE

Les congrès annuels du T.U.C. et du L.P.

La centrale syndicale et le Labour Party ont tenu leurs Congrès annuels. Ceux-ci ont été caractérisés par l'absence de vives discussions et une apparente unité de vues du mouvement ouvrier anglais. Ce n'est que sur des questions de second ordre que des divergences se sont manifestées. Cela s'explique surtout par le fait que les militants avaient en vue les prochaines élections et pensaient faire ainsi une manifestation de force devant le pays. Hélas, ce n'est pas le mièvre programme

sur lequel la bataille se fera qui pourra enthousiasmer les travailleurs. A présent, les tories ont repris du poil de la bête par rapport à la période de Suez, quand le pays les aurait balayés si la direction travailliste avait osé pousser l'action.

La principale question qui commence à peser en Angleterre et qui inquiète les conservateurs, c'est la menace grandissante du chômage qui, elle, peut avoir des répercussions tout autre que le programme qui a associé Gaitskell et Bevan.

Amis lecteurs,

Aidez-nous. Si vous êtes abonnés, ne retardez pas le moment de votre réabonnement. Si vous n'êtes pas abonné, devenez-le sans tarder. Et tous trouvez-nous de nouveaux abonnés.

ABONNEMENTS A « QUATRIEME INTERNATIONALE »

FRANCE : Un an (4 numéros) 700 frs

Abonnement de soutien 1.000 frs

ETRANGER : Un an l'équivalent de 2 dollars
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Tous paiements à notre compte postal :

Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu - C.C.P. 12648-46 Paris.

En supplément à « Quatrième Internationale » vient de paraître

MICHEL PABLO

DICTATURE DU PROLÉTARIAT DÉMOCRATIE, SOCIALISME

(Problèmes économiques et politiques des régimes de transition, à la lumière des expériences depuis Octobre 1917)

Un livre de 144 pages : 400 francs.

ONT PARU :

LE 5^e CONGRÈS MONDIAL DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

(OCTOBRE 1957)

En français :
N° spécial de « QUATRIEME INTERNATIONALE » 200 francs

En anglais :
N° spécial de « Fourth International »

En allemand :
N° spécial de « Die Internationale »

En espagnol :
N° spécial de « Revista marxista latinoamericana »

Chaque exemplaire 250 francs

« Quatrième Internationale » paraît régulièrement quatre fois par an, sans compter ses numéros spéciaux ou ses suppléments.

Autres publications de la IV^e Internationale :

EN ANGLAIS

FOURTH INTERNATIONAL
THE SAMASAMAJIST (Ceylan)

EN ALLEMAND

DIE INTERNATIONALE

EN ESPAGNOL

REVISTA MARXISTA LATINOAMERICANA
DE INTERNATIONAL (Hollandais)
BANDIERA ROSSA (Italien)

A notre service de librairie

L. TROTSKY.— ECRITS 1928-1940, tome I 1.000 frs
pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars

LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

La brochure : 400 francs

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT
(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 200 francs

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.
(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 80 francs

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK.

Diffusé par les N.M.P.P.



Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saulnier - Paris (9^e)

Imprimé en France

Prix : 200 francs